

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 4 décembre 2024

Suite à un cyclone on est resté 4 jours sans électricité, une soirée et une nuit dans le noir parce que les batteries étaient vides. J'ai rechargé une vingtaine de smartphones de villageois, avec des temps de recharge à rallonge parce que leurs batteries étaient en mauvaise état, entre 3 et 6 heures, à 5W/h... On a filé de l'eau aux voisins jusqu'à ce qu'une citerne arrive. Plusieurs personnes et des enfants s'étaient réfugiés chez nous y compris la nuit. On a distribué repas chauds et gâteaux secs. Au moins j'ai eu l'occasion de rendre service et on me le rend bien, un peu d'humanité fait toujours du bien dans ce monde de barbares, n'est-ce pas ?

Tenez, je vous remercie pour tous vos messages de solidarité, aucun ! C'est révélateur d'un certain état d'esprit que je préfère ne pas qualifier. Remarquez qu'ici en Inde cela ne vaut guère mieux. Personne de la famille de ma compagne qui habite à 5 minutes de chez nous n'est passé prendre de nos nouvelles, ils n'ont même pas pensé nous téléphoner, merveilleux !

-
- En Corée du Sud, le coup d'Etat militaire a avorté...
 - France. Taxis, enseignants, agriculteurs, hospitaliers, cheminots, fonctionnaires... On ne s'attardera pas sur la série de journées d'action dispersées, qui vont servir à quoi ? A rien.
 - Au lieu de la formule « *révolution de couleur* », coup d'Etat ça sonne mieux, plus politique.
 - Les BRICS, c'est le vieux capitalisme occidental, et pas vraiment en mieux. Ils louent ou achètent quasiment des pays en Afrique, les esclaves sont fournis en prime. Les BRICS sont chargés de réaliser la dernière tranche de la mondialisation de l'économie capitaliste.

Pourquoi, j'avais cru qu'elle n'était achevée ? Ah ben non grand bêta ! Cela fait un siècle que les propagandistes d'extrême gauche le prétendaient, il ne fallait pas les croire, c'est tout.

Par rapport au mode de production féodal qui s'était développé sur tous les continents sans avoir eu besoin d'être importé d'Europe, il existera même ailleurs des centaines d'années ou des millénaires avant d'apparaître en Europe sous la forme de régimes monarchiques très évolués, à ces époques très reculées il n'existait pas d'infrastructures et de moyens de transports suffisamment sophistiqués pour exporter ce modèle de société dans des contrées lointaines et isolées, ce qui ne sera plus le cas avec le capitalisme pouvant coloniser rapidement toutes les régions du globe, et exporter ou imposer ce mode de production d'autant plus facilement qu'il est plus évolué et productif, aucune économie locale n'y résistera longtemps.

Le mode de production capitaliste était donc destiné à conquérir la Terre entière, encore fallait-il lui laisser le temps, et pour peu qu'on s'y prenne mal, ce serait inévitable, et c'est ce qui s'est produit justement, malgré ses contradictions qui l'ont amené à développer des forces destructives de masse, nous ne sommes pas parvenus à l'empêcher d'essaimer la planète ou à le remplacer par une mode de production supérieur qui permettrait de satisfaire les besoins de la totalité de la population.

Parce que nous avons été impuissants à arrêter son bras destructeur, nous en sommes arrivés à nier qu'il disposait encore d'importantes ressources pour se maintenir en vie avant de s'asphyxier, nous avons été abusés par des dirigeants sans scrupule, des crapules en vérité, ceux qui prétendaient incarner l'héritage du marxisme et qui l'avaient abandonné ou trahi.

Dès lors pour affronter cette nouvelle période du capitalisme, la dernière et décisive, nous nous retrouvons en grande partie réduits à l'impuissance de leur faute, privés d'idéologie, de théorie, de programme, de parti, d'Internationale, sans direction, à la merci des premiers charlatans, démagogues, imposteurs venus, qui plus est pour affronter une armée de propagandistes dotés des instruments les plus sophistiqués qui soient, dont l'Intelligence artificielle, pour formater les consciences, livrer leur guerre idéologique et psychologique en exploitant toutes les faiblesses de la nature humaine, afin d'empêcher que l'on parvienne à renouer avec le fil du marxisme pour élever le niveau de conscience politique des masses, les organiser et mener notre lutte de classe à son terme, jusqu'à la victoire du socialisme ou l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre.

Nous savions que, tant qu'un mode de production disposerait encore d'un potentiel pour assurer sa survie, passer au mode de production supérieur s'avèrerait quasi impossible. C'était exact pour les modes de production antérieure au capitalisme compte tenu du faible développement de leurs forces productives, du niveau atteint par leurs sciences et leurs technologies de ce fait, ce qui n'était plus le cas avec le capitalisme, c'est sans doute la raison pour laquelle il existait une opportunité historique de le remplacer avant qu'il se soit développé à l'échelle mondiale.

Vers la fin des années 70, quand bien même l'orientation politique de nos dirigeants était opportuniste, des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes manifesteront leur engouement pour la révolution socialiste et s'organiseront, quand bien même et sans qu'ils sachent que leurs dirigeants n'y croyaient pas ou ils y étaient opposés, ce qu'on apprendra bien plus tard lors des scissions des organisations trotskystes de la bouche même de leurs ex-dirigeants. Cela signifiait qu'il était possible de construire des partis révolutionnaires et une Internationale, même lorsque les conditions objectives n'étaient pas réunies, parce que de tout temps les exploités aspirent à la justice et à la liberté et s'opposent aux régimes en place, cherchent une issue politique pour les vaincre.

Ce qui a fait défaut durant la période allant de la mort de Trotsky en 1940 à nos jours, ce sont des dirigeants qui maîtrisent suffisamment le marxisme et qui soient incorruptibles.

Macron dit qu'il ne peut "*pas croire au vote d'une censure*" du gouvernement Barnier - AFP 3 décembre 2024

"*C'est de la politique fiction*" : Emmanuel Macron répond à ceux qui appellent à sa démission 6Medias 3 décembre 2024

Barnier compte sur un "*réflexe de responsabilité*" des députés pour ne pas le censurer - AFP 3 décembre 2024

Censure: Gérard Larcher appelle au "*sursaut*" des députés pour "*dépasser les rancœurs*" - AFP 3 décembre 2024

Totalitarisme. Ils ne pensent qu'à restreindre les libertés de la population, c'est une obsession chez ses despotes.

Terrasses, arrêts de bus: les Etats européens pour l'extension des espaces sans tabac - AFP 3 décembre

Terrasses de cafés, arrêts de bus, abords des écoles... Les Etats européens se sont prononcés mardi en faveur de l'extension des zones sans tabac et pour y prohiber les cigarettes électroniques.

C'est la Commission européenne qui a mis sur la table cette proposition pour aller plus loin dans les interdictions, alors que 24% des Européens sont fumeurs.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment souligné les effets négatifs de l'exposition aux émissions secondaires de ces produits émergents, notamment d'importants problèmes respiratoires et cardiovasculaires, souligne la Commission européenne.

La ministre française Geneviève Darrieussecq a pleinement soutenu la recommandation de l'UE, réclamant une évolution de la législation européenne encadrant la vente de tabac pour "*l'élargir à tous les produits émergents qui génèrent des addictions et un mauvais état de santé de la jeunesse*".
AFP 3 décembre

J-C – Vous imaginez, le fait d'être exposé à la fumée de cigarettes à l'air libre pendant quelques minutes, en attendant le bus par exemple, pourrait provoquer « *d'importants problèmes respiratoires et cardiovasculaires* », c'est là qu'on comprend qu'ils ont autre chose derrière la tête et que c'est un faux prétendre, parce qu'ils ne pensent qu'à vous nuire. Comment cela ?

En vous inculquant l'obéissance à des principes totalement absurdes ou ascientifiques, de la sorte vous vous habituez à adopter un comportement sans réfléchir. Il vous est dicté et vous vous y conformez. Vous perdez toute liberté, toute indépendance. A l'arrivée, vous êtes mûr pour vivre dans une société totalitaire, pour un peu vous la trouverez confortable, sécurisante, vous l'adopterez, vous en redemanderez.

Bien avant cela, quand on observait le comportement de nos contemporains, on pouvait s'apercevoir qu'ils étaient déjà en partie formatés pour vivre dans une telle société, sinon nous n'en serions jamais arrivés à cette extrémité-là, eh oui, c'est logique !

La tyrannie ne date pas d'hier. Mode d'emploi.

Lu - Aristote, «*Politique*», Livre 8

Quant aux tyrannies, elles se maintiennent de deux manières absolument opposées. La première est bien connue, et elle est mise en usage par presque tous les tyrans... Réprimer toute supériorité qui s'élève ; se défaire des gens de cœur ; défendre les repas communs et les associations ; interdire l'instruction et tout ce qui tient aux lumières, c'est-à-dire, prévenir tout ce qui donne ordinairement courage et confiance en soi ; empêcher les loisirs et toutes les réunions où l'on pourrait trouver des amusements communs ; tout faire pour que les sujets restent inconnus les uns aux autres, parce que les relations amènent une mutuelle confiance ;

... de plus, bien connaître les moindres déplacements des citoyens, et les forcer en quelque façon à ne jamais franchir les portes de la cité, pour toujours être au courant de ce qu'ils font, et les accoutumer par ce continuel esclavage à la bassesse et à la timidité d'âme : tels sont les moyens mis en usage chez les Perses et chez les barbares, moyens tyranniques qui tendent tous au même but. En voici d'autres : savoir tout ce qui se dit, tout ce qui se fait parmi les sujets ; avoir des espions pareils à ces femmes appelées à Syracuse les délatrices ; envoyer, comme Hiéron, des gens pour tout écouter dans les sociétés, dans les réunions, parce qu'on est moins franc quand on redoute l'espionnage, et que si l'on parle, tout se sait ;

... semer la discorde et la calomnie parmi les citoyens ; mettre aux prises les amis entre eux ; irriter le peuple contre les hautes classes, qu'on désunit entre elles. Un autre principe de la tyrannie est d'appauvrir les sujets, pour que, d'une part, sa garde ne lui coûte rien à entretenir, et que, de l'autre, occupés à gagner leur vie de chaque jour, les sujets ne trouvent pas le temps de conspirer. C'est dans cette vue qu'ont été élevés les pyramides d'Égypte, les monuments sacrés des Cypsélides, le temple de Jupiter Olympien par les Pisistratides, et les grands ouvrages de Polycrate à Samos, travaux qui n'ont qu'un seul et même objet, l'occupation constante et l'appauvrissement du peuple.

On peut voir un moyen analogue dans un système d'impôts établis comme ils l'étaient à Syracuse : en cinq ans, Denys absorbait par l'impôt la valeur de toutes les propriétés. Le tyran fait aussi la guerre pour occuper l'activité de ses sujets, et leur imposer le besoin perpétuel d'un chef militaire. Si la royauté se conserve en s'appuyant sur des dévouements, la tyrannie ne se maintient que par une perpétuelle défiance de ses amis, parce qu'elle sait bien que, si tous les sujets veulent renverser le tyran, ses amis surtout sont en position de le faire.

Les vices que présente la démocratie extrême se retrouvent dans la tyrannie : licence accordée aux femmes dans l'intérieur des familles pour qu'elles trahissent leur maris ; licence aux esclaves, pour qu'ils dénoncent aussi leurs maîtres ; car le tyran n'a rien à redouter des esclaves et des femmes ; et les esclaves, pourvu qu'on les laisse vivre à leur gré, sont très partisans de la tyrannie et de la démagogie. Le peuple aussi parfois fait le monarque ; et voilà pourquoi le flatteur est en haute estime auprès de la foule comme auprès du tyran. Près du peuple, on trouve le démagogue, qui est pour lui un véritable flatteur ; près du despote, on trouve ses vils courtisans, qui ne font qu'ouvrir de flatterie perpétuelle. Aussi la tyrannie n'aime-t-elle que les méchants, précisément parce qu'elle aime la flatterie, et qu'il n'est point de cœur libre qui s'y abaisse. L'homme de bien sait aimer, mais il ne flatte pas. De plus, les méchants sont d'un utile emploi dans des projets pervers : «*Un clou chasse l'autre*», dit le proverbe.

Le propre du tyran est de repousser tout ce qui porte une âme fière et libre ; car il se croit seul capable de posséder ces hautes qualités ; et l'éclat dont brilleraient auprès de lui la magnanimité et l'indépendance d'un autre, anéantirait cette supériorité de maître que la tyrannie revendique pour

elle seule. Le tyran hait donc ces nobles natures, comme attentatoires à sa puissance. C'est encore l'usage du tyran d'inviter à sa table et d'admettre dans son intimité des étrangers plutôt que des nationaux ; ceux-ci sont pour lui des ennemis ; ceux-là n'ont aucun motif d'agir contre son autorité.

Toutes ces manœuvres et tant d'autres du même genre, que la tyrannie emploie pour se maintenir, sont d'une profonde perversité.

En les résumant, on peut les classer sous trois chefs principaux, qui sont le but permanent de la tyrannie : d'abord, l'abaissement moral des sujets ; car des âmes avilies ne pensent jamais à conspirer ; en second lieu, la défiance des citoyens les uns à l'égard des autres ; car la tyrannie ne peut être renversée qu'autant que des citoyens ont assez d'union pour se concerter. Aussi, le tyran poursuit-il les hommes de bien comme les ennemis directs de sa puissance, non pas seulement parce que ces hommes-là repoussent tout despotisme comme dégradant, mais encore parce qu'ils ont foi en eux-mêmes et obtiennent la confiance des autres, et qu'ils sont incapables de se trahir entre eux ou de trahir qui que ce soit. Enfin, le troisième objet que poursuit la tyrannie, c'est l'affaiblissement et l'appauvrissement des sujets ; car on n'entreprend guère une chose impossible, ni par conséquent de détruire la tyrannie quand on n'a pas les moyens de la renverser.

Ainsi, toutes les préoccupations du tyran peuvent se diviser en trois classes que nous venons d'indiquer, et l'on peut dire que toutes ses ressources de salut se groupent autour de ces trois bases : la défiance des citoyens entre eux, leur affaiblissement et leur dégradation morale.

<https://remacle.org/bloodwolf/philosophes/Aristote/politique8fr.htm>

Santé.

Les grands dangers des médicaments contre la tension artérielle - Réseau International 30 novembre 2024

Par un médecin du Midwest

Lorsque l'on se penche sur les mythes médicaux, on découvre souvent que les dogmes qui sous-tendent un médicament populaire sont en fait des slogans de vente créés par une société de marketing. Par exemple, les statines hypocholestérolémiantes sont largement prescrites en dépit du fait que l'hypocholestérolémie ne prévient pas les maladies cardiaques (en fait, le cholestérol vous protège, de sorte que lorsqu'il est bas, vous risquez davantage de mourir), que les statines ne préviennent pas la mort et que ces médicaments nuisent à 20% des utilisateurs (souvent gravement).

<https://reseauinternational.net/les-grands-dangers-des-medicaments-contre-la-tension-arterielle/>

Dictature hygiéniste. Eugénisme. Guerre bactériologique.

Rapport d'activité du gouvernement américain sur la covid-19 – Les théoriciens du complot avaient raison, tous les autres avaient tort

La «*Commission Covid*» de la Chambre des représentants des États-Unis a publié son rapport final (527 pages) et c'est désormais officiel : les «*théoriciens du complot*» avaient tous raison et tous les autres avaient tort.

<https://reseauinternational.net/rapport-dactivite-du-gouvernement-americain-sur-la-covid-19-les-theoriciens-du-complot-avaient-raison-tous-les-autres-avaient-tort/>

Le rapport de 527 pages de la Commission Covid de la Chambre des représentants des États-Unis

<https://oversight.house.gov/wp-content/uploads/2024/12/12.04.2024-SSCP-FINAL-REPORT.pdf>

J-C – Je l'ai téléchargé, ce n'est pas une blague. Il y a évidemment des passages contestables, cependant, en gros ce rapport déconstruit le récit que l'OMS et les autorités nous ont servi à partir de janvier 2020. Il est en anglais, mais il est facile dorénavant de la traduire en français sur le Net.

Combat contre le féminisme politique.

J-C – On pourrait peut-être appeler cela ainsi, le pendant de l'écologie politique, de l'islamisme politique, etc. qui consiste à détourner ou manipuler des préoccupations d'ordre social, philosophique ou culturel, etc. à des fins politiques inavouables, communautaristes et contraires aux intérêts collectifs d'une communauté ou de la population.

Revirement sur l'enseignement de la théorie du genre à l'école - essentiel.news 2 décembre 2024

L'intervention au Sénat du ministre délégué à la réussite scolaire force le gouvernement français à faire marche arrière

Le quotidien français *Le Monde* a relaté la nouvelle la semaine dernière sans faire preuve de la déontologie dont il se targue pourtant. Sa journaliste Sylvie Lecherbonnier écrit en effet, à la fin de son premier paragraphe: «*il n'existe pas de théorie du genre, vocable utilisé comme repoussoir par un courant réactionnaire, mais des études sur le genre.*»

Cette affirmation, outre le fait qu'elle est ouvertement et manifestement fausse, a sans doute été imaginée pour décrédibiliser, aux yeux de ses lecteurs les moins avertis, le discours historique du ministre français délégué à la réussite scolaire, Alexandre Portier, devant le sénat français le 27 novembre dernier.

Dans son discours, sous les exclamations indignées d'une partie de l'assemblée, et avant d'être interrompu dans son élan, M. Portier, ministre de 34 ans, normalien et professeur de philosophie, explique:

L'école a pour mission de protéger nos enfants et en même temps de les aider à construire leur jugement par eux-mêmes. [...] C'est aussi pour ça qu'il est évidemment hors de question de laisser faire tout et n'importe quoi. Je vous le dis à la fois comme élu mais aussi, comme beaucoup ici, en tant que père de famille, ce programme, en l'état, n'est pas acceptable, et il doit être revu. [...]

Premièrement, je m'engagerai personnellement pour que la théorie du genre ne trouve pas sa place dans nos écoles, parce qu'elle ne doit pas y avoir sa place. Deuxièmement, le militantisme n'a pas non plus sa place dans nos écoles. [...]

Nous incluons la vidéo de son intervention ci-dessous, qui a fait suite à une tribune sénatoriale signée par 100 sénateurs sur le sujet.

Education à la vie affective et sexuelle : le ministre évoque un "programme pas acceptable" (Publicsénat)

<https://www.youtube.com/watch?v=Syw99QzKyRQ>

Le ministre Alexandre Portier au Sénat

<https://www.youtube.com/watch?v=A12O66t0jck>

Théorie du genre

Pour rappel, la théorie du genre stipule en substance que le sexe biologique est secondaire – voire anecdotique – dans l'identité individuelle des êtres humains, et que la façon dont les individus décident de s'autoproclamer supplante largement, dans la définition de ce qui constitue un «*homme*» ou une «*femme*», la génétique ou les organes reproducteurs.

La conséquence logique et naturelle de cette théorie est notamment qu'il est tout à fait possible que des hommes tombent enceintes; ce que les théoriciens du genre revendiquent effectivement, bien qu'une telle conclusion falsifie rigoureusement leur théorie, *reductio ad absurdum*.

Ainsi, la théorie du genre est combattue par beaucoup de féministes, qui affirment que cette idéologie réduit les femmes à une série de stéréotypes caricaturaux; selon elles, il ne suffit pas par exemple de s'habiller en rose, de porter des talons aiguilles et de déambuler avec déhanchement pour être une femme; ou qu'un homme biologique ne peut pas, en réalité, être une lesbienne.

En substance, ces féministes revendiquent une appellation d'origine contrôlée pour les femmes.

C'est donc une alliance hors norme entre les féministes et les conservateurs qui s'opposent en ce moment, en France et dans le monde, à ce que la théorie du genre soit imposée aux enfants. Ils qualifient cette idéologie d'obscurantiste, et refusent de voir les écoliers y être exposés.

Le gouvernement français fait marche arrière

Suite à la tribune sénatoriale et au discours d'Alexandre Portier, le gouvernement français a décidé de faire marche arrière. Selon les médias, l'entourage d'Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale, affirme désormais que la théorie du genre ne figurera pas dans la version définitive du programme scolaire.

Selon les informations du Monde, avant ce revirement, la direction générale de l'enseignement scolaire travaillait encore sur une version qui intégrait cette notion au programme dans le cadre de la «*lutte contre les discriminations.*»

Combat contre la dictature climatique

Pourquoi le changement climatique est devenu une religion du pouvoir - Réseau International 1 décembre 2024

Le changement climatique existe. C'est une évidence historique. C'est même un pléonasme, car le climat change par nature. N'importe quel passionné d'histoire pourrait citer trois ou quatre moments où un changement des conditions climatiques a provoqué des changements majeurs dans les sociétés humaines. Il se peut que nous soyons aujourd'hui confrontés à l'un de ces changements ou, au contraire, que nous ayons connu un cycle bref au sein d'un cycle plus large. Il n'est pas facile de le savoir, car la science du climat est l'une des plus imprécises qui soit : tant de facteurs interviennent en même temps et sont si difficiles à mesurer à l'échelle humaine que tout axiome est nécessairement relatif (il n'y a donc pas d'axiome).

Dans ce contexte, la théorie du réchauffement climatique n'est qu'une hypothèse, et l'attribution de ce réchauffement aux émissions humaines de CO2 rend cette théorie encore plus hasardeuse, car improbable au sens strict du terme. Certes, le discours dominant passe aujourd'hui du «réchauffement» à l'«urgence», c'est-à-dire à un contexte qui inclut aussi le froid, mais dans ce cas, est-il encore valable d'incriminer le CO2 ? D'autre part, si l'on accepte la doxa du changement climatique via le CO2, pourquoi adopte-t-on en son nom des politiques qui semblent viser à accentuer les effets négatifs du changement, comme la suppression des barrières naturelles ?

<https://reseauinternational.net/pourquoi-le-changement-climatique-est-devenu-une-religion-du-pouvoir/>

Tout est à vendre.

Les multinationales achètent à bas prix l'Europe - Réseau International 30 novembre 2024

BlackRock fait ses courses dans une Europe qui traverse une crise historique et où les élites des pays pensent à s'enrichir au lieu de protéger les intérêts nationaux. Une braderie gigantesque a lieu sous les directives des banques d'affaires et des gestionnaires d'actifs.

Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, s'est entretenu le 21 novembre avec le directeur général du fonds d'investissement américain BlackRock Larry Fink, rapporte le Financial Times. Leur réunion au 10 Downing Street a été rejointe par un certain nombre de hauts responsables de BlackRock, ainsi que par la ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, et de la ministre d'État en charge de l'Investissement, Poppy Gustaffsson.

Au cours de la réunion, les dirigeants de BlackRock se sont dits préoccupés par les retards concernant les choix pour les entreprises mondiales afin de faciliter leur intrusion dans le pays. Keir Starmer a rassuré les dirigeants du plus grand fonds d'investissement du monde, qui gère des actifs

de 11 000 milliards de dollars, sur son projet de révision de la législation britannique conformément à leurs souhaits.

Le 1er octobre dernier, Larry Fink a déclaré à Berlin à la Conférence sur le dialogue mondial que l'Europe devait s'orienter plus rapidement vers un marché bancaire. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE), appelle – plus d'un mois après – à une union des marchés des capitaux, également.

«L'Europe doit renforcer le système des marchés des capitaux et elle a besoin d'une plus grande unité du système bancaire», a martelé Fink lors d'une conférence de presse à Berlin.

<https://reseauinternational.net/les-multinationales-achetent-a-bas-prix-leurope/>

Sur la situation politique et sociale en France.

Totalitarisme. Népotisme. Quand un gang mafieux de hors-la-loi gouverne.

Soupçons de conflit d'intérêts: Alexis Kohler dénonce la confirmation des poursuites et se pourvoit en cassation - AFP 3 décembre 2024

Le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler dénonce le rejet "*ubuesque*" par la cour d'appel de Paris la semaine dernière de la prescription des faits de prise illégale d'intérêts qui lui sont reprochés et annonce se pourvoir en cassation, dans un communiqué transmis mardi à l'AFP.

En famille. Ils se bousculent pour gérer les institutions de la Ve République pour le compte du capitalisme.

J-C - Le parti de l'ordre, ex-En Marche est grillé, son clone Renaissance ne s'en est jamais remis ainsi que ses alliés dits centristes (MoDem, UDI...), il est honni des Français toutes classes confondues. L'ex-parti de l'ordre (conservateur) issu du gaulliste, LR, (ex RPF-UDR-UMP) a raté son envol ou s'est littéralement vautré lors des essais en atteignant 5% des voix lors du premier tour de la présidentielle 2022, hors courses.

Reste RN et le NFP en embuscade, l'extrême droite et la droite déguisée en gauche, les deux prétendants rivalisent de zèle pour sauver le régime en crise, les institutions de la Ve République, appliquer le programme antisocial, liberticide, va-t-en-guerre concocté à Bruxelles, Davos, Washington. Il va de soi que toute concession à la marge consentie aux travailleurs dans un secteur économique ou social serait immédiatement et systématiquement compensée par une concession accordée aux capitalistes ou à Bruxelles, lorsque la fausse gauche fut au pouvoir, chaque fois elle procéda de la sorte en attendant de repasser le flambeau à l'un des partis de droite officiel.

Il faut s'attendre à un deal ou un ignoble marchandage du genre : on vous accorde ici ou là un répit, un report, on vous octroie quelques dizaines d'euros pour compenser de nouveaux sacrifices, de nos jours on n'a rien sans rien, quelques miettes ou saupoudrage en prime pour apaiser les secteurs les plus bruyant, tandis que collectivement ils leur tordront le cou. A vos calculettes, on a gagné un

peu par ci, on a perdu un peu par là, tout compte fait cela aurait pu être pire, on a sauvé l'essentiel pour le moment, soyons heureux, et le tour est joué.

Leur problème, c'est qu'ils ont de plus en plus de mal à se rabattre sur le travailleur asiatique ou africain pour compenser leurs concessions, même les plus minimales, et puis quant à augmenter les impôts ou taxes, c'est plus que périlleux ou risqué politiquement tant c'est impopulaire, il y a quand même des couches défavorisées déjà au bord de l'agonie qui ne demandent qu'à exploser à la moindre occasion, et les classes moyennes sur lesquelles ils se rabattent n'en peuvent plus, il ne manquerait plus qu'elles s'allient pour que la situation devienne incontrôlable.

Tous entendent gouverner avec le tyran Macron, cela en dit long sur le degré de pourriture de tous les partis institutionnels, même ceux à l'extrême gauche qui en sont exclus sont prêts à s'allier ou à soutenir le NFP, avec ou sans Macron ils s'en moquent finalement, car c'est le capitalisme qu'ils soutiennent, sinon ils n'auraient jamais empêché un parti ouvrier révolutionnaire de se construire, peu importe aussi quelle forme peu prendre la collaboration de classes, l'essentiel c'est de s'y tenir, au nom du socialisme histoire de flatter leurs troupes qui s'en contentent et le tour est joué.

Jean-Luc Mélenchon veut « une candidature commune » en cas de présidentielle anticipée, mais... - Le HuffPost 30 novembre 2024

« Rien que le programme, tout le programme » ? Jean-Luc Mélenchon a proposé vendredi 29 novembre à ceux qui veulent s'unir avec La France insoumise de porter « une candidature commune » dans le cas d'une élection présidentielle anticipée. Union qui, prévient-il, se fera sur la base de son programme.

« Nous sommes partisans d'une candidature commune. On se l'est dit dix fois, sur la base du programme. Et comme nous irons avec le programme, eh bien, viens qui veut, il est bienvenu », a lancé le chef de file de LFI, qui souhaite la démission du président Emmanuel Macron et espère ainsi l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

« Nous avons compris que (...) le parti communiste ne veut plus de nous, nous avons compris que la droite du parti socialiste ne veut plus et nous refusons de faire chemin avec des gens qui nous insultent en cours de route », a ajouté Jean-Luc Mélenchon lors d'un discours devant des militants à Paris. Le HuffPost 30 novembre 2024

Présidentielle 2027: Lucie Castets et Marine Tondelier lancent un appel pour une candidature commune à gauche - BFMTV 1 décembre 2024

Les deux femmes de gauche Lucie Castets et Marine Tondelier ont lancé un appel et un site internet en vue d'une candidature commune à gauche pour l'élection présidentielle de 2027.

À deux ans et demi de la présidentielle de 2027, la haute fonctionnaire Lucie Castets et la secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier ont décidé de lancer un site internet - gagnons-ensemble.fr - dans l'espoir de réunir la gauche autour candidature commune en vue des prochaines élections.

Dans un entretien croisé accordé au journal Ouest France ce samedi 30 novembre, les deux femmes politiques appellent la gauche à s'unir autour d'un projet "ambitieux et solide, ancré dans les

préoccupations quotidiennes", sans pour autant "placer tel ou tel nom comme préalable au travail collectif". BFMTV 1 décembre 2024

En famille. Le PS lance un appel aux partis officiels de la réaction...

Faure veut un Premier ministre de gauche mais ouvert "au compromis" avec le bloc central - AFP 3 décembre

Le Premier secrétaire du PS souhaite qu'Emmanuel Macron nomme "un Premier ministre de gauche" mais ouvert "au compromis" avec le bloc central au Parlement en cas de renversement du gouvernement Barnier dans les prochains jours.

"C'est le Front populaire au gouvernement et le Front républicain à l'Assemblée. C'est ainsi qu'on peut progresser", a résumé Olivier Faure sur BFMTV/RMC.

Le président de la République doit "nommer un Premier ministre de gauche" qui "propose un projet de gauche mais avec le souci permanent du compromis", a-t-il insisté.

...A LFI ils feignent de ne pas avoir entendu !

Coquerel (LFI) demande aux socialistes de revenir à la seule option d'un gouvernement NFP - AFP 3 décembre

"Si on veut avoir une chance qu'il y ait un gouvernement de gauche, il faut tous taper sur le même clou", a déclaré à la presse M. Coquerel à l'Assemblée nationale.

"La seule chose qui peut nous unir, c'est de continuer à exiger un gouvernement qui porte le programme du Nouveau Front populaire", a lancé M. Coquerel qui "conseille" à ses "camarades socialistes" de revenir à l'option NFP, "seule base commune que nous pouvons présenter en ce moment".

Gouvernement technique, accord de non-censure, "si on commence à proposer des options, des solutions différentes (...) on voit bien qu'on facilite le travail de M. Macron de ne pas nommer un gouvernement de gauche", selon lui.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Plus de 800 banques européennes investissent 393 milliards de dollars dans la colonisation en Cisjordanie - Réseau International 30 novembre 2024

La coalition Don't Buy into Occupation (DBIO) a publié son rapport 2024 présentant les entreprises internationales et les institutions financières activement impliquées dans les colonies juives illégales en Cisjordanie occupée.

La coalition DBIO est un projet commun à 24 organisations palestiniennes, régionales et européennes.

Le rapport récemment publié montre qu'au cours des trois dernières années, «822 institutions financières européennes (y compris des banques, des gestionnaires d'actifs, des compagnies d'assurance et des fonds de pension) ont entretenu des relations financières avec 58 entreprises activement impliquées dans des colonies israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé (TPO)».

<https://reseauinternational.net/plus-de-800-banques-europeennes-investissent-393-milliards-de-dollars-dans-la-colonisation-en-cisjordanie/>

Israël: un ancien ministre de la Défense dénonce un «nettoyage ethnique» à Gaza et crée la polémique - RFI/AFP 1 décembre 2024

« *La route sur laquelle on est entraînés, c'est la conquête, l'annexion et le nettoyage ethnique* », a déclaré Moshé Yaalon lors d'une interview sur la chaîne privée DemocratTV. Relancé par la journaliste qui lui a demandé s'il pensait qu'Israël se dirigeait vers un « nettoyage ethnique », Moshé Yaalon a répondu : « *Que se passe-t-il là-bas ? Il n'y a plus de Beit Lahia, plus de Beit Hanoun, l'armée intervient à Jabalia et, en réalité, on nettoie le terrain des Arabes.* »

Les réactions ont fusé, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, qualifiant de « honte » le fait qu'Israël ait eu « *un tel personnage comme chef de l'armée et ministre de la Défense.* »

Moshé Yaalon, 74 ans, a été le chef de l'armée israélienne entre 2002 et 2005, juste avant le retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza. Entré au Likoud, le parti du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Moshé Yaalon a été ministre de la Défense et vice-Premier ministre, avant de démissionner en 2016, à la suite de différends avec Benjamin Netanyahu.

Considéré comme un faucon durant sa carrière politique au sein du Likoud, il s'est allié en 2019 avec l'actuel chef de l'opposition Yaïr Lapid avant de se retirer de la vie politique en 2021.

Coutumier de formules choc, il avait récemment soutenu les soldats qui avaient menacé de ne pas se présenter à l'armée comme réservistes, disant que s'il « *avait été officier dans l'armée d'Hitler* », il aurait refusé de faire certaines choses, tout en ajoutant qu'il « *ne comparait pas* » avec la situation en Israël.

Etats-Unis.

Trump nomme Charles Kushner, père de son gendre, ambassadeur des États-Unis en France - LePoint.fr 1 décembre 2024

Charles Kushner, entrepreneur immobilier de renom, est surtout connu pour être le père de Jared Kushner, époux de sa fille Ivanka Trump, une figure influente de l'administration Trump.

Avant de s'engager en politique, Charles Kushner était un contributeur majeur au Parti démocrate. Cependant, après 2015, il a changé de camp politique, effectuant un don de 100 000 dollars à la fondation Make America Great Again, soutenant ainsi la campagne présidentielle de Donald Trump.

Charles Kushner a une histoire marquée par des démêlés judiciaires. En 2005, il a été reconnu coupable de plusieurs infractions graves, notamment des violations des règles électorales, de fraude fiscale et d'obstruction à la justice. Il a été incarcéré pendant un an dans une prison fédérale d'Alabama. En 2019, après avoir purgé sa peine, il a bénéficié d'une grâce présidentielle, signée par Donald Trump, ce qui a ravivé les controverses à son sujet.

Qui est Kash Patel, nommé par Donald Trump pour diriger le FBI ? - AFP 1 décembre

Proche de Donald Trump et pourfendeur du supposé "*État profond*", Kash Patel doit ainsi remplacer Christopher Wray, l'actuel directeur du Bureau fédéral d'enquête américain. Pourtant nommé en 2017 par l'ancien et futur président américain pour une durée de dix ans, celui-ci devra démissionner ou sera tout simplement limogé avant même la fin de son mandat. Il faut dire que les relations entre les deux hommes se sont pour le moins effritées ces dernières années.

Alors que Christopher Wray avait estimé en 2019 que la notion "*d'État profond*" était un affront pour le personnel du FBI, l'enquête lancée par le Bureau d'enquête sur l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 par des soutiens de Donald Trump ou la perquisition du domicile de l'ancien locataire de la Maison-Blanche à Mar-a-Lago, n'avaient rien arrangé.

Né dans le Rhode Island en 1980 et issu d'une famille d'immigrés indiens, Kash Patel a déjà occupé plusieurs postes à responsabilité comme celui de conseiller à la Sécurité nationale ou chef de cabinet du Pentagone.

Resté toujours loyal au milliardaire, Kash Patel n'a cessé de critiquer durant la campagne présidentielle le FBI, appelant dans le même temps à licencier tous ses dirigeants. Désormais nommé et dans l'attente de sa confirmation par le Sénat, l'avocat de profession aura pour principales missions de "*mettre fin à l'épidémie croissante de criminalité en Amérique*", démanteler "*les gangs de migrants criminels*" et arrêter "*le fléau diabolique du trafic d'êtres humains et de drogues à travers la frontière*", a précisé Donald Trump.

Donald Trump menace les BRICS d'augmenter les droits de douane « de 100 % » - LePoint.fr/AFP 1 décembre 2024

« *Nous exigeons de ces pays qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie des BRICS, ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain* », a déclaré le président américain élu sur son réseau Truth Social, « *faute de quoi* » ces pays – parmi lesquels le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – « *seront soumis à des droits de douane de 100 % et devront s'attendre à dire adieu à leurs ventes dans la merveilleuse économie américaine.* »

Le groupe des BRICS souhaite réduire la domination occidentale dans un monde qu'il conçoit comme « *multipolaire* ». Dans le domaine financier, ce groupe a mené des réflexions pour se passer

du dollar, qui sert de monnaie de référence pour les échanges mondiaux. Ces pays ont notamment envisagé de créer leur propre monnaie commune. Mais ce projet est encore très loin d'être abouti.

Lors du sommet des BRICS à Kazan (Russie) fin octobre, le président russe Vladimir Poutine a dit renoncer, à ce stade, à la création d'une monnaie unique commune, en jugeant que cette idée n'était « *pas encore mûre* ».

Après son élection face à Kamala Harris début novembre, Donald Trump doit prendre ses fonctions le 20 janvier à la Maison Blanche. Mais le président élu multiplie déjà les menaces d'augmentation des droits de douane envers différents pays, ce qui fait craindre une vaste guerre commerciale capable de pénaliser la croissance mondiale. Le milliardaire républicain s'en sert notamment comme un outil de pression diplomatique.

Ukraine.

Peur et désespoir : les Ukrainiens sont fatigués de se battre - Réseau International 1 décembre 2024

Les changements dans la conscience de masse des Ukrainiens sont mis en évidence par un sondage de l'Institut Gallup, une organisation américaine qui n'est ni favorable à Moscou, ni encline à faire son jeu. Selon les chercheurs, plus de la moitié des Ukrainiens (52%) souhaitent aujourd'hui que les combats cessent le plus rapidement possible et sont ouverts aux négociations. En 2022, ces pacifistes étaient presque trois fois moins nombreux.

Seuls 38% de la population de l'ex-RSS d'Ukraine exigent de se battre jusqu'à la victoire. Au début de la guerre froide, cette exigence était partagée par près des trois quarts de la population.

Enfin, et surtout, environ un quart des Ukrainiens se déclarent favorables à la paix au prix de concessions territoriales. Ce chiffre est en fait surprenant. En effet, au début du conflit, un optimisme sans précédent régnait de l'autre côté de la ligne de front.

C'est ainsi qu'à l'automne 2024, l'anesthésie du mensonge a cessé de fonctionner. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les citoyens ukrainiens ont été confrontés à la réalité, et ils ne l'ont pas aimée. La peur et le désespoir se sont emparés du pays, des militaires comme des civils.

Et la cote négative de Zelensky & Co. augmente : 30% de la population désapprouve les activités de l'Ukroführer, tandis que 66% désapprouve le gouvernement.

Près de la moitié de la population admet ne pas avoir assez d'argent pour se nourrir et se loger. Plus de 50% déclarent vivre dans un état de stress permanent.

Pendant ce temps, les patrons occidentaux de Kiev haussent les épaules et se lavent les mains de la situation. «*Les Ukrainiens ont commencé à adopter une vision plus sobre de la situation*», déclare sèchement la BBC britannique. – Ils ont enlevé leurs lunettes roses et réalisé que le «*café en Crimée*» n'arrivera pas avant un certain temps, et que les frontières de 1991 ne sont pas une perspective pour aujourd'hui et loin d'être pour demain.

Quelle hypocrisie révoltante ! Depuis des années, la même BBC et d'autres médias occidentaux trompent les Ukrainiens, leur promettent ceci et cela, et jurent sur leurs mères, les convainquant d'une victoire inévitable sur la Russie «arriérée» et «autoritaire». Ils ont mis un casque de réalité virtuelle sur la tête de tout un pays et l'ont séduit avec toute la force de la propagande occidentale. Et maintenant, ils disent : «*Nous n'avons rien à voir là-dedans, les Ukrainiens doivent regarder la situation avec plus de lucidité*».

Le retour à la réalité sera très difficile pour les Ukrainiens, et il est temps de prescrire un traitement psychiatrique à tout le monde. Il n'est pas surprenant que plus de la moitié de la population se plaigne d'un stress permanent.

Toutefois, les citoyens les plus intelligents de la République indépendante ont déjà trouvé une excellente recette pour lutter contre le stress : ils rentrent tout simplement chez eux, dans les territoires libérés par la Russie. Plus de cent cinquante mille personnes sont déjà rentrées, et environ soixante mille personnes sont venues rien qu'à Marioupol – cela a été reconnu même à Kiev.

<https://reseauinternational.net/peur-et-desespoir-les-ukrainiens-sont-fatigues-de-se-battre/>

Géorgie.

Kremlin : Les événements en Géorgie présentent tous les signes d'une révolution orange RT 2 déc. 2024,

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a comparé les manifestations en Géorgie à l'Euromaïdan ukrainien de 2014, les interprétant comme une tentative de révolution orange. Il a précisé que la Russie n'intervenait pas dans les affaires internes de la Géorgie. À Tbilissi, 113 policiers ont été blessés dans des heurts avec les manifestants.

Les manifestations en Géorgie rappellent le Maïdan ukrainien de 2014 et semblent être une tentative de révolution orange, a estimé Dmitri Peskov, porte-parole du président russe. «*Nous avons vu des événements similaires dans de nombreux pays. Le parallèle le plus évident que l'on puisse faire est celui de l'Euromaïdan en Ukraine*», a-t-il déclaré. Selon Peskov, les événements en Géorgie présentent «*tous les signes d'une tentative de mener une révolution orange*».

Lituanie.

Totalitarisme. Quand des nostalgiques du nazisme dénoncent « des violations des droits de l'homme ».

J-C – Les nostalgiques du nazisme assumés lors de manifestations publiques dans les trois pays baltes au cours des dernières décennies, se permettent de sanctionner tout acteur politique ou gouvernement étranger opposé à la politique de l'UE ou de l'OTAN. Dès lors, évoquer le totalitarisme est-il exagéré ou cela correspond à la réalité ?

Lituanie : le pays interdit l'entrée sur son territoire à des responsables politiques géorgiens en raison de violations des droits de l'homme - lrt.lt 2 décembre 2024

La Lituanie a interdit l'entrée sur son territoire de Bidzina Ivanishvili, le milliardaire fondateur du parti Rêve géorgien, et d'autres hommes politiques géorgiens.

Le ministre lituanien des affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis, a publié lundi une liste d'hommes politiques géorgiens sanctionnés pour des violations des droits de l'homme.

Comme l'a annoncé M. Landsbergis, les personnes sanctionnées sont M. Ivanishvili, le ministre géorgien de l'intérieur Vakhtang Gomelauri, les vice-ministres de l'intérieur Shalva Bedoidze, Ioseb Chelidze, Aleksandre Darakhvelidze et Giorgi Butkhuzi, le commandant des forces de sécurité Zviad Kharazishvili et ses adjoints Mileri Lagazauri et Mirza Kezevadze, le chef du département de la police des patrouilles Vaja Siradze et le directeur de la police criminelle Teimuraz Kupatadze.

"Les trois États baltes ont décidé d'un commun accord d'imposer des sanctions nationales à ceux qui ont réprimé les manifestations légitimes en Géorgie", a indiqué M. Landsbergis sur le site X dimanche.

Le ministère lituanien des affaires étrangères a déclaré dans un communiqué de presse lundi que la décision d'imposer des sanctions avait été prise par le ministre de l'intérieur Agnė Bilotaitė sur recommandation du ministre des affaires étrangères.

En vertu de la loi sur le statut juridique des étrangers, un ressortissant étranger peut être interdit d'entrée en Lituanie s'il y a de fortes raisons de croire qu'il a *"commis un crime grave ou sérieux contre une personne dans un État étranger, violant ainsi les droits de l'homme et les libertés universels"*.

"L'usage excessif de la force par le gouvernement géorgien contre des manifestants pacifiques et la société civile est injustifiable. Le droit fondamental des citoyens à la liberté d'expression et de réunion pacifique doit être respecté dans un État démocratique", a déclaré Bilotaitė dans le communiqué de presse.

Dimanche, le président lituanien Gitanas Nausėda a condamné le recours à la force contre le peuple géorgien et a appelé à la tenue de nouvelles élections législatives. lrt.lt 2 décembre 2024

Tous les régimes sont en crises, ils ne s'en sortent qu'avec des magouilles institutionnelles.

Roumanie.

Élections législatives en Roumanie : une victoire fragile pour les sociaux-démocrates - RT 2 déc. 2024

La Roumanie a voté pour renouveler son parlement le 1er décembre 2024, dans un contexte marqué par une fragmentation des forces politiques et une montée en puissance des partis nationalistes. Selon les résultats préliminaires de la Commission électorale centrale, le Parti social-démocrate (PSD), actuellement au pouvoir, a obtenu environ 24 % des voix, consolidant ainsi sa première place.

Derrière lui, l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), un parti conservateur d'extrême droite, a récolté près de 18 % des suffrages, doublant son score par rapport aux élections précédentes. Le

Parti national libéral (PNL), de centre-droit, a obtenu environ 14 %, suivi par l'Union sauvez la Roumanie (USR) avec 11 %. D'autres partis, comme le Parti des jeunes (POT) et le parti radical SOS Roumanie, ont franchi la barre des 5 %, nécessaire pour entrer au Parlement.

Le dépouillement n'étant pas terminé, les chiffres actuels n'incluent pas encore les votes des Roumains vivant à l'étranger, qui pourraient modifier la répartition finale.

Malgré sa victoire relative, le PSD pourrait se retrouver en difficulté pour former un gouvernement. Victor Negrescu, vice-président du PSD, cité par l'agence de presse russe RIA Novosti, a admis que *«bien que nous soyons en tête, il n'est pas garanti que nous puissions désigner un Premier ministre. Cela dépendra des négociations et des résultats définitifs.»*

Les partis d'opposition, notamment le PNL et l'AUR, ont déjà exclu de s'allier avec les sociaux-démocrates. George Simion, leader de l'AUR, a déclaré au média britannique *The Guardian* : *«Nous n'avons aucune intention de collaborer avec le PSD. Nous sommes prêts à assumer la responsabilité de gouverner le pays.»*

Islande.

Législatives en Islande : les sociaux-démocrates l'emportent sur le parti du Premier ministre - AFP 1 décembre

A l'issue du dépouillement, l'Alliance sociale-démocrate, conduite par Kristrun Frostadottir, a remporté 20,8% des voix contre 19,4% pour le parti conservateur du Premier ministre, au pouvoir dans le cadre d'une coalition. Arrive en troisième place le parti de la Réforme libérale avec 15,8%, selon RUV. Le mouvement Gauche-Verts n'a remporté que 2,3% des suffrages, sous la barre des 5% permettant d'obtenir un siège au Parlement. Le parti du Progrès a aussi perdu des voix par rapport à 2021, passant de 17,3% à seulement 7,8% des voix.

Selon ces chiffres, l'Alliance sociale-démocrate remporte 15 sièges sur les 63 sièges au Parlement.

En Islande, il n'y a pas de "culture" de gouvernement minoritaire, relève Eirikur Bergmann, professeur de politique à l'université de Bifrost, ce qui signifie que les partis vont tenter de constituer une majorité à travers une coalition. AFP 1 décembre

Syrie.

J-C – Soutien sans faille à la Syrie.

Syrie : Que se passe-t-il dans Alep et sa région ? - Réseau International 1 décembre 2024

<https://reseauinternational.net/syrie-que-se-passe-t-il-dans-alep-et-sa-region/>

Les États-Unis et leurs alliés relancent la guerre contre la Syrie - Réseau International 1 décembre 2024

<https://reseauinternational.net/les-etats-unis-et-leurs-allies-relancent-la-guerre-contre-la-syrie/>

L'attaque d'Al-Qaïda sur Alep sert «l'entité d'occupation israélienne» - Réseau International 1 décembre 2024 - Réseau International 1 décembre 2024

Le ministre des Affaires étrangères syrien Bassam Sabbagh a déclaré le 29 novembre que l'offensive terroriste en cours sur Alep et sa campagne intervient «dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de l'entité d'occupation israélienne et de ses organisateurs».

<https://reseauinternational.net/lattaque-dal-qaida-sur-alep-sert-lentite-doccupation-israelienne/>

La Syrie reçoit le soutien de plusieurs pays arabes - RT 2 déc. 2024

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Irak ont manifesté leur soutien politique au président syrien face à l'agression des djihadistes et à la prise d'Alep.

Outre le soutien de ses alliés traditionnels, la Russie et l'Iran, la Syrie de Bachar el-Assad a reçu un soutien politique de la part de plusieurs pays arabes par rapport aux récents événements à Alep qui fragilisent encore un peu plus le pays.

Le Caire a exprimé sa «préoccupation» face à l'évolution des événements dans les villes d'Idlib et d'Alep, soulignant samedi dans un communiqué officiel son soutien aux institutions étatiques syriennes et l'importance de leur rôle dans la «lutte contre le terrorisme».

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan bin Abdullah, a reçu le 29 novembre un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères et des expatriés de la République arabe syrienne, Bassam Sabbagh. Les deux hommes ont évoqué les derniers événements en Syrie. Riyad et Damas avaient normalisé leurs relations diplomatiques en 2023 après plus de 10 ans de rupture.

De surcroît, les Émirats arabes unis ont apporté leur soutien politique à la Syrie. En effet, au cours d'un appel avec Bachar el-Assad, le président émirati Mohammed ben Zayed a affirmé «la solidarité des Émirats arabes unis avec la Syrie et leur soutien dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme».

L'Irak, pays frontalier de la Syrie, suit de très près les événements récents en Syrie et s'inquiète des retombées sur son propre territoire. Des renforts ont même été amassés à la frontière. Selon des informations rapportées par le média saoudien Al-Sharq Al-Aoussat, plusieurs milices irakiennes, inféodées à Téhéran ont passé la frontière pour appuyer militairement les troupes de Bachar el-Assad.

De son côté, la Ligue arabe a publié un communiqué le 30 décembre, déclarant qu'elle «suit avec une grande préoccupation les développements sur le terrain en Syrie et souligne la nécessité de

respecter l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne», rapporte la filiale arabe de CNN.

Le renseignement turc dirige l'offensive des extrémistes dans le nord-ouest de la Syrie - Réseau International 1 décembre 2024

Un responsable israélien a déclaré que l'offensive d'Al-Qaïda sur la deuxième ville de Syrie offrait des *«possibilités de changement»*.

Les miliciens de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), affilié à Al-Qaïda, qui envahissent actuellement Alep, la deuxième ville de Syrie, reçoivent des renseignements de la part des services de renseignement turcs, a rapporté l'agence de presse française AFP le 30 novembre.

HTS, anciennement Front Nusra, a lancé mercredi une offensive éclair depuis le bastion du groupe dans le gouvernorat d'Idlib. Ses combattants se sont emparés de nombreux villages dans la campagne d'Alep avant de prendre le contrôle d'une grande partie de la ville d'Alep samedi, y compris l'ancienne citadelle.

L'AFP écrit que *«des sources de l'opposition en contact avec les renseignements turcs ont déclaré que la Turquie a donné son feu vert à l'offensive»*.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 décembre 2024

Mon affection respiratoire me pose d'énormes problèmes de santé, par conséquent, à partir d'aujourd'hui, je suis obligé de cesser les causeries et infos en bref telles qu'elles existaient depuis août 1996.

On se contentera dorénavant d'une causerie du jour épisodique, c'est-à-dire, qui ne se sera pas publiée à date régulière.

Je dois absolument me reposer, je n'ai plus le choix, je dois me faire violence pour dormir davantage et faire des siestes, ce que j'ai toujours négligé malgré mon état d'épuisement, prendre le temps de marcher ou de faire un peu de vélo, me changer les idées pour m'aérer le cerveau, non pas pour me libérer l'esprit en me livrant à des activités futiles, mais parce qu'il est parvenu à saturation, je n'exagère pas malheureusement.

Mon impuissance politique m'obsède, je l'avoue, elle m'a amené à m'imposer des contraintes devenues insupportables et nuisibles à la longue, je dois donc prendre des mesures pour faire retomber cette pression qui m'asphyxie littéralement et menace ma santé, je dois modifier impérativement mon mode de vie.

La dégénérescence et capitulation de toutes les organisations situées à l'extrême gauche ont atteint un tel point de non-retour, ce qui sembler peut-être prétentieux, je m'en moque, qu'il m'est impossible d'envisager de participer à l'une d'entre elles. Notez bien que cela aurait été la solution la plus confortable pour économiser mes forces, à condition toutefois d'accepter de me compromettre gravement, ce à quoi je ne puis me résoudre, car j'ai des principes et un idéal auxquels j'entends rester fidèle.

De plus, il faut avoir à l'esprit, que les décisions qu'on adopte à un moment donné ne se limitent pas au présent, elles nous engagent bien au-delà, et elles auront forcément des conséquences dans le futur. Or, il ne faut pas le compromettre pour son confort personnel sous aucun prétexte, il doit être absolument préservé, parce que notre indépendance et notre crédibilité en dépendent. Comment, sinon, voudriez-vous que quelqu'un partage vos analyses ou vous fasse un minimum confiance?

Et puis, je ne peux pas faire semblant de ne pas savoir ce que je sais, ce que j'ai appris au cours de ces décennies d'observations et d'études, il ne faut pas me demander de me renier, d'abandonner mes convictions rien que pour être agréable à un parti ou un groupe de militants ou à une seule personne d'ailleurs. Si maintenant aucune association ou collaboration n'est possible entre nous, je n'y suis pour rien, je ne vais pas transformer en un agent de la Ve République, du Medef, de Davos ou d'un clan de l'oligarchie rien que pour briser mon isolement.

Nos analyses de la situation et de l'économie mondiale, du capitalisme, des institutions internationales, des rapports entre les classes, de la société en général, son évolution au cours des siècles derniers, notre conception des arts, des sciences, de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, du marxisme, du socialisme, sur tout pratiquement je suis en désaccord avec eux sur au moins une ou plusieurs questions capitales, un grand nombre en fait, sur la santé, le climat, par exemple, tout ce qui se rapporte à des communautés, aux différentes générations, aux sexes, etc. je trouve erroné ou abjecte la manière dont ils les traitent, je dois pas être le seul dans ce cas-là, mais je suis le seul socialiste à les combattre dans le mouvement ouvrier et c'est épuisant à la longue ! Plus loin je vous fournis un exemple pour illustrer cela, vous verrez, à la fin les mots nous manquent pour caractériser une telle déchéance chez des gens qui se prétendent marxistes, communistes, trotskystes.

Rapide revue de presse.

Les Français auraient-ils le gouvernement qu'ils méritent ?

C'est la question qu'on est en droit de poser à tous les partis et les syndicats du mouvement ouvrier, à chaque militant ou ex-militant.

- Crise politique : la Ve République est-elle « fatiguée » ? - Publicsenat.fr 4 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/crise-politique-ve-r%C3%A9publique-fatigu%C3%A9e-174051810.html>

Dans cet article, on vous explique pourquoi IVe, Ve, VIe République ne changeront rien parce qu'avant tout, la situation est le produit de la crise du capitalisme, idem à Séoul, à Gaza, Kiev, Washington, Rome, Londres, Berlin, Bamako, Tunis, etc.

- Macron, le coup de colère et le déni - LePoint.fr 5 décembre 2024

- « *Inconscience de la gravité de la situation* » : l'allocution d'Emmanuel Macron déçoit à droite - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- « *Déni, mépris, seul contre tous* »... la gauche sidérée par l'allocution d'Emmanuel Macron - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- Censure du gouvernement Barnier: Emmanuel Macron seul face à la quadrature du cercle RFI 5 décembre 2024

Non-événement. Une journée d'action bidon largement censurée.

J-C - (Macron) Que votre excellence ait l'extrême bienveillance d'écouter "*ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*". Tout est dit là. Ils sont à vomir. J'aurais tendance à dire que toutes ces journées d'action sont uniquement destinées à servir le régime et à rassurer la Bourse. Hier, elles étaient décriées par l'extrême gauche, aujourd'hui ils y participent tous. Vous en déduiriez quoi si vous étiez un idéologue de la réaction ? Qu'elle est morte. C'est je constat auquel je suis parvenu également en poursuivant des objectifs diamétralement opposés.

- Grève dans la fonction publique : entre 130 000 et 200 000 manifestants ont défilé en France, selon les autorités et la CGT - francetvinfo.fr 5 décembre 2024

Les manifestations des agents publics contre la « *dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération* » ont réuni, jeudi 5 décembre, 200 000 personnes dans 160 cortèges et rassemblements à travers la France, dont 30 000 à Paris, selon la CGT. Les autorités, elles, évoquent un chiffre de 130 000 manifestants dans tout le pays, dont 3 000 à Paris.

"*Il faut qu'Emmanuel Macron écoute ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*", a déclaré la cheffe de file de la CGT, Sophie Binet, avant le départ du cortège parisien des agents de la fonction publique en grève. "*Notre pays est dans une situation de crise sociale, avec des salaires et des pensions qui décrochent par rapport aux prix et dans une crise démocratique qui nous inquiète*", a poursuivi la représentante syndicale.

Au micro de franceinfo, le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, appelle le futur exécutif à "*traiter correctement les agents du service public*". Il explique que la censure du gouvernement de Michel Barnier ne change pas véritablement la donne car l'intersyndicale ne sait pas si certaines mesures du "*mauvais budget*" vont être "*reprises par le nouveau gouvernement*".

Cette mobilisation, qui intervient en pleine crise politique, au lendemain de la chute du gouvernement, doit permettre de lancer une « *alerte sur la dégradation des conditions de travail et de rémunération en direction du futur gouvernement et des parlementaires qui auront à construire les prochaines lois de finances pour 2025* », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques. francetvinfo.fr 5 décembre 2024

En famille au chevet du régime. Un consensus vaut mieux que la censure.

Réaction à la chute du gouvernement Barnier et quelques éléments de réflexion.

Tous les articles proviennent de l'AFP et différents médias officiels.

Il s'agit du gouvernement le plus court de l'histoire de la Ve République, qui a débuté en 1958, et du premier vote de défiance réussi depuis le gouvernement de Georges Pompidou en 1962, lorsque Charles de Gaulle était président.

En famille. Collaboration de classes. Macron s'incrute. Comme ils les aiment Macron et la Ve République.

- Emmanuel Macron n'a même pas cherché à masquer son exaspération. C'est un président furieux sans regret ni remord qui s'est invité jeudi soir à la télévision. LePoint.fr 6 décembre 2024

Maintenant que le gouvernement de Michel Barnier a été censuré, qui sera nommé Premier ministre par Emmanuel Macron ? Si des noms de Premiers ministres commencent à circuler, plusieurs appels à l'alliance sont lancés de part et d'autre du paysage politique. Yannick Jadot envisage un pacte transitoire, assurant « *être prêt* », à ce que dans le futur gouvernement « *d'abord issu de la gauche et des écologistes, il y ait des ministres du bloc central* ». Gabriel Attal, lui, préconise, un accord de non censure du Parti socialiste aux Républicains, tandis qu'Olivier Faure considère qu'« *il vaut mieux parfois faire un pas plutôt que de rester dans la contestation* ». De son côté, Laurent

Wauquiez a garanti que son groupe ne censurera pas le futur gouvernement « *même s'il n'y participe pas* ». Publicsenat.fr 5 décembre 2024

Macron.

- Emmanuel Macron à la recherche d'un nouvel "*arc de gouvernement*" - AFP 6 décembre 2024

Pour M. Macron, le nouveau gouvernement devra représenter "*toutes les forces politiques d'un arc de gouvernement qui puisse y participer ou, à tout le moins, qui s'engage à ne pas le censurer*", a-t-il fixé jeudi comme cahier des charges, promettant en outre un "*gouvernement resserré*".

Une loi spéciale sera déposée "*avant la mi-décembre au Parlement*", a affirmé le président de la République, en décrivant une "loi temporaire" qui "*permettra la continuité des services publics et de la vie du pays*" en appliquant "*pour 2025 les choix de 2024*". AFP 6 décembre 2024

PCF

La gauche est extensible jusqu'à l'extrême droite. Le stalinisme n'est pas mort.

Pour Fabien Roussel, "*Le président doit se tourner vers la gauche pour nommer un gouvernement capable de construire des majorités*". - AFP 5 décembre 2024

« *C'est à la gauche (...) de construire une majorité plus large. Si non, on ne peut pas dire qu'on veut de la stabilité* », estime Cécile Cukierman, la présidente du groupe communiste.

Ecologistes.

Avec les Ecologistes, la gauche ou le NFP était déjà macroniste.

- Jadot veut un gouvernement de gauche avec des ministres du "*bloc central*" pour éviter la censure - BFMTV 4 décembre 2024

Le sénateur écologiste Yannick Jadot a plaidé mercredi 4 décembre pour un gouvernement dirigé par la gauche mais incluant "*des ministres issus du bloc central*", au nom d'un "*pacte républicain transitoire*" face au blocage institutionnel.

Yannick Jadot a estimé auprès du Figaro qu'il fallait trouver "*un accord de non-censure, autour d'un socle restreint de mesures indispensables pour les Français*", entre l'alliance de gauche du Nouveau Front populaire et le bloc central macroniste.

- La députée écologiste Sandrine Rousseau a estimé "*C'est juste l'avancée de la démocratie*". - AFP 5 décembre 2024

- "*Pas à la hauteur*": Tondelier déplore que les Écologistes n'aient pas été invités par Macron à l'Élysée - BFMTV 6 décembre 2024

La secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts ajoute avoir eu "*deux chefs de partis de la majorité au téléphone cet après-midi*", et avoir écrit à Emmanuel Macron "*pour lui dire qu'il faut qu'il arrête de se précipiter, qu'on prenne le temps et qu'on trouve une solution*."

C'est par le Front Républicain que la crise pourra se résoudre, pour président du groupe écologiste, Guillaume Gontard "*Face à cette situation inédite, il faut réfléchir à comment créer une plateforme de gouvernement autour des idées du NFP et du Front Républicain*".

PS.

"*Nous irons à l'Elysée parce que nous l'avons demandé*", a assuré sur X le premier secrétaire du PS Olivier Faure. "*Ceux qui pensent que le Parti socialiste est à vendre se trompent*", a-t-il d'emblée mis en garde. (Le PS est déjà vendu depuis un siècle et dix ans ! - J-C)

Il y a quelques jours déjà, le chef des députés PS Boris Vallaud proposait à tous les partis, sauf le Rassemblement national, un pacte de non-agression pour dégager une majorité... autour d'une personnalité de gauche à Matignon. « *L'idée est de se mettre autour de la table pour s'accorder sur les conditions d'une non-censure. Cela permettrait à un Premier ministre de gauche de former un gouvernement. Il faut sortir de la crise politique par des compromis* », précise Arthur Delaporte, député du Calvados et porte-parole du groupe socialiste. (Se compromettre, c'est la seule chose qu'ils soient capables de faire. - J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, a notamment envoyé ce jeudi un courrier à Emmanuel Macron lui proposant « *que les partis ayant participé en juillet dernier au Front Républicain, bâtissent une méthode en mesure de faire émerger des majorités texte par texte au Parlement* ». Il demandera « *clairement* » à Emmanuel Macron la nomination d'un Premier ministre de gauche qui s'engagerait à ne pas utiliser le 49-3, seule option pour arriver à conclure un accord de non-censure, d'après lui. (Pourquoi recourrait-il au 49.3 une fois qu'il aurait obtenu le soutien de la droite et de l'extrême droite ? - J-C)

« *Se couper de LFI, je le défends depuis longtemps donc ça ne me dérange pas de le redire* », assume Rémi Féraud, sénateur socialiste de Paris. (Se couper de Macron ou de la Ve République, on comprend que cela le dérange (sans référence à LFI). - J-C)

LFI.

- Chute du gouvernement Barnier : LFI promet de censurer tout Premier ministre qui ne serait pas issu du NFP - 20 Minutes/AFP 5 décembre 2024

- Éric Coquerel (LFI) affirme qu'il y aura "*une censure automatique*" si un Premier ministre issu du NFP n'est pas nommé - BFMTV 5 décembre 2024

Les Insoumis, qui réclament surtout la démission d'Emmanuel Macron, rejettent fermement toute « *forme d'alliance gouvernementale avec les macronistes* » et s'exaspèrent de voir leurs alliés socialistes s'ouvrir au compromis. Mathilde Panot a prévenu que l'accord mentionné par les socialistes serait « *une rupture avec le Nouveau Front populaire* ». (Ils veulent bien gouverner avec Macron mais pas avec les macronistes, il n'y a rien qui vous interpelle là ? Parce qu'ils ne partageraient pas la même idéologie et la même politique ? Un minable illusionniste Coquerel. - J-C)

LR.

Macron doit aller toujours plus à droite.

D'après Guillaume Gontard, LR n'ayant pas participé au Front Républicain, la solution ne se trouve pas de ce côté : « *C'est ce socle qui permettrait à un gouvernement de trouver la stabilité sur un budget. Alors oui, ça veut dire un bouger de la part des macronistes.* »

RN.

Macron sommé d'aller encore plus à l'extrême droite.

Laurent Jacobelli, assure que le Rassemblement national adoptera une stratégie différente : « *Si Emmanuel Macron nomme un Premier ministre qui nomme un seul ministre de gauche, le gouvernement sautera* ». Il martèle que « *les temps ont changé* », et fustige les coalitions qui excluent le Rassemblement national : « *Les Républicains et le Parti socialiste sont deux partis minoritaires* ». Le député de la 8e circonscription de la Moselle, certifie que « *ce sont de vieux partis dont les Français ne veulent pas* ».

Puisque le RN n'aura plus la "capacité de dicter la politique du gouvernement" dictée par Macron, ce sera au tour du PS de s'y coller.

- Pour l'après Barnier, Attal prône un accord de non censure des LR au PS - BFMTV 4 décembre 2024

"*Ce qui peut changer maintenant*", c'est d'arriver "*à une équation politique où ce n'est plus le Rassemblement national qui est en capacité de dicter la politique du gouvernement*", a déclaré ce mardi 3 décembre l'ancien Premier ministre à des journalistes, comme l'ont relaté ce mercredi plusieurs médias.

"*Cela voudrait dire qu'il y a une forme d'accord de non-censure qui est trouvé avec les socialistes, en plus des LR. Je ne sais pas si c'est possible. En tout cas moi, je pense que c'est ce qu'on doit viser*", a-t-il poursuivi.

- "*Cela nous sortirait collectivement d'une situation où on a un gouvernement otage de Marine Le Pen*", a-t-il encore expliqué

- Chute de Barnier : Le PS va-t-il se détacher des insoumis pour faire un pacte de non-censure avec les macronistes ?- 20minutes.fr 5 décembre 2024

Le chef des députés socialistes, Boris Allaud, avait dit la semaine dernière vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN, "*de poser la question des conditions d'une non-censure*" si le gouvernement Barnier venait à être renversé. (Une offre de service pour faire le sale boulot à la place des macronistes, des conservateurs et de l'extrême droite, c'est la seule chose qu'ils savent faire au PS. - J-C)

Arguments pour la lutte sociale. Une caricature grotesque de "révolutionnaires".

Et dire qu'autrefois quand j'étais jeune, on a milité dans la même organisation.

Arguments pour la lutte sociale est une sorte d'association ou club de discussion d'ex-militants du courant trotskyste lambertiste (OCI-POI-PT) qui publient des articles sur l'actualité politique et à la

suite desquels figurent des commentaires. (<https://aplutsoc.org/>) Leur blog est propulsé par WordPress.com qui bloque systématiquement mes commentaires, j'ignore pourquoi.

Ils cherchent à justifier, comment pendant si longtemps de si grands intellectuels ont pu à ce point se faire manipuler et se fourvoyer sans jamais parvenir à la moindre réponse satisfaisante, soit parce qu'ils sont idiots ou ils n'y tiennent pas vraiment. Il faut dire que leur principal représentant, Vincent Prémey, a collaboré activement aux institutions de la Ve République en tant que membre du Conseil économique et social et environnemental, entre autres.

Je n'ai plus le temps de fignoler, vous allez rapidement comprendre de quoi il s'agit, à condition de ne pas être contaminé par le socialisme révisionniste.

Cela vaut pour d'autres groupes de militants issus de ce courant politique, La Commune, le GMI agent de la dictature sanitaire, y compris tous les groupuscules issus du NPA. Sans l'aborder dans mes causeries, parce que j'avais estimé que cela n'en valait vraiment pas la peine, j'ai continué de lire leurs articles au cours des dernières décennies, plus qu'une épreuve ingrate, une véritable torture !

C'est le naufrage de vieillards dégénérés, une déchéance honteuse.

Aplutsoc : C'est l'opportunisme décomplexé en plus pourri encore que le POI et le PT réunis, ils rivalisent avec le NPA et ses satellites, Place Publique, le PS, les Ecologistes, bravo !

Aplutsoc : C'est la voix de l'AFP, de l'OTAN, de Davos...

Les titres parlent d'eux-mêmes, lisez attentivement, ils sont conformes à la propagande de l'OTAN :

- Déclaration de la confédération syndicale de Géorgie contre la répression. - aplutsoc 4 décembre 2024

- La révolution syrienne est de retour et elle défie l'ordre macabre des Trump, des Poutine et des Netanyahou ! - aplutsoc 30 novembre 2024

- Communiqué du RESU du 30 novembre 2024 : plus que jamais, soyons aux côtés de la résistance du peuple ukrainien ! - aplutsoc 29 novembre 2024

- 20 novembre 2024 – Mobilisation internationale contre les déportations d'enfants ukrainiens. - 17 novembre 2024

- À propos des bombardements russes de cette nuit sur l'Ukraine. Par Vitaliy Dudin. - aplutsoc 17 novembre 2024

- Liberté pour Ahou Daryaei ! - aplutsoc 17 novembre 2024

Je rejette et combats toutes les positions adoptées par ce courant trotskyste lambertiste.

- A bas Macron/Barnier/Le Pen ! Démocratie : grève le 5 décembre ! - aplutsoc

- "*Pour un gouvernement féministe (...) avec Lucie Castet*", stop, j'arrête de lire là... parce que je respecte les femmes !

Quel délire, plus décomposé, tu meurs ! Et ils se prennent pour des révolutionnaires, même cela on ne l'a pas en commun, on n'appartient plus au même camp de toute évidence.

Début novembre 2024 j'ai reçu une contribution politique d'un ex-dirigeant (permanent) de l'OCI qui a été publiée par ses copains d'Aplutsoc. Je lui ai répondu tout en avançant un certain nombre d'arguments que je soumetts aux lecteurs, autant dire qu'il les a ignorés et il a dû s'empresse de ne rien en dire à ses petits camarades.

- [Courriels entre PS et JCT \(11.2024\)](#)
- [Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. \(26 octobre 2024\)](#)
- [PS à JCT. \(05.11.2024\)](#)
- [JCT à PS. \(6.11.2024\)](#)
- [JCT à PS. \(07.11.2024\)](#)

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 décembre 2024

- Si vous prêtez attention à tout ce qu'ils racontent, vous allez devenir fou ! C'est comme dans les infos en général, plus de 90% de déchets.

- Pour que de tels partis parviennent au pouvoir, pour qu'ils mènent une telle politique antisociale, cela montre à quel point les peuples sont demeurés ignorants ou arriérés jusqu'à cautionner la barbarie ou y être indifférents.

On peut aussi s'interroger sur ceux qui se croient évolués, car si c'était le cas ils feraient quelque chose pour aider le reste du peuple à évoluer ou sortir de l'obscurantisme, les organiser, or eux-mêmes y renoncent ou ils en sont incapables, ce qui ne fait que confirmer l'hypothèse que j'avais émise. Avec tous les divertissements qui ont été mis gracieusement à leur disposition, le pire est à craindre de leur part.

Bref, quand les hommes ne sont pas héroïques, en temps normal ils sont plutôt misérables, il faut faire avec, ils sont ce que le régime en ont fait.

- On reviendra sur la révolution russe demain ou dans quelques jours, en visionnant un documentaire, je me suis fait une réflexion que je suis en train de creuser. Ce fut plus fort que moi, j'ai pleuré de joie en regardant les images, le peuple russe en liesse, quel immense bonheur et soulagement de se débarrasser du régime despotique de Nicolas II, bon, je ne devrais pas vous raconter cela, je suis con parfois.

L'attitude de Lénine aussi m'a interpellé. En février 1917 il était exilé en Suisse, ils disent qu'il fut étonné du déclenchement de la révolution et la vitesse à laquelle elle a balayé le régime. Il est vrai qu'il ne pensait pas voir la révolution de son vivant. Ils disent aussi qu'il était obsédé par la révolution, heureusement, en fait, sans savoir ni quand ni comment elle se produirait, il s'y préparait, contrairement à nous qui sommes totalement désarmés. On y reviendra.

- On entend dire que la situation est bloquée en France, que les institutions sont en crise et bloquées, que quelle que soit la décision que prendra Macron, cela ne changera rien, patati et patata. D'accord on a compris, alors de deux choses l'une, soit on décide de sauver le régime en place, soit on adopte une stratégie révolutionnaire conduisant à son renversement. Mais laquelle ? Pour le remplacer par quoi, pour quoi faire au juste ?

Certains évoquent un replâtrage de la Ve République, d'autres parlent de revenir à la IVe République, d'autres encore verraient bien une VIe République qui a bien des égards serait un clone de la Ve République, autant dire on ne change rien ! J'allais oublier la tarte à la crème de l'Assemblée constituante souveraine qui serait également une copie déguisée de la Ve République.

On a constaté que les masses étaient de plus en plus nombreuses à s'abstenir lors des élections. On nous dit que la majorité rejette les institutions de la Ve République sans savoir par quoi la remplacer. On nous dit aussi que des millions de travailleurs n'en peuvent plus, en fait, toutes les classes de la société n'en pourraient plus de ce régime, hormis l'oligarchie et une poignée de capitalistes. On nous dit que plus rien ne fonctionne plus correctement dans ce pays, que les services publics sont dans un état pitoyable et chaque fois qu'on y a recourt, c'est un casse-tête bureaucratique à devenir fou, tout comme le recours à la justice, à la médecine, vaut mieux ne pas être malade ou vieux dans ce pays qui prend l'eau de partout.

Bref, des millions et millions en ont plus que marre du mode de vie et des conditions de travail qu'on leur impose, des difficultés à répétitions qu'ils rencontrent, des problèmes sans fins ou solutions qu'ils doivent affronter au quotidien, tout le monde se plain de tout et cela ne pourra pas durer ainsi éternellement ou très longtemps, c'est ce qu'un grand nombre affirme sans savoir quand interviendra le dénouement de cette situation insupportable. Nombreux sont ceux qui ont applaudi aux différents revers qui ont frappé Macron depuis juillet dernier, désavoué deux fois dans les urnes, son gouvernement renversé.

Et après ? C'est la question que tout le monde se pose sans avoir de réponse, sinon que cela risque de durer encore longtemps comme cela, ce qui ne satisfait personne ou pire inquiète tout le monde. Une chose au moins est certaine, si on reste enfermé dans la logique du régime en place, il n'y a rien à attendre de bon ou la situation ne peut qu'empirer pour les travailleurs. Si on cherche une solution dans le cadre des institutions de la Ve République, on est compromis et foutu.

Si ce sont les institutions qui bloquent, et que ces institutions ne comptent pas se dissoudre d'elles-mêmes, on pourrait peut-être envisager de les aider à disparaître, qu'en pensez-vous ? Pourquoi ne pas partir de ce constat politique pour élaborer une stratégie qui permettrait d'envisager à terme de les renverser ? Nous ne sommes pas des rêveurs ou des gauchistes, nous sommes des militants sérieux qui ne racontent pas de blagues aux travailleurs ou qui ne colportent pas des illusions.

Je pense qu'il faudrait se donner les moyens politiques, de créer les conditions qui permettraient de déboucher sur l'instauration d'un double pouvoir qui contesterait l'existence des institutions de la Ve République. Comment ?

En associant à cette perspective politique révolutionnaire tous les travailleurs et militants du pays qui souhaitent travailler et vivre autrement, qui exigent que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques soient satisfaits, qui souhaitent un changement radical de régime économique et politique, ainsi que tous les acteurs politiques et les syndicalistes qui souhaitent avancer sincèrement dans cette direction. Comment ?

En les appelant à constituer dans chaque commune du pays une Assemblée populaire dans laquelle ils détiendraient le pouvoir, le pouvoir démocratique d'établir la liste des revendications sociales et politiques, qu'ils souhaiteraient voir adopter par un gouvernement qui représenterait réellement, uniquement, strictement leurs intérêts, un gouvernement qui serait élu démocratiquement par les délégués qu'ils auraient élus parmi eux dans chaque Assemblée populaire, délégués et gouvernement qui seraient révocables et n'ayant de compte à rendre qu'à eux seuls, en dehors de tout représentant des partis du patronat ou des capitalistes ou de leur Etat antidémocratique, qui seraient chargés de rédiger la Constitution d'une République sociale et démocratique sur les cendres de la Ve République.

En fonction du développement que prendrait ce processus révolutionnaire et de la participation de millions de travailleurs à ces Assemblées populaires fédérées au niveau des départements, des

régions et sur le plan national, le gouvernement provisoire de la République sociale serait chargé de coordonner la mise en œuvre des nouvelles tâches politiques que les Assemblées populaires auraient adoptées qui permettraient d'avancer vers la prise du pouvoir. Le gouvernement provisoire de la République sociale serait également mandaté pour proposer des mesures politiques aux Assemblées populaires, à elles de les approuver ou non après en avoir débattu en réunions plénières. Compte tenu de la configuration du territoire, on doit concevoir que chaque Assemblée populaire adoptera des tâches spécifiques. Les objectifs politiques qui rythmeront ce processus seront définis nationalement au sein de l'Assemblée populaire nationale ou au niveau du gouvernement, de sorte que toutes les forces engagées dans ce combat politique convergent dans la même direction.

Chaque acteur ou parti politique conservera son indépendance, chaque Assemblée populaire sera souveraine. Le gouvernement provisoire de la République sociale sera mandaté pour représenter l'ensemble des Assemblées populaires auprès de l'Etat, et avant d'engager la responsabilité des Assemblées populaires il devra les consulter pour accord.

Vous allez peut-être penser que tout cela est fort compliqué, pas tant que cela. Surtout quand on a à l'esprit que pour mobiliser des millions de travailleurs et les guider dans la même direction, sachant que tous les acteurs politiques ne seront pas forcément sur la même longueur d'onde, certaines précautions s'imposent, de plus, il sera nécessaire que le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui à ce jour n'existe pas, se construise et conquiert de larges masses dans tout le pays pour orienter le processus révolutionnaire dans la bonne direction, sinon il échouerait, tout dépendra de ce facteur en dernière analyse, eh oui comme en octobre 1917 en Russie ! D'où l'intérêt d'avoir présent à l'esprit les enseignements de cette révolution, même si le déroulement de notre révolution différera sur bien des points.

Quand j'ai commencé ce blog il y a 20 ans en décembre 2004, je n'avais pas tout cela en tête, mais quand même...

Si on parvenait à créer une situation de double pouvoir en France, sans qu'on puisse prédire à l'avance si nous vaincrons ou non, cela pourrait donner des idées à des travailleurs dans d'autres pays, soyons optimiste, que diable, et qu'il emporte nos ennemis avec lui, si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons vaincre.

Les conditions sociales ne sont certes pas aussi misérables qu'au début du XXe siècle. J'ai eu l'occasion d'y repenser en me retrouvant sans électricité, sans eau, sans téléphone, sans Internet pendant plusieurs jours lors du dernier cyclone qui a frappé le sud de l'Inde. Je me suis dit que c'était dingue à quel point on se retrouvait dépendant de tout cela, car dès qu'on en est privé quelques jours, on est en proie à de grandes difficultés, j'ai perdu presque la totalité du contenu du congélateur qui était plein. Je ne vais pas en faire un plat, je survivrais, et puis les chiens se sont régalés !

Tout cela pour revenir à ce que j'ai écrit tout au début de cette contribution politique, à savoir qu'en France en décembre 2024 l'immense majorité de la population de ce pays n'en peut plus, même la mieux nourrie ou lotie, à l'exploitation vient s'ajouter l'oppression, les tracasseries, contrariétés, désillusions, peine ou souffrances quasi quotidiennes qui vous pourrissent littéralement la vie au point d'être excédé au possible, sans cesse sous tension, angoissé, dépressif, bref, en un mot plutôt malheureux, ce qui est injuste évidemment, alors si quelque chose pouvait se produire pour mettre un terme à ce cauchemar, qui sait si les travailleurs ne seraient pas nombreux à répondre présents ou à reprendre espoir, confiance en eux, à entrevoir la nécessité de se mobiliser... Il faut y croire, de toutes manières, on n'a pas le choix !

N'hésitez pas à réagir à cette proposition, merci et bon dimanche, en ayant une pensée pour nos amis palestiniens, libanais et syriens.

Totalitarisme. Quand l'«hydre» de la surveillance permanente se déploie.

J-C - Quand il s'agit de réprimer une catégorie de la population, ils débordent d'imagination et de moyens financiers pour mettre au point un tas de gadgets hyper sophistiqués. Plus tard, ils réduiront de 85 à 80 décibels ou moins sous prétexte du passage aux véhicules électriques, et tous ceux qui auront conservé leurs vieilles bonnes bagnoles à essence seront sanctionnés, si elles ont encore le droit de rouler ! Je suis tranquille en Inde, ouf !

Le radar « *hydre* » à une tête fait la chasse aux véhicules qui font trop de bruit - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Expérimentés à Paris depuis 2022, les radars sonores seront progressivement déployés en France dès 2025 pour sanctionner les véhicules dont le niveau de bruit dépasse les 85 décibels.

En gros, si votre voiture, moto, scooter, camion passe sous le radar en dépassant le seuil maximum de bruit, fixé à 85 décibels par les autorités, vous serez flashé et recevrez une « *une amende forfaitaire de 135 euros, minorée à 90 euros* ». 20minutes.fr 6 décembre 2024

Quand une idéologie et une croyance défie la nature et les sciences.

J-C - Ils ont un sexe à la place du cerveau. Entre nous, ça soit être de sacrés dégueulasses ou des refoulés profonds, les deux à la fois produit des monstres. Hier soir, je me suis fait la réflexion suivante.

Quand j'avais 20 ans, il y a de cela déjà un demi-siècle en arrière, avec mes potes et mes copines on discutait de musique, de cinéma, de littérature, de philosophie, de vacances ou sorties, de fringues, de jeux, de motos ou de bagnoles (moi je n'avais qu'un vélo!), de la nature, dès qu'on en avait l'occasion on allait faire un tour en forêt, à la campagne. La politique n'était pas vraiment notre truc, le travail non plus du reste, on détestait l'ordre établi et l'injustice, la hiérarchie, les patrons, les flics et les militaires, on était un brin anarchiste sans le savoir, on s'était mis au cannabis, on picolait peu, on n'était pas méchants, plutôt pacifistes et humanistes.

Et bien que mes potes passaient une partie de leur temps à draguer les filles (moi j'étais trop coincé ou complexé !), pour autant que je me souviens, jamais ils ne parlaient de cul et ce n'était pas un sujet tabou. Ils étaient misogynes dans leurs propos évidemment, tous les mecs l'étaient, il ne faut pas se raconter d'histoires, mais cela n'allait pas plus loin, ils n'ont jamais agressé ou violé une fille. Une main baladeuse et ils prenaient une baffe dans la gueule, tout le monde se marrait, à commencer par les nanas et c'était aussitôt oublié, surtout les allumeuses, les salopes profitaient de ces avances pour prendre rendez-vous et se faire sauter si les mecs leur plaisaient.

Mais il n'y avait jamais rien de vulgaire dans ces relations, le consentement était toujours de rigueur. La pornographie n'était pas notre truc non plus, même si nous n'étions pas tous épanouis sexuellement parlant, le sexe n'était pas une obsession chez nous, je le répète, on n'en parlait jamais. On avait des potes un brin homosexuels ou bisexuels sans qu'on y prête attention. Bien qu'on était

fans de David Bowie ou de Ziggy Stardust, pour autant, à part sur le plan vestimentaire où on se permit quelques transgressions mineures, aucun d'entre nous n'est devenu homosexuel ou pervers, il faut dire qu'à cette époque les autorités et les médias n'encourageaient pas l'homosexualité, bien au contraire, ils la criminalisaient, ce qui ne fut jamais notre cas. Nous profitions du vent de liberté qui avait suivi 68, et chacun était libre de vivre sa sexualité comme il l'entendait sans que personne ne porte de jugement, même en cas de dérapage, on ne se mêlait jamais des affaires des autres.

On était très individualistes, il faut bien avouer, trop peut-être, cela contrebalançait les vieux adeptes du puritanisme ou un peu trop conformistes à notre goût. A tout bien considérer, à cette époque on avait des rapports ou des comportements beaucoup plus sains qu'aujourd'hui, on ne cherchait pas à imposer aux autres notre mode de vie ou nos idées. Nous aussi on prônait le libéralisme ou on considérait que toute interdiction était une entrave à notre liberté, nous étions épris de liberté par-dessus tout. Malgré cela, on était capable de se fixer des limites à ne pas dépasser ou on savait ce qu'on pouvait ou non se permettre de faire, alors que de nos jours ils ont complètement inversé ces rapports, et de ce fait, plus personne ne sait où se situent les limites ou plutôt, n'importe qui peut imposer les siennes aux autres, de sorte qu'il n'existe plus aucune liberté ou elle est gravement entravée. Il en découle toute sorte de perversions et de réactions violentes qui étaient plus rares autrefois, elles étaient réservées aux classes supérieures, dorénavant elles tendent à se généraliser... La dégénérescence du régime a finalement déteint sur tous les rapports sociaux dans la société, d'où la nécessité de faire table rase !

Qu'est-ce que la « *théorie du genre* », brandie par les détracteurs de l'éducation à la vie affective et sexuelle ? - Le HuffPost 7décembre 2024

C'est l'idée selon laquelle on nierait les différences anatomiques et sexuelles, mais plus que cela, qu'on serait en train de contraindre les femmes à devenir des hommes et les hommes à devenir des femmes. Et que l'on encouragerait l'homosexualité, la bisexualité et la « *transsexualité* ». Il y aurait donc une dimension prosélyte.

J-C- Vous pouvez ajouter la pédophilie, dès lors que tous ces comportements sexuels sont diffusés par des adultes, hommes ou femmes indistinctement, y compris des travelos à barbe dans les écoles, bibliothèques municipales, etc.

HuffPost - D'un point de vue de l'efficacité du discours, cela marche bien, car quand on dit « *la théorie du genre* », on souligne que c'est une « *théorie* » et pas un fait. Et donc on fait croire aux personnes à qui on s'adresse que les sciences qui produisent ces théories ne produisent que des théories. HuffPost 7décembre 2024

J-C- Seule la nature biologique est une science, le reste ce n'est que de l'idéologie politique travestie en science.

HuffPost - Et puis, dans « *La théorie du genre* », il y a l'idée qu'il n'y en aurait qu'une seule et que l'on voudrait nous l'imposer. Et cela vient aussi alimenter la notion de « *lobby LBGT* », un lobby caché. Et la preuve que l'État serait le bras armé de cette théorie, ce serait qu'il a utilisé des institutions comme l'école pour la mettre en place.

J-C- La théorie du genre, telle qu'elle est conçue par ses idéologues, consiste à accorder une prédominance aux comportements, pratiques ou tendances sexuelles, et à reléguer au second plan ou pire, à nier la nature biologique des hommes et des femmes ou la distinction qui a été établie entre les hommes et les femmes à partir du sexe qu'ils ont reçu lors de leur conception ou à leur naissance, dès lors leur complémentarité à tous les niveaux que ce soit sur le plan sexuel,

sentimental, social, leurs rapports soient contestés de manière à ce que toute sorte de combinaisons deviennent possibles et équivalentes, alors même qu'une seule permet d'assurer la reproduction et la pérennité de l'espèce.

Autrement dit, c'est une entreprise machiavélique destinée à instrumentaliser des désordres mentaux ou psychiques provoqués par des rapports sociaux inadaptés entre adulte et enfant, à favoriser et alimenter des tendances psychotiques, qui, si cette entreprise criminelle était menée à son terme, outre qu'elle constitue un grave danger pour les enfants ou jeunes adultes concernés, se traduiraient par des troubles de la personnalité irréversibles, car un homme demeure un homme et une femme, une femme, quoiqu'on fasse ou dise. Ajoutons que c'est aussi une entreprise à caractère eugéniste avec le transhumanisme en embuscade.

En complément.

Tous les jours ces malfaisants radicalisés en rajoutent. Militarisation des écoles. Ils nous harcèlent, faisons table rase !

- Pourquoi aller aux toilettes à l'école est devenu la hantise de beaucoup d'élèves chez les petits - 20 Minutes 6 décembre 2024

Huit enfants sur dix préfèrent se retenir plutôt que d'utiliser les toilettes à l'école. C'est le constat d'une étude Essity-Harpic-Harris Interactive pour le collectif « *À nous les toilettes* » publiée en 2023. Et pour cause, selon ce rapport, la crainte des moqueries, le manque d'hygiène et d'intimité seraient autant de freins pour les enfants à soulager leurs besoins naturels. 20 Minutes 6 décembre 2024

J-C - C'était déjà mon cas 60 ans en arrière, et je n'en suis pas mort !

Ces sadiques instrumentalisent et terrorisent les petites filles.

- Pourquoi ces parents mettent-ils un short sous la jupe de leur petite fille? - BFMTV 6 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/pourquoi-parents-mettent-short-jupe-060400512.html>

Quand les médias font la promotion de la « *théorie du genre* » et du transformisme.

- Education à la sexualité : « *Théorie du genre* », intervenants... On décrypte trois infox sur ces cours - 20 Minutes 6 décembre 2024

<https://www.20minutes.fr/societe/4127243-20241206-education-sexualite-theorie-genre-intervenants-decrypte-trois-infox-cours?xtor=RSS-176>

J-C - Ces deux articles montrent à quel niveau de délire ces nuisibles sont parvenus, il faut le lire pour le croire.

Fouettez-les, paupérisez-les, ils finiront bien par se soulever !

La crise du logement frappe de plein fouet les Français - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Le Conseil économique social et environnemental (le Cese) a rendu public son rapport sur l'état de la France 2024 fin octobre. Cette étude fait notamment état des difficultés financières importantes des citoyens, malgré un ralentissement de l'inflation. En effet, d'après un sondage réalisé par l'institut Ipsos pour le Cese, « 45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels, voire ne le permet pas », 3 points de plus qu'en 2023. Et parmi les multiples sources d'inégalités observées, c'est l'accès au logement qui arrive en tête de liste, devant la santé, l'emploi ou encore les services publics. Ainsi, 58 % des répondants éprouvent des difficultés d'accès au logement ou avec les conditions de logement, que ce soit pour l'achat, la location ou les logements sociaux. Ce chiffre grimpe même à 84 % dans les départements et régions d'outre-mer.

Le volume de constructions neuves s'est effondré de 20 à 30 % par rapport à 2022, tandis que les transactions dans l'ancien ont accusé un recul de 22 % en un an. Pas étonnant quand on sait que la production de crédit a baissé de plus de moitié en 18 mois. Résultat logique : on assiste à une chute des offres de location longue durée de 36 % en 2 ans et même de 74 % en 3 ans pour Paris, d'après une enquête du site Seloger.com parue en février. Le logement social est lui aussi touché par ce blocage du parcours résidentiel puisqu'on dénombrait 2,6 millions demandeurs (dont 1,7 million de premières demandes) pour 82 000 nouveaux agréments en 2023...

Dernier symptôme et pas des moindres : le fléau du mal-logement. Selon le baromètre 2023 de la Fondation Abbé Pierre, plus de 4 millions de personnes sont mal-logées dont plus d'1 million sont privées de logement personnel. D'après un rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat paru début octobre, le nombre de personnes sans domicile a d'ailleurs doublé en 10 ans pour atteindre 330 000, sachant que 120 000 sont des femmes (contre environ 50 000 en 2012).

Le rapport du Conseil économique social et environnemental passe lui aussi en revue les effets de la crise du logement en citant un rapport d'information du Sénat de 2021 qui relevait que les prix de l'immobilier ont explosé de 88 % en 20 ans. Une dynamique qui « paupérise les ménages et rend également difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires ». La récente envolée des taux d'intérêt a d'ailleurs été également préjudiciable : « La capacité d'achat des candidats à la propriété a ainsi baissé de 30 % », évoque le Cese.

Même avec un toit sur la tête, les difficultés restent importantes ! En effet, alors que la part du budget consacrée à l'habitation s'élevait à 19,7 % en 2017, elle a grimpé à 26,7 % en 2022 selon l'Insee. Premier poste de dépense contrainte, le logement représente jusqu'à 32 % des revenus des 25 % des ménages les plus modestes. Bien entendu, l'énergie pèse lourd dans la balance. Rien qu'en 2021, les dépenses énergétiques liées aux logements ont augmenté de 7,8 % en euros constants.

Or, le Cese rappelle que la réforme des aides personnelles au logement (APL) de 2021, consistant à réviser le montant attribué tous les trimestres et non plus une fois par an, a conduit à une baisse d'allocation de 73 € pour 29,6 % des bénéficiaires. Globalement, l'ensemble des aides au logement représentait 1,5 % du PIB en 2022, contre 2% en 2008. 20minutes.fr 6 décembre 2024

On savait bien que les BRICS étaient compatibles avec l'UE (Washington).

L'Union européenne a signé le traité avec le Mercosur malgré l'opposition de la France - 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Le Mercosur et l'Union européenne sont désormais très proches de s'entendre concernant un accord de libre-échange. Les deux ont conclu « *les négociations* », a annoncé vendredi à Montevideo (Paraguay) Ursula von der Leyen.

« *C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens* », a déclaré la présidente de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer l'accord conclu après 25 ans de discussions.

Bien que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ait salué à Montevideo un accord « *bénéfique aux deux parties* », la présidence française a tenu à rappeler que « *'accord n'est ni signé, ni ratifié* », et qu'il n'entre donc pas encore en vigueur. « *La Commission a achevé son travail, mais les Etats membres doivent l'examiner et autoriser sa signature* », a expliqué un conseiller présidentiel. 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Qui a dit ?

- **La "vraie irresponsabilité dans le débat budgétaire c'est d'avoir sacrifié l'accès aux soins". francetvinfo.fr 6 décembre 2024**

Réponse : Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. Criminel, ils osent tout ces ordures !

Qui avait "*sacrifié l'accès aux soins*" aux patients ne portant pas de masque ou non vaccinés dans les hôpitaux et les Ehpad entre 2020-2022 ? Le PS, entre autres.

"Un effondrement du régime sous-estimé". La Ve République n'est plus adaptée pour faire face aux contradictions du capitalisme mondial.

J-C - Qu'est-ce que cela signifie ? Soit le régime évoluera vers une dictature ouverte, soit il sera renversé par une révolution socialiste.

« *Emmanuel Macron entraîne la Ve République vers son crépuscule* » - **Le HuffPost 6 décembre 2024**

Si la Constitution de 1958 mit trois ans à devenir la Ve République, 2024 l'a fait entrer dans son crépuscule. En effet, en 1962 comme cette année, l'utilisation successive de trois outils constitutionnels a généré des conséquences imprévues : une dissolution, une nomination d'un Premier ministre et une censure. Un parallélisme frappant.

A la fin 1962, les principaux traits de la Ve République étaient en place : primauté du Président élu au suffrage universel, servitude volontaire du Premier ministre et domestication du Parlement, et notamment de l'Assemblée dominée par « *le fait majoritaire* » favorable au chef de l'État. La « *République gaullienne* » au sein de laquelle le Président occupait une place centrale pouvait véritablement débiter.

Pendant soixante ans, au prix de quelques adaptations plus ou moins inspirées, la Constitution de 1958 a ancré la France dans un système institutionnel solide dans lequel les citoyens avaient la garantie d'être durablement gouvernés. Mais depuis quelques années, les désordres s'accumulent : délitement des majorités, balkanisation du système partisan, brutalisation du débat public, volatilité gouvernementale, abstention endémique. Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée témoignant d'un effondrement du régime lourdement sous-estimé.

Les événements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime. Ils sont le produit d'une déconstruction constante des mécanismes constitutionnels qui restera la marque d'Emmanuel Macron.

La XVIIe législature de la Ve République a débuté avec un Président affaibli et un Parlement divisé : une Assemblée nationale éclatée en trois blocs dont aucun ne peut réunir une majorité même relative et un Sénat en position de force alors même que, selon la Constitution, il ne peut jamais imposer son choix à un gouvernement.

Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée, témoignant d'un effondrement du régime sous-estimé. Les événements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime.

En installant un chef de gouvernement dont le soutien parlementaire était le plus friable depuis 1958, Emmanuel Macron se fourvoyait une fois de plus car même sous la Ve République, il est impossible de gouverner paisiblement contre l'Assemblée.

Au terme de ces secousses telluriques, la Constitution de 1958 n'est plus, selon la saisissante formule de Georges Burdeau, qu'un « *temple allégorique habité par des ombres* ». Il est temps de l'admettre. Bien sûr, les juristes les plus juridisants soutiendront que ce ne sont pas les institutions qui sont en cause mais ce qu'il est advenu d'elles parce que des comportements politiques les ont abaissés. Que les institutions ne font que mettre en évidence les limites des hommes qui occupent les responsabilités. Mais en politique plus qu'ailleurs les intentions comptent moins que les résultats. Au surplus, les constitutions doivent être faites à la mesure des hommes et non à celles des héros. Constatons donc que le régime fort que fut – un temps – la Ve République n'est plus puisque jamais le pouvoir n'a paru aussi impuissant. Il faut donc bien finir par s'attaquer à la racine du mal.

J-C - Ce ne sont pas les "*comportements politiques*" ou "*les limites des hommes qui occupent les responsabilités*" qui sont en cause, mais le rôle ou la place que la France ne plus assumer dans l'économie mondiale, tout comme l'ensemble des économies occidentales du vieux continents ou des vieilles puissances impérialistes reléguées au second plan ou en voie de marginalisation, dont les populations sont en voie de paupérisation.

En complément :

Censure : la France « n'est pas loin d'une crise de régime », juge Édouard Philippe - LePoint.fr/AFP 7 décembre 2024

Jeu de rôles pour sauver la Ve République et le régime.

LR

Ni ministres LFI, ni programme du NFP: les LR fixent leurs lignes rouges pour le futur gouvernement - BFMTV 7 décembre 2024

" *Nous ne céderons pas à la facilité de la censure. Sauf dans une seule hypothèse qui serait celle d'un gouvernement mettant en œuvre le programme du Nouveau Front populaire ou comportant des députés de La France insoumise* ", a déclaré le chef de file des députés Les Républicains.

" *Il faut que ce gouvernement soit le plus stable possible* ", a-t-il souhaité.

Selon nos informations, Emmanuel Macron a fixé plusieurs lignes rouges ce vendredi matin, lors de ses échanges avec le bloc central à l'Élysée. Il a ainsi assuré ne pas vouloir nommer un Premier ministre socialiste tant que le parti de gauche sera allié à La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire (NFP).

J-C - Macron a demandé au PS d'acter ouvertement sa capitulation, franchement, ce n'était pas nécessaire.

LFI

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Élysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'" *aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État* ".

Jean-Luc Mélenchon a également assuré sur le réseau social X que la France insoumise " *ne participe à aucune combine avec Macron* ".

J-C - Cela dit, il n'y a pas si longtemps, il se voyait bien devenir son Premier ministre.

PS

« Macron n'a absolument pas » demandé au PS de s'éloigner de LFI, affirme Olivier Faure - 20minutes 6 décembre 2024

Emmanuel Macron « *n'a posé aucun préalable sur aucun sujet* » lors des consultations en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre, et n'a " *absolument pas* " demandé aux socialistes de se

détacher de La France insoumise, déclare premier secrétaire du PS Olivier Faure, à l'issue d'une réunion avec le chef de l'Etat à l'Élysée. 20minutes 6 décembre 2024

J-C - Ce n'était pas nécessaire !

Recherche homme de paille pour assumer collaboration de classes.

Nouveau Premier ministre : ce qu'est ce rôle de « préfigurateur » qu'imagine Olivier Faure - Le HuffPost 6 décembre 2024

Le Premier secrétaire du Parti socialiste s'est dit ouvert à « *des compromis sur tous les sujets* », y compris la réforme des retraites, avec les groupes politiques qui ont participé au front républicain lors des dernières élections législatives.

Cette idée de préfigurateur, « *pas si étonnante* » puisqu'elle existe dans plusieurs autres pays, consiste à choisir un profil qui ne soit irritant pour aucune des forces autour de la table. Sa mission : arbitrer les négociations, définir une méthode, s'assurer du bon déroulement de la discussion. Selon le journal libéral L'Opinion, « *c'est de cet accoucheur dont le monde politique a besoin, une personnalité capable de mettre d'accord les partis sur la forme et le fond* ».

D'anciens Premiers ministres comme Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Ayrault ou Dominique de Villepin cochent plusieurs cases. Tout comme Jean-Louis Borloo, qui a passé sa vie au centre et qui n'a aujourd'hui plus les mains dans le cambouis politique.

« *Mettons-nous d'accord sur quelqu'un qui puisse organiser les bons offices, qui permette de faire dialoguer des gens différents* », martèle Olivier Faure, qui indique vouloir tout faire pour éviter « *le blocage institutionnel* ». « *Cela peut prendre 1 mois, 2 mois, 3 mois* », poursuit-il. Autre option, pour donner plus d'importance à l'arbitre : ne pas nommer un préfigurateur, mais deux, trois ou quatre. Une petite équipe qui n'a pas d'ambition immédiate, qui ne court pas après les postes, mais qui est prête à construire des ponts entre forces politiques qui s'opposent et entre lesquelles le dialogue est rompu. Le HuffPost 6 décembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 décembre 2024

■ [Causerie du 8 décembre 2024](#)

Hier j'ai esquissé une stratégie politique dans la perspective de la prise du pouvoir. On va préciser certains points.

L'Etat et les institutions en place sont le produit d'un rapport de force entre les classes. La classe qui détient le pouvoir économique fournit une précieuse indication sur la nature sociale de l'Etat, en l'occurrence, la classe des capitalistes. Dès lors, les institutions ont pour fonction de servir les intérêts de cette classe ou d'assurer la pérennité du capitalisme.

Pour satisfaire les besoins propres au capitalisme et assurer son bon fonctionnement, cette classe doit consentir quelques concessions sociales, et pour assurer la stabilité du régime, elle doit octroyer des concessions politiques aux classes exploitées ou les associer au fonctionnement des institutions, de telle sorte qu'elles se figurent exercer un pouvoir sur la classe dominante, alors qu'en réalité, dès lors que ses représentants ne se fixent pas pour objectif un changement de régime économique et politique, l'abolition de ces institutions et du capitalisme, en participant aux institutions elles les cautionnent, pire, elles ne font que collaborer à leur propre oppression ou à l'esclavage salarial.

Ainsi les capitalistes disposent à la fois sans partage à la fois du pouvoir économique et du pouvoir politique, et compte tenu que cette classe est ultra minoritaire dans la société, il n'est pas exagéré de caractériser son pouvoir d'antidémocratique ou d'affirmer, qu'elle exerce une dictature sur les classes exploitées et opprimées qui constituent l'immense majorité de la population ou du peuple.

C'est la Constitution qui a pour fonction d'entériner et de codifier les rapports existant entre les classes au sein du mode de production, comment ils s'expriment sur le plan juridique au sein des institutions, autrement dit, elle se porte garant de la préservation du régime économique et politique en place.

Il ressort de ce constat, que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent finalement d'aucun pouvoir pour faire valoir leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Elles ne disposent que des droits politiques que leurs maîtres ont bien voulu leur accorder bon gré ou mal gré pour mener leur lutte de classes, à condition toutefois qu'elles n'en usent qu'avec parcimonie sans jamais remettre en cause l'ordre établi ou empiéter sur les intérêts des capitalistes, selon le principe de droit naturel ou divin, décrétant que l'exploitation et l'oppression ou la servitude humaine bénéficie d'un statut supérieur à tout autre sans exception, que nulle n'a le droit de contester la légitimité pour l'éternité.

Ceci étant posé, il va de soi que si on se cantonnait aux conditions que nos ennemis nous imposent pour mener notre combat politique, on ne voit pas comment on pourrait obtenir un jour notre émancipation du capitalisme ou conquérir notre liberté, il nous faut donc trouver un moyen pour briser ce joug ou défier l'Etat ou les institutions.

Parmi les conditions ou contraintes qui pèsent sur nous, parmi les alliés des capitalistes, il faut compter avec un puissant facteur qui n'était pas très développé au début du XXe siècle lorsque se produisirent les révolutions russes de 1905 et 1917, à savoir tous les moyens modernes et sophistiqués de communication ou de propagande, la traditionnelle presse écrite qui n'a jamais été indépendante, le réseau tentaculaire télévisuel et radiophonique, sur lesquels sont venus se greffer les réseaux et les médias dits sociaux, dans lesquels interviennent quotidiennement une multitude d'acteurs plus ou moins manipulés ou instrumentalisés à leur insu, des inconnus le plus souvent, qui présentent tous ou presque la particularité, disons à 99,99%, de servir la cause de la réaction quand il s'agit de politique ou de distraire le peuple de manière à lui donner l'impression de vivre en démocratie, alors qu'en réalité, plus il en est dépendant, et plus il s'en éloigne, car noyé sous un flot d'informations en continu ou d'analyses contradictoires, sans le mode d'emploi pour les décrypter ou avoir acquis un niveau de conscience politique suffisant un esprit critique bien aiguisé, sans boussole ou direction pour s'orienter, il ne peut être conduit qu'à la plus grande confusion qui soit, au point de douter de tout et tout le monde, à commencer par lui-même, ce qui tend à le conduire à la passivité, à le paralyser ou le réduire à l'impuissance, ce qui est démoralisant, déprimant à la longue.

Ces alliés médiatiques des capitalistes, dont les plus importants leur appartiennent ou sont financés par eux, sont devenus si puissants qu'ils sont capables de mobiliser des armées de mercenaires ou miliciens qui galvaniseront les foules jusqu'à renverser des régimes, de mener des campagnes de diffamation sans être inquiétés par la justice contre des acteurs sociaux ou politiques en tout genre, des opposants politiques qui seront littéralement lynchés, bannis de partout, parvenant même jusqu'à faire passer pour des ennemis leurs meilleurs amis ou les soutiens à leur cause.

Par conséquent, nous devons impérativement inclure ce facteur dans notre stratégie, l'ignorer serait aussi fatal que négliger la stratégie de nos ennemis. Cela nous impose de nous doter d'une conception de la lutte de classe plus rigoureuse encore qu'autrefois, ou de prendre au sérieux ou en considération tout ce qui se rapporte au conditionnement des masses, au pouvoir que peut exercer sur elles la machine infernale à formater leur conscience. Nous devons inclure ce facteur dans notre guerre de classe, sur le plan psychologique, philosophique, idéologique, on doit se préparer à toute sorte de menaces, de mauvais coups ou agressions de leur part, de manière à ne jamais être pris au dépourvu et céder à la panique, puis à la débandade, car il n'y aurait rien de pire aux moments les plus décisifs.

Il faut donc y préparer consciencieusement les militants, cadres, dirigeants et les travailleurs, les armer en leur fournissant tous les éléments en notre possession. Cela nous ramène à la question du parti que nous avons à peine abordée hier.

Je n'ai pas eu le temps depuis hier de relire des ouvrages de Lénine ou sur la révolution russe, cela dit, en repensant au contenu du documentaire dont je vous ai parlé hier, en observant le comportement de Lénine, je me suis dit qu'avec un peu de chance il y figurerait peut-être un enseignement à côté duquel nous serions passés, qui pourrait nous aider à avancer, qui sait ?

Il y a un truc qui m'a intrigué, je me suis demandé comment il avait pu diriger le parti bolchevik et la révolution d'Octobre, alors qu'il n'avait pas vu venir celle de février, il n'avait pas compris immédiatement la signification du soviétique, les bolcheviks y étaient même plutôt réfractaires au

début... Plus d'un y verrait des lacunes impardonnables, et pourtant, quel extraordinaire dirigeant révolutionnaire il allait être ! On nous a dit qu'il recevait des émissaires de Russie, certes, à l'époque il fallait des semaines pour que les nouvelles parviennent à leurs destinataires, malgré tout, il a été très surpris par un si soudain déferlement des masses, je sais maintenant que c'est la magie des révolutions, mais laissons cela de côté. Donc, il n'était pas aussi bien informé qu'on avait bien voulu nous le dire. J'en ai déduit qu'il n'était pas en prise directe avec la situation ou qu'il en ignorait pas mal de choses, et pourtant ! Alors que faisait-il de ces journées ?

Ils travaillaient comme un forçat, comme Marx avant lui, mais à quoi ? A la révolution, à la future révolution qui viendrait dans quelques décennies, peut-être après sa mort. Toute son énergie y passait, par chance pour les masses russes, il allait subordonner tout son travail à cet objectif et à la construction du parti, à l'armement théorique de ses militants.

Imaginez un instant que nos dirigeants en aient fait autant, au lieu de balancer à la poubelle cet enseignement à la première occasion au profit du socialisme révisionniste, quand, disons dans les années 40-50 du siècle dernier, officiellement en 1981, quand la social-démocratie parvint au pouvoir en France, et la décomposition du régime polonais annonçait la fin prochaine de l'URSS, ils n'avaient plus besoin de faire semblant d'être des marxistes trotskystes, leur imposture éclata au grand jour, au grand dam des milliers de travailleurs qui avaient rejoint l'OCI, la LCR et LO, ils ne s'en sont jamais remis. Dommage, car nous n'étions pas trop mal partis pour construire le parti, même déformées, nous possédions pour l'essentiel les bases pour progresser encore, à condition de le vouloir évidemment, c'est là que la volonté joue un rôle déterminant, dans la vie en général du reste.

La volonté et la confiance, l'espoir, c'est ce qui manquent le plus aux travailleurs et aux militants de nos jours, c'est ce qu'il faudrait leur insuffler.

On doit remettre le socialisme au centre des discussions.

Vous aurez remarqué que j'ai repris une partie des enseignements de la révolution russe, auxquels j'ai joint la question du double pouvoir qui a vu le jour au tout début de la révolution de février 1905 à Pétrograd, au lieu de la plaquer à notre situation, j'en ai proposé une adaptation.

Je rajoute quelques éléments très rapidement.

Le gouvernement provisoire de la République sociale demanderait aux autorités du pays de céder le pouvoir, elles refuseraient évidemment, et une fois qu'il estimerait que la situation est mûre, avec l'ensemble des Assemblées populaires il appellerait à la grève générale jusqu'à ce que le pouvoir abdique, que le Président de la république démissionne et dissout l'Assemblée nationale. Avec les rapports entre les classes qui existent en France, cela fait longtemps que je pense que c'est dès le départ une grève générale politique qui emportera le régime, car si on devait compter sur une grève générale à partir des revendications sociales uniquement, on pourrait attendre très longtemps, c'est malheureux à dire, mais il n'y a pas assez de pauvres en France et les pauvres ne sont pas encore assez pauvres.

Maintenant vous allez me demander : Mais qui va reprendre cette stratégie, personne ? Hélas ! il n'y a que LFI qui pourrait s'en charger, à condition de ne pas leur parler de révolution ou de socialisme ! Idem avec le POI et le PT, s'ils n'étaient pas divisés, et encore, ils sont trop marginaux, ce sont des organisations qui ne comptent pas plus de 1.500 à 2.000 militants encore valides ou qui ne sont pas des vieillards.

Alors pourquoi nous soumettre une stratégie si elle est inapplicable dans l'état ? Parce qu'il fallait bien que quelqu'un y pense, non ? Elle pourra peut-être servir plus tard, je l'ignore et vous aussi. De toutes manières, dorénavant quoi qu'on propose, on se moque de vous ou vous n'écopez que du mépris.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 décembre 2024

Deux remarques en guise d'introduction à cette causerie.

1- Quand on aborde la situation politique d'un pays, avant toute chose, avant de chercher à comprendre ou interpréter quoi que ce soit, on doit se demander quel est son niveau de développement économique : S'agit-il d'une grande puissance impérialiste, d'une ancienne puissance coloniale, d'un vieux pays capitaliste, d'un petit ou d'un grand pays émergent, d'un pays demeuré sous-développé, d'un pays riche en matières premières, en énergie fossiles, en terres rares, en minerais.

On doit également tenir compte du rapport de son Etat à la propriété privée des moyens de production, quel rapport l'Etat entretient avec les différentes classe, quel est leur niveau de développement, quelle est la répartition de la population au sein des classes dans ce pays, quelle importance ont-elles sur le plan économique, etc.

Ensuite seulement, on peut aborder les questions politiques relatives à ce pays, ses institutions et son gouvernement, leur fonctionnement, leur rapport aux différentes classes, etc.

Si on ne prend pas cette précaution, si on ignore tous ces facteurs, si on ne procède pas dans cet ordre, on a une chance sur deux de croire ou raconter n'importe quoi, de se faire manipuler par le premier bon parleur venu.

2- S'agissant de ce qui vient de se produire en Syrie.

Vous aurez remarqué que de part et d'autre, les différents acteurs politiques ont affirmé qu'ils avaient été surpris par la tournure qu'avaient pris les événements, la rapidité avec laquelle le pouvoir syrien était tombé, à les entendre personne ne s'y attendait. Faut-il les croire ? Quelle est la part de vérité et de mensonge dans leur récit ?

Qu'ils aient été pris de court par les évènements, on veut bien le croire, quoique.

Ils n'étaient pas sans ignorer ce qui se tramait à la frontière de la Turquie, où était amassé plus de 100.000 mercenaires lourdement armés près à fondre sur Damas. Ils savaient que la Russie avait l'esprit ailleurs, en Ukraine, un faux prétexte en fait, que les Iraniens avaient abandonné ou trahi les Libanais et les Palestiniens, que les Irakiens avaient fait de même, que le Hezbollah trop affaibli n'était plus en mesure d'intervenir en Syrie, les factions palestiniennes armées non plus.

Ils savaient aussi que la situation économique et sociale en Syrie était catastrophique, et que par conséquent le soutien du peuple syrien à Bachar al-Assad s'était érodée, que l'armée syrienne était profondément démoralisée et pour ainsi dire démobilisée après 13 ans de guerre et plus de 250.000 morts dans ses rangs.

Ils savaient que le pouvoir en place était pour ainsi complètement isolé, sans défense en cas d'agression ou d'offensive soudaine, elle ne rencontrerait aucune résistance ou presque, et cette fois personne ne volerait à son secours pour le sauver.

Bref, tous savaient que la situation de la République arabe syrienne était désespérée et que la situation politique régionale n'était pas en sa faveur, tout cela, tous le savait, à Washington, Moscou, Pékin, Londres, Paris, Berlin, et bien sûr à Ankara et à Tel-Aviv qui avaient préparé minutieusement cette attaque avec la participation de la CIA et du Pentagone entre autres.

Donc tous ces acteurs politiques mentent, les uns parce qu'ils souhaitaient ce dénouement tragique, les puissances occidentales, les autres, les soi-disant alliés de la Syrie, parce qu'ils avaient pris la décision de le laisser se produire et ils ne souhaitaient pas que cela se sache. Car, quand on observe ce qui s'est passé depuis 13 ans, on s'aperçoit qu'aucun Etat parmi les prétendus alliés de la Syrie n'a participé à la reconstruction de ce pays, aucun n'a osé braver le blocus instauré par les Américains et l'UE contre la Syrie, alors que financièrement ils en avaient largement les moyens, ils ont volontairement laissé périr l'économie syrienne, pourrir la situation sociale, sachant qu'un jour ou l'autre cela s'avèrerait fatal à la République arabe syrienne.

Il ne faut donc prendre avec une extrême prudence tout ce qu'on nous raconte sur ce drame que vit le peuple syrien.

RFI - Il est néanmoins clair qu'Ankara avait connaissance, bien avant son déclenchement, des intentions du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham et des autres rebelles qui ont mené l'assaut et leur a accordé une forme de feu vert. Il apparaît tout aussi clair que Recep Tayyip Erdogan n'avait pas prévu – ni même espéré – que l'Histoire s'accélère à ce point. Le chef de l'État turc, moins idéologue que pragmatique, s'est adapté comme les autres au cours des événements et tente désormais de les tourner à son avantage. RFI

BFMTV - Lors d'un point presse tenu lundi 9 décembre depuis Moscou, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a reconnu avoir été *"surpris"* par l'offensive éclair des rebelles en Syrie qui a provoqué le départ du dictateur Bachar al-Assad.

"Le monde entier a été surpris par ce qui s'est passé" en Syrie. *"Nous ne faisons pas exception"*, a-t-il dit. BFMTV

- Le chef du Kremlin a joué la carte de la diplomatie en échangeant avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, auprès de qui il a insisté sur *"l'importance cruciale d'une coordination étroite"* entre Russie, Turquie et Iran *"pour normaliser la situation en Syrie"*.

Si la Turquie a balayé l'idée d'une *"quelconque ingérence étrangère"* dans l'offensive, lundi, reste que le pays est un fidèle soutien de factions rebelles. *"Depuis 2011, la Turquie finance, entraîne et ouvre ses portes à l'opposition syrienne. Il y a au moins 75 à 100 000 combattants armés et financés par la Turquie"* dans les rangs des rebelles, juge Adel Bakawan. FranceInfo 9 décembre 2024

- Le chef de la diplomatie iranienne a fait savoir que des contacts indirects ont lieu entre Washington et Téhéran au sujet de la Syrie. RT 9 déc. 2024

Pour revenir au point n°1.

La plupart des régimes qui étaient en place en 2001 au Moyen-Orient, et qui ont été renversés par l'OTAN ou ses mercenaires, étaient en fait des républiques laïques dans des pays demeurés sous-développés sur le plan économique, en dehors des secteurs liés à l'exploitation d'hydrocarbures ou à l'exportation, où se côtoyaient parfois des structures sociales à la fois moderne ou de types occidentales, et d'autres principalement agraires ou pastorales de types archaïques ou féodales, voire tribales comme en Lybie, de sorte qu'il était difficile de les faire cohabiter ensemble ou d'établir une sorte de consensus national. Si le pouvoir avait été remis aux différents acteurs économiques ou factions en présence, elles auraient passé leur temps à se faire la guerre. Il fallait donc impérativement que l'un des clans de la bourgeoisie locale se hisse au-dessus des autres et gouverne en satisfaisant au mieux les intérêts des uns et des autres, quitte à s'octroyer des pouvoirs politiques qui pourraient apparaître antidémocratiques à des observateurs étrangers ou occidentaux, alors que c'était à ce stade, le seul moyen pour garantir la cohésion de ces nations.

Il faut avoir à l'esprit que les masses de ces pays n'ont pas acquis le niveau de conscience politique et les connaissances des masses occidentales, elles sont demeurées très arriérées, elles ont été soumises au pire obscurantisme qui soit depuis leur naissance, essentiellement religieux, même si elles se déplacent en véhicules à moteur ou tiennent à la main un smartphone, cela ne veut strictement rien dire ou ne prouve rien.

Si vous vous plaignez du degré d'ignorance des masses en France, dites-vous bien que vous ne supporteriez pas de vivre à leurs côtés dans tous les pays encore sous-développés. Pourquoi ? C'est très simple à comprendre, parce que neuf fois sur dix il n'y a absolument rien de logique dans leur comportement, pas une trace, c'est juste un constat, je précise. Dans ces conditions, ne trouveriez-vous pas dangereux de leur confier le pouvoir, de les laissez décider votre sort ? Il faut peut-être le vivre au quotidien pour le croire.

C'est ainsi par exemple que j'évite de confier le moindre pouvoir à ma compagne indienne, j'évite qu'elle prenne seule des décisions. Elle a déjà failli à plusieurs reprises foutre le feu ou faire sauter la baraque, entre autres, elle fait en moyenne une à trois « conneries » par jour, du coup je dois tout superviser, et si j'ai le malheur d'oublier quelque chose, il arrive une tuile, c'est systématique. Si je vous dis que c'est général en Inde, vous n'allez pas me croire, et pourtant je n'exagère pas du tout. Voilà pourquoi il m'arrive aussi d'être à bout de nerf, car j'intériorise tout ou presque. Ils n'y sont pour rien, on n'a pas le même niveau de développement ou le même mode de pensée, si je ne le supporte pas, je n'ai qu'à rentrer en France.

Il y en a parmi nous qui s'en prennent aux dirigeants occidentaux, parce qu'ils veulent imposer « la démocratie » dans tel ou tel pays. Mais ceux qui se réjouissent de la chute de la Libye, de l'Irak, de la Syrie que font-ils ? La même chose qu'eux ou ils ne valent pas mieux, ils sont complices du chaos, de la terreur et de la barbarie qui règnent dans ces pays.

Demandez donc à tous ces peuples ce qu'ils en pensent au lieu de penser à leur place, vous serez surpris de leur réponse, alors commencez par balayer devant votre porte et par chasser Macron !

Ce qu'en pense le peuple syrien ?

Si les médias n'ont pas encore été foutus de fournir la moindre image d'un rassemblement de masse en Syrie en faveur des barbares au pouvoir, c'est parce qu'il n'y en a pas eu.

- Plusieurs dizaines de personnes ont rallié le centre de Damas pour célébrer la chute du régime.

Sur une autre place publique dans le centre de Damas, sous les cris de « *Allah Akbar* » (« *Dieu est le plus grand* ») lancés à la volée pour exprimer la joie de la foule. AFP

J-C - Quant aux Syriens qui ont manifesté leur « *joie* » à Paris, Londres ou Berlin, il faut les renvoyer en Syrie par les premiers charters !

Mes commentaires publiés par un blog.

- La désillusion sera cruelle, et ce n'est qu'un début pour tous ceux qui avaient misé sur la Russie, la Chine, les Brics et « *l'axe de la résistance* », qui n'ont jamais représenté les intérêts des peuples opprimés, pour peu qu'on veuille bien se pencher sur leur nature ou prendre en compte leur origine sociale.

Mais pour cela, il faut se situer sur le terrain de la lutte des classes, ce qui permet de distinguer au premier coup d'œil dans quel camp se situent les différents acteurs politiques, histoire d'éviter d'entretenir des illusions ou de soutenir ceux qui figurent dans le camp de nos ennemis.

Et bien que tous les États parties prenants de ces guerres aient des intérêts particuliers, il n'en demeure pas moins qu'ils ont un seul et unique ennemi, les peuples qu'ils exploitent et oppriment ou maintiennent en servitude, dès lors qu'on l'ignore ou qu'on refuse d'en tenir compte pour diverses raisons, on sera amené malheureusement à se faire de douloureuses illusions.

Si cela pouvait servir d'enseignement à quelqu'un, au moins ce bien triste épisode n'aurait pas servi à rien. Personnellement j'en doute, cependant on préfère quand même espérer, comment dire, que la raison ou les faits l'emporteront.

Cela dit, tous les acteurs impliqués en Syrie savaient parfaitement à quoi s'attendre depuis des semaines, ceux qui prétendent le contraire sont des menteurs ou ils se foutent de nous, car une armée de plus de 100.000 barbares armés jusqu'aux dents, cela ne devait pas passer inaperçu bien avant qu'ils déferlent soudainement vers Alep, vous connaissez la suite.

2- L'OTAN ou les Américains auraient conclu un deal avec les Russes, en échange de la Syrie, on vous accorde ce que vous voulez en Ukraine. Sans doute un marché de dupes, apparemment il y en a qui aiment cela.

3- Très rapidement.

La Russie et les Brics ont délibérément laissé pourrir la situation en Syrie, y compris ses "alliés", c'est un fait incontestable.

Ils savaient qu'en procédant de la sorte, les conditions économiques et sociales allaient se détériorer encore plus, et c'est effectivement ce qui s'est produit, au point où, devenues invivables, à l'étape suivante le peuple syrien se retournerait contre le président syrien, et une fois perdu son soutien le régime serait mûr pour tomber sans avoir à le soumettre à un bombardement intense, un coup de pied au cul suffirait, et c'est ce qui s'est passé. C'était prévisible, mieux c'était écrit ou programmé.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'il existe une entente ou une connivence entre toutes les grandes puissances contre tous les peuples, car finalement c'est ce qui est arrivé également aux Palestiniens et aux Libanais. Un jour, on apprendra peut-être qu'il en fut de même de la guerre en Ukraine, car là aussi tout le monde savait à quoi s'en tenir depuis les années 90.

L'implosion de l'URSS, au lieu de se traduire par une nouvelle ère de prospérité et de paix comme certains l'envisagèrent à l'époque, contribuera au contraire à accélérer la crise du capitalisme mondiale et à engendrer de nouvelles guerres sur tous les continents, tandis que l'idéologie néolibérale triompherait aux États-Unis et en Europe, avant de gagner le reste du monde.

L'oligarchie financière devenue toute-puissante et sans rival pour contester son pouvoir, le mouvement ouvrier international étant quasi inexistant ou trop compromis, allait imposer "*ses règles*" au profit de ses sociétés transnationales plus puissantes que les États, dont les intérêts particuliers seraient dorénavant relégués au second plan.

Ce revirement historique ou cette trahison des États qui jusqu'à présent étaient censés représenter les intérêts de leurs peuples, n'allait pas se réaliser sans quelques tensions ou conflits intérieurs ou entre États ou grandes puissances, il fallait en maquiller la véritable origine, ainsi que leurs réelles intentions. Les uns et les autres devant préserver à tout prix la stabilité de leur régime, ils allaient se livrer à une répartition des rôles au sein d'une comédie sordide, histoire de sauver les apparences ou de faire croire qu'ils étaient en présence d'une question existentielle, dont finalement ils n'avaient rien affaire. C'est ce que vient de révéler si besoin était la chute de la Syrie et le génocide des Palestiniens.

Le partage des richesses mondiales et la préservation du capitalisme commandent toujours les décisions politiques adoptées par les États les plus puissants...

4- « Dîtes moi un seul pays qui se situe sur le terrain de la lutte des classes ? »

Tous, mais pas le nôtre, si vous ne le comprenez pas, c'est que nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde.

Les quelque 196 pays présents à l'ONU ont adopté la dictature hygiéniste en 2020, vous vous en souvenez, aucun n'a déclaré que c'était une imposture et ne l'a combattue comme telle, que les affirmations de l'OMS-GAVI relevaient de l'idéologie ou de la propagande politique et non de la science, n'est-ce pas ?

La résolution 181 de l'ONU du 21 novembre 1947 actant la partition de la Palestine, elle a été adoptée par toutes les grandes puissances, y compris l'URSS, hormis la Chine qui n'avait pas encore rejoint l'ONU.

Et au fait, que font tous ces États à l'ONU, au FMI, à la Banque mondiale, etc. sinon indiquer qu'ils figurent tous dans le même camp, pas le nôtre.

C'est cela la lutte des classes, et c'est cela aussi se situer sur son propre terrain de classe, à ne jamais confondre avec celui de nos ennemis, c'est préférable.

Quand on n'a pas assimilé ce simple constat objectif, comment fait-on pour ne pas se tromper de camp, de combat ou de cause, c'est s'en remettre au petit bonheur la chance, en fonction de son état d'âme du moment, etc. Vaut mieux éviter, cela ne s'adresse pas spécialement à vous qui êtes habitué à réfléchir.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils osent tout.

La cote de popularité d'Emmanuel Macron en hausse - LePoint.fr 8 décembre 2024

Le maître et son domestique.

Les pays de l'Otan «doivent payer leurs factures» : Macron est «d'accord», selon Trump - RT 9 déc. 2024

Emmanuel Macron est «d'accord» avec l'idée que les pays de l'Otan devraient payer équitablement les coûts de leur propre sécurité, a affirmé Donald Trump au New York Post le 8 novembre, au lendemain d'une rencontre avec le dirigeant français à Paris.

Imposture. Excusez-nous, LFI a rendez-vous avec la Ve République en 2027. A bas la Ve République !

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Elysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'"*aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État*". BFMTV 7 décembre 2024

J-C – LFI n'entend pas rompre avec Macron et les institutions de la Ve République, à laquelle ils sont subordonnés ou sans laquelle ils n'existeraient plus, CQFD.

Ils sont les garants de "la stabilité" de la Ve République. A bas la Ve République !

Chute du gouvernement : Rendez-vous à l'Élysée lundi pour les Écologistes, contrairement aux Insoumis - 20 Minutes/AFP 7 décembre 2024

« *Les Écologistes se rendront à ce rendez-vous pour y avoir une discussion exigeante de méthode avec le président de la République* », indique le parti dans un communiqué.

« *Dans l'impasse politique dans laquelle notre pays se trouve, la stabilité de ce gouvernement ne peut exister que dans un dialogue avec les partis qui ont participé au Front républicain* », ont ajouté Les Écologistes. 20 Minutes/AFP 7 décembre 2024

En famille, enfin ils se mettent à table ou la table est bonne.

Pour sortir de la crise, Emmanuel Macron propose une réunion des « différentes forces politiques » - Le HuffPost 9 décembre 2024

Toujours en quête d'un Premier ministre, le chef de l'État entame un nouveau cycle de consultations, cette fois en conviant tout le monde autour d'une même table.

En réalité, aucune solution magique ne s'est imposée à Emmanuel Macron depuis la censure du gouvernement Barnier.

Après avoir reçu séparément les représentants du « *socle commun* » (LR et macronistes), les socialistes, les écologistes et les communistes, le chef de l'État entend les réunir autour d'une même table. Objectif : sortir au plus vite de la crise et nommer rapidement un chef de gouvernement.

Dernière idée en date : une « *réunion des différentes forces politiques pour échanger sur une plateforme programmatique* » qui, comme l'ont précisé les Verts à leur sortie de l'Élysée, devrait se tenir dès ce mardi 10 décembre. « *C'est un premier pas pour pouvoir travailler en confiance* », a estimé la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier.

Cette discussion transpartisane, à laquelle sont invités différents partis de droite comme de gauche, serait la première du genre depuis la dissolution.

On ne sait pas encore à qui exactement a été faite cette proposition et qui répondra favorablement », a confirmé la patronne des Écologistes, qui demande que les représentants de La France insoumise se joignent à eux, dans un souci de cohérence et d'unité du Nouveau Front populaire : « *Nous avons plus de poids dans cette discussion si les Insoumis viennent* ». Manuel Bompard et Mathilde Panot, qui avaient refusé l'invitation de l'Élysée ce 9 décembre, ne semblent pas davantage prêts de participer à cette nouvelle initiative.

Du côté du Parti communiste, Fabien Roussel a semblé très ouvert à la négociation. « *Nous avons dit que bien sûr il était préférable qu'il y ait un Premier ministre de gauche* », a-t-il déclaré à la sortie, sans en faire « *un préalable* », accréditant l'idée qu'il faisait « *un pas* » vers le chef de l'État. « *Ce qui compte, c'est que l'on avance, et pour avancer, on ne vient pas en mettant des préalables sur des noms, des propositions, des lignes rouges* ».

Le secrétaire national du PCF, qui s'est incliné au premier tour des législatives et a ainsi perdu son siège de député, ne fait plus de l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans un totem. Il propose, si cela peut permettre d'aboutir à un accord avec la droite et les macronistes, « une conférence sociale ».

La présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet a une idée : additionner les membres du « *socle commun* » aux députés socialistes et Liot, constituant ainsi une majorité absolue au-dessus de laquelle ne plane plus la menace d'une censure. Mais le PS est-il réellement prêt à s'engager dans une coalition avec LR et les macronistes ? « *Si ce n'est pas un Premier ministre de gauche, nous ne participerons pas à ce gouvernement* », rappelle le président du groupe socialiste à l'Assemblée Boris Vallaud. Position partagée par le patron du parti Olivier Faure, qui promet tout de même « *des concessions réciproques* » avec d'autres forces politiques.

J-C – Ce qui est intéressant ici, c'est d'observer comment au fil des heures pratiquement, ils affutent leur discours ou arguments pour mieux masquer leur connivence, leur complicité, pour tenter de sauver les apparences et mieux tromper les naïfs, leurs électeurs ou sympathisants, leurs propres troupes.

Futur gouvernement : Macron convie mardi tous les partis... sauf LFI et le RN - Paris Match 9 décembre 2024

Emmanuel Macron a invité à des discussions mardi 14H00 à l'Elysée l'ensemble des partis disant se situer dans « *une logique de compromis* » dans le but de « *constituer un gouvernement d'intérêt général* », a annoncé lundi soir l'Elysée, excluant ainsi le Rassemblement national et La France insoumise.

« *À l'issue de ses consultations menées depuis vendredi, le Président de la République a convié demain à 14h à l'Elysée l'ensemble des partis politiques ayant indiqué se placer dans une logique de compromis dans le but de constituer un gouvernement d'intérêt général ou de le rendre possible* », a précisé la présidence. « *L'objectif est d'avancer sur un accord concernant une méthode* », a ajouté l'entourage du chef de l'État, alors que ce dernier avait promis en fin de semaine dernière un Premier ministre « dans les prochains jours ».

« *L'idée c'est que [...] le président de la République puisse faire une forme de synthèse* » des rencontres des derniers jours « *et travailler à une forme d'accord de méthode sur comment on peut discuter dans les jours à venir* », a résumé la patronne des Ecologistes Marine Tondelier sur France Info.

Les socialistes et les communistes, membres du Nouveau Front populaire avec La France insoumise, enverront également leurs représentants. « *Comment sauver le soldat Macron et le Macronisme avec* », a tancé sur X Éric Coquerel, cadre de LFI à l'Assemblée, à l'adresse des autres forces de gauche.

Sur X, Manuel Bompard, le coordinateur de La France insoumise a pointé les incohérences de ses alliés de Nouveau Front populaire.

"*Un gouvernement d'intérêt général de Olivier Faure à Bruno Retailleau? Comment peut-on être élus pour défendre le programme du Nouveau Front Populaire et envisager de participer à un tel attelage? Vous êtes tombés sur la tête?*", s'est-il interrogé.

Sur X, la Secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier a tenu à mettre les choses au clair. Elle a affirmé rester "*fidèle au Nouveau Front populaire*" et que son parti "*ne participera pas à un gouvernement 'd'intérêt général' avec LR ou des macronistes ou je ne sais qui.*" BFMTV et Paris Match 10 décembre 2024

Le NPF était déjà basée sur des « concessions réciproques » avec le régime de la Ve République.

Nouveau Premier ministre : Mélenchon s'en prend vertement à Olivier Faure pour ses négociations avec Macron - 20 Minutes/AFP 9 décembre 2024

Si les socialistes concluent un accord avec Emmanuel Macron pour former un gouvernement, « *le Nouveau Front populaire continuera sans eux* », a prévenu le leader de la France insoumise, dénonçant la « méthode brutale » du patron du PS.

« *Nous ne soutiendrons aucun autre gouvernement que celui du Nouveau Front Populaire* », a réaffirmé le tribun insoumis dans un entretien aux journaux italien et espagnol, La Repubblica et El Pais. « *Faure ne décide pas tout seul* », a-t-il ajouté, fustigeant la démarche du Premier secrétaire du PS, qui a rencontré vendredi le chef de l'Etat pour lui proposer des « *concessions réciproques* ».

« *Cette propagande qui répète sans arrêt que la gauche doit s'entendre avec la droite est dangereuse. Elle produit des gouvernements prêts à vendre leur âme au diable pour durer* », a-t-il affirmé, avant de revendiquer son intransigeance : « *Nous refusons de trahir nos électeurs pour des postes. Nous appliquons notre programme sans compromission. La démocratie, ce n'est pas le consensus !* »

J-C – Question : Si « *la démocratie, ce n'est pas le consensus* », c'est quoi la démocratie ? La révolution socialiste, pardi ! Mais Mélenchon n'y est pas favorable, effectivement, et pour cause en ayant adopté l'idéologie de la social-démocratie, cela fait 40 ans qu'il fait partie du « *consensus* » !

Si être élu avec 15,4% témoigne de "l'attention au quotidien des Français", il faut en déduire que 84,6% ont l'esprit ailleurs.

Législative partielle dans les Ardennes: le RN perd un siège de député - BFMTV 9 décembre 2024

Le RN a perdu dimanche un siège de député lors de l'élection législative partielle dans la première circonscription des Ardennes, remportée par le candidat sans étiquette et ancien député Renaissance Lionel Vuibert, qui a bénéficié d'un barrage républicain.

Lionel Vuibert, qui avait été élu député de la majorité présidentielle en 2022 puis battu cet été par le jeune candidat Rassemblement national (RN) Flavien Termet, a été élu dimanche de justesse au second tour, avec 50,89% des voix, contre 49,11% pour son opposant du RN Jordan Duflot.

Les deux tours du scrutin ont été marqués par une forte abstention. Au second tour, le taux de participation n'a atteint que 30,86%.

L'ex-Premier ministre, Gabriel Attal, y a vu "*la reconnaissance du sérieux, de la proximité, du travail de terrain*". "*L'attention au quotidien des Français l'emporte sur le chaos voulu par Marine Le Pen et les extrêmes*", a-t-il ajouté sur X. BFMTV 9 décembre 2024

Santé.

Études biaisées et effets secondaires du dupilumab par la rédaction de l'AIMSIB 08 décembre 2024

<https://www.aimsib.org/2024/12/08/etudes-biaisees-et-effets-secondaires-du-dupilumab-dupixent/>

Mon commentaire publié par un blog médical

- Covid: en Europe de l'Ouest, une mortalité moindre pour les pays à la riposte sanitaire rapide – AFP 9 décembre 2024

Les pays d'Europe de l'Ouest qui ont subi la moins forte mortalité liée au Covid sont ceux qui ont pris des restrictions sanitaires assez tôt et qui ont déployé au plus vite la vaccination auprès des personnes âgées, conclut une étude publiée lundi.

Réalisée par des chercheurs de l'institut Pasteur et publiée dans la revue BMC Global and Public Health, l'étude a comparé la situation de 13 pays d'Europe de l'Ouest entre 2020 et 2022, soit le pic de l'épidémie de Covid. AFP 9 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/covid-europe-louest-mortalit%C3%A9-moindre-164205503.html>

J'en déduis que cette étude est frauduleuse, ils ne sont plus à cela près. Si quelqu'un peu cerner comment ils ont procédé, je ne suis pas de la partie et je n'ai pas de temps à y consacrer.

Cela permet d'éviter de poser la question embarrassante qui concerne les trois quarts des pays du globe :

Comment expliquer pourquoi les pays qui n'ont imposé aucune mesure sanitaire particulière, ni aucun vaccin ou injection génique, n'ont pratiquement pas eu de décès causés par ce virus ?

Quelques réactions de lecteurs :

1- Il faut travailler, le semble-t-il les courbes de mortalité, surmortalité du document joint :

<https://bmcbiomedcentral.com/articles/10.1186/s44263-024-00103-z>

J'ai l'impression que ces courbes contredisent le texte ou tout au moins ne le valident pas.

2- « *Comment expliquer pourquoi les pays qui n'ont imposé aucune mesure sanitaire particulière, ni aucun vaccin ou injection générique, n'ont pratiquement pas eu de décès causés par ce virus ?* »

Pas besoin d'étudier ces documents, vous donnez la réponse. On n'en peut plus que des gens honnêtes, sérieux et compétents perdent leur vie à réfuter, sans résultat, des études biaisées et frauduleuses.

3- Effectivement, plutôt que de s'empêtrer dans ces études foireuses, on peut se rappeler notamment que plusieurs pays d'Asie du Sud-Est n'ont quasiment pas eu de mort en 2020: Singapour, Vietnam et les morts sont arrivés à partir du moment où on a vacciné, et la progression est telle qu'il faudra donner une explication.

Pour Singapour, j'avais fait un article quand notre journal fonctionnait qui montrait cela de façon flagrante, et qui s'est amplifié après Il est consultable sur notre blog, en principe; les facts-checkers du Monde, embarrassés par ce phénomène avaient essayé de justifier l'injustifiable à coups de coupe de presse des médias locaux, mais en tronquant des pages et des déclarations; notamment le ministre de la santé, déclarant qu'ils avaient donné des traitements avant que les vaccins arrivent

<http://enquetes.blog>; ça doit dater de 2022

- De toute façon, dès que l'AFP publie une chose on peut être sûr qu'il s'agit de propagande et certainement pas de la science; sans doute un travail de commande où ils essaient de préparer une offensive contre eux.

- Je suis rassuré, cette étude provient de l'équipe de C, l'escroc modélisateur de Pasteur, Cauchemez, élève de son triste maître Ferguson, spécialiste en prévisionnisme en catastrophes sanitaires.

Pour ceux qui auraient oublié, ce Cauchemez est celui qui a produit les modélisations ayant conduit aux pass vaccinaux et sanitaires ; le fait qu'ils le remettent en service, prouve qu'ils tentent une manœuvre pour s'extirper de la crasse dans laquelle ils se sont enfoncés. Pavan avait déposé plainte contre lui à l'époque, d'abord classée sans suite, puis ensuite constitution de partie civile, je n'ai toujours pas réussi à savoir ce qu'il en était advenu, car même si rejetée, ça serait important de le savoir.

Mais en peu de mots, sans rentrer dans les détails, cette étude était déjà ridicule par l'utilisation de savantes équations qui n'étaient même pas correctement écrites ; en un mot, elles n'avaient aucun sens ; ce sont des gens qui ne savent même pas ce qu'ils écrivent ; ils partent d'un résultat, et introduisent des paramètres dans leur modèle qui permettent d'y aboutir, pour préparer la super pandémie de l'automne 2021, alors que la vaccination patinait sérieusement, ça a rendu fou Macron, de voir que la France était « *en retard* » (sur les autres pays de l'UE). Le Cauchemez a donc pondu son torchon, en posant comme hypothèse que le taux de reproduction du virus, le fameux R_0 , effectif serait de 6, rien que ça; alors qu'il n'a jamais dépassé 3 aux pires moments et de courte durée et cela dans le monde entier.

Comment s'étonner ensuite que l'étude conclue à un engorgement des hôpitaux si en moyenne, un contaminé (enfin testé positif) transmet son virus à 6 personnes... ces gens-là dits « *chercheurs* » me rendent malades et surtout qu'on continue à les laisser accomplir leur sale besogne, qui en même temps dégrade la confiance en la science.

Combat contre la dictature climatique.

Lu.

Au cours des 4000 dernières années, le climat a connu des changements très importants. Des périodes de réchauffement ont été suivies de «*petits âges glaciaires*». Aujourd'hui, les températures augmentent à nouveau vers un optimum climatique, similaire à ce que l'on a déjà observé par le passé.

L'hystérie actuelle autour de la supposée «*catastrophe climatique*» prend une toute autre dimension lorsque l'on examine l'histoire du climat. Ce que révèle la paléoclimatologie sur les 4000 dernières années est une véritable montagne russe de températures – et, par extension, de la civilisation humaine.

Le «*Petit âge glaciaire*» (1645-1715) illustre avec force ce que signifient de véritables extrêmes climatiques. Alors qu'aujourd'hui chaque dixième de degré de réchauffement suscite des titres apocalyptiques dans la presse, les gens de cette époque vivaient, eux, une véritable calamité climatique. À Londres, la Tamise a gelé ; en Chine, la moitié de la population est morte de faim ; et en Europe centrale, de nombreuses «*sorcières*» furent accusées d'avoir provoqué le mauvais temps. Thomas Hobbes ne mentait pas en décrivant la vie comme «*solitaire, pauvre, pénible, animale et brève*».

Les données climatiques du Groenland (Vinther) et d'Indonésie (Rosenthal) sont particulièrement révélatrices. Elles montrent que les changements climatiques n'ont jamais été uniformes à l'échelle mondiale. Pendant que l'hémisphère nord subissait une longue période de refroidissement appelée «*néoglaciale*», l'hémisphère sud présentait souvent des comportements divergents.

Les archives historiques montrent clairement que les périodes de réchauffement ont souvent été synonymes de prospérité pour l'humanité. Pendant l'optimum médiéval (800-1000 après J.-C.), les Vikings ont connu leur apogée ; durant la période chaude romaine (500 av. J.-C. à 400 après J.-C.), l'Empire romain n'a cessé de s'étendre ; et l'optimum minoen (1700-1000 av. J.-C.) a vu émerger la première grande civilisation européenne.

Fait notable : les événements météorologiques du Petit âge glaciaire étaient bien plus extrêmes qu'aujourd'hui. Tempêtes, sécheresses et vagues de chaleur ponctuelles rendaient la vie particulièrement difficile. Le gradient thermique entre les tropiques et les pôles était plus marqué, alimentant directement ces conditions climatiques violentes.

Qu'est-ce que cela signifie pour le débat climatique actuel ? Les faits historiques sont clairs et ne peuvent être balayés par l'idéologie. L'archéologie et l'histoire brossent un tableau limpide : l'humanité prospère davantage dans des périodes chaudes que dans des périodes froides. Une vérité inconfortable pour ceux qui annoncent la fin du monde dès que la température grimpe d'un degré.

L'histoire ne se répète peut-être pas, mais elle suit des schémas reconnaissables. Plutôt que de céder à la panique, il serait plus sage d'apprendre du passé. Une chose est certaine : le climat continuera de changer – avec ou sans l'intervention humaine.

Fermez le banc !

Royaume-Uni : après Shell, BP confirme sa marche arrière sur les énergies renouvelables - France 24 9 décembre 2024

Le géant britannique des hydrocarbures BP a annoncé lundi dans un communiqué réduire "*de manière significative*" ses investissements dans les énergies renouvelables "*pour le reste de la décennie*". Une demi-surprise étant donné que le groupe, sous la pression de certains actionnaires désireux de doper ses bénéfices, était incité à se recentrer sur les hydrocarbures.

J-C – A ceux qui n'auraient pas encore compris à quel jeu ils se livraient : L'idéologie et ses fantasmes, ça va bien pendant un moment, mais ça a ses limites aussi, ensuite il faut revenir à la réalité ou aux choses sérieuses, surtout quand ce sont les actionnaires qui le réclament. Les crétins de gauche et d'extrême gauche indignés qui avaient mordu à l'hameçon vont hurler à la trahison.

Dites-donc, personne ne vous a forcé à vous faire des illusions dans l'oligarchie financière, voilà ce qui arrive forcément quand on a abandonné le socialisme, on finit par se retrouver dans le mauvais camp à combattre son propre camp.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Une base de données massive de preuves, compilée par un historien, documente les crimes de guerre commis par Israël à Gaza (Haaretz) - legrandsoir.info 7 décembre 2024

Une femme accompagnée d'un enfant est abattue alors qu'elle brandit un drapeau blanc | Des fillettes affamées sont écrasées à mort dans la file d'attente pour du pain | Un homme de 62 ans menotté est écrasé, manifestement par un char d'assaut | Une frappe aérienne vise des personnes qui tentent d'aider un garçon blessé | Une base de données de milliers de vidéos, de photos, de témoignages, de rapports et d'enquêtes documente les horreurs commises par Israël à Gaza.

<https://www.legrandsoir.info/une-base-de-donnees-massive-de-preuves-compilee-par-un-historien-documente-les-crimes-de-guerre-commis-par-israel-a-gaza.html>

Bearing Witness to the Israel-Gaza War - Lee Mordechai, Historian and Israeli citizen - December 5, 2024 (version 6.5.5)

Le document en français figure dans la page d'accueil du blog.

Ukraine.

J-C -Le hachoir à viande fraîche de l'OTAN réclame de la chair de plus en plus tendre à réduire en bouillie...

Ukraine : les ados fuient à l'étranger craignant l'abaissement de l'âge de mobilisation - RT 7 déc. 2024

Face à la pression croissante des États-Unis pour abaisser l'âge de la mobilisation, de nombreux adolescents ukrainiens envisagent de quitter le pays sans intention de revenir, a rapporté *The Times*.

Le secrétaire d'État américain sortant, Antony Blinken, a déclaré en début de semaine qu'il n'était pas juste que «*les jeunes de 18 à 25 ans ne participent pas à la lutte*» contre la Russie. «*Impliquer les plus jeunes dans le combat est, selon nous, et selon beaucoup d'entre nous, nécessaire*», a-t-il souligné.

Dans un article publié le 5 décembre, le journal britannique a rapporté les propos d'un adolescent de Kharkov affirmant que «*beaucoup*» de ses amis préfèrent désormais poursuivre leurs études à l'étranger, car «*c'est plus sûr là-bas*».

«*Dans une université étrangère, il n'y a aucun risque d'être enrôlé dans l'armée*», a-t-il expliqué, précisant qu'il envisage d'étudier en Pologne et qu'il pourrait ne pas revenir après l'obtention de son diplôme.

«*Une fois mes études terminées, je déciderai si je retourne en Ukraine ou si je reste à l'étranger. Là-bas, c'est plus sûr : il n'y a pas de bombes qui tombent et aucun risque d'être mobilisé pour la guerre sans mon consentement*», a-t-il ajouté.

Un autre adolescent interrogé par le *Times* a également exprimé son intention de poursuivre ses études supérieures à l'étranger.

La députée ukrainienne Aleksandra Oustinova a confié au journal qu'abaisser l'âge de la mobilisation à 18 ans susciterait une «*forte opposition en Ukraine*» et ne produirait pas les résultats escomptés sur le champ de bataille, faute d'un nombre suffisant de recrues.

«*Ce serait également un signal clair pour les familles de faire quitter le pays à leurs enfants. Si nous voulons perdre notre future génération, alors oui, c'est exactement ce qu'il faut faire*», a averti Oustinova.

On estime à au moins 300 000 le nombre d'hommes âgés de 18 à 25 ans en Ukraine.

Selon les données de l'ONU, plus de 6,8 millions d'Ukrainiens ont fui le pays depuis l'escalade du conflit en Ukraine en février 2022, devenant ainsi réfugiés. La majorité d'entre eux sont des femmes et des enfants, les hommes en âge de combattre étant interdits de quitter le territoire.

Géorgie

J-C – Sans surprise, la gauche et extrême gauche décomposée en France a soutenu cette tentative de nouveau «*Maïdan*» orchestré depuis l'UE ou l'OTAN.

Selon le Premier ministre géorgien, le ministère de l'Intérieur a réussi à déjouer la tentative de «*Maïdan*» dans le pays - RT 9 déc. 2024

*«Il a fallu exactement cinq jours au ministère de l'Intérieur pour neutraliser les ressources de violence de l'opposition radicale. Je tiens à remercier une fois de plus le ministre de l'intérieur, Vakhtang Gomelauri, et tous les policiers. Au cours de ces journées, le ministère de l'intérieur a agi selon des normes supérieures à celles des États-Unis et de l'Europe, et c'est ainsi que la tentative de «*Maïdan*» dans notre pays a été stoppée en cinq jours exactement»,* a déclaré Irakli Kobakhidze, le Premier ministre géorgien, lors d'une réunion du gouvernement ce 9 décembre.

Le Premier ministre géorgien a noté que les manifestations se poursuivaient devant le Parlement géorgien, mais qu'elles étaient «*sans contenu*». Selon Irakli Kobakhidze, l'opposition a épuisé les moyens de «*nuire à l'État*» lors des manifestations. Au total, plus de 400 personnes ont été arrêtées lors des manifestations depuis le 28 novembre, selon le portail Publika.

Géorgie : le Royaume-Uni suspend ses programmes d'aide - RT 9 déc. 2024

«Le Royaume-Uni va suspendre immédiatement tout programme de soutien au gouvernement géorgien, restreindre la coopération en matière de défense et limiter ses relations avec les représentants du gouvernement géorgien», a déclaré le ministre des Affaires étrangères David Lammy dans un communiqué.

Et la propagande de l'UE-OTAN qui soutiennent les gouvernements occidentaux quand ils gazent, matraquent ou massacrent des manifestants opposés à leur politique.

- Géorgie : à Tbilissi, la mobilisation des manifestants contre le gouvernement ne faiblit pas - FranceInfo 04 décembre 2024

- Crise politique en Géorgie : la France, l'Allemagne et la Pologne condamnent "l'usage disproportionné de la force" par le pouvoir contre les manifestations - FranceInfo 7 décembre 2024

- "On se bat pour notre liberté": ces Géorgiens pro-UE manifestent depuis une semaine contre leur gouvernement - BFMTV 6 décembre 2024

En complément, idem pour la Roumanie où un coup d'Etat constitutionnel vient d'avoir lieu. Dorénavant quand un candidat qui ne leur revient pas arrive en tête au 1^{er} tour d'une élection, ils annulent l'élection au prétexte d'une «*ingérence russe*» ! :

- "On reçoit beaucoup de haine" : en Roumanie, des réfugiés ukrainiens se retrouvent confrontés à la montée de l'extrême droite – FranceInfo 6 décembre 2024

- Présidentielle en Roumanie : des manifestants apportent leur soutien à la candidate européenne - Franceinfo 6 décembre 2024
- "*Calin Georgescu embrasse la rhétorique du Kremlin*" : en Roumanie, l'hypothèse d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir alarme l'Ukraine et ses alliés - Franceinfo 6 décembre 2024
- Cyberattaques, faux comptes Tiktok... La présidentielle roumaine annulée pour des soupçons d'ingérence russe - BFMTV 6 décembre 2024
- Quatre questions sur la crise politique qui touche la Roumanie après le premier tour contesté de l'élection présidentielle - Franceinfo 6 décembre 2024
- Roumanie : La Cour constitutionnelle annule l'élection présidentielle sur fond d'ingérence russe - 20 Minutes/ AFP 6 décembre 2024

Syrie.

Les chancelleries occidentales à la suite de Washington, se sont réjouis de l'arrivée au pouvoir en Syrie d'une de leur pire monstrueuse créature, le barbare Abou Mohammed al-Joulani, dirigeant d'Hayat Tahrir al-Sham, une organisation issue d'al-Qaïda.

- « *L'État de barbarie est tombé* », se félicite le président français, à l'image des dirigeants européens. Olaf Scholz parle, lui, d'une « *bonne nouvelle*. » - AFP 8 décembre 2024
 - « *Nouvelle ère* » en Syrie pour les rebelles annonçant la « *fuite* » du tyran Bachar al-Assad - The Times of Israel/AFP 8 décembre 2024
 - "*On a vu une partie des islamistes [à l'origine de l'offensive en Syrie] remercier Israël pour avoir cassé cet axe de la résistance qui leur faisait obstacle*", affirme Myriam Benraad, professeure en relations internationales à l'université Schiller. FranceInfo 9 décembre 2024
- Ils présentent un mercenaire sanguinaire comme un « *rebelle* », un « *commandant* », un combattant de la liberté, bref, un démocrate, un brave homme, comme tous les chefs d'Etat occidentaux, c'est bien connu.
- Abou Mohammed al-Jolan, l'homme qui veut renverser Bachar al-Assad - Paris Match 7 décembre 2024
 - En Syrie, le chef des rebelles dit vouloir renverser le président Assad - France 24 7 décembre 2024
 - Après une offensive fulgurante lancée depuis le nord de la Syrie le 27 novembre, les combattants hostiles au régime se sont emparés de la capitale.- francetvinfo 9 décembre 2024
 - Le commandant de Hayat Tahrir al-Sham, qui dirige l'offensive des rebelles - AFP 8 décembre 2024

Ils pratiquent l'inversion accusatoire évidemment :

- À la télévision publique, les rebelles ont annoncé la chute du « *tyran* » Bachar al-Assad et la « *libération* » de Damas. – AFP 8 décembre 2024

Le récit de la chute de la République arabe syrienne comporte 90% de propagande idéologique. Il est écrit par ceux qui s'estiment être les "*vainqueurs*", qui rappelons-le, soutiennent, financent et arment les régimes nazis de Kiev et Tel-Aviv.

Que ce récit soit repris en boucle par la gauche et extrême gauche dégénérée ne devrait plus surprendre personne, malheur à ceux qui ignoreraient toujours leur véritable nature contre révolutionnaire !

Qui est la nouvelle égérie de Binden, Trump, Erdogan, Netanyahu, Macron et du Financial Times à la tête de la Syrie ?

J-C - Cet article a été réalisé à partir de différents médias mainstreams entre le 8 et le 10 décembre 2024.

- Abou Mohammed al-Joulani, de son vrai nom Ahmed Hussein al-Charaa, le leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, en 2011, il rejoint son pays natal pour y fonder le Front al-Nosra, qui deviendra HTS.

Pendant plusieurs années, le groupe s'illustre pour ses méthodes ultra-violentes : il multiplie les attentats-suicides et les exécutions sommaires des minorités et des opposants. C'est à cette période qu'al-Joulani est désigné comme "*terroriste mondial*" par les États-Unis puis placé sous sanctions par l'ONU et la Suisse.

C'est un radical pragmatique », déclare à l'AFP Thomas Pierret, un spécialiste de l'islamisme en Syrie. « *En 2014, il a été au sommet de sa radicalité pour s'imposer face à la frange radicale de la rébellion et de l'organisation Etat islamique, pour ensuite modérer ses propos* », explique ce chercheur au CNRS.

En 2017, il impose aux rebelles radicaux du nord de la Syrie, une fusion au sein de HTS. Il met en place une administration civile et multiplie les gestes envers les chrétiens dans la province d'Idleb, que son groupe contrôle depuis deux ans. C'est là où HTS avait été accusé par des habitants, des proches de détenus et des défenseurs des droits humains, d'exactions qui s'apparentent selon l'ONU à des crimes de guerre.

Après l'offensive, al-Jolani a cherché à rassurer les habitants d'Alep, ville qui compte une importante communauté chrétienne. Et il a appelé ses combattants à préserver « *la sécurité dans les régions libérées* ». « *Je pense que c'est avant tout une question de bonne politique. Moins les Syriens et la communauté internationale auront peur, plus Jolani apparaîtra comme un acteur responsable plutôt que comme un extrémiste djihadiste toxique, et plus sa tâche sera facile* », assure le chercheur Aron Lund. « *Est-ce totalement sincère ? Certainement pas. Ce type vient d'une tradition fondamentaliste religieuse très dure. Mais ce qu'il fait, c'est la chose intelligente à dire et à faire en ce moment* », conclut Aron Lund.

"Non seulement le groupe HTC a rompu ses liens avec Al-Qaïda, mais il combat Al-Qaïda et l'État islamique au même titre depuis des années. Ce sont même ses combattants qui ont tué le quatrième calife de l'EI [Abou al-Husseïn al-Husseïni al-Qourachi] en août 2023", rappelle sur France 24 Wassim Nasr, qui qualifie désormais l'organisation de "groupe islamiste rigoriste et conservateur".

"Il s'agissait d'une rupture tactique avec Al-Qaïda, d'un divorce à l'amiable", rappelle cependant Fabrice Balanche, maître de conférences à Lyon II, spécialiste du Moyen-Orient. Il fallait alors "obtenir du soutien occidental ou arabe, explique-t-il, à un moment où la ville d'Alep était encerclée par le régime syrien et risquait de tomber."

De leur côté, les analystes mettent quant à eux en avant une communication particulièrement bien maîtrisée. À l'image de cette interview pour CNN, le leader du HTC accorde désormais davantage d'entretiens avec les médias.

Hayat Tahrir el-Cham (HTS) a martelé que ses ennemis régionaux étaient le Hezbollah, l'Iran et les Russes.

Joe Biden a salué l'action des États-Unis et de leurs alliés, qui sont parvenus à affaiblir les soutiens de la Syrie – la Russie, l'Iran et le Hezbollah.

"Al-Joulani se considère comme le futur dirigeant de la Syrie", résume ainsi le *Financial Times* dans un portrait que le journal lui a consacré.

Mais cet effet d'habillage et cette communication ne doivent pas cacher l'essentiel, selon Fabrice Balanche : al-Joulani a "fait bonne figure devant les caméras de télévision", il a "reçu des journalistes et des chercheurs" pour "donner le change", estime le spécialiste.

Les forces offensives en Syrie sont comme les Khmers rouges - consortiumnews.com 6 décembre 2024

<https://consortiumnews.com/2024/12/06/offensive-forces-in-syria-are-like-khmer-rouge/?eType=EmailBlastContent&eId=93ad3664-dc6d-4635-8c7f-67177b3ddf5e>

Tout est dit ici.

Hayat Tahrir el-Cham (HTS) a martelé que ses ennemis régionaux étaient le Hezbollah, l'Iran et les Russes.

Joe Biden a salué l'action des États-Unis et de leurs alliés, qui sont parvenus à affaiblir les soutiens de la Syrie – la Russie, l'Iran et le Hezbollah. RT 9 décembre 2024

Lu

Une analyse de Frédéric Aigouy sur RT.

La chute d'Assad, une victoire majeure de l'Empire en quelques points clés :

- L'épine dorsale de l'axe de la résistance tombe, Israël coupe le pont Iran-Syrie qui permettait à Téhéran de soutenir le Hezbollah au Liban
- Israël se positionne pour récupérer la partie syrienne du plateau du Golan, avance ses pions pour son projet de Grand Israël
- Washington fait perdre à la Russie son accès hautement stratégique à la Méditerranée avec le port de Tartous
- Et va pouvoir légaliser son vol du pétrole syrien
- Le Qatar va pouvoir raviver son projet de gazoduc avec la Turquie-Qatar
- L'une des nouvelles routes de la Soie, projet phare de Pékin, vient d'être coupée

Par ailleurs, la France, alliée historique de la Syrie qu'elle a trahi pour servir les intérêts de l'Empire, ne gagne absolument rien dans l'histoire... en dehors de la défense de l'idéal démocratique que représente fort bien l'ex-commandant de Daesh Al Joulani qui vient de prendre le pouvoir...

Parole d'internaute.

(A la suite d'un article de 20minutes)

1- En réalité c'est Bachar al-Assad qui sort par la grande porte, les puissances occidentales en soutenant et permettant à un djihadiste d'arriver au pouvoir se sont juste décrédibilisées.

2- Ne jamais oublier qui a fabriqué Al-Qaïda. Ni pourquoi.

La Turquie derrière cette nouvelle armée est en train de pousser afin d'anéantir les Kurdes et surtout récupérer les champs pétroliers qu'ils exploitent.

3- Donc, récapitulons un peu. Les chiïtes (Hafez ou autres) qui n'ont jamais fait d'attentats en Occident sont pris pour de la merde, traités de pires despotes terroristes, alors que des anciens d'al-Qaïda ou de l'EI dont il n'est pas la peine de rappeler ici les méfaits en Occident, sont eux jugés fréquentables, de gentils "*rebelles*"... on croit rêver... la différence entre les deux étant que les 1er ont attaqué Israël et pas les 2nds, voilà c'est simple...

4- Il est de facto, le 1er réel chef d'Etat al-Qaïda, dirigeant un vrai Etat. Sous les applaudissements d'une partie de nos concitoyens.

On vous explique que le leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), ex-branche d'al-Qaïda en Syrie, puis vers la fin on vous dit encore que c'est un extrémiste radical.

Donc en gros c'est bien un djihadiste qui a pris le pouvoir, tandis que certains tentent de faire croire que c'est un modéré.

5- Je suppose que les dirigeants des pays riches en ressources naturelles qui sont dans le Golfe sont des grands démocrates ?

Ou bien vous voulez nous faire bien comprendre qu'il y a des bons djihadiste et les méchants djihadistes.

6- C'est exactement ce que j'ai entendu de Syriens aussi. Qu'ils vivaient en harmonie, chrétiens et musulmans. Mais ils ont dû fuir les bombes. Ils ne disaient pas que Assad était un méchant, j'avais trouvé ça étrange et en contradiction avec nos news.

7- Sinon, Abu Mohammad al-Jolani était toujours considéré comme un terroriste désigné par les États-Unis, avec une prime de 10 millions de dollars à sa tête jusqu'à 2 jours avant sa prise de pouvoir.

8- Et voilà le lapin Al Joulani sorti du chapeau !... Mais qui tire derrière les ficelles ? Le Qatar ? La Turquie ? Les USA ?

9- Internationale des fous de Dieu en marche, la nouvelle Syrie vous ouvre ses bras.

Nos gouvernants se réjouissent d'un avenir bien sombre.

10- Après la chute de Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, voici celle de Bachar qui maintenant d'une main de fer les djihadistes... les voilà libérés...

11- La propagande en marche. Depuis quand un extrémiste religieux qui renverse un gouvernement par les armes est-il fréquentable et fiable?

N'importe quoi, plus c'est gros plus ça passe. Honteux

12- Rebelle ? Non... terroriste islamique ? Ben oui...

13- Le gars fait son discours à la mosquée entouré de mecs encagoulés avec des AK et on le présente comme une alternative sympa à Bachar.

14- De terroriste, il est soudainement passé à bienfaiteur... que de manipulation de nos politiques, mensonges médias... etc... de quoi mettre en doute des pans de l'histoire écrits par les "*vainqueurs*"

15- Amusant ces pays du Moyen-Orient qui menacent Israël de représailles et qui se font renverser en 3 semaines par un groupe de rebelles en Jeep.

Une chute précipitée, mais pas inexplicable.

Pourquoi la chute de Bachar el-Assad s'est-elle si soudainement accélérée? - Slate.fr 8 décembre 2024

L'effondrement d'Assad peut être attribué à plusieurs facteurs. Sur le plan militaire, le régime syrien reposait de plus en plus sur des soutiens extérieurs, principalement la Russie et l'Iran. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Kremlin était moins en mesure d'intervenir efficacement en

Syrie. De même pour l'Iran et le Hezbollah, autres alliés clés d'Assad, tous deux affaiblis par les attaques israéliennes. Sans soutien militaire extérieur, le régime s'est retrouvé affaibli, fragilisé.

Sur le plan intérieur, Assad n'a pas pu s'appuyer sur l'économie en ruines du pays, dévasté par plus de 13 ans de guerre civile.

L'économie souffre de l'effondrement des infrastructures, de l'isolement international et des sanctions. Les conditions de vie des Syriens n'ont aussi cessé de se détériorer, rendant encore un peu plus impopulaire Bachar el-Assad.

L'armée syrienne s'est aussi retrouvée complètement désorganisée, et les abandons de postes face à l'avancée de l'opposition ont été légion. D'un autre côté, l'offensive menée par les rebelles, dont certaines sont soutenues par les militaires turcs, a été stratégique et bien coordonnée. Les groupes ont profité de la faiblesse du régime pour reprendre des villes clés et affaiblir encore davantage le contrôle d'Assad.

Avec la chute du régime, le pays se trouve à un tournant. Si l'opposition a pris le pouvoir en quelques jours, la reconstruction du pays et la stabilité politique restent totalement incertaines, alors que de multiples tensions subsistent entre les différents groupes d'opposition armés. Slate.fr 8 décembre 2024

Qui aurait pu prédire qu'après presque quatorze ans de guerre civile et cinq ans d'impasse, le régime s'effondrerait en moins de quinze jours?

Dans un récent entretien accordé à CNN, le chef rebelle a fait valoir deux points clés. HTC devrait former un gouvernement conservateur dans lequel l'islam jouera un rôle prédominant dans l'élaboration des politiques sociales et législatives. Il ne faut donc pas s'attendre à un régime démocratique et laïc, et les modalités précises restent floues. Slate.fr 9 décembre 2024

Du coup, les médias-oligarques déchaînés ont ressorti pour l'occasion leur propagande des 13 dernières années. En voici un bref aperçu.

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie : le Kremlin ne confirme pas la présence de l'ancien dictateur en Russie - FranceInfo
- En Syrie, la chute de Bachar al-Assad met fin à cinq décennies d'un régime autoritaire et sanglant - FranceInfo
- Syrie : la prison de Saydnaya, l'enfer sur Terre - Paris Match
- Morts, déplacés... Les chiffres de l'horreur du régime de Bachar al-Assad en Syrie – BFMTV
- Syrie : Chlore, sarin, gaz moutarde... Mais qui détient les armes chimiques aujourd'hui ? - 20minutes.fr
- Guerre en civile en Syrie : Qui est Bachar el-Assad, l'autocrate déchu ? - 20minutes.fr

Autres éléments ou infos.

Al Jazeera : les nouvelles autorités syriennes demanderont à al-Bachir de former un gouvernement - RT 9 déc. 2024

L'opposition armée, qui a pris le pouvoir à Damas, confiera à l'homme politique syrien Mohammed al-Bachir la formation d'un gouvernement syrien de transition, selon la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera. Mohammed al-Bachir a été élu président du Gouvernement de salut syrien (administration locale et de facto gouvernement des territoires contrôlés par le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham à Idleb) en 2024.

Un média français aurait indiqué que le chef du gouvernement syrien, pour la période de transition, serait l'ex-Premier ministre syrien Riad Hijab, qui fut en fonction pendant une courte période en 2011 au début des manifestations contre le gouvernement d'Assad. Il s'échappa ensuite en Jordanie afin de s'associer avec l'opposition. RT 9 déc. 2024

L'Iran affirme que Bachar el-Assad n'a pas sollicité son aide - RT 9 déc. 2024

Le président syrien déchu Bachar el-Assad n'a «*jamais demandé*» d'aide à l'Iran, son principal soutien avec la Russie, pour combattre l'offensive rebelle, a affirmé le 8 décembre le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi.

Le gouvernement syrien «*ne nous a jamais demandé de l'aider*» sur le plan militaire, a déclaré Abbas Araghtchi à la télévision d'Etat, précisant avoir été «*surpris*» par la «*rapidité*» de l'offensive djihadiste et «*l'incapacité*» de l'armée syrienne à la repousser. À la suite de la prise de Damas par l'opposition, le ministre iranien des Affaires étrangères a mis en garde contre les risques de guerre civile en Syrie, d'effondrement du pays et de sa transformation en bastion terroriste.

Le chef de la diplomatie iranienne a également fait savoir que des contacts indirects ont lieu entre Washington et Téhéran au sujet de la Syrie. Abbas Araghtchi a d'ailleurs précisé que la future politique iranienne à l'égard de Damas dépendra de son positionnement à l'égard des chiïtes et de sa posture à l'égard de l'État hébreu. Le ministre a également mis en garde contre la possibilité d'une propagation des affrontements de la Syrie à l'Irak et à toute la région.

Après le renversement du président syrien, le président iranien Massoud Pezeckian a déclaré que seul le peuple syrien avait le droit de choisir le système de gouvernement de son pays après la chute de Bachar el-Assad.

Détruire ce qui restait de la Syrie, ils en rêvaient, ils sont en train de le réaliser.

Dépôts d'armes, aéroports, navires... Israël mène de vastes frappes en Syrie pour détruire les sites militaires - BFMTV/AFP 10 décembre 2024

Des raids aériens pour détruire les capacités militaires de l'ancien régime de Bachar al-Assad. L'armée israélienne "*a détruit les principaux sites militaires en Syrie*" en menant environ 250 frappes contre le pays depuis la prise de Damas par les rebelles et la chute du président Bachar al-Assad dimanche.

Israël a entre autres bombardé des aéroports, des radars, des dépôts d'armes et de munitions et des centres de recherche militaires dans plusieurs régions, dont celle de Damas.

Israël a également endommagé des navires de la marine syrienne en attaquant une unité de défense aérienne près du grand port de Lattaquié, dans le nord-ouest du pays.

Dimanche, les États-Unis avaient mené "*des dizaines de frappes aériennes*" dans le centre de la Syrie visant "*plus de 75 cibles*" de Daesh, a annoncé le Centcom, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient.

Après la chute d'Assad, Israël étend son contrôle sur la région du Golan - Courrier international 10 décembre 2024

Dans le sud de la Syrie, "*Tel-Aviv avance déjà ses pions en vue d'assurer ses intérêts et prévenir une menace potentielle, un an après le traumatisme collectif du 7 octobre*", analyse le quotidien libanais L'Orient - Le Jour.

Après avoir pris dimanche le contrôle de la zone tampon à la lisière de la partie du plateau du Golan occupée, au lendemain de la chute du régime d'Assad, l'armée israélienne a poursuivi lundi 9 décembre sa progression sur le territoire syrien, rapporte le *Washington Post*.

Le fait de s'être emparé de la zone tampon démilitarisé sur les hauteurs du Golan, est une "*violation de facto de l'accord sur le désengagement de 1974, négocié par l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger et qui prévoyait notamment le stationnement dans cette région de soldats de maintien de la paix des Nations unies*", remarque L'Orient - Le Jour.

"*Il est important toutefois de souligner qu'Israël n'intervient pas dans le conflit en cours entre les groupes armés syriens ; nos actions sont uniquement centrées sur le maintien de notre sécurité*", a justifié lundi dans une lettre adressée au Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur israélien Danny Danon. Les États-Unis ont, eux, dit s'attendre à ce que cette incursion israélienne soit "*temporaire*". "*Ce que nous voulons voir, en fin de compte, c'est que cet accord (de 1974, N.D.L.R.) soit pleinement respecté. Et nous veillerons à ce qu'Israël le fasse*", a précisé le porte-parole du département d'État, Matthew Miller.

Le média libanais *Al Mayadeen*, cité lundi soir par le quotidien israélien Haaretz, affirme que des tanks israéliens, qui se trouvaient dans le sud de la Syrie, ont aussi été aperçus à une vingtaine de kilomètres de la banlieue de Damas.

La durée indéterminée de la présence israélienne dans la zone tampon et sur le territoire syrien "*laisse entrevoir la possibilité d'une occupation à plus long terme*".

Haïti

Haïti : l'ONU fait état de 184 morts ce week-end - RT 9 déc. 2024

«*Le week-end dernier, au moins 184 personnes ont été tuées dans des violences orchestrées par le chef d'un puissant gang dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince*», a déclaré Volker Türk, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, ce 9 décembre lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la Journée des droits de l'Homme.

La tragédie s'est déroulée dans le quartier défavorisé de Cité-Soleil, dont le principal groupe est le gang Vivre Ensemble dirigé par Monel Felix. C'est lui qui est à l'origine du massacre. Selon *The New York Times*, qui cite le Réseau national de défense des droits de l'homme, un groupe de défense des droits civils basé dans la capitale, son fils est tombé malade, à la suite de quoi le chef de gang a accusé les personnes âgées de Cité Soleil et les pratiquants du culte vaudou. «*Il a décidé de punir cruellement toutes les personnes âgées et les pratiquants vaudous qui, dans son imagination, seraient capables d'envoyer un mauvais sort à son fils*», a expliqué l'organisation dans un communiqué. La source citée par le quotidien américain indique également que les victimes étaient âgées de plus de 60 ans.

Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, avec cette tragédie, «*plus de 5 000 personnes ont été tuées en Haïti depuis un an*».

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 décembre 2024

Il faut qu'on réfléchisse en profondeur aux comportements des hommes à notre époque, car apparemment il y a quelque chose qui nous a échappé ou qu'on n'a pas réellement compris.

On nous a parlé d'évolution, de progrès, d'humanisme, de civilisation, pour s'apercevoir que finalement ils ont débouché sur un véritable carnage et cauchemar au quotidien, il faut donc revoir notre copie de toute évidence. Et il y a urgence.

Posément, en faisant abstraction de tout a priori idéologique, de tout intérêt individuel, comme il nous arrive souvent de le faire, en reprenant tout depuis le début, hormis la méthode, en partant du principe qu'on ne sait rien et qu'on a tout à apprendre, en laissant toute interprétation de côté dans un premier temps.

C'est un exercice auquel j'ai l'habitude de me livrer, en solitaire, mais je dois avouer que je suis rarement satisfait des conclusions auxquelles j'arrive, car je pense que cela devrait faire l'objet d'une réflexion collective à laquelle chacun contribuerait en apportant le meilleur de lui-même, mais hélas personne ne veut y participer sérieusement, tant pis, on continuera de faire pour le mieux dans l'indifférence générale, au moins j'aurais l'impression d'avoir contribué sincèrement à notre cause quitte à n'en tirer qu'une maigre satisfaction ou consolation, c'est moins que rien !

Même mort, ils vous rançonnent !

Le prix prohibitif des funérailles dévoilé par une étude - 20 Minutes 11 décembre 2024

L'étude d'une ampleur inédite publiée par Silver Alliance et Simplifia à la Toussaint est donc la bienvenue pour éclairer ce secteur opaque. Cette enquête a porté sur quelque 50.738 funérailles organisées en 2023 par les agences de pompes funèbres équipées des services de Simplifia.

4.434 € pour une crémation et 5.044 € pour une inhumation, c'est le budget moyen que les Français doivent déboursier pour offrir des funérailles décentes à leurs proches.

Enfin, les ménages ont en moyenne dépensé 1.115 € en prestations optionnelles en 2023. On fait ici référence aux compositions florales, au choix d'un monument funéraire ou encore à la parution d'un faire-part de décès dans la presse. 20 Minutes 11 décembre 2024

J-C – Alors, on fait table rase ou non ?

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille, rien ne vaut un « échange de bons procédés ».

Gouvernement: Faure juge que "les choses ont plutôt avancé" sur un renoncement au 49.3 et à la censure - BFMTV 10 décembre 2024

J-C – Il faut dire qu'ils ont déjà tellement reculé...

BFMTV - Le socialiste Olivier Faure a fait état d'"avancées" après des discussions à l'Élysée avec Emmanuel Macron, ce mardi 10 décembre, dans la perspective de la formation d'un nouveau gouvernement.

"Nous ne sommes pas venus chercher un accord avec les républicains et les macronistes (...) Nous avons demandé une méthode nouvelle qui fasse place et droit au parlement", a déclaré face à la presse le Premier secrétaire du parti socialiste.

J-C - Pourquoi "chercher un accord" qui existe déjà sur le fond ?

BFMTV -Sa formation propose "que le gouvernement renonce au 49.3, en échange de quoi les oppositions renonceraient à la censure", a-t-il détaillé.

J-C - Un chèque en blanc donné à Macron par le NFP, c'était dans l'ordre des choses.

BFMTV -"Sur cette idée simple, nous avons le sentiment que les choses ont plutôt avancé", a déclaré le responsable socialiste, indiquant avoir été appuyé par "l'ensemble de la gauche", le parti Horizons d'Edouard Philippe et le Modem de François Bayrou.

J-C - Ils se sont mis d'accord sur la mise en scène qu'ils vont concocter pour berner les naïfs, sauver les apparences et donner bonne conscience à leurs alliés de LFI et de l'extrême gauche qui les soutiendront de l'extérieur en prétendant les combattre, comme toujours !

BFMTV -"Il y a peut-être là une piste d'atterrissage pour une méthode nouvelle qui permettrait au Parlement de retrouver tous ses droits" et "de rechercher à la loyale des compromis", a ajouté Olivier Faure, tout en continuant à plaider pour la nomination d'un Premier ministre de gauche. (Que vaut la loyauté des imposteurs ? - J-C)

Selon l'entourage d'Emmanuel Macron à BFMTV, le chef de l'État a jugé que l'idée d'un engagement gouvernemental sur un non-recours au 49.3 irait "dans le bon sens".

J-C - Il a donc reçu en échange en garantie, que le NFP ne mobiliserait pas les masses contre sa politique ultra réactionnaire, merci, on s'en serait douter !

Macron n'a cédé sur rien, cela signifie que ce sont les représentants du NFP qui ont cédé sur tout, chacun l'a exprimé à sa manière.

Laurent Wauquiez - "À l'issue de cette réunion, on partage tous la même conviction, il n'y aura pas de contrat de gouvernement avec des gens avec qui on ne partage pas les mêmes valeurs".

J-C - Qu'ils partagent "*tous la même conviction*", c'est l'essentiel, puisque ces gens-là n'ont ni valeur ni principe.

Marine Tondelier - Elle affirme qu'Emmanuel Macron n'a fait "*aucun compromis, aucune concession. Je ne vous dis pas qu'on n'a pas discuté. Mais je sors en pouvant vous dire que le camp présidentiel n'a pas bougé d'un iota*".

J-C - Ils sont prêts à capituler en rase campagne, le sachant, pourquoi Macron devrait-il bouger "*d'un iota*" ? Il ne restera plus qu'à le maquiller du mieux qu'ils pourront à défaut de pouvoir le justifier, à moins qu'ils y trouvent leur intérêt, préserver leurs privilèges, par exemple.

Olivier Faure - Un « *échange de bons procédés* ». Mais pour faire quoi ? Mener quelle politique ? La question, pourtant centrale, est remise à plus tard.

J-C - Pourquoi, qui ignorent la réponse ?

Après la table, les sièges, il ne manque plus que les couverts et les ronds de serviette !

"On a besoin que le NFP se maintienne": Jean-Luc Mélenchon appelle les partis de gauche à l'unité - BFMTV/AFP 10 décembre 2024

"*Si le NFP est détruit par le ralliement à Macron de nos partenaires, on sait ce que ça nous coûtera. On a besoin que le NFP se maintienne*", a averti le fondateur de LFI devant plusieurs médias au lendemain d'une réunion publique devant plusieurs centaines de militants à Redon (Ille-et-Vilaine).

"*Qui pense pouvoir gagner un seul siège sans nous ?*", a-t-il prévenu alors que les relations entre LFI et le PS sont plus tendues que jamais depuis la création du Nouveau Front populaire l'été dernier.

"*Je continue à avoir l'espoir qu'ils n'aient pas la bêtise d'aller au bout de cette démarche, qu'ils n'entrent pas au gouvernement, qu'ils ne détruisent pas le front que nous avons constitué*", a lancé hier soir Jean-Luc Mélenchon à Redon.

J-C - Il nous prend pour des cons, ils n'entreront pas au gouvernement, ils le soutiendront de l'extérieur, au Parlement en refusant de le censurer, c'est le deal que le NFP a passé avec Macron, l'ignorerait-il ?

Syrie.

Deux remarques préliminaires.

1- Un jour on nous raconte que les Etats-Unis sont devenus une puissance de second ordre en train de s'effondrer, et le lendemain qu'ils seraient tout-puissants et imposeraient leur agenda au reste du monde.

Un autre, on nous sort que la Russie et la Chine ainsi que les Brics supplantent dorénavant les Etats-Unis et ses alliés de l'OTAN, et quelques jours plus tard, qu'en réalité ils seraient plutôt faibles, vulnérables, impuissants.

On nous dit que l'Iran serait militairement en mesure de tenir tête à une agression sioniste, et quelques jours plus tard quand Israël bombarde et envahit la Syrie, l'Iran ne réagit pas.

On nous a expliqué que la Turquie figurait dans la ligne de mire de Washington, puis on apprend qu'avec le Pentagone, les Israéliens, les Britanniques et les Français, elle a participé aux préparatifs de l'attaque finale contre la Syrie.

Voilà ce qu'à longueur de temps on peut lire dans les médias sociaux du genre Réseau International, Le Grand Soir, Le Média 442, Mondialisation.ca et des centaines ou milliers d'autres qui relaient des articles de journalistes ou géopoliticiens amateurs ou autoproclamés sur le Net, qui au lieu de servir la vérité nous induisent en erreur ou sèment la confusion parmi les lecteurs, au moins ils servent à quelque chose et à quelqu'un, pas à notre cause et pas à nous assurément.

Pour ne pas vous faire perdre votre temps précieux, je ne vous propose pas les articles de nature purement idéologique et ne présentant aucun intérêt que j'ai parcourus ce matin, rédigés par : Bruno Guigue, Daniel Vanhove, Richard C. Cook, Caitlin Johnstone, Karine Bechet-Golovko, Mikhail Gamandiy-Egorov.

2- Pourquoi s'emploient-ils à ressortir un tas d'horreurs fabriquées pendant 13 ans sur Bachar al-Assad ? Existerait-il pire tyran ou régime sanguinaire ?

Franchement quelle question, bien sûr que non. Par conséquent, les barbares sanguinaires takfiris issus de la Confrérie des Frères musulmans qu'ils ont portés au pouvoir et présentent dorénavant comme des "*rebelles*", de braves "*révolutionnaires*", vaudront toujours mieux, ils méritent qu'on leur accorde le bénéfice du doute, qu'on les soutiennent... Tous ceux qui s'opposeront à ce récit idéologique seront taxés de suppôt de dictateur, et la boucle de l'imposture est bouclée.

Bachar al-Assad, à quel peuple ou nation aurait-il déclaré la guerre ? Aucun.

Son armée aurait-elle agressé ou envahi un autre pays ? Jamais

Aurait-il commis un génocide ? Pas à notre connaissance.

Se serait-il livré à un massacre aveugle de la population syrienne ? Jamais.

Serait-il parvenu au pouvoir suite à un coup d'Etat armé ? Pas vraiment, il a été élu.

Aurait-il procédé à l'exécution sommaire d'opposants politiques ? Lesquels ?

Aurait-il interdit syndicats et partis ouvriers ? Non, demandez-leur pour le vérifier.

Aurait-il suspendu les libertés individuelles et collectives garanties par la Constitution de la République arabe syrienne ? Pas à ce que je sache.

Propagande quotidienne des agences de presse et médias français acquis aux barbares.

- Avec son offensive militaire en Syrie, Israël se prépare à un potentiel "*chaos*" chez son voisin - France 24 10 décembre 2024

- Asma al-Assad, persona non grata au Royaume-Uni - AFP 10 décembre 2024

- Syrie : '*Il va falloir préserver les preuves*' des crimes de Bachar al-Assad '*dans une optique de justice*', préconise la Fédération internationale pour les droits humains - FranceInfo 10 décembre 2024

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie : "*l'abattoir humain*" de Saydnaya, symbole de la violence du régime - FranceInfo 9 décembre 2024

Et pendant ce temps les nazis Zelensky et Netanyahu continuent tranquillement leurs massacres et destructions.

Assad n'a pas accepté les conditions de l'Iran - francais.news-pravda.com 8 décembre 2024

- La rencontre d'hier soir du Dr Larijani avec Bachar al-Assad a été la dernière occasion pour Assad d'accepter les demandes de l'Iran d'une intervention directe en Syrie et d'une reprise de la lutte contre les groupes takfiris.

- L'Iran était prêt à une intervention globale et à grande échelle en Syrie. Toutes les forces et ressources ont été préparées, et même une partie de ces forces a été envoyée dans l'une des bases éloignées de l'armée syrienne. Cependant, les demandes nombreuses et persistantes de l'Iran ont été rejetées par Assad personnellement pour diverses raisons, ce qui a conduit à la situation et aux événements actuels.

- Le Dr Larijani a présenté ses derniers arguments, mais Bachar al-Assad ne les a pas acceptés. Après cela, l'ordre a été donné de se retirer de Homs... Oui, c'est aussi une forme d'effondrement.

Le jihadiste Mohammed al-Bachir, nouveau Premier ministre syrien - Réseau Voltaire 10 décembre 2024

Le secrétaire du Conseil des ministres syriens, qui s'était déclaré prêt à assumer le transfert du pouvoir, a été installé à l'hôtel Four Seasons (propriété du Qatar).

Notez bien que la République arabe syrienne est un système présidentiel. Comme les États-Unis, elle n'a donc pas de Premier ministre, mais un secrétaire du Conseil des ministres, ce qui n'est pas du tout pareil.

Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a désigné, le 10 décembre, le jihadiste Mohammed al-Bachir, ancien gouverneur d'Idleb pour HTS, comme Premier ministre du nouveau régime. C'est, selon toute vraisemblance, un cadre de la Confrérie des Frères musulmans. Il a fait sa première apparition dans une mise en scène orchestrée par les services britanniques (MI6).

Le drapeau vert/blanc/noir à trois étoiles est devenu le drapeau officiel. C'était celui du mandat français.

La nomination de Mohammed al-Bachir indique que l'accord conclu entre les services secrets britanniques, français, israéliens et turcs, qui a permis le changement de régime, ne tient plus. Réseau Voltaire 10 décembre 2024

Syrie: Mohammad al-Bachir, du bastion rebelle d'Idleb à premier chef de gouvernement post-Assad - AFP 10 décembre 2024

Radwan Ziadeh, spécialiste de la Syrie auprès du Centre arabe de Washington aux Etats-Unis, décrit M. Bachir comme "*le plus proche*" de Jolani et de la chambre d'opérations conjointe des factions rebelles.

La Syrie est gouvernée par une nouvelle force: le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Cham (HTC), mené par son chef, Ahmed Hussein al-Chara ou de son nom de guerre, Abou Mohammed al-Joulani.

Depuis une vingtaine d'années, le dirigeant n'utilise pas son vrai nom. Ahmed Hussein al-Chara, qui a grandi dans une famille progressiste d'un quartier prospère de Damas et a étudié la médecine, semble avoir disparu. À sa place, on l'appelle Abou Mohammed al-Joulani, nom de guerre formulé selon la convention des militants djihadistes. La question est désormais de savoir quel homme dirigera la Syrie: celui désigné comme terroriste par une majorité de pays, ou Al-Chara, qui a fait tout son possible ces dernières années pour signaler que son organisation n'attaquerait pas l'Occident? Slate.fr et AFP 10 décembre 2024

Retour du régime monarchique et colonial.

Syrie : d'où vient le drapeau brandi par les opposants du régime Assad ? - Euronews 10 décembre 2024

Il était auparavant le drapeau officiel du pays, hissé pour la première fois à Alep en 1932 et officiellement adopté en 1936 au moment où la Syrie obtient une semi-indépendance. Puis conservé en 1946, lors de l'indépendance complète du pays, après la fin du mandat français.

Les trois étoiles rouges représentent les districts d'Alep, Damas et Deir ez-Zor. Le vert du drapeau correspond à la couleur préférée du prophète Mahomet.

En 1980, le régime baasiste d'Hafez al-Assad, père de Bachar, décide de reprendre un drapeau apparu pour la première fois en 1958, au moment de l'unification de la Syrie avec de l'Égypte de Nasser.

Les deux étoiles du drapeau représentent les deux États constitutifs qui forment la République arabe unie. Les couleurs sont elles inspirées du drapeau égyptien : le rouge (sang des martyrs), le blanc (la paix) et le noir (passé colonial). Couleurs qui illustrent la première grande révolution arabe, quand Nasser renversa la monarchie égyptienne en 1952. Euronews 10 décembre 2024

**La fin du pluralisme au Moyen-Orient - (craigmurray.org 6 décembre 2024)
Mondialisation.ca, 10 décembre 2024**

Les États-Unis détruisent le pluralisme, l'Iran et ses alliés le défendent. Je n'aurais jamais perçu cette réalité sans séjourner à Beyrouth. Mais une fois le constat établi, l'évidence est criante.

Un changement véritablement sismique semble se produire à grande vitesse au Moyen-Orient. En son cœur, un marché du diable – la Turquie et les États du Golfe acceptent l'anéantissement de la nation palestinienne et la création d'un Grand Israël, en échange de celui des minorités chiites de Syrie et du Liban et de l'imposition du salafisme dans l'ensemble du monde arabe oriental.

Ce sont les États-Unis qui promeuvent la cause de l'extrémisme religieux et de la disparition, dans tout le Moyen-Orient, d'un pluralisme sociétal similaire aux normes occidentales. Il s'agit bien entendu de la conséquence directe de l'alliance des États-Unis avec les deux foyers de suprématie religieuse que sont Israël et l'Arabie saoudite.

https://www.mondialisation.ca/la-fin-du-pluralisme-au-moyen-orient/5694657?doing_wp_cron=1733895780.1663920879364013671875

Qui sont les gagnants et les perdants en Syrie? par M. K. Bhadrakumar - (Indian Punchline 8 décembre 2024) - Mondialisation.ca, 11 décembre 2024

Les oligarchies arabes de la région du Golfe sont pleines d'appréhension face à la montée d'une variante de l'islam politique qui pourrait potentiellement leur poser un défi existentiel. Sans surprise, ils se sont tournés vers l'Iran, qu'ils considèrent comme un facteur de stabilité régionale, répondant à l'appel de Téhéran aux États de la région à mettre leurs wagons en cercle pour parer au défi des groupes "Takfiri" (nom de code pour al-Qaïda et l'État islamique dans le récit iranien.)

Israël et la Turquie sont les plus grands gagnants, ayant établi des liens avec les groupes d'al-Qaïda. Les deux sont bien placés pour projeter leur pouvoir sur la Syrie et s'y tailler leurs sphères d'influence respectives.

Ainsi, au mieux, une Syrie tronquée, un État croupion, est à prévoir avec une ingérence extérieure à grande échelle, et dans le pire des cas, le revanchisme turc et l'agression israélienne pris ensemble – plus l'occupation américaine de l'est de la Syrie et une autorité centrale faible à Damas – le pays dans sa forme actuelle, fondé en 1946, pourrait tout à fait disparaître de la carte du Proche-Orient.

https://www.mondialisation.ca/qui-sont-les-gagnants-et-les-perdants-en-syrie/5694698?doing_wp_cron=1733895788.4281671047210693359375

- « *Les pays étrangers n'ont rien à craindre de la Syrie après le renversement du régime de Bachar al Assad* », a assuré ce mardi auprès de Sky News le chef du groupe rebelle HTS, Abu Mohammed al Jolani, alors qu'il est toujours considéré comme un terroriste par les États-Unis. Le HuffPost 11 décembre 2024

- 54 soldats syriens qui avaient pris la fuite pendant l'offensive des rebelles ont été assassinés par le groupe Etat islamique dans le désert du centre du pays.

2000 soldats déployés dans les villes de Boukamal et d'al-Mayadeen, à l'extrême sud-est de la province orientale de Deir Ezzor, se sont enfuis en Irak. D'autres ont tenté de rejoindre par leurs propres moyens, par petits groupes, leurs villes et villages parfois très éloignés.

Des centaines de soldats, peut-être des milliers, sont portés disparus à l'issue de la débâcle d'une armée de 160 000 hommes déployés sur les deux tiers du territoire syrien qui était tenu par le régime de Bachar el-Assad. rfi.fr

Le drapeau noir flotte sur Damas - Par Mike Whitney (UNZ Review 8 décembre 2024) - Mondialisation.ca, 09 décembre 2024

“Le drapeau noir de l’islam salafiste a été hissé sur Damas. L’État islamique/Al-Qaïda a gagné.... Les mêmes terroristes qui nous ont attaqués le 11 septembre. Contre lesquels nous avons mené une guerre en Afghanistan, en Irak et ailleurs. Nous avons perdu des milliers de nos soldats, hommes et femmes. Coûtant des milliers de milliards de dollars. Ils ont gagné. Et nous les avons aidés. L’Amérique ne représente plus rien”. ... Scott Ritter@RealScottRitter

Le général Mike Flynn, ancien chef de la Défense Intelligence Agency (DIA) du Pentagone, avait prévenu ses collègues de l'administration Obama que soutenir des groupes terroristes pour mener des guerres par procuration au nom de Washington était une entreprise risquée qui finirait par se retourner contre eux, avec la mise en place d'une "*principauté salafiste en Syrie*". Cet avertissement est aujourd'hui devenu réalité.

Sur la cinquantaine d'articles grand public consacrés à la chute du gouvernement syrien, aucun n'a pris la peine de mentionner que la milice sunnite qui a renversé Bachar el-Assad figure actuellement sur la liste des organisations terroristes établie par le département d'État américain. Ils n'ont pas non plus mentionné que ce même groupe djihadiste figure sur la liste des organisations terroristes des Nations unies. Ils n'ont pas non plus mentionné que la tête de file, Abu Mohammad al-Jolani, est mise à prix par le gouvernement américain pour un montant de 10 millions de dollars. Aucune de ces informations n'a été communiquée au public parce que les médias ne veulent pas que le peuple américain sache que Washington vient de contribuer à l'installation d'un régime terroriste au centre du Moyen-Orient. C'est pourtant ce qui se passe dans les faits.

Et c'est même bien pire qu'il n'y paraît car, en fin de compte, la campagne syrienne, qui dure depuis 13 ans, ne cible pas vraiment la Syrie, mais l'Iran. La Syrie n'est que le dernier obstacle sur la route qui mène à Téhéran, mais Téhéran est la cerise sur le gâteau. En éliminant l'Iran, Israël occupera la "*tête de pont*" au Moyen-Orient et se posera en hégémon de la région. Pendant ce temps-là, Uncle Sam obtient l'accès aux passages de gazoducs qu'il convoite depuis plus de vingt ans, des couloirs qui transporteront le gaz naturel du Qatar jusqu'à la Méditerranée, puis jusqu'aux marchés européens. Le gaz sera fourni par un fantoche des États-Unis, exploité par des compagnies pétrolières occidentales, vendu en dollars américains et utilisé pour maintenir une mainmise sur la politique européenne. Parallèlement, tous les autres concurrents seront soit sanctionnés, soit sabotés, soit totalement exclus (cf. Nordstream).

La plupart des gens ignorent à quel point la politique des gazoducs a déterminé les événements en Syrie, faisant de ce pays la cible de l'agression américaine. Mais de 1949 à aujourd'hui, les services

du renseignement américain ont tenté à plusieurs reprises de renverser le chef du gouvernement syrien afin de superviser et contrôler un pipeline transarabe “destiné à relier les champs pétrolifères de l’Arabie saoudite aux ports du Liban via la Syrie”. Robert F. Kennedy l’a résumé dans un brillant article écrit il y a plus de dix ans :

“La CIA a initié son ingérence active en Syrie en 1949-à peine un an après la création de l’agence. Les patriotes syriens avaient déclaré la guerre aux nazis, expulsé les dirigeants coloniaux français de Vichy et mis en place une fragile démocratie laïque basée sur le modèle américain. Mais en mars 1949, le président démocratiquement élu de la Syrie, Shukri-al-Quwatli, a hésité à approuver le Trans-Arabian Pipeline, un projet américain destiné à relier les champs pétrolifères d’Arabie saoudite aux ports du Liban via la Syrie. Dans son livre ‘Legacy of Ashes’, l’historien de la CIA Tim Weiner raconte qu’en représailles au peu d’enthousiasme d’Al-Quwatli pour l’oléoduc américain, la CIA a organisé un coup d’État pour remplacer Al-Quwatli par un dictateur sélectionné par la CIA, un escroc condamné du nom de Husni al-Za’im. Al-Za’im a à peine eu le temps de dissoudre le parlement et d’approuver l’oléoduc américain que ses compatriotes l’ont destitué, quatre mois et demi après le début de son règne”. “Pourquoi les Arabes ne veulent pas de nous en Syrie”, Robert Kennedy, Politico

Voilà pourquoi la Syrie joue un rôle si important dans les plans géopolitiques américains de contrôle des ressources cruciales afin de préserver la domination du dollar et contenir la croissance économique explosive de la Chine. Les États-Unis sont déterminés à contrôler les vastes ressources du Moyen-Orient pour maintenir leur domination sur l’ordre mondial. Et ce n’est pas tout :

“En approuvant un ‘gazoduc islamique’ agréé par la Russie, qui relierait la partie iranienne du champ gazier à la Syrie et aux ports du Liban, Assad a encore plus irrité les monarques sunnites du Golfe. Ce gazoduc islamique ferait de l’Iran chiïte, et non du Qatar sunnite, le principal fournisseur du marché européen de l’énergie et accroîtrait considérablement l’influence de Téhéran au Moyen-Orient et dans le monde. Israël était également déterminé à faire échouer l’oléoduc islamique, qui enrichirait l’Iran et la Syrie, contribuant ainsi à la prospérité de leurs mandataires, le Hezbollah et le Hamas.

“Des câbles et des rapports secrets des agences du renseignement américaine, saoudienne et israélienne indiquent que dès qu’Assad a rejeté le gazoduc qatari, les planificateurs militaires et des services de renseignement sont rapidement parvenus à un consensus selon lequel fomenter un soulèvement sunnite en Syrie pour renverser Bachar Assad, qui ne coopérait pas, constituait le meilleur moyen d’atteindre l’objectif commun de finaliser la liaison gazière entre le Qatar et la Turquie. En 2009, selon WikiLeaks, peu après que Bachar Assad a rejeté le gazoduc du Qatar, la CIA s’est mise à financer des groupes d’opposition en Syrie. Il faut bien noter que cela s’est passé longtemps avant le soulèvement contre Assad déclenché par le printemps arabe”. “Pourquoi les Arabes ne veulent pas de nous en Syrie”, Robert Kennedy, Politico

Ainsi, en validant le “pipeline islamique”, Assad était foutu. Washington ne laisserait jamais un tel scénario aboutir. Comme expliqué précédemment, Washington s’est engagé à contrôler les ressources essentielles du Moyen-Orient dans le but de contenir la Chine et maintenir son emprise de plus en plus incertaine sur le pouvoir mondial. Les accords d’Abraham s’inscrivent également dans cette stratégie géopolitique, en normalisant les relations entre Israël et ses voisins islamiques (principalement l’Arabie saoudite, afin de créer un couloir économique favorisant le transport express de produits manufacturés de l’Inde vers l’Europe. Washington conçoit l’intégration économique de la région comme le principal vecteur de sa primauté sur le reste du monde. Cela ne veut pas dire que les ambitions d’Israël à dominer le Moyen-Orient n’ont pas été le moteur de la guerre en Syrie et de l’éviction d’Assad. Ce fut le cas, mais d’autres considérations, d’ordre

géopolitique, ont également joué un rôle. (Vous souvenez-vous des articles que j'avais mis en ligne qui faisaient référence à cette histoire de pipeline, de gaz, pas les derniers sur Gaza en 2023, non, je parle de la Syrie, il y a de cela quelques années déjà. Monsieur Meyssan avait affirmé au contraire que cette guerre n'avait rien à voir avec le gaz, cela m'avait semblé étrange, car c'était un excellent prétexte, qui plus est de nature économique. J-C)

Voilà donc la raison pour laquelle les USA tenaient à implanter un gouvernement plus réceptif aux intérêts de Washington. Cependant, il est difficile de comprendre comment tout cela est censé fonctionner. Assad est parti et Al-Qaïda a gagné. Nous le savons. Et maintenant, que se passe-t-il ?

Je n'arrive pas à imaginer que les jeunes recrues qui ont passé les dix dernières années de leur vie à sillonner le désert en 4x4 et à faire exploser tout ce qui bouge, sachent comment diriger un gouvernement. Alors, qui va gérer les agences, payer les salariés et vaquer aux tâches administratives courantes attendues de tout gouvernement ? Qui va gérer les écoles, réparer les routes et mettre en place une police de rue ? Bien sûr, peut-être que M. al-Jawlani a des talents cachés et qu'il se montrera miraculeusement à la hauteur en veillant au bon fonctionnement des agences et à la ponctualité des trains, mais ce scénario semble extrêmement improbable. Ce qui l'est davantage, c'est que les artisans de cet épouvantable fiasco ont planifié d'enfoncer le pays et son économie chancelante, d'intensifier considérablement les souffrances des citoyens ordinaires, d'accroître le mécontentement de la population jusqu'à ce que le nouveau régime fasse l'objet d'un renversement brutal.

Peut-être que non. Les militants sunnites de HTS n'ont qu'une chance infime de répondre aux besoins de la population et de la guider vers un avenir prospère et sans danger. Mais nous savons tous que cela n'arrivera pas. Ce régime n'est qu'un outil entre les mains d'intérêts étrangers désireux de s'emparer d'un maximum de richesses naturelles de la Syrie, tout en éliminant une menace potentielle pour l'expansion incessante d'Israël. En bref, les néoconservateurs qui ont fomenté cette stratégie diabolique l'ont fait sans se soucier le moins du monde de la sécurité ou du bien-être des 23 millions de personnes qui vivent actuellement en Syrie. Leur vie ne compte pas.

Ce qui compte (pour Tel Aviv et Washington), c'est avoir sous le coude une armée supplétive prête à exécuter ses ordres dans la prochaine guerre contre l'Iran. Voilà ce qui compte. Et voilà pourquoi les États-Unis et la Turquie ont recours à des soldats "*sous contrat*" qui feront ce qu'on leur dit en échange de salaires mirobolants. HTS est payé pour ses services, et ces services impliqueront des attaques contre l'Iran et le Hezbollah. Il ne s'agit donc PAS là de l'expérimentation de nouvelles formes de gouvernance. Hayat Tahrir al-Sham ne cherche pas le moins du monde à gouverner. La Syrie n'est que la base opérationnelle du déploiement d'attaques contre l'Iran et le Hezbollah. C'est tout. C'est pour cela qu'ils sont payés, pour faire la guerre.

Il n'est question que de géographie, de gaz, d'USD et d'Israël. Et de ces quatre éléments, c'est Israël qui occupe la place prépondérante.

https://www.mondialisation.ca/le-drapeau-noir-flotte-sur-damas/5694619?doing_wp_cron=1733893960.8129179477691650390625

Corée du Sud et Extrême-Orient

Comment des dictatures ont manqué d'être installées dans l'Extrême-Orient pro-US - Réseau Voltaire 10 décembre 2024

La tentative de renversement de la démocratie par le président sud-coréen, le 3 décembre, n'est pas un acte improvisé, ni isolé. Elle doit être évaluée en relation avec la bagarre qui s'est déroulée au parlement de Taïwan, en mai, et surtout avec la désignation, au Japon, d'un Premier ministre militariste et négationniste. Comme en Ukraine et en Israël, les nostalgiques de la Seconde Guerre mondiale ont tenté un coup de force.

Par Thierry Meyssan

Le 21 août 2024, un parlementaire sud-coréen, Kim Min-seok, président du Parti démocratique (centre gauche) annonçait que des membres du gouvernement préparaient l'instauration de la loi martiale. Vu que cet homme avait un parcours politique sinueux et avait été condamné pour corruption, le public a interprété ses prétendues révélations comme un moyen de faire le buzz. Il a donc été qualifié de « complotiste » tandis que ses amis ont déploré qu'il soit tombé si bas.

L'accusation était en effet un peu grosse. La démocratie n'est apparue en Corée du Sud qu'en 1980, après le massacre de Gwangju, au cours duquel des milliers de personnes furent assassinées par la dictature durant neuf jours. Aussi évoquer une « loi martiale » réveillait de terribles souvenirs.

Pourtant, le 3 décembre, vers 22 heures, tous les médias audio-visuels étaient prévenus que le président de la République, Yoon Suk Yeol, allait s'adresser exceptionnellement à la nation. À 22h25 toutes les chaînes de radio et de télévision retransmettaient en direct son allocution. Il assurait que l'opposition travaillait avec les communistes nord-coréens. À la quatrième minute, il déclarait : « *Chers citoyens, je proclame la loi martiale pour protéger la République de Corée des menaces communistes de la Corée du Nord et des factions anti-États pro-nord sapant notre liberté et notre ordre constitutionnel.* »

Selon Kim Min-seok, le complot était ourdi par quatre militaires, anciens élèves de l'école des hautes études de Chungam : le président de la République, Yoon Suk Yeol ; le chef de sa garde personnelle promu en août ministre de la Défense, le général Kim Yong-hyun ; Lee Sang-min, ministre de l'Intérieur ; et Yeo-hyung, directeur du contre-espionnage. Enfin des élèves de la 11e classe de l'Académie militaire coréenne auraient formé un second cercle du complot.

La loi martiale a été mise en œuvre par le général Kim Yong-hyun (ministre de la Défense) commandant de la 38^e armée ; le général Park Ann-soo (chef d'état-major des armées) commandant de la 46^e armée ; le général Kwak Jong-geun (responsable des Forces spéciales) commandant de la 47^e armée ; et enfin le général Lee Jin-woo (gouverneur militaire de la capitale) commandant la 48^e armée. Les éléments des forces martiales mobilisées ont été la 707e brigade des forces spéciales, la 1re brigade des forces spéciales aéroportées et la police militaire sous la direction des forces spéciales.

Les Sud-coréens ont immédiatement compris que c'était le retour de la dictature. Ils ont pris d'assaut les commerces ouverts la nuit et les boutiques en ligne pour accumuler des provisions alimentaires.

À 23 heures, le président de l'Assemblée nationale, Woo Won-shik, convoqua les parlementaires sans attendre, déclarant sur les réseaux sociaux : « *Tous les membres de l'Assemblée nationale doivent se réunir immédiatement dans la salle plénière.* » La constitution donne en effet à l'Assemblée le pouvoir d'abroger la loi martiale. Mais déjà les Forces spéciales avaient envahi le bâtiment et fermé ses portes, tandis qu'une interdiction générale des activités politiques, y compris des manifestations et des activités des partis politiques avait été prononcée. Simultanément une

autre unité des Forces spéciales avait envahi les bureaux de la Commission électorale, saisi les téléphones portables du personnel et fermé les issues.

Alors qu'une foule s'amassait devant le Parlement, des députés escaladaient les grilles pour abroger la loi martiale. Vers 1 heure du matin, 190 députés sur 300 votaient à l'unanimité l'abrogation de la loi martiale. Les Forces spéciales quittaient le bâtiment. Il a fallu attendre cependant 4h20 pour que le gouvernement se réunisse nuitamment et lève la loi. La dictature n'avait vécu que six heures.

Pour comprendre ce qui s'est passé à Séoul, il faut se souvenir que le président de la République, Yoon Suk Yeol, n'est pas seulement un ancien procureur qui a lutté contre la corruption, mais aussi un nostalgique du militarisme impérial nippon. Fin novembre, il n'a pas soutenu son ambassadeur à Tokyo lorsque celui-ci a célébré, seul, la mémoire des esclaves coréens exploités durant la Seconde Guerre mondiale par Mitsubishi dans les mines d'or et d'argent de l'île de Sado [1].

Il faut alors faire le parallèle avec les événements survenus en mai dernier à Taïwan. Lors de l'intronisation du nouveau président de la République, Lai Ching-te, le Yuan législatif (Parlement) a tenté de modifier la Constitution afin de prévenir chez eux ce qui vient d'advenir en Corée du Sud. Mais les huit députés du parti présidentiel y ont fait obstacle en agressant physiquement leurs collègues, en blessant cinq.

C'est que Lai Ching-te n'a pas été élu pour ses engagements en matière de politique étrangère, mais pour ses conceptions économiques [2]. Lui aussi est un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale : alors que le Kuomintang, le parti de Tchang Kaï-chek, fait officiellement campagne pour la réunification de la Chine, il souhaite au contraire reprendre la guerre civile. Il représente l'infime fraction des Taïwanais qui refusent toujours la victoire de Mao Zedong (1893-1976). Lors de son intronisation, il a déclaré : « *J'espère que la Chine fera face à la réalité de l'existence [de Taïwan] [et] respectera les choix du peuple de Taïwan. Face aux nombreuses menaces et tentatives d'infiltration en provenance de Chine, nous devons démontrer notre détermination à défendre notre nation* » ; une position qui viole l'accord sur l'unité de la Chine

Les services secrets taïwanais abritent toujours la très secrète « Ligue anticommuniste mondiale » [3], renommée en 1990 « *Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie* », créée durant la Guerre froide par le généralissime Tchang Kaï-chek et le chef des nationalistes intégraux ukrainiens Iaroslav Stetsko (ancien Premier ministre nazi). Elle est aujourd'hui présidée par un ancien secrétaire général du Kuomintang, Tseng Yung-chuan, et toujours financée par le bureau de la Sécurité nationale. La ligue asiatique est présidée par le diplomate Zeng Yongquan, ancien secrétaire général du gouvernement de Taïwan.

Nul ne sait comment ce système fonctionne aujourd'hui. Cependant un coin du voile a été levé lors de l'assassinat du Premier ministre japonais, Shinzo Abe, en juillet 2022. Malgré la tentative d'étouffer le scandale, la presse japonaise laissait fuiter qu'il avait été tué par un homme ruiné lui reprochant d'avoir encaissé des sommes astronomiques de l'Église de l'unification (dite « *secte Moon* »). Six mois plus tard, il apparaissait qu'un groupe de parlementaires du Parti libéral démocrate avait encaissé plus d'un demi-milliard de dollars de pots-de-vin [4].

La majorité des parlementaires libéraux-démocrates sont issus de dynasties héréditaires. Ils sont organisés en faction et non pas autour de programmes. Ce parti avait été créé par les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin de recycler des criminels de guerre qui n'avaient pas été jugés par le Tribunal de Tokyo. Il a toujours gouverné le Japon depuis 67 ans (à l'exception de deux courtes périodes n'excédant pas au total 4 ans).

Depuis le 1^o octobre, Shigeru Ishiba est devenu Premier ministre japonais. C'est un militariste fanatique [5]. Il a révisé des ouvrages historiques traitant du sanctuaire Yasukuni où reposent les principaux criminels de guerre japonais. Il a concilié l'honneur de ces militaristes avec l'histoire de la Chine et de la Corée. Il semble ne s'être jamais rendu dans ce sanctuaire controversé. C'est un gunji otaku, c'est-à-dire un collectionneur de souvenirs militaires et lui-même militariste, quoique veillant à ne pas insulter ses interlocuteurs étrangers. Selon lui, la dernière guerre a été menée pour la « *juste cause* » de libérer l'Asie de la domination blanche, et la plupart des crimes de guerre signalés en Chine, en Corée du Sud et en Asie du Sud-Est sont des « *complots visant à dénigrer le Japon* ». En outre, il a déclaré que le gouvernement et l'armée de l'époque devraient être tenus pour strictement responsables du déclenchement d'une guerre impossible à gagner.

Nous sommes donc face à un retour de la faction extrême-orientale de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo.

Nous n'avons rien fait lorsque les nationalistes intégraux sont revenus au pouvoir en Ukraine. Nous avons aujourd'hui une guerre chez eux.

Nous n'avons rien fait lorsque les sionistes révisionnistes sont revenus au pouvoir en Israël. Nous avons aujourd'hui une guerre à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie, en Iraq et au Yémen.

Réagissons-nous au retour des militaristes japonais au pouvoir à Taïwan, en Corée du Sud et au Japon ?

Notes.

[1] « *2522 Le gouvernement militariste nippon d'Ishiba relance la polémique avec la Corée* », Voltaire, actualité internationale - N°110 - 29 novembre 2024.

[2] « *1308 Investiture du président séparatiste Lai Ching-te* », Voltaire, actualité internationale - N°88 - 24 mai 2024.

[3] « *La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 12 mai 2004,

[4] « *Gigantesque scandale de corruption systémique du Parti libéral-démocrate japonais* », Voltaire, actualité internationale - N°66 - 15 décembre 2023.

[5] « *2057 Le militariste et révisionniste Shigeru Ishiba désigné Premier ministre japonais* », Voltaire, actualité internationale - N°102 - 4 octobre 2024.

Roumanie.

La Roumanie prend des mesures dangereuses pour empêcher la victoire d'un candidat présidentiel anti-guerre. Par Lucas Leiroz de Almeida (InfoBrics) - Mondialisation.ca, 09 décembre 2024

Les discours occidentaux sur la « *démocratie* » et la « *transparence électorale* » semblent n'être qu'une simple rhétorique – utilisée à bon escient contre les ennemis et ignorée lorsque les pays occidentaux violent ces « *règles* ». Récemment, la Roumanie a annulé de manière illégale et

injustifiée les résultats de ses élections présidentielles dans le seul but d'empêcher la victoire d'un candidat anti-européen. Cette affaire montre clairement que les pays européens sont prêts à prendre n'importe quelle mesure pour empêcher des changements politiques favorables à la multipolarité.

La Cour constitutionnelle roumaine s'est immiscée illégalement dans le processus électoral du pays en annulant les résultats du premier tour des élections présidentielles. Ainsi, le candidat indépendant Calin Georgescu, qui a étonnamment remporté la course contre ses adversaires soutenus par l'UE, a été lésé pour avoir maintenu une position critique d'opposition à l'alignement de la Roumanie sur l'Occident.

Georgescu est accusé d'avoir reçu le soutien de la Russie dans sa campagne électorale. Il est un critique notoire de l'OTAN et de l'UE et s'oppose catégoriquement à l'implication de la Roumanie dans le conflit avec la Russie. Il promet de revenir sur les mesures d'aide à l'Ukraine prises par le gouvernement roumain et s'oppose fermement à l'agenda culturel « woke » soutenu par l'UE. En tant que nationaliste religieux, il souhaite également établir des liens pacifiques avec la Russie afin d'apaiser les relations entre les pays à majorité chrétienne orthodoxe, ce qui l'a rendu particulièrement populaire auprès du peuple roumain, qui reste largement chrétien malgré la pression culturelle occidentale.

Pour cette raison, Georgescu est qualifié de « *pro-russe* » et ses opposants inventent des récits infondés à son encontre, affirmant que Moscou finance ses projets politiques et sa campagne électorale. Les autorités russes se sont déjà prononcées sur l'affaire, niant tout lien, mais cela n'a pas suffi à empêcher les juges roumains d'annuler sa victoire au premier tour des élections, en le qualifiant d'« *agent étranger* ».

Georgescu a obtenu près de 23 % des voix au premier tour. Il devait affronter la candidate de gauche libérale Elena Lasconi, qui a obtenu 19 % des voix, lors d'un second tour. Au lieu de respecter la volonté du peuple, la Cour constitutionnelle, qui est certainement contrôlée par des juges pro-OTAN et pro-UE, a simplement annulé le processus électoral et fixé un nouveau jour d'élection à une date ultérieure.

Le candidat de droite a réagi à cette décision en déclarant que les juges avaient fait un coup d'État. Selon lui, la démocratie et l'État de droit ont été suspendus en Roumanie et l'ordre juridique du pays n'est plus respecté. Georgescu a décrit le système judiciaire roumain comme étant corrompu, condamnant fermement les accusations injustes portées contre lui.

« Il s'agit essentiellement d'un coup d'État formel. L'État de droit est dans un coma artificiel et la justice subordonnée aux ordres politiques a pratiquement perdu son essence. Ce n'est plus la justice, elle obéit aux ordres (...) Le système corrompu en Roumanie a montré son vrai visage en faisant un pacte avec le diable », a-t-il déclaré.

En fait, aucune preuve n'a été fournie pour justifier l'affirmation selon laquelle Georgescu est soutenu par la Russie. Si un tel soutien existait, il serait certainement facile de fournir des données personnelles pour le prouver, mais rien n'a été fait, ce qui indique que les allégations sont totalement infondées. Cela montre que pour le système juridique électoral roumain, un procès équitable n'est pas important, et que toute manœuvre visant à empêcher un candidat dissident d'accéder au pouvoir est valable.

Même si Georgescu a reçu le soutien de Moscou, cela ne devrait pas poser de problème, car il est courant que des candidats soient soutenus par des pays étrangers – comme en Roumanie même, où les opposants de Georgescu sont largement soutenus par l'UE. Dans un système véritablement

démocratique, tous les candidats devraient être libres de faire leurs propres choix en matière d'alliances internationales et diplomatiques. Or, il semble que la Roumanie ne soit pas vraiment une démocratie.

Pour éviter la montée d'une vague politique anti-OTAN, l'Alliance atlantique encourage la montée de régimes autoritaires en Europe. L'OTAN sait que la guerre contre la Russie est impopulaire et que les citoyens ordinaires veulent que le soutien à l'Ukraine prenne fin. Par conséquent, seules les dictatures peuvent soutenir les efforts de guerre de l'alliance – c'est pourquoi, par exemple, Macron a récemment interdit le parlement français et maintenant la Roumanie a annulé ses élections présidentielles.

Il est important de souligner que la Roumanie est une plaque tournante logistique importante pour soutenir l'Ukraine, en plus d'exercer une influence directe sur la Moldavie, un pays mandataire de l'OTAN à majorité ethnique roumaine. La perte d'une présence en Roumanie serait négative pour l'OTAN et l'UE, ce qui explique leur désespoir d'empêcher la victoire de Georgescu.

Il reste à voir combien de temps les pays occidentaux pourront continuer à violer la volonté de leur propre peuple sans subir de graves conséquences et de profondes crises de légitimité.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 décembre 2024

Dehors Macron, abrogation de la Constitution de la Ve République !

C'est aux travailleurs de se doter d'un nouvel Etat, d'une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions souveraines, d'exercer tout le pouvoir,

C'est aux travailleurs que revient de contrôler et diriger les entreprises, l'économie du pays en toute indépendance, donc rompre avec l'UE, de procéder à un changement de régime économique

Ma dernière réflexion en cours...

Depuis Platon, la démocratie est un modèle politique élaboré par et pour les esclavagistes, et il n'a jamais été autre chose.

Qu'au fil du temps ou de la lutte des classes il ait été adopté par les opposants à l'esclavage, aurait dû nous alerter, nous n'en fîmes rien, pire, nos dirigeants en firent un idéal.

Quelle vertu miraculeuse lui accordait ses concepteurs et leurs héritiers ? Celle d'être une utopie irréalisable, une croyance au pouvoir si envoutant, que des adversaires de l'esclavage aux pires tyrans, tous finiraient par l'adopter, merveilleux, n'est-ce pas ?

Ceux qui se demandaient pourquoi plus on avait l'impression de s'en rapprocher, et plus on s'en éloignait, trouveront là matière à méditer.

Cette réflexion m'a été inspirée notamment, par les réactions des uns et des autres suite à la chute de la République arabe syrienne, se félicitant de voir arriver au pouvoir en Syrie des barbares au service des Etats-Unis et d'Israël en train de se livrer au même moment au génocide du peuple palestinien.

Ils avaient déjà eu la même réaction, quand l'OTAN et ses alliés avaient agressé militairement l'Irak et la Libye et liquidé leurs dirigeants, semant chaos et désolation derrière eux. Quel profit en ont tiré ces peuples ? Vous connaissez la réponse. Mais je prêche là dans le désert.

Guerre psychologique. Ce n'est pas «probable», c'est une certitude, l'état de santé mentale des autorités sanitaires en France est dérangé.

J-C - Il s'agit de culpabiliser les parents une fois de plus, de les alerter, de leur faire croire que leur enfant connaîtrait des problèmes de santé mentale, alors qu'en réalité, selon leurs conditions sociales leurs facultés cognitives se développent à des rythmes différents, ainsi que leur adaptation à la société ou leur comportement en découlent également.

France : 8% des enfants âgés de 3 à 6 ans seraient concernés par une difficulté de santé mentale - RT11 déc. 2024

Dans un message publié le 10 décembre sur son compte X, l'agence nationale Santé publique France a fait valoir la publication de nouveaux résultats dans le cadre de l'Étude Nationale sur le Bien-Être des Enfants (Enabee), qui vise à étudier des aspects de la santé des enfants de 3 à 11 ans.

Plus généralement, environ 1 enfant sur 12, soit plus de 8% des enfants sont concernés par au moins une difficulté de santé mentale «probable». (Si elle n'existait pas, ils seraient contrariés, ils l'inventeraient, on sait depuis janvier 2020 qu'ils en sont capables ces sadiques. – J-C)

Les résultats de cette étude sont cependant, selon ses rédacteurs, «à interpréter avec prudence» puisque le jeune âge des enfants fait que «les difficultés de comportement ou émotionnelles peuvent évoluer rapidement et leur mesure est impactée par les perceptions et attentes des adultes répondants».

Pour l'épidémiologiste et chef de projet de l'étude Enabee, Stéphanie Monnier-Besnard, dans des propos rapportés par une agence de presse française, ces données donnent un «*même ordre de grandeur que les résultats d'études approchantes en France ou dans des pays assez comparables, comme l'Allemagne ou les États-Unis*». RT11 déc. 2024

Qu'ont-ils fait des jeunes (et pas seulement) pour les rendre aussi complexés, stressés, traumatisés, paranoïaques, schizophrènes au point de ne plus avoir du tout confiance en eux.

J-C - Que craignent-ils ? Les rapports directs, les franches discussions, ils préfèrent la « *messagerie (qui) permet de maintenir une certaine distance, offrant une connexion dénuée du sentiment de vulnérabilité ou d'exposition* », cela ne vous fait-il pas penser à la distanciation, aux "gestes barrières" instaurés lors de la dictature hygiéniste de 2020-2022 ?

Je commence à mieux comprendre pourquoi je ne risque pas d'avoir des rapports directes ou normaux avec mes lecteurs, sincères et honnêtes et réciproques j'entends, outre l'anonymat, leurs refus de s'exprimer publiquement. J'ai rencontré également ce problème avec l'ensemble des membres de ma famille en France.

Je m'étais demandé ce qui leur était arrivé, cependant, ce phénomène étant systématique, j'en avais déduit que j'en étais peut-être à l'origine. Pourquoi pas, on ne doit écarter aucune hypothèse quand on cherche l'origine de quelque chose, mais ce qui était étrange, c'est que je n'observais pas cette réaction à mon égard de la part des gens que je côtoyais physiquement en Inde, et eux n'avaient pas du tout ce rapport paranoïaque ou malsain avec le téléphone qu'ils utilisent à tour de bras, c'est comme un jouet miraculeux pour eux.

«Un appel, c'est presque un traumatisme»: téléphoner, le cauchemar des ados - Slate.fr 12 décembre 2024

Pour toute une génération, la sonnerie du téléphone devient un signal d'effroi. Théa, 16 ans, ne cache pas son malaise: «Quand je dois prendre rendez-vous, c'est toujours stressant de devoir parler. J'angoisse.» Son expérience n'est pas isolée. Une étude récente du Pew Research Center confirme cette tendance: les jeunes développent une véritable anxiété face aux communications vocales.

L'enquête Uswitch est encore plus explicite: un quart des jeunes entre 18 et 34 ans ne répondent jamais au téléphone et 60% préfèrent recevoir un message. Marie-Danette, psychologue, explique sur le site TF1.info: «*Le fait d'avoir des alternatives au téléphone fait qu'on s'entraîne moins, on s'exerce moins, et du coup, quand on a besoin de passer un coup de fil, c'est un peu plus stressant, parce qu'on a besoin de répondre tout de suite à la personne et on n'a pas le temps de réfléchir à ce qu'on va dire.*»

Maxime, 17 ans, raconte: «*Mes parents ne comprennent pas. Quand ils me disent de rappeler, je préfère toujours envoyer un message, même si c'est important. Un appel, c'est comme un direct non préparé. Sur messagerie, je peux réfléchir, reformuler, prendre le temps de composer ma réponse.*»

Les réseaux sociaux ont complètement transformé la communication adolescente. Instagram, TikTok et Snapchat sont désormais les nouveaux espaces d'échange. Léa, 19 ans, témoigne: «*Avec mes amis, on communique tout le temps par messages vocaux ou textos. Un appel, c'est presque un traumatisme. On ne sait pas à quoi s'attendre, on n'a pas le temps de préparer sa réponse. C'est comme être sur scène sans répétition.*»

En ce qui concerne les messages audio, les avis sont tranchés: on les adore ou on les déteste. Pour certains, ils représentent une version modernisée du téléphone, offrant l'avantage de communiquer sans la contrainte de devoir répondre instantanément. Pour d'autres, recevoir un message vocal de cinq minutes, truffé de pauses et d'hésitations, alors qu'il aurait pu être condensé en deux messages écrits, est perçu comme une perte de temps frustrante.

L'étude menée par Uswitch révèle que 37% des 18-34 ans considèrent les notes vocales comme leur mode de communication favori. En revanche, seul 1% des 35-54 ans préfère les messages vocaux à une conversation téléphonique. Nathalie, mère de deux adolescentes, raconte: «*Mes filles ne m'appellent jamais. Si je veux les joindre, c'est sur Instagram, car même les SMS restent sans réponse. C'est comme si le téléphone était devenu un outil complètement obsolète pour elles, alors qu'elles l'ont en permanence dans le sac ou la poche.*»

Dans un entretien accordé à la BBC, la psychothérapeute Eloise Skinner affirme que le simple fait de recevoir un appel téléphonique peut désormais susciter de l'anxiété, car il est fréquemment perçu comme porteur de «*quelque chose de négatif, un sentiment d'appréhension ou même de peur*». L'enquête menée par Uswitch vient appuyer cette observation, révélant que plus de la moitié des jeunes interrogés (56%) redoutent d'apprendre une mauvaise nouvelle lorsqu'ils reçoivent un appel imprévu.

Eloise Skinner ajoute: «*Nos vies étant de plus en plus chargées et nos horaires de travail de plus en plus imprévisibles, nous avons de moins en moins le temps d'appeler un ami pour prendre de ses nouvelles. Les appels téléphoniques sont alors réservés aux nouvelles importantes de notre vie, qui peuvent souvent être compliquées et difficiles.*»

Cette aversion croissante pour les appels téléphoniques, parfois qualifiée de «*téléphonophobie*», s'étend également au milieu professionnel, confirme la psychologue: «*Les appels téléphoniques impliquent davantage d'exposition personnelle et exigent un niveau d'intimité plus élevé. À l'inverse, la communication par messagerie permet de maintenir une certaine distance, offrant une connexion dénuée du sentiment de vulnérabilité ou d'exposition.*»

Eloise Skinner complète: «*Nous ressentons de plus en plus le besoin de protéger notre temps, et passer un appel impose de rompre avec le fil de sa journée, obligeant à consacrer une attention entière à une conversation. Cela représente un défi particulier pour les individus habitués au multitâche.*» Ce phénomène est d'autant plus marqué chez les jeunes, souvent dotés d'une capacité de concentration moindre que celle de leurs aînés.

Cependant, à force de privilégier les formes de communication non verbale et de travailler depuis chez soi, ne risquons-nous pas de perdre la richesse des conversations spontanées et informelles, qui ne sont pas planifiées à l'avance?

Emma, 16 ans, résume: «*Quand je sens que l'appel va être compliqué ou potentiellement conflictuel, je ne décroche pas. C'est plus simple de gérer ça par message. Je peux prendre le temps de réfléchir, de formuler ma réponse sans la pression du moment.*» «*Mes parents me disent souvent que je suis asocial. Mais ce n'est pas vrai. Je communique tout le temps avec mes amis. Juste pas comme eux le faisaient à mon âge*», abonde Victor, 18 ans.

J-C – On dirait aussi qu'ils culpabilisent ou craignent de mal s'exprimer ou de ne pas savoir s'exprimer correctement et qu'on leur reproche. A force de les soumettre à des psychoses collectives, j'ai bien peur qu'ils aient fini par les terroriser.

Saturation. Tout ce qui sape la stabilité politique du régime est bon à prendre.

J-C – Si cela peut les amener à changer de comportement ou à se détacher de l'influence des médias mainstreams, c'est plutôt une bonne nouvelle.

Fatigués par la crise politique en France, ils ont choisi de faire comme si l'actualité n'existait pas - Le HuffPost 13 décembre 2024

L'actualité politique de ces derniers mois (...) a de quoi ne pas laisser indifférent. Et pourtant, elle a lassé de nombreux Français qui se sont peu à peu désintéressés ou mis en retrait des informations, sciemment ou non.

«*J'avais en permanence les pires informations en tête, le moindre attentat à l'autre bout du monde, les scandales financiers, les disparitions d'enfants à l'autre bout du pays, liste Florian, 26 ans. Et cette somme de malheurs m'a comme coupé de mon actualité "proche" et des bonnes nouvelles qu'on a aussi tous les jours. Et de la possibilité d'avoir des sujets de discussion plus "légers".*»

Il ressent une forme de «*fatigue informationnelle*», une volonté de se détacher de l'actualité, qu'ont justement voulu mesurer l'Observatoire société et consommation (ObSoCo), la Fondation Jean Jaurès et Arte. Une enquête a ainsi été réalisée auprès de 4 000 Français juste avant la dissolution. Parue mercredi 11 décembre, elle indique qu'en avril-mai, le niveau de «*fatigue*

informationnelle » se maintenait déjà à un niveau très fort, avec 54 % des Français concernés (contre 53 % en 2022). Et 39 % de personnes « *très fatiguées* ».

En septembre, ce rejet du système informationnel a pris la forme d'un « *exode* », tant il est massif.

Florian a décidé de « *filtrer les médias et canaux d'informations* » et le temps qu'il passe à s'informer. « *Aujourd'hui, je ne regarde presque plus la télévision, n'écoute plus la radio, détaille-t-il. Je suis quelques pages Facebook et chaînes Youtube pour être au courant des "grands événements"*. »

Les événements politiques de ces derniers mois ont eu une nette influence sur les Français et leur rapport à l'actualité. « *Seulement un tiers des Français a été intéressé par cette séquence, ce qui est très peu. Et un sur 10 a vraiment été intéressé* », détaille la directrice générale de l'ObSoCo, qui précise que ce recul n'est pas un simple choix de vie.

« *Les gens aimeraient bien s'y intéresser, mais ils en souffrent et mettent en place des stratégies de retrait, parce que cela ne leur apporte rien, voire cela leur apporte du négatif* », interprète-t-elle.

Pour la directrice générale de l'ObSoCo, cet « *exode informationnel* » est « *inquiétant* ». « *Si le rapport à l'information est affecté, le rapport à la démocratie aussi, estime-t-elle. Le nombre de Français qui estiment que la démocratie fonctionne mal a augmenté de 9 points par rapport à 2022, pour atteindre 73 %. Ça produit de la défiance et le sentiment d'une démocratie dégradée.* » Le HuffPost 13 décembre 2024

J-C - Si cela les inquiète, c'est qu'il y a lieu d'en être satisfait, car les médias mainstreams sont les premiers à en faire les frais, télévision, radio et presse écrite, tous possédés par les mêmes oligarques ou diffusant la même propagande idéologique, les médias et réseaux sociaux aussi mais en plus nuancés.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils ne sont pas spécialement compromis, c'est leur véritable nature qui veut cela.

- Olivier Faure prend ses distances avec les Insoumis pour donner des gages à l'aile réformiste de son parti, en acceptant de faire des compromis avec le camp macroniste au nom de l'esprit de "*responsabilité*" de la gauche.

- « *On ne peut pas être le front du refus* », affirme Olivier Faure, précisant qu'il y a une « *volonté* » des communistes, des écologistes et des socialistes « *d'avancer* ».

Olivier Faure souhaite un Premier ministre « *issu de la gauche ou des écologistes* » qui soit « *ouvert aux compromis* ». « *On doit avoir le pouvoir d'initiative, on doit accepter les compromis et les concessions* », a-t-il ajouté en appelant à ce que « *la crise politique dans laquelle nous sommes entrés soit la plus courte* ». lepoint.fr 11 décembre 2024

AFP - "*L'engagement que nous avons pris (mardi à l'Élysée, ndlr) c'est que nous n'utiliserons pas le 49.3 si nous sommes appelés à gouverner, en échange de quoi les oppositions s'engageraient à ne pas censurer*", détaille le premier secrétaire.

J-C - Autrement dit, il s'est engagé à ne proposer que des mesures compatibles avec le programme de Macron et des formations de la macronie, qui en échange ne les censureront pas, pourquoi devraient-ils le faire partant de là ?

AFP - Avant d'être reçu à l'Elysée avec les autres responsables socialistes, il a proposé d'ouvrir la table des négociations au leader de la droite Laurent Wauquiez.

"*Il en a fait des caisses et est allé plus à droite que ce que proposaient Vallaud et Brun en ouvrant à Wauquiez*", note le député Johanna Rolland, proche du patron du PS.

En tout cas, ce qu'il a perdu en crédit sur sa gauche en multipliant les appels au compromis et en replaçant le PS comme un parti de gouvernement, Olivier Faure l'a regagné sur sa droite.

J-C - On ne pouvait être plus explicite.

AFP - "*Même Hollande on ne l'entend plus, c'est bon signe, c'est qu'il est d'accord*". AFP 11 décembre 2024

Syrie.

Lu.

1- « *Est-ce la débandade totale ? Je ne crois pas. Je pense que c'est plutôt une débandade négociée, tempère Taline Ter-Minassian, professeure d'histoire contemporaine de la Russie à l'Inalco et spécialiste du Moyen-Orient. L'aide de la Turquie a été déterminante dans la chute du régime syrien. Et même s'il est impossible de dire que la Turquie et la Russie se sont concertées, je pense qu'il y a eu un arrangement avec les puissances régionales, notamment la Russie.* » D'après la chaîne CNN Türk, Moscou aurait justement demandé de l'aide à la Turquie pour évacuer ses troupes en Syrie.

« *Il est possible qu'un deal ait été conclu précédemment* », abonde Michel Goya. Au-delà des Turques, les Russes pourraient aussi avoir proposé aux rebelles islamistes de ne rien faire pour soutenir Bachar al-Assad en échange de la conservation de leurs bases militaires, avance l'ancien colonel. Quel que soit leur interlocuteur, les Russes sont obligés de négocier car « *les effectifs de ces bases sont très réduits* » et elles sont donc « *difficiles à défendre militairement* » si les nouvelles autorités syriennes décidaient de s'en emparer.

Le Kremlin doit donc avancer prudemment. Après avoir pilonné violemment les djihadistes en Syrie, le vocabulaire de la Russie s'est soudainement adouci. Le journal *Le Monde* rapporte ainsi qu'une grande émission a réenregistré une partie d'une émission populaire du dimanche soir dans laquelle le présentateur décrit les nouveaux maîtres de Damas comme une « *opposition armée* » plutôt d'un « *groupe terroriste qui faisait partie d'Al-Qaida* ». « *Ils essayent désormais de montrer qu'ils ne sont pas les alliés de Bachar al-Assad mais de la Syrie* », glisse Michel Goya, ancien colonel des troupes de marine, historien et stratéliste. 20minutes.fr 11 décembre 2024

2- La Syrie subissait des sanctions économiques très dures. Le terme est même quelque peu édulcoré. Nous devrions plutôt parler d'un blocus barbare qui a littéralement étouffé l'économie syrienne. L'accès au système bancaire international était bloqué, les échanges commerciaux officiels étaient pratiquement interdits. Alors qu'elle avait besoin de se reconstruire, la Syrie ne pouvait plus acheter ce dont elle avait besoin. Les conséquences humanitaires étaient désastreuses. D'ailleurs, en 2022, Alena Douhan rapporteuse spéciale des Nations unies sur les mesures coercitives unilatérales et les droits de l'homme, appelait à lever ces sanctions. Elle avait constaté que 90 % de la population syrienne vivait sous le seuil de pauvreté, avec un accès limité à la nourriture, à l'eau, à l'électricité, aux abris, aux combustibles de cuisson et de chauffage, aux transports et aux soins de santé.

Le gouvernement syrien ne devait pas seulement composer avec ces sanctions illégales. Il était également privé de ressources importantes. Les États-Unis et leurs alliés kurdes contrôlaient des régions pétrolifères et agricoles stratégiques. Or, les ventes d'énergie constituaient environ un quart des recettes d'exportation de la Syrie et couvraient 90% des besoins de son marché intérieur. De plus, avant la guerre, la Syrie produisait annuellement 4 millions de tonnes de blé. De quoi assurer l'autosuffisance alimentaire et même des rentrées grâce aux exportations.

Le blocus économique et la privation de ces ressources stratégiques ont donc eu un impact terrible. Le gouvernement syrien a par ailleurs commis des erreurs, il n'a pas réussi à s'attaquer aux fléaux de la bureaucratie et de la corruption. La population était fatiguée. Tout comme l'armée syrienne qui avait perdu près de 100.000 soldats depuis 2011 dans sa lutte contre les combattants islamistes. A un moment donné, on comptait jusqu'à 300.000 jihadistes sur le territoire syrien. Certains étaient originaires de Syrie. Mais beaucoup venaient de pays voisins, d'Europe, d'Asie centrale et même de la province chinoise du Xinjiang. Ces combattants takfiris n'avaient pas disparu. En effet, la région d'Idlib au nord-ouest de la Syrie était devenue un réduit intégriste protégé par la Turquie avec l'aide des Occidentaux et d'Israël.

PRCF - [Communiqué 7 décembre 2024] Solidarité avec les communistes et tous les progressistes de la Syrie indépendante

Ce texte date un peu ou arrive trop tard, mais ce n'est pas grave, hormis une réserve sur les Kurdes, l'ensemble me semble correct, comme quoi nous ne sommes pas seul à penser autrement que la gauche et extrême gauche dégénérées.

<https://www.initiative-communiste.fr/articles/international/communiqu%C3%A9-solidarit%C3%A9-avec-les-communistes-et-tous-les-progressistes-de-la-syrie-ind%C3%A9pendante/>

Hormis ses racines staliniennes avec lesquelles ses dirigeants ne parviennent pas à rompre, le PRCF est aujourd'hui le parti dont je partage le plus de positions ou analyses.

Le POI a sombré dans le NFP au côté de Mélenchon. Quant au PT, il vaut guère et il se revendique du même héritage lambertiste que le POI, l'école de Mélenchon, Jospin, Cambadélis, c'est juste un fonds de commerce ou une sorte de secte à la remorque également de la social-démocratie, monnayant une fortune ses articles sur le Net, de sorte qu'il est inaccessible à ma misérable condition financière, je n'en dirai pas plus.

Allahu Akbar, le dernier cri de guerre de LO et du NPA.

J-C – Leur discours est calqué sur celui des « vainqueurs », Biden Netanyahu, Erdogan, Macron et consorts. Au moins, on sait dans quel camp ils figurent.

LO

La chute d'un dictateur n'est pas la libération d'un peuple - 09/12/2024

La chute de Bachar al-Assad réjouit à juste titre ceux qui ont subi sa dictature sanguinaire. Il avait conservé le pouvoir à Damas et sur une partie de la Syrie depuis la révolte de 2011, en utilisant contre la population une violence débridée, grâce à l'appui de la Russie et de l'Iran, mais aussi à la bienveillance des États-Unis et de la France.

NPA

Bachar al-Assad est tombé ! Vive le peuple syrien ! - 8 décembre 2024

En une dizaine de jours, l'un des régimes les plus brutaux de la planète est tombé.

Bachar al-Assad, fossoyeur violent de la révolution syrienne, fils et digne successeur du dictateur Hafez al-Assad qui officiait dans les années 1980, a fui le pays sans donner de nouvelles.

Nous nous réjouissons de la fin de son règne. Nous sommes solidaires des aspirations émancipatrices et démocratiques des peuples de Syrie.

La fin de la dynastie Assad doit permettre d'assurer le droit des peuples et des minorités en Syrie, la démocratie et la justice sociale.

J-C – Des miliciens du Front al-Nosra issu d'al-Qaïda garants du « *droit des peuples et des minorités en Syrie, la démocratie et la justice sociale* », inutile de commenter.

Et la palme de la pire démagogie ou du populisme d'extrême gauche le plus pourri revient au déchet du trotskysme lambertiste.

Arguments pour la lutte sociale

Bachar est tombé. 8 décembre 2024

La chute de Bachar renoue avec les révolutions arabes et la révolution tout court. C'est la meilleure nouvelle possible pour le peuple palestinien, pour Gaza...

C'est aussi la meilleure nouvelle possible pour les Ukrainiens et les Géorgiens car c'est, très directement, une défaite de Poutine. Et pour les Iraniens et les Libanais ... La chute de Bachar n'est pas une fin, mais un commencement.

Elle contrecarre toute la dynamique réactionnaire mondiale de Poutine, de Netanyahu et de Trump.

J-C - On imagine que le POI et le PT n'ont pas dû se distinguer autrement.

J-C – Entre Frères, maintenant le Qatar est chez lui en Syrie.

Syrie : le Qatar prévoit de rouvrir prochainement son ambassade à Damas - RT 11 déc. 2024

Doha a noué de premiers contacts avec les nouvelles autorités syriennes et son ambassade pourrait rouvrir prochainement à Damas. D'autres pays arabes ont également pris langue avec Hayat Tahrir el-Cham. C'est également le cas de l'administration américaine et des équipes de Donald Trump.

Alors que Doha refusait toute normalisation avec le gouvernement de Bachar el-Assad et continuait de soutenir les islamistes du bastion d'Idleb, une fois le président syrien déchu le Qatar s'est empressé de nouer les premiers contacts avec les nouveaux maîtres de Damas.

Plusieurs pays ont également noué de premiers contacts avec HTC. Le «*Département des affaires politiques*» en Syrie a affirmé le 10 décembre que les ambassadeurs d'Irak, de Bahreïn, d'Oman, d'Égypte, des Émirats arabes unis, de Jordanie, d'Arabie saoudite et d'Italie s'étaient engagés à coopérer avec le nouveau régime, a rapporté Al-Mayadeen.

Toujours selon cette source, le Qatar va prochainement ouvrir son ambassade dans la capitale syrienne. Les États-Unis auraient aussi noué leurs premiers contacts avec les nouveaux dirigeants de Damas, a rapporté Reuters citant plusieurs sources américaines. Selon l'une d'elles, HTC serait également en contact avec les équipes du futur président américain Donald Trump.

Si le groupe djihadiste acceptait «*certaines exigences américaines*», a précisé une source de Reuters au Congrès, Washington pourrait envisager de retirer HTC de sa liste noire des organisations terroristes ainsi que lever les sanctions contre la Syrie. RT 11 déc. 2024

En famille, ses protégés sont au pouvoir à Damas.

Syrie : Netanyahu souhaite établir des relations avec les nouveaux maîtres de Damas - RT 11 déc. 2024

Après avoir évoqué un «*jour historique*», le jour du coup d'État contre Bachar el-Assad le 8 décembre, et annoncé que le Golan appartenait à l'État hébreu «*pour l'éternité*», le 10 décembre Benjamin Netanyahu s'est adressé aux nouveaux maîtres de Damas.

Selon le quotidien israélien Haaretz, dont la ligne éditoriale est critique sur la gouvernance du Premier ministre israélien, le chef du Likoud souhaiterait établir des relations diplomatiques avec le régime djihadiste de Damas.

Syrie : Tsahal annonce avoir effectué plus de 480 frappes en moins de 48 heures - RT 11 décembre

L'armée israélienne a affirmé, dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux le 10 décembre, avoir mené plus de 480 frappes sur le territoire syrien en moins de deux jours. Dans son

communiqué, Tsahal a annoncé avoir «*frappé la plupart des stocks d'armes stratégiques en Syrie pour éviter qu'ils ne tombent entre les mains d'éléments terroristes*».

L'armée israélienne a également précisé avoir mené des frappes via «*des navires lance-missiles de la marine*» qui ont «*frappé simultanément deux installations de la marine syrienne : le port d'Al-Bayda et le port de Lattaquié, où 15 navires de la marine syrienne étaient amarrés*», ajoutant que «*des dizaines de missiles mer-mer d'une portée de 80 à 190 km ont été détruits*».

De surcroît, Tsahal a indiqué que son aviation avait survolé le territoire syrien «*pendant des centaines d'heures au-dessus de l'espace aérien syrien, effectuant plus de 350 frappes aériennes*».

Selon l'armée israélienne les cibles touchées seraient «*des batteries antiaériennes, des aérodromes de l'armée de l'air syrienne et des dizaines de sites de production d'armes à Damas, Homs, Tartous, Lattaquié et Palmyre*», détruisant «*des missiles Scud, des missiles de croisière, des missiles sol-mer, sol-air et sol-sol, des drones, des avions de chasse, des hélicoptères d'attaque, des radars, des chars, des hangars*».

De plus, l'armée israélienne a déclaré avoir mené, au titre de ses opérations terrestres, des frappes «*sur 130 actifs*» en Syrie, «*notamment des dépôts d'armes, des structures militaires, des lanceurs et des positions de tir*».

J-C – Ils envahissent un pays, le bombardent, détruisent ses infrastructures, en toute impunité, et aucun Etat n'en profite pour rompre ses relations avec lui. Mais alors, ils sont tous complices ? A des degrés divers, effectivement.

Post mortem de la Syrie : Terreur, occupation et Palestine par Pepe Escobar - Réseau International 12 décembre 2024

La cabale otano-israélienne qui applaudit à la chute de Damas obtiendra plus que ce à quoi elle s'attendait. Des luttes de pouvoir et des luttes intestines entre les milices extrémistes et la société civile, chacune soutenue par différents acteurs régionaux et étrangers qui veulent leur part du gâteau.

Le titre court définissant la fin abrupte et rapide de la Syrie telle que nous savions qu'elle serait : Eretz Israël rencontre le nouvel ottomanisme. Le sous-titre ? Une victoire pour l'Occident et un coup mortel porté à l'Axe de la Résistance.

Mais pour citer la culture pop américaine encore omniprésente, les hiboux ne sont peut-être pas ce qu'ils semblent être.

Commençons par la capitulation de l'ancien président syrien Bachar al-Assad. Des diplomates qataris, officieusement, soutiennent qu'Assad a tenté de négocier un transfert de pouvoir avec l'opposition armée qui avait lancé une offensive militaire majeure dans les jours précédents, en commençant par Alep, puis en se dirigeant rapidement vers le sud, vers Hama, Homs, en visant Damas. C'est ce qui a été discuté en détail entre la Russie, l'Iran et la Turquie à huis clos à Doha le week-end dernier, lors du dernier soupir du moribond «processus d'Astana» visant à démilitariser la Syrie.

Les négociations sur le transfert de pouvoir ont échoué. Assad s'est donc vu offrir l'asile par le président russe Vladimir Poutine à Moscou. Cela explique pourquoi l'Iran et la Russie ont instantanément changé de terminologie alors qu'ils se trouvaient encore à Doha, et ont commencé à parler d'«*opposition légitime*» afin de distinguer les réformistes non militants des extrémistes armés qui sèment la zizanie dans l'État.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dont le langage corporel en dit long sur sa colère, a littéralement déclaré : «*Assad doit négocier avec l'opposition légitime, qui figure sur la liste de l'ONU*».

C'est très important : Lavrov ne parlait pas de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), la mafia djihadosalafiste, ou Djihadiste-à-louer, financée par l'Organisation nationale du renseignement turc (MIT) avec des armes financées par le Qatar, et entièrement soutenue par l'OTAN et Tel-Aviv.

Ce qui s'est passé après les funérailles à Doha est assez obscur, suggérant un coup d'État télécommandé par les services secrets occidentaux, se développant aussi rapidement que l'éclair, avec des rapports de trahison intérieure.

L'idée initiale d'Astana était d'assurer la sécurité de Damas et de confier la gestion de HTS à Ankara. Pourtant, Assad avait déjà commis une grave erreur stratégique en croyant aux nobles promesses de l'OTAN transmises par l'intermédiaire de ses nouveaux amis dirigeants arabes des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite.

À son propre étonnement, selon des responsables syriens et régionaux, Assad a finalement réalisé à quel point sa position était fragile, après avoir refusé l'assistance militaire de ses fidèles alliés régionaux, l'Iran et le Hezbollah, croyant que ses nouveaux alliés arabes pourraient le protéger.

L'Armée arabe syrienne (AAS) était en lambeaux après 13 ans de guerre et d'impitoyables sanctions américaines. La logistique était en proie à une corruption déplorable. La pourriture était systémique. Mais surtout, alors que beaucoup étaient prêts à combattre à nouveau les groupes terroristes soutenus par l'étranger, les initiés affirment qu'Assad n'a jamais déployé pleinement son armée pour contre-attaquer l'assaut.

Téhéran et Moscou ont tout essayé, jusqu'à la dernière minute. En fait, Assad était déjà en grande difficulté depuis sa visite à Moscou le 29 novembre, qui n'avait donné aucun résultat tangible. L'establishment de Damas a donc considéré l'insistance de la Russie pour qu'Assad abandonne ses précédentes lignes rouges sur la négociation d'un règlement politique comme un signal de facto annonçant la fin.

Turquie : «*Nous n'avons rien à voir avec cela*»

Outre le fait qu'il n'a rien fait pour empêcher l'atrophie et l'effondrement croissants de l'AAS, Assad n'a rien fait pour freiner Israël, qui bombarde la Syrie sans relâche depuis des années.

Jusqu'au dernier moment, Téhéran était prêt à aider : deux brigades étaient prêtes à entrer en Syrie, mais il aurait fallu au moins deux semaines pour les déployer.

L'agence de presse Fars a expliqué le mécanisme en détail, depuis l'inexorable manque de motivation des dirigeants syriens à lutter contre les brigades terroristes jusqu'à Assad, qui a ignoré les avertissements sérieux du guide suprême iranien Ali Khamenei depuis juin, jusqu'à il y a deux

mois, avec d'autres responsables iraniens avertissant que HTS et ses soutiens étrangers préparaient une guerre-éclair. Selon les Iraniens :

«Après la chute d'Alep, il est devenu clair qu'Assad n'avait pas vraiment l'intention de rester au pouvoir, nous avons donc commencé à engager des pourparlers diplomatiques avec l'opposition et nous avons organisé la sortie en toute sécurité de nos troupes de Syrie. Si l'AAS ne se bat pas, nous ne risquons pas non plus la vie de nos soldats. La Russie et les Émirats arabes unis ont réussi à le convaincre de se retirer, nous ne pouvions donc rien faire».

La Russie n'a pas confirmé avoir convaincu Assad de se retirer : il suffit d'interpréter cette réunion ratée à Moscou le 29 novembre. Pourtant, il est significatif qu'il y ait eu confirmation, avant cela, que la Turquie savait tout de l'offensive de HTS il y a déjà six mois.

La version d'Ankara est, comme on peut s'y attendre, obscure : HTS l'a informée et lui a demandé de ne pas intervenir. En outre, le ministère turc des Affaires étrangères a affirmé que le président-calife Recep Tayyip Erdogan avait tenté d'avertir Assad (Damas n'a rien dit à ce sujet). Ankara, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan, nie fermement avoir orchestré ou approuvé l'offensive de Djihadiste-à-louer. Elle pourrait le regretter, car tout le monde, de Washington à Tel-Aviv, s'est empressé de s'attribuer le mérite de la chute de Damas.

Seule la machine de propagande de l'OTAN croit à cette version, car HTS est depuis des années entièrement soutenu non seulement par la Turquie, mais aussi, secrètement, par Israël, qui a été démasqué pour avoir versé des salaires aux extrémistes pendant la guerre en Syrie, et qui a fameusement aidé à réhabiliter les combattants d'Al-Qaïda blessés au combat.

Tout cela conduit au scénario prédominant d'une démolition contrôlée soigneusement calculée par la CIA, le MI6 et le Mossad, avec un flux d'armement ininterrompu, une formation ukrainienne des takfiris à l'utilisation de drones kamikazes FPV et des Samsonites remplis d'argent liquide pour corrompre les hauts fonctionnaires syriens.

Pour lire la suite :

<https://reseauinternational.net/post-mortem-de-la-syrie-terreur-occupation-et-palestine/>

Quand les médias en sont à qualifier le djihadisme militaire de «respectable» par Jonathan Cook - Réseau International 12 décembre 2024

Soudain, après des années de représentation trompeuse du Hamas, les politiciens et les médias occidentaux cherchent désespérément à clarifier – ne serait-ce qu'en Syrie – la différence entre djihadistes et nationalistes islamiques.

Nous assistons à un phénomène très étrange. Pendant des années, les médias et les politiciens occidentaux ont été indifférents à la réalité du Hamas, qui n'est pas un mouvement djihadiste, comme Al-Qaïda ou l'État islamique, mais un mouvement de résistance nationale spécifiquement palestinien – pour autant qu'il soit sous-tendu par une idéologie islamiste qui le distingue des mouvements nationaux palestiniens laïques tels que le Fatah.

Peu après l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est tenu aux côtés du secrétaire d'État américain Anthony Blinken et a affirmé sans contestation :

«Le Hamas est l'État islamique [État islamique]... et le Hamas devrait être traité exactement de la même manière que l'État islamique a été traité».

Mais le Hamas, contrairement à Al-Qaïda et à l'État islamique, ne cherche pas à recréer un califat englobant tout musulman où qu'il vive, indifférent aux frontières nationales. Il entend créer un État palestinien en Palestine. Israël, pour sa part, est déterminé à empêcher toute émergence d'un État palestinien, quitte à commettre un génocide.

Le Hamas n'exige pas une adhésion stricte à la loi religieuse, et ne donne pas la priorité à l'islam sur l'identité nationale palestinienne.

Il ne fait pas partie, comme Israël et ses apologistes occidentaux tentent de nous le faire croire, d'une quelconque croisade islamique, menant une guerre mondiale contre les valeurs d'une prétendue « *civilisation* » judéo-chrétienne.

Le Hamas n'opprime pas les chrétiens (une communauté chrétienne vivait paisiblement à Gaza jusqu'à ce qu'Israël commence à bombarder ses églises) et n'oblige pas les femmes à porter le voile.

La désignation par le Royaume-Uni du Hamas comme organisation terroriste, tant sur le plan militaire que sur celui de la protection sociale, se justifie en grande partie par cette représentation erronée du caractère idéologique du Hamas.

Je soulève cette question non pas pour faire l'éloge du Hamas (voir l'avertissement juridique ci-dessous), mais pour mettre en évidence l'hypocrisie actuelle et choquante de l'ensemble des médias occidentaux.

Aujourd'hui, la Syrie se retrouve dirigée par une émanation d'Al-Qaïda, rebaptisée HTS. Et les journalistes occidentaux, la BBC en tête, s'empressent d'expliquer comment le groupe est passé du jour au lendemain du djihadisme coupeur de têtes à un mouvement de résistance nationale syrienne modéré et « *favorable à la diversité* ».

Les médias sont subitement très soucieux de clarifier la différence entre djihadisme militant et Résistance nationale islamique, et d'insister sur le caractère respectable de cette dernière.

Évidemment, c'est présenté pour justifier la fin de la désignation d'HTS comme organisation terroriste par les gouvernements britannique et américain, alors que ces mêmes gouvernements maintiennent le Hamas dans la liste des organisations terroristes proscrites. C'est la raison invoquée pour faire de cette réincarnation d'Al-Qaïda un sympathique mouvement nationaliste syrien, prétendument désireux d'unifier le pays.

Les médias occidentaux sont tout à fait à même de saisir la différence entre djihadistes et nationalistes islamiques lorsqu'ils le souhaitent. Mais ils ne le feront que lorsque les services de sécurité nationale britanniques et américains leur demanderont de le faire.

Telle est la posture de ce qu'on nous présente comme étant une « *presse libre* ».

Avertissement juridique : Les observations ci-dessus sont faites à des fins purement analytiques et ne visent en aucun cas à «*encourager le soutien*» au Hamas, ce qui constituerait une violation de l'article 12 de la loi britannique sur le terrorisme. Le Hamas est considéré comme une organisation terroriste par le gouvernement britannique.

Après tout, qui sommes-nous pour remettre en question la sagesse du gouvernement qui utilise la législation antiterroriste pour emprisonner des journalistes jusqu'à 14 ans pour avoir signalé l'application incohérente de ses politiques ?

Qui sommes-nous pour remettre en question le droit de la police britannique d'ordonner des descentes au domicile de journalistes indépendants, d'enquêter sur eux et de les arrêter, comme cela a été le cas pour Richard Medhurst et Asa Winstanley, parce qu'ils n'auraient pas suivi d'assez près la position du gouvernement britannique à l'égard du Hamas ?

Qui sommes-nous pour demander pourquoi les médias britanniques, défenseurs d'une glorieuse tradition de liberté de la presse, ne font pas état de l'arrestation et des enquêtes de police sur des journalistes indépendants pour avoir prétendument violé l'article 12 relatif au Hamas, alors que la police semble tout à fait réticente à appliquer l'article 12 relatif à HTS ? Rien de ce qui précède ne saurait suggérer que la Grande-Bretagne n'est pas pleinement démocratique ou qu'elle présente des signes annonciateurs d'un État policier.

Source: The Unz Review

Propagande des parole-parole en France d'al-Qaïda, du Front al-Nosra ou des Frères musulmans

J-C – Quel acharnement après coup. Pourquoi ? Que veulent-ils prouver ? Pour qui roulent-ils ? Devinez ?

- **En Syrie, le long chemin pour documenter l'ampleur des crimes de la dynastie Assad - France 24 12 décembre 2024**

Depuis le temps, ils ont eu le temps d'en fabriquer...

- **Syrie: la BBC a retrouvé la mère d'Hamza Al-Khatib, l'enfant devenu symbole de la lutte contre Assad après avoir été torturé à mort en 2011 - Slate.fr 12 décembre 2024**

Quel intérêt Assad aurait-il eu de torturer à mort une gamine de 13 ans en 2011?

- **Syrie: après l'arrêt de la télévision d'État, quel avenir pour la liberté de la presse? - RFI 12 décembre 2024**

Pourquoi, elle existait ?

- **Turquie: Blinken insiste auprès d'Erdogan sur la protection des civils en Syrie - RFI 12 décembre 2024**

Ils seraient menacés, par qui ?

- Syrie : Plus d'un million de personnes déplacées depuis l'offensive rebelle, selon l'ONU - 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

Que craignent-ils franchement ?

- En Syrie, les minorités inquiètes face aux véritables intentions des islamistes radicaux au pouvoir - France 24 12 décembre 2024

Pourquoi s'inquiètent-elles ?

- Les nouveaux maîtres de la Syrie cherchent à rassurer la communauté internationale - AFP 12 décembre 2024

Que craint-elle ?

- Syrie : Décimé territorialement, réduit matériellement... Quelle menace représente l'Etat islamique dans le pays ? - 20minutes.fr 12 décembre 2024

Comment, une menace ces rebelles humanistes ?

- Après la chute de Bachar el-Assad en Syrie, la crainte d'un retour de la menace jihadiste - RFI 12 décembre 2024

Ils les ont portés au pouvoir...

- Syrie: après la chute de Bachar el-Assad, le défi humanitaire - RFI 12 décembre 2024

Ce sont eux qui ont réduit le peuple syrien à la misère noire.

- Chute de Bachar al-Assad en Syrie: ces opposants libérés après des décennies de prison - BFMTV 12 décembre 2024

Pas Georges Ibrahim Abdallah ! Tiens, ils n'ont pas encore réhabilité le Hamas ?

- Les rebelles promettent de punir les crimes du régime d'Assad - Courrier international 12 décembre 2024

Parole de barbares fanatiques sanguinaires...

- Répression en Syrie : Aloïs Brunner, le criminel de guerre nazi au service du clan Assad - France 24 11 décembre 2024

Des milliers de nazi ont été recyclés après 1945 par les Etats-Unis, Israël et l'Allemagne notamment, l'UE.... Sans oublier toutes les dictatures militaires sud-américaines. Chut !

Les suppôts des nazis ukrainiens et sionistes se déchaînent sur l'ex-président élu de la République arabe unie.

Répression en Syrie : Aloïs Brunner, le criminel de guerre nazi au service du clan Assad - France 24 11 décembre 2024

La chute de Bachar al-Assad a mis fin en Syrie à cinq décennies d'un régime sanguinaire en partie inspiré par les méthodes du nazi Aloïs Brunner, l'un des principaux responsables de la "*solution finale*", le projet d'extermination des juifs d'Europe par le IIIe Reich.

Corps décharnés, marques de tortures, regards hagards... La libération de milliers de personnes emprisonnées dans les geôles syriennes a jeté une lumière crue sur les atrocités commises par le clan Assad. Un régime de terreur mis en place dès les années 1970, avec le début du règne de Hafez el-Assad, et inspiré par le nazi Aloïs Brunner, adjoint d'Adolf Eichmann, l'architecte de la "*solution finale*" pendant la Seconde Guerre mondiale.

En 2017, une enquête du magazine de reportages XXI a retracé les liens qui ont uni le régime syrien et ce criminel de guerre accusé d'avoir envoyé 128 500 juifs vers les camps d'extermination.

Au cours de sa seconde vie en Syrie, l'ancien SS partage son expertise dans les techniques de surveillance, d'interrogatoire et de torture, héritées de son expérience avec la Gestapo. Ses méthodes brutales enseignées aux services secrets syriens vont durablement influencer la manière dont le régime réprime la dissidence politique.

Si le nazi n'a jamais été livré, il perdra peu à peu de son influence, jusqu'à devenir une simple carte à jouer et une monnaie d'échange pour le régime syrien. Soucieux de son image de modernisateur, Bachar al-Assad, arrivé au pouvoir en 2000, finit par lâcher l'ancien supplétif nazi de son père.

Bachar El-Assad était régulièrement accusé de torturer ses opposants. Le président syrien avait répondu en 2017.

Il était alors mis en cause par une enquête d'Amnesty International qui qualifiait la prison de Saydnaya "*d'abattoir humain*".

https://x.com/Inafr_officiel/status/1866952736584912995

Bienvenu chez le "*boucher*" Bachar.

J-C – Personne ne soupçonnera CNN et Paris Match d'être de connivence avec Bachar al-Assad, n'est-ce pas ?

« Je n'ai pas été battu » : porté disparu depuis 7 mois, un Américain découvert en Syrie après avoir été libéré par les rebelles - Paris Match 12 décembre 2024

Selon plusieurs médias, dont CNN, un citoyen américain âgé de 29 ans, disparu depuis plusieurs mois, a été retrouvé en Syrie il y a quelques jours. Cet homme, identifié comme étant Travis

Timmerman, originaire du Missouri, a révélé qu'il avait récemment été libéré de prison après y avoir passé près de 7 mois.

D'après CNN, il a été découvert par des habitants, alors qu'il errait pieds nus dans un quartier du sud de Damas. Travis Timmerman, qui a expliqué être en voyage « *spirituel* », est entré dans le pays sans autorisation, en franchissant la frontière depuis le Liban. C'est une fois être arrivé en Syrie qu'il a été arrêté par les forces armées d'al-Assad.

Après la chute du régime et la prise de la capitale par les rebelles armés le décembre dernier, de nombreuses personnes ont été libérées des prisons. C'est aussi le cas de Timmerman, qui a indiqué que la porte de sa cellule a été enfoncée lundi par deux hommes munis d'AK-47.

Après de CBS, le jeune homme, qualifié de « pèlerin », a précisé les conditions de sa détention. « *Je n'ai pas été battu, j'ai été nourri et abreuvé. Les gardiens me traitaient déceimment.* »

Il aurait même été autorisé à utiliser son téléphone il y a quelques semaines, pour passer un coup de téléphone à sa famille.

Russie.

ATACMS : l'attaque contre l'aérodrome de Taganrog «*ne restera pas sans réponse*», assure la Défense russe – RT 11 déc. 2024

Dans un communiqué publié sur Telegram ce 11 décembre, le ministère russe de la Défense a déclaré que les forces armées ukrainiennes avaient mené une attaque de missiles ATACMS, fournis par les États-Unis, contre l'aérodrome militaire de Taganrog, situé dans la région de Rostov.

Selon le ministère, «*six missiles*» ATACMS ont été utilisés. Deux d'entre eux ont été «*abattus*» par le système de défense aérienne Pantsir, tandis que les quatre autres «*ont été déviés par des moyens de guerre électronique*», a poursuivi la même source.

La chute de fragments des missiles «*a fait des victimes parmi le personnel*», a toutefois déclaré le ministère. «*Deux bâtiments techniques et trois véhicules militaires ont été légèrement endommagés, ainsi que des voitures civiles stationnées à proximité*», a encore précisé la Défense russe dans son communiqué.

«*Cette attaque par des armes à longue portée occidentales ne restera pas sans réponse. Des mesures appropriées seront prises*», est-il stipulé en conclusion. RT 11 déc. 2024

Frappes de missiles en Russie : «*Nous ne faisons qu'aggraver cette guerre*», estime Trump – RT 12 déc. 2024

Les frappes de l'Ukraine en profondeur du territoire russe, à l'aide de missiles américains, «*n'auraient pas dû être autorisées*» a déclaré Donald Trump dans une interview au *Time Magazine* publiée ce 12 décembre. L'hebdomadaire a désigné «*homme de l'année*» le vainqueur de la présidentielle américaine.

«*Je ne suis pas du tout d'accord pour envoyer des missiles à des centaines de kilomètres en Russie. Pourquoi faisons-nous cela ?*», a déclaré Trump au *Time*, au cours de cette interview réalisée le 25 novembre, à Mar-a-Lago. «*Nous ne faisons qu'aggraver cette guerre*», a-t-il poursuivi.

En complément.

Législatives en Allemagne : en cas de victoire, Merz entend livrer à Kiev des missiles Taurus - RT11 déc. 2024

Friedrich Merz, leader de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), espère que l'Allemagne sera en mesure de fournir à Kiev des missiles Taurus en collaboration avec les États-Unis et les Européens si son parti remporte les prochaines législatives. La CDU est largement en tête des sondages.

La semaine dernière, le 6 décembre, le Parti libéral-démocrate (FDP) a présenté une résolution au Bundestag, le Parlement allemand, appelant à la livraison de missiles de croisière à l'Ukraine. «Le gouvernement allemand devrait immédiatement autoriser la livraison des missiles de croisière Taurus pour permettre à l'Ukraine de frapper des cibles militaires loin derrière la ligne de front», indique cette résolution.

Etats-Unis.

Fortune : Elon Musk devient le premier à dépasser les 400 milliards de dollars - 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

Déjà considéré comme l'homme le plus riche de la planète, Elon Musk, patron notamment de Tesla et SpaceX, vient de dépasser les 400 milliards de dollars de fortune, une première, rapporte Bloomberg.

Le prix de l'action de Tesla a augmenté de plus de 65 % depuis l'élection début novembre de Donald Trump, selon Bloomberg.

Par ailleurs, SpaceX et ses investisseurs ont accepté d'acheter jusqu'à 1,25 milliard de dollars d'actions de la société faisant grimper la valeur de l'entreprise spatiale à environ 350 milliards de dollars. Cette transaction a augmenté la fortune personnelle d'Elon Musk d'environ 50 milliards de dollars, la portant à 440 milliards de dollars, toujours selon Bloomberg. 20 Minutes/AFP 12 décembre 2024

États-Unis: Donald Trump choisit Kari Lake pour diriger Voice of America - RFI 12 décembre 2024

Il a choisi une fidèle, Kari Lake, pour diriger le média public Voice of America, qui émet dans le monde entier, en plusieurs langues.

Elle sera chargée, a-t-il indiqué, de « *garantir que les valeurs américaines sont émises à travers le monde avec équité et exactitude, contrairement aux mensonges colportés par les médias de fake news* ».

Les fake news, Kari Lake connaît : présentatrice télé pendant trente ans, elle a quitté son poste en 2021 après une série de déclarations controversées sur les médias sociaux – elle avait entre autres partagé de fausses informations pendant la pandémie de Covid-19. (Il faut entendre certainement, de vraies informations puisque tous les médias n'en avaient diffusées que des fausses. - J-C)

OTAN.

J-C – Révéléateur. Ne cherchez pas le mot « paix », il n'y figure pas.

"Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre".

Le chef de l'Otan appelle l'Europe au sursaut pour éviter une "grande guerre" - AFP 12 décembre 2024

L'Europe doit impérativement sortir de sa torpeur et dépenser "*beaucoup plus*" pour sa défense, a averti jeudi le chef de l'Otan Mark Rutte, jugeant qu'elle n'était pas préparée face à la menace d'une guerre contre la Russie.

"Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre", a déclaré le secrétaire général de l'Alliance dans son premier grand discours depuis sa prise de fonction en octobre.

Dans une allocution au ton grave, M. Rutte en a appelé au soutien de l'opinion publique et au sens du sacrifice pour "empêcher la prochaine grande guerre sur le territoire de l'Otan".

"Le danger se rapproche de nous à grande vitesse", a encore averti le secrétaire général de l'Otan, en évoquant la menace russe sur le continent européen.

"Ce qui se passe en Ukraine peut aussi se produire ici", a insisté l'ancien Premier ministre néerlandais et même si, a-t-il ajouté, il n'y a aucune menace militaire imminente contre l'Otan, cela n'empêche pas la Russie de se préparer à "*une confrontation à long terme avec l'Ukraine, et avec nous*", les 32 pays de l'Otan.

"L'économie russe est sur le pied de guerre", pendant qu'en Europe, les Etats rechignent à dépenser davantage pour augmenter leurs capacités de défense, a-t-il encore déploré.

Et au-delà de la Russie, la Chine, mais aussi l'Iran et la Corée du Nord sont "*à la tâche pour affaiblir l'Amérique du Nord et l'Europe*", a souligné M. Rutte.

Les pays de l'Otan dépensent "*beaucoup moins*" pour leur défense qu'ils ne le faisaient pendant la Guerre froide, quand ils y consacraient plus de 3% de leur Produit intérieur brut (PIB).

En 2023, les Alliés ont décidé de porter à 2% de leur PIB le niveau de leurs dépenses militaires. Mais, seuls 23 d'entre eux ont atteint ce seuil.

Certains pays de l'Otan évoquent la nécessité de porter ce seuil à 3%, mais ils restent divisés et aucune décision n'a encore été prise.

"J'ai décidé aujourd'hui de ne pas évoquer de nouveau chiffre, nous avons besoin de davantage de temps pour consulter les Alliés sur ce que le nouveau seuil pourrait être", a indiqué M. Rutte lors du débat qui a suivi son discours.

Il devra être "considérablement au-dessus de 2%. Et si nous dépensons plus sans dépenser mieux, il faudra aller au moins jusqu'à 4%", a-t-il souligné, ajoutant que, pour éviter un tel montant, il faudrait "innover" et "acheter en commun".

Chaque point supplémentaire de PIB représente, pour les pays de l'UE --dont 23 sont aussi membres de l'Otan--, quelque 200 milliards supplémentaires, a indiqué le nouveau commissaire européen à la Défense Andrius Kubilius.

Cet effort a un coût qui implique des sacrifices, a encore expliqué le secrétaire général de l'Otan. "Je sais que dépenser plus pour la défense signifie dépenser moins pour d'autres priorités, mais c'est seulement un peu moins", a-t-il assuré, suggérant d'utiliser "une petite fraction" des dépenses sociales pour y parvenir.

"Pour protéger notre liberté (...) vos hommes politiques doivent vous écouter", a-t-il martelé, en s'adressant directement au grand public. "Dites-leur que vous acceptez de faire des sacrifices aujourd'hui afin que nous restions en sécurité demain", a-t-il réclamé.

"Si nous ne dépensons pas davantage ensemble maintenant pour empêcher la guerre, nous paierons un prix beaucoup, beaucoup, beaucoup plus élevé plus tard en la faisant", a conclu M. Rutte.

Burkina Faso.

Au Burkina Faso, plus d'un million de personnes sont retournées dans les localités libérées - Afrique Media 10 décembre 2024

Au Burkina Faso, plus d'un million de personnes sont retournées dans les localités que l'armée a reprises aux djihadistes, selon Sidwaya qui cite la ministre des Affaires humanitaires et de la Solidarité, Nandy Somé.

Cette dernière a indiqué que les autorités s'efforçaient de ramener des personnes déplacées internes (PDI) dans leurs régions d'origine. Il s'agit du retour de 1 005 637 personnes dans 650 localités, d'après les chiffres du 30 novembre 2024. Ainsi, plus de 105 000 ménages reviendront.

« Pour atteindre ces résultats, notre département a apporté une contribution substantielle à travers la mise en place d'un plan de soutien aux PDI, aux personnes pauvres et vulnérables et autres personnes affectées par le terrorisme », a déclaré la ministre.

Les personnes ont reçu de la nourriture, des produits de première nécessité, un soutien psychologique et une formation professionnelle.

Plus tôt, le président de transition du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, a nommé Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo au poste de Premier ministre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 15 décembre 2024

Plus le temps de bavarder, j'ai commencé à rédiger deux textes et je voudrais bien les terminer rapidement.

J'ai dû abandonner un tas de textes ces dernières semaines, parce que je ne pouvais plus me concentrer, car lorsque l'on réfléchit, apparemment les poumons et le cerveau ont besoin de davantage d'oxygène, la même chose se produit quand on parle, là vous me direz que c'est normal puisqu'on ouvre et ferme la bouche, on se livre à un exercice mécanique qui consomme de l'énergie, donc de l'oxygène, en infime quantité apparemment, mais pas que d'après ce que j'ai constaté. Je dois arrêter de parler pour reprendre ma respiration, et cela au bout de deux minutes seulement.

Plus étonnant encore, quand je fais du vélo entre 30 minutes et 1h30 en regardant un film, un documentaire ou un concert à l'ordinateur, je pense moins ou je suis moins concentré, je n'éprouve pas de difficulté respiratoire. Vous me direz que c'est normal puisque je m'oxygène en même temps que je pédale, sans doute, car sinon, dès que j'ai la moindre activité, j'ai la respiration qui se bloque. Par exemple me laver les dents, je ne déconne pas, cela me fait tousser, sauf les jours où j'ai fait du vélo ou un peu de marche, rester scotcher devant l'ordinateur toute la journée est néfaste pour la santé, c'est évident.

Je vais attendre la fin de l'année pour prendre de « *bonnes résolutions* », j'espère qu'une nouvelle guerre ne va pas nous pourrir encore la vie. On aura comme chaque fois une pensée pour tous les peuples dans le monde qui sont plus mal lotis que nous.

J'ai entendu que c'était la révolution qui avait guidé Lénine au cours de sa vie, le meilleur guide qui soit assurément, cela dit, bien peu y pensent encore parmi nous hélas ou en dilettante seulement, alors sans faire dans le sentimentalisme ou le pathos car ce je déteste cela, n'oublions jamais tous ceux qui sont victimes d'injustices quelque part dans le monde, soutenons-les comme nous pouvons.

En Inde, je suis réduit à l'impuissance, alors je rends quotidiennement de menus services à un tas d'Indiens pauvres de mon village, il n'y a que des pauvres ici, histoire de soulager un peu leur quotidien, et souvent c'est suffisant pour leur donner un peu de réconfort, leurs visages s'illuminent, ils sourient, ils deviennent loquaces, un vrai bonheur partagé, elle n'est pas belle la vie, bordel !

Bon dimanche.

Abu Mohammad al-Joulani, le n°1 du Front al-Nosra en Syrie issu d'al-Qaïda qui est également le n°2 de Daesh en Syrie est devenu le maître de Damas, et un macroniste a été nommé à Matignon, tout est dans l'ordre des choses !

Totalitarisme. Une impression ou une réalité ?

Australie : Une loi pour emprisonner les enfants dès 10 ans adoptée face à la criminalité juvénile - 20minutes.fr/AFP 13 décembre 2024

En Australie, l'assemblée de l'État du Queensland vient d'adopter un texte punitif permettant d'infliger les mêmes peines d'emprisonnement à des enfants de 10 ans qu'à des adultes. Une mesure prise dans le but d'enrayer « *la criminalité infantile* » qui progresse dans cet état célèbre dans le monde entier pour sa fabuleuse grande barrière de corail, ses plages de rêve et ses spots de surf. Derrière la carte postale se cache une autre réalité. Dans cet état où 25 % de la population est née à l'étranger, les autorités font face à une montée en flèche de la délinquance juvénile. Selon les statistiques officielles, le nombre d'enfants délinquants âgés de 10 à 17 ans au Queensland a augmenté de 6 % sur un an entre juin 2022 et juin 2023.

Son administration a reconnu que la loi était « *incompatible* » avec les droits humains et qu'elle aurait probablement un « *impact plus important* » sur les enfants aborigènes. Mais il a décidé de passer outre, et a pu compter sur le soutien des parlementaires travaillistes de l'opposition de centre gauche.

Les défenseurs des droits humains s'étouffent face à ce texte accusé de pénaliser de manière disproportionnée les enfants aborigènes.

Sur la situation politique et sociale en France.

L'extrême centre est une combinaison du Front populaire et de l'extrême droite, il est compatible avec les deux.

J-C - La tournure qu'a prise le capitalisme mondial ne permet plus aux vieux pays capitalistes de garantir un niveau de vie élevé à leurs populations. La régression sociale qui en découle, conduit une proportion toujours plus grande d'entre elles à rejeter les institutions, et donc les partis chargés d'appliquer cette politique antisociale.

Les vieux partis de l'ordre de droite comme de gauche sont usés jusqu'à la corde, par conséquent ils se retrouvent obligés de constituer des coalitions pour continuer à exister, quitte à céder leur place à l'un de leurs supplétifs figurant dans leur coalition, qui sera chargé d'appliquer leur programme à leur place pour ainsi dire à la lettre.

Après avoir alterné au pouvoir ou être fois parvenus au pouvoir, rapidement ils se retrouvent à leur tour rejetés et rapidement usés par l'exercice du pouvoir qui les aura rendu très impopulaire. Ces nouveaux partis sans assise populaire, sortent pour ainsi dire carbonisés à l'issue de cette épreuve, il ne leur reste plus qu'à se tourner vers les partis qui ne sont jamais parvenus au pouvoir, bien qu'ils ne présentaient pas une réelle menace pour les institutions ou le régime en place. Présentés comme

des opposants au régime, pour réaliser la sale besogne qu'on attend d'eux et sauver tant bien que mal leur réputation, ils vont être tentés d'exiger en retour quelques compensations aux grands ordonnateurs de cette mauvaise comédie...

François Bayrou Premier ministre, le choix de l'extrême centre - mesinfos.fr 13 décembre 2024

A l'heure où les extrêmes sont à la mode chez les électeurs et se partagent les sièges à l'Assemblée nationale, le président a donc choisi de miser sur "*l'extrême centre*".

Dans une Assemblée nationale où La France insoumise et le Rassemblement national prédominent, la nomination du maire de Pau est d'une certaine manière le triomphe de l'"*extrême centre*".
mesinfos.fr 13 décembre 2024

Et cela ne date pas d'hier.

J-C- Je n'ai pas eu le temps de creuser davantage ce sujet, mais je suis pratiquement sûr qu'en remontant à la création de l'UDF ou même bien avant, on remonterait à l'origine de cette (variante) idéologie.

Il est le précurseur du macronisme en quelque sorte, "*François Bayrou est en train d'inventer l'extrême centre*", c'est ainsi que le présentait Les Echos le 6 février 2007 (actualisé le 6 février 2017).

Bayrou ou le Premier ministre qui bénéficie de la « *bienveillance* » de RN.

Pour Politis du 13 décembre 2024 : Bayrou, l'homme dont personne ne voulait (pas même Macron) sauf le RN.

Le président de la République a fait le choix de la continuité en nommant à Matignon le premier – et sans doute le dernier – des macronistes. Assurément une nouvelle aubaine pour l'extrême droite, à laquelle Emmanuel Macron ouvre encore davantage les portes du pouvoir.

L'aventure d'Emmanuel Macron a commencé avec François Bayrou. Elle finira avec lui. Le président de la République a fait le choix de la continuité en nommant à Matignon le premier – et sans doute le dernier – des macronistes. Alors que les Français ont exigé une politique de rupture, il prend ainsi le risque d'aggraver plus encore la crise démocratique que traverse le pays.

Qu'ont dit les Français en juillet dernier à l'occasion des élections législatives ? Pour les deux tiers d'entre eux, à la faveur d'un front républicain, qu'ils ne voulaient pas du Rassemblement national. Dans la même proportion, ils ont rejeté en deux blocs (NFP d'un côté, RN de l'autre) la politique menée par Emmanuel Macron depuis sept ans. Enfin, sans plébiscite aucun, ils ont préféré la coalition du Nouveau Front populaire qui est arrivée en tête du scrutin.

Après un premier déni présidentiel qui a donné lieu au gouvernement le plus court de la Ve République avec Michel Barnier, Emmanuel Macron s'entête à ne pas laisser la gauche gouverner.

Ainsi les quatre formations de gauche constituant le NFP ont elles d'ores et déjà annoncé ne pas vouloir participer à cette mascarade gouvernementale qui avait pourtant pour but de réunir et la gauche et la droite dans un même gouvernement dit « *d'intérêt général* ». Et qui n'avait d'intérêt général que dans l'intérêt personnel d'Emmanuel Macron. Nouvel échec donc.

Le mantra macronien du « *en même temps* » prend l'eau une nouvelle fois. Pire, alors que le président de la République s'était engagé à ne plus dépendre du Rassemblement national devant les forces politiques réunies à l'Élysée la semaine dernière, Jordan Bardella assure « *qu'il n'y aura pas de censure a priori* », assurant au nouveau premier ministre une certaine forme de tranquillité et de stabilité à poursuivre la politique macronienne.

Comment alors ne pas imaginer que le RN n'a pas obtenu de garanties politiques ?

Si le patron du RN reconnaît que ce nouveau premier ministre « *n'a pas de légitimité démocratique* », il l'appelle néanmoins au « *dialogue nécessaire* ». Le regard bienveillant du parti lepéniste à l'endroit de François Bayrou ne date pas d'hier. Un « *élu respectable* » pour les députés du camp Le Pen. Une bienveillance qui a de quoi surprendre quand on retrace le parcours du Béarnais, qui a commencé sa carrière politique en 1982, il y a près de 42 ans.

Une faveur frontiste qui surprend d'autant plus que le maire de Pau et ses amis du Modem ont été de toutes les aventures de la droite et du centre depuis Jacques Chirac en passant par Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron. Ceux-là mêmes qui ont conduit le pays dans la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Tout ce que dénonce le FN-RN depuis des décennies. Comment alors ne pas imaginer que le RN n'a pas obtenu de garanties politiques – et sans doute certaines victoires dont il pourra se prévaloir dans les semaines à venir comme il l'a fait avec Michel Barnier – après tant de clémence ?

La vérité oblige à dire qu'Emmanuel Macron ne comptait pas nommer François Bayrou à Matignon. Mais en refusant de le nommer – ce qu'il avait pourtant confirmé à l'intéressé dès ce vendredi matin –, le Modem aurait sans doute quitté le « *bloc central* » qui ne compte plus grand monde, en dehors des macronistes et des centristes. C'est donc bien contraint par ses propres alliés qu'il a fini par céder. Le plus beau compliment qu'on puisse lui faire consiste à dire qu'il était le moins mauvais pour Matignon.

Parce qu'en réalité, le choix Bayrou ne satisfait personne : les macronistes étaient très divisés sur ce choix. Les Républicains n'en voulaient pas, la plupart n'ayant toujours pas digéré qu'il n'ait pas soutenu Sarkozy en 2007 et 2012. Et la gauche avait prévenu que le choix Bayrou serait une erreur. Finalement, seul le RN a volé à son secours. Certes timidement. Certes le couteau sous la gorge de Bayrou. Mais cette nouvelle nomination à Matignon constitue assurément une nouvelle aubaine pour le RN. Bayrou a fait élire Macron avec la promesse de faire reculer l'extrême droite, il vient de lui ouvrir les portes du pouvoir. politis.fr 13 décembre 2024

Bayrou est l'incarnation grotesque, caricatural de l'arriviste, de l'affairiste, malgré parfois les apparences, forcément !

Gouvernement d'un vendredi 13, Bayrou y marche du pied gauche - francesoir.fr 13 décembre 2024

Il attendait ça depuis longtemps, son heure est venue...

Pas si sûr que cela dure. Celui en qui on n'a pas forcément confiance en politique, mais faute de grive on mange des merles, arrive à point nommé, car il paraît que Le Drian n'a pas voulu de la patate chaude. Mais qui en voudrait ?

Plus centre mou, tu meurs... ce n'est pas certain qu'il fasse l'unanimité. Tout comme Barnier, lui n'a jamais rien fait, la politique est son métier et il en a vécu et pas trop mal. Son bâton de maréchal pourrait bien être un bâton merdeux, la conjoncture n'est pas très bonne.

N'était-ce pas lui qui traitait Macron d'"*hologramme, derrière lequel la finance prenait le pouvoir*".

Humiliation suprême, comme pour Darmanin qui affirmait que Macron serait le "*poison définitif*" d'un "*pays malade*", ou Philippe qui, de Macron disait, "*celui qui n'assume rien, mais promet tout*", voire de Le Maire, "*Macron, c'est de la soupe*"... Tous seront venus manger dans la main du maître quand celui-ci leur aura ordonné. Perversion suprême du palais dans une jouissance peu retenue..., avec déglutissage d'amour-propre.

Comme le disait l'adage, l'amour propre ne le reste jamais très longtemps. Ils auront été les Kleenex d'un pouvoir qui les a instrumentalisés sur le chemin d'une Europe de non élus, dictature d'une volonté à la sauce du World Economic Forum. francesoir.fr 13 décembre 2024

En famille. Même pas peur ! Pas besoin du 49.3 : Adopté, emballé, c'est pesé ! Pas de censure non plus, alors, rassuré ?

François Bayrou Premier ministre : Pourquoi le Rassemblement national est si bienveillant envers lui - Le HuffPost 14 décembre 2024

En 2022, lors de la campagne des élections législatives suivant la présidentielle, François Bayrou débat sur le plateau de France 2 avec Philippe Ballard (RN). "*Je ne sais pas si ça s'appelle extrême-droite*", lançait-il à propos du RN. De quoi flatter un parti en recherche de normalisation et de dédramatisation.

Nommé Premier ministre ce vendredi 13 décembre, François Bayrou n'a pour l'instant rien à craindre du Rassemblement national, a confirmé son président Jordan Bardella.

Le Rassemblement national y trouve aussi son compte. Si Marine Le Pen a mis en garde contre « *le prolongement du macronisme (...) qui ne pourrait mener qu'à l'impasse et à l'échec* », les troupes lepénistes ne censureront pas « *a priori* ».

Ce discours, François Bayrou pourrait bien y souscrire, en témoigne un épisode marquant de la campagne présidentielle 2022. À cinq jours de la date limite pour recueillir les 500 signatures indispensables pour se présenter, la candidate du RN Marine Le Pen est en difficulté : il lui en manque encore 86. C'est là que François Bayrou décide de lui venir en aide.

« *Je donnerai ma signature à madame Le Pen, annonce-t-il, non sans un petit pincement au cœur pour sauver la démocratie* ». « *Je considère que je ne peux pas défendre l'idée que le président de la République serait élu dans une élection de laquelle les principaux candidats seraient exclus* », justifie-t-il, tout en rappelant que « *signature ne fait pas soutien* ». La suite est connue : Marine Le Pen passe le seuil de signatures requises, se qualifie pour le second tour et perd (encore) face à

Emmanuel Macron. Mais le geste de François Bayrou a été enregistré : « *Le jour venu, il faudra s'en souvenir* », aurait-elle dit à ses troupes selon Le Point. Un renvoi d'ascenseur qui pourrait se faire dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, lors d'un éventuel vote de confiance ou de l'examen des textes budgétaires 2025, dossier prioritaire sur le bureau du nouveau Premier ministre.

Reste un dernier point, qui a sans doute contribué à faire grimper la côte Bayrou dans le camp Le Pen : leurs ennuis judiciaires. Les deux ont comparu devant la justice pour des soupçons de détournement de fonds européens. En février 2024, François Bayrou avait été relaxé (mais son parti et plusieurs élus condamnés), avant que le parquet ne fasse appel. La date du nouveau procès n'a pas encore été fixée. Concernant Marine Le Pen, le parquet a requis en novembre l'inéligibilité avec exécution provisoire et cinq ans de prison dont deux fermes.

Cette demande d'inéligibilité, susceptible de priver Marine Le Pen d'une candidature à l'Élysée en 2027, avait déclenché la fureur du RN. Et valu à l'intéressée le soutien de François Bayrou, opposé à la demande d'exécution provisoire d'inéligibilité qui ne permet pas de faire appel de la décision. « *J'ai combattu le Front national à toutes les élections et dans tous les débats, parce que je ne partage pas ses idées et encore moins ses arrière-pensées. Mais je pense que dans la situation qui serait ainsi faite, un certain nombre de citoyens considéreraient qu'il y a quelque chose qui biaise la vie démocratique* », avait-il jugé le 24 novembre.

En dépit de désaccords de fond, « *nous avons toujours eu des relations correctes* » a réagi Marine Le Pen auprès du *Figaro* après l'annonce.

Pour Gaëtan Dussaussy, député du Rassemblement national, le choix de François Bayrou « *confirme le poids et l'importance du RN dans la prise de décision et dans la vie politique française* ». Aujourd'hui « *on ne peut pas faire sans nous. C'est ce que semble indiquer la nomination de François Bayrou* », poursuit-il, interrogé sur Public Sénat.

Bayrou présente une loi à l'Assemblée nationale, que se passe-t-il ? Les uns votent pour, les autres s'abstiennent, et le dernier quarteron minoritaire de LFI vote contre : Adoptée !

Bayrou nommé Premier ministre: le PS lui demande de renoncer au 49.3 en échange d'une non-censure - BFMTV 13 décembre 2024

Le Parti socialiste a notamment demandé vendredi 13 décembre au nouveau Premier ministre François Bayrou de s'engager à renoncer au 49.3, qui permet de faire passer une loi sans vote à l'Assemblée, en échange d'une non-censure des députés socialistes.

Le PS demande également dans ce courrier adressé à François Bayrou, et adopté à l'unanimité par le bureau national du parti, "*la garantie que (le) gouvernement ne se placera en aucune manière sous la dépendance du Rassemblement national, ni ne reprendra à son compte son programme xénophobe*".

Syrie.

L'Etat juif d'apartheid génocidaire ou le fascisme ordinaire.

Israël adopte une loi autorisant quatre ans de détention sans jugement, ni preuve - Réseau Voltaire 12 décembre 2024

Avika Fogel, un député israélien kahaniste (Otzma Yehudit, Force juive), président de la Commission de la sécurité nationale, a fait adopter par la Knesset, en septembre, une loi autorisant la police à effectuer une surveillance généralisée avec de nouvelles technologies, sans contrôle judiciaire.

Il a fait adopter en novembre, en première lecture, une loi autorisant un commandant de police et d'autres fonctionnaires à demander l'autorisation du président d'un tribunal de district ou de son adjoint pour infiltrer un ordinateur personnel ou un téléphone portable.

Il vient de faire adopter une troisième loi autorisant la police, sur instruction du procureur général, à prendre des mesures restrictives de liberté que le prévenu devra respecter au risque d'être soumis à quatre années d'emprisonnement. Il pourra s'agir d'une détention administrative, c'est-à-dire sans jugement, sur la seule base de renseignements classifiés, sans que la police ait à apporter de preuves.

Quelques infos et analyses à prendre au conditionnel.

Meyssan fait des révélations sur la guerre en Syrie - Réseau Voltaire 12 décembre 2024

Thierry Meyssan présente les accords secrets qui ont permis au Pentagone de renverser la République arabe syrienne. Sa narration est très différente de celle des grands médias quoi qu'elle ne les contredise pas. Edouard Husson réagit à ces révélations en les plaçant dans le contexte des pratiques gouvernementales occidentales.

Puis Thierry Meyssan dément la présentation que les médias internationaux font de la République arabe syrienne et de son président Bachar el-Assad. Sur ce point, il s'inscrit en faux contre la narration officielle. Edouard Husson pose la question des conséquences de cette propagande.

<https://www.youtube.com/watch?v=V0r47LBgx1c>

J-C – A écouter d'une oreille distraite en l'absence d'informations sourcées, où se croit-il Meyssan, à quelle époque, s'il veut parler en code ou en morse avec des gens qui se comprennent, qu'ils s'adressent à ces amis de l'armée française.

Ils sont passés à côté du facteur essentiel qui détermine tout le reste ou Meyssan l'a évoqué de manière grossière, l'économie, car il est à l'origine de toutes les guerres, y compris celles dites de religion, de tous les coups d'Etat qui en novlangue sont devenus poétiquement des révolutions de couleurs, des fleurs (jasmin en Tunisie).

Ce facteur est le nerf de la guerre que mènent les puissances impérialistes aux pays dominés, colonisés, sous-développés, fort de leur statut de première puissance mondiale financière et

militaire, les Etats-Unis et ses alliés ou vassaux commencent par intimider, menacer, déstabiliser politiquement les Etats dont le sous-sol renferme d'importantes réserves en matières premières.

Pour renverser ces Etats et en assurer le contrôle par la suite, les impérialistes vont les agresser militairement et occuper ces pays, de manière à s'emparer de leurs principales sources de richesses (Le pétrole et le gaz en l'occurrence au Moyen-Orient) qu'ils exploiteront pour leur compte, de sorte que la population sera réduite à la pauvreté, et les gouvernements de ces pays seront privés des moyens financiers pour y remédier ou améliorer leur sort, reconstruire les infrastructures qui auront été détruites lors de bombardements réalisés par leurs agresseurs occidentaux, pour aggraver leur situation et affaiblir davantage ces Etats, faire en sorte qu'ils ne puissent jamais se relever et affirmer leur indépendance, ils leur imposeront un sévère embargo, ce qui permettra aux impérialistes d'en demeurer les maîtres aussi longtemps que ces peuples ne se soulèveront pas pour les chasser et rétablir leur souveraineté.

Que ce soit en Irak, en Libye ou en Syrie, c'est le scénario qui s'est produit ou répété. En Syrie, ils ont occupé le nord de la Syrie et privé les autorités des revenus du pétrole et de l'agriculture qui auraient permis de satisfaire les besoins alimentaires de la population, en énergie, de disposer d'une importante rente pétrolière et gazière pour améliorer le sort quotidien du peuple syrien et reconstruire rapidement les infrastructures essentiels du pays.

C'est donc selon une stratégie politique déterminée, que les impérialistes anglo-saxons ont étranglé économiquement le pouvoir et le peuple syrien, afin de leur imposer un régime dictatorial à leur botte, qu'ils comptent maintenir en place sur fond de pauvreté, de terreur et de chaos généralisé, ce qui leur permettra de continuer de piller ses richesses. Pour autant, jamais dans le monde aucun régime reposant sur ces critères n'est parvenu à se maintenir en place indéfiniment, car les peuples n'ont jamais renoncé à leurs besoins ou aspirations.

Dans le cas de ces pays, pour leurs peuples, mettre fin au colonialisme économique et s'organiser sur le plan politique pour chasser leurs agresseurs ou conquérir leur souveraineté, s'avèrera une tâche impossible à réaliser aussi longtemps que les prolétariats des puissances occidentales qui les oppriment et les exploitent ne réaliseront pas leur propre révolution politique et sociale.

En complément.

J-C- Le récit fabriqué ou amplifié des médias littéralement hystériques destiné à faire passer les barbares du Front al-Nosra au pouvoir en Syrie pour une aubaine pour le peuple syrien à côté du « *sanguinaire* » Bachar al-Assad. Hier,

J'ai appris en écoutant monsieur Meyssan, qu'Abu Mohammad al-Joulani d'al-Qaïda n'avait pas seulement fondé le Front al-Nosra en Syrie, il était également le n°2 de Daesh en Syrie, l'organisation des exécutions sommaires sur la place publique, des coupeurs de tête, de mains, de démembrements, de crucifixions, d'éventrements et autres atrocités, d'innombrables massacres de civils innocents...

Question : Sérieusement, peut-on se fier à des infos provenant de médias qui soutiennent ce genre de monstres, qui font abstraction des atrocités qu'ils ont commis ? Il faut être cinglé ou bien malintentionné pour les croire, ou franchement malhonnêtes comme les ONG qui ont fabriqué des dossiers à charge contre la République arabe syrienne pour le compte de ses agresseurs.

On y reviendra demain ou dans quelques jours. En attendant, une leçon que les « *héritiers* » autoproclamés de Trotsky ont oubliée ou jamais compris, du coup, logiquement on retrouve ces

petits bourgeois à hurler avec les loups contre la République arabe syrienne, c'est-à-dire au côté de l'impérialisme américain, britannique et français et de leurs mercenaires bourreaux du peuple syrien.

Trotsky - « *Tenir compte* » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile. (Beaucoup de tapage autour de Cronstadt - Léon Trotsky 15 janvier 1938)

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/01/tapage.pdf>

Le vomi des médias mainstreams.

- Dans les ruines du régime Assad, des millions de pilules de captagon - AFP
- Captagon : « *La Syrie de Bachar al-Assad était un narco-Etat* » - Publicsenat.fr
- Syrie : Le captagon, « *cocaïne du pauvre* » et manne financière du régime de Bachar al-Assad -20minutes.fr
- Syrie : les rescapés de l'enfer des geôles d'Assad - France 24
- "*Trop de gens sont morts devant moi*": en Syrie, un survivant de Saindaya témoigne de la torture au sein de la prison – BFMTV

Etc. Etc. Etc.

La Turquie dit avoir convaincu la Russie et l'Iran de ne pas intervenir en Syrie pendant l'offensive rebelle - RFI 14 décembre 2024

La Turquie a convaincu la Russie et l'Iran de ne pas intervenir en Syrie pendant l'offensive des rebelles qui a conduit à la chute de Bachar al-Assad, a affirmé vendredi le ministre turc des Affaires étrangères.

« *La chose la plus importante à faire était de parler aux Russes et aux Iraniens et d'être sûr qu'ils n'entreraient pas militairement dans l'équation. Nous avons parlé avec les Russes et les Iraniens, ils ont compris* », a déclaré Hakan Fidan lors d'un entretien diffusé en direct sur la chaîne privée turque NTV. « *Afin qu'il y ait un minimum de pertes en vies humaines, nous nous sommes efforcés d'y parvenir sans effusion de sang en poursuivant des négociations ciblées avec deux acteurs importants capables d'utiliser la force* », a-t-il poursuivi.

Pour le chef de la diplomatie turque, si Bachar el-Assad avait reçu le soutien de la Russie et de l'Iran, il y avait un risque que « *la victoire de l'opposition [...] prenne beaucoup de temps et cela aurait été sanglant* ». « *Mais les Russes et les Iraniens ont vu que ça n'avait plus aucun sens. L'homme dans lequel ils ont investi n'est pas un homme à investir. De plus, les conditions dans la région, ainsi que les conditions mondiales ne sont pas les mêmes* », a-t-il précisé.

HTS impose à la résistance palestinienne de désarmer et fermer ses bases en Syrie - thecradle.co 13 décembre 2024

Les nouveaux dirigeants de Damas prennent des mesures pour empêcher les Palestiniens de se défendre ou de résister à Israël.

Des représentants de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), la nouvelle organisation extrémiste au pouvoir à Damas, ont informé les représentants des factions palestiniennes en Syrie qu'ils ne seraient plus autorisés à détenir d'armes, ni à disposer de camps d'entraînement ou de quartiers généraux militaires, a rapporté Ibrahim Amin, d'Al-Akhbar, le 13 décembre.

Ibrahim Amin ajoute que les factions doivent dissoudre leurs formations militaires dès que possible en échange d'un engagement politique et caritatif sous la bannière du nouvel État syrien.

Les factions palestiniennes, dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), sont présentes en Syrie en tant qu'invitées du gouvernement depuis la Nakba de 1948.

Les États Unis, 45 ans après avoir fabriqué Al-Qaïda en Afghanistan, ont recommencé en Syrie. Ahmed al-Chareh, vrai nom de Joulani, relooké pour plaire au camp du Bien - Réseau International 13 décembre 2024

– Le mauvais djihadiste il égorge les hommes, lapide les femmes et viole les enfants...

– Et le bon djihadiste ?

– Ah bah c'est tout pareil... mais il bosse pour la CIA...

Retour en 2017 : Julian Assange révèle que Donald Trump et la CIA sont en désaccord sur la politique syrienne La priorité numéro un de la CIA – et le plus gros poste budgétaire – était de renverser Bachar al-Assad, a déclaré Assange à DW. Cependant, Trump a décidé de défier l'agence et de viser plutôt à éradiquer l'EI avec la Russie et le gouvernement d'Assad.

Son rejet des plans de la CIA visant à renverser Assad a déclenché un affrontement volatil entre les deux hommes et constitue probablement la véritable raison pour laquelle le coup d'État a eu lieu avant le 20 janvier.

Hayat Tahrir al-Cham, issu de la scission d'Al-Qaïda en Syrie, est responsable de crimes de guerre documentés, notamment contre les minorités et les femmes. En 2019, Human Rights Watch a documenté « *11 cas où HTS a arrêté des résidents de la ville d'Idlib pour avoir protesté pacifiquement contre sa gouvernance ou tenté de documenter des abus. Dans six de ces cas, les détenus ont été soumis à la torture* ».

- <https://hrw.org/2019/01/28/syrie-arrestations-et-actes-de-torture-commis-par-un-groupe-arme>

- <https://thegrayzone.com/2021/06/09/washington-positioning-syrian-al-qaeda-mohammad-jolani-asset>

Alors que la province d'Idlib, au nord-ouest du pays, est sous le contrôle d'un «*gouvernement syrien de salut*» autoproclamé dirigé par la version rebaptisée de la franchise syrienne d'Al-Qaïda, et protégé sous l'égide militaire de la Turquie, État membre de l'OTAN, des éléments puissants, de Bruxelles à Washington, s'efforcent de légitimer son chef.

En juin dernier, PBS Frontline a diffusé une émission spéciale, «*The Jihadist*», comprenant une interview avec Abu Mohammad al-Joulani, président de facto du «*Gouvernement syrien du salut*» et fondateur de la branche syrienne d'al-Qaïda, initialement appelée Jabhat al-Nusra, aujourd'hui rebaptisée Hay-at Tahrir al-Cham, ou HTS.

Après avoir échangé sa tenue de combat contre un costume fraîchement repassé, Joulani s'est vu offrir l'opportunité autrefois impensable de se vendre à un public occidental et de promettre que ses forces ne représentent aucune menace pour le territoire américain parce qu'elles se concentrent simplement sur la guerre contre la population «*loyaliste*» de la Syrie.

En Syrie, les inquiétudes grandissent pour les minorités après la diffusion d'une vidéo montrant des rebelles exécutant des suspects - Les Observateurs 14 décembre 2024

Des vidéos remettent en question les promesses de protection

Cependant, des rapports et des vidéos diffusés sur les réseaux sociaux syriens font état de représailles meurtrières, jetant une ombre sur les promesses de protection formulées par le HTC. Les membres de la communauté alaouite semblent en être les principales cibles. Bien qu'ils ne représentent que 10 % de la population syrienne, les alaouites ont dominé les structures de pouvoir du pays pendant plus de quatre décennies sous le régime Assad. Leurs liens étroits avec le régime chiite iranien, soutien indéfectible de Bachar al-Assad, renforcent leur vulnérabilité sous le règne du HTC.

Une exécution de présumés "*shabiha*" filmée

Le 10 décembre, une vidéo publiée sur Telegram montre l'exécution de quatre hommes par des combattants du HTC. Les premières images révèlent deux corps : l'un sur le dos, l'autre face contre terre, les mains apparemment liées. Une voix s'élève alors, désignant les victimes comme des "*porcs shabiha*", en référence aux milices pro-régime connues pour leurs exactions. Deux hommes sont ensuite filmés à genoux. Tandis qu'un des combattants leur demande leur nom, d'autres les qualifient de "*Nusayriyah*", une insulte anti-alaouite, et scandent "*Allahu akbar*". Deux combattants, dont l'un arbore le drapeau noir portant le sceau de Mahomet, tirent ensuite en rafales à la Kalachnikov, tuant les deux hommes. Un troisième homme commente : "*Deux porcs tués dans le village de Rabia*" (Il existe au moins deux villages en Syrie portant ce nom, l'un dans le gouvernorat de Lattaquié, l'autre dans celui de Hama. Les rapports divergent sur le lieu exact de l'exécution).

D'autres vidéos, similaires, montrant des actes de représailles contre des collaborateurs présumés du régime ont également fait surface. Deux vidéos publiées le 10 décembre depuis Idlib montrent un corps traîné derrière une voiture sous les applaudissements d'une foule. L'une des vidéos est accompagnée d'une légende qui interpelle les dirigeants du HTC : "*Nous exigeons l'établissement*

d'un État avec un système judiciaire. Les voyous shabiha doivent être punis par la loi, pas par des actes comme celui-ci. Il n'y a aucune différence entre vous et le régime Assad".

Ces vidéos alimentent les craintes des citoyens syriens quant à leur avenir sous le contrôle du HTC. France 24 a recueilli les témoignages de Syriens issus des communautés alaouite, sunnite et chrétienne.

Mort d'un pays : Drapeaux noirs, massacres, accaparement de terres pendant que les vautours se nourrissent de la carcasse de la Syrie par Pepe Escobar- reseauinternational.net 13 décembre 2024

L'axe de fer des néocons straussiens, des Zio-cons et des psychopathes de l'Ancien Testament à Tel-Aviv est obsédé par la destruction de l'Axe de la Résistance, en utilisant leur réseau transnational de tueurs sanguinaires pour étendre le chaos et la guerre civile sectaire à toute l'Asie de l'Ouest. Dans ce scénario idéal, ils rêvent de frapper mortellement la tête du serpent : l'Iran.

Le sultan Erdogan, jouant le rôle de pigeon utile, a proclamé :

Une «*période brillante*» pour la Syrie a commencé.

En effet. Une période faste pour les coupeurs de têtes du Drapeau noir, les bombardiers de Tel-Aviv et les accapareurs de terres, qui se nourrissent de la carcasse de la Syrie.

<https://reseauinternational.net/mort-dun-pays-drapeaux-noirs-massacres-accaparement-de-terres-pendant-que-les-vautours-se-nourrissent-de-la-carcasse-de-la-syrie/>

Corée du Sud.

Corée du Sud : le président Yoon Suk-yeol destitué par le Parlement - RT 14 déc. 2024

Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a finalement été emporté, ce 14 décembre, par la crise déclenchée par sa tentative d'imposer la loi martiale. Après l'échec d'une première motion de destitution le 7 décembre, suite au boycott du vote par les députés du parti présidentiel, un deuxième texte, déposé par l'opposition cette semaine, a été adopté.

Selon le résultat annoncé par le président de la chambre, 204 députés ont voté en faveur de cette motion, 85 contre, huit bulletins ont été déclarés nuls et trois députés se sont abstenus. Deux cents voix étaient nécessaires pour destituer le président. Les 300 élus du Parlement sud-coréen étaient présents à l'occasion de ce scrutin.

Serbie.

Serbie : Washington s'apprête à sanctionner la principale compagnie pétrolière du pays, affirme Vucic - RT 14 déc. 2024

Les États-Unis s'apprêteraient à imposer des sanctions contre le groupe pétrolier et gazier Naftne industrije Srbije («*Industrie pétrolière de Serbie*», NIS), première capitalisation boursière serbe, a annoncé Aleksandar Vucic.

«*C'est probablement l'une des nouvelles les plus difficiles de ces dernières années. La nouvelle selon laquelle les États-Unis imposeront des sanctions complètes contre NIS dans quelques jours en raison de la propriété russe a été confirmée*», a-t-il déclaré le 13 décembre sur la chaîne TV Informer.

Le président serbe a ajouté que le Royaume-Uni se serait également joint à cette initiative américaine. Ces présumées sanctions pourraient entrer en vigueur à compter du 1er janvier, a précisé Aleksandar Vucic. «*Nous discutons avec les Russes et l'une des solutions consiste à réduire la participation russe dans NIS à 50%*», a-t-il précisé, ajoutant que la situation était très grave.

La chaîne N1, affiliée à CNN, citant des données du registre central des valeurs mobilières, a rapporté que la société russe Gazprom Neft détenait 50% des actions de NIS, la Serbie 29,87% et Gazprom 6,15%.

De son côté, une agence de presse française a souligné que NIS était «le seul fournisseur de gaz de la Serbie» et «le propriétaire majoritaire des deux gazoducs qui transportent le gaz depuis la Russie». Un or bleu notamment acheminé via l'oléoduc TurkStream, qui traverse la mer Noire et la Bulgarie, contournant l'Ukraine.

«*En tant que président de la Serbie et président du Conseil national de sécurité, je ne suis pas prêt pour l'instant à parler de sanctions potentielles contre Moscou*», a déclaré Aleksandar Vucic, cité ce 14 décembre par la radio-télévision serbe, défendant une «*politique sérieuse*» et «responsable» menée depuis trois ans par Belgrade.

Le président serbe se confie régulièrement, dans les médias, sur les pressions exercées par les chancelleries occidentales pour que son pays s'aligne sur les sanctions antirusses.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 décembre 2024

J'ai placé à la suite de cette causerie, un petit texte que j'ai rédigé ces derniers jours, je l'ai inséré dans la rubrique *Défense du marxisme*. Je ne voulais pas l'imposer aux lecteurs qui ne se reconnaissent ni dans le marxisme ni dans le socialisme, il y en a...

J'ai un autre texte en court de rédaction, la suite sur la démocratie, dont on feint d'ignorer pourquoi elle figure en bonne place dans la propagande de la réaction.

En substance, on pourrait dire, que sur le plan politique elle est l'incarnation dénaturée ou sublimée de la lutte contre les inégalités, qui, lorsqu'on prend la peine d'examiner leurs origines, révèlent qu'elles sont irréductibles, parce qu'elles sont propres à la diversité de l'espèce humaine. Pour cette raison, cette lutte contre les inégalités devrait revêtir un caractère strictement politique, et se livrer exclusivement sur le terrain de la lutte des classes.

Force est de constater, que chaque fois qu'elle se déroule sur un tout autre terrain, elle aboutit à une grande confusion, elle se transforme en son contraire ou conduit à la collaboration de classes dont tire profit exclusivement les exploités et les opprimés.

Surtout, faite attention à ne pas trop penser ou vous surmener !

Lu.

Le cerveau est alimenté par l'un des réseaux de vaisseaux sanguins les plus riches du corps humain.

À chaque battement du cœur, les artères apportent au cerveau entre 20 et 25% du sang. Les milliards de cellules cérébrales y puisent environ 20% de l'oxygène et de l'énergie transportés par le sang.

Et jusqu'à 50% lors d'un effort de réflexion important.

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Ils font bon ménage !

**Marine Le Pen ménage (déjà) François Bayrou après son entrevue à Matignon - Le HuffPost
16 décembre 2024**

La cheffe des députés RN, qui a inauguré le cycle de consultations ouvert par le Premier ministre, a eu le sentiment d'être « *écoutée* » et retient, pour le moment, ses coups.

Opération réussie pour le RN, désireux de se débarrasser de ses habits de paria après le barrage républicain opéré contre lui au second tour des élections législatives ? « J'ai été écoutée », se félicite en tout cas Marine Le Pen, qui affirme toutefois qu'il est « *trop tôt pour dire si nous avons été entendus* ».

Plus besoin "d'accord de non-censure", ils sont déjà passés à l'Union nationale, ouf, enfin !

Gouvernement Bayrou: "pas d'accord de non-censure" à l'issue de l'entretien entre le PS et le Premier ministre - BFMTV 16 décembre 2024

Budget : la loi spéciale adoptée par les 481 députés à l'Assemblée nationale, un répit avant les nouveaux débats - Paris Match 17 décembre 2024

La dernière fois, c'était il y a plus de 40 ans. Après 1979, l'Assemblée nationale a une nouvelle fois adopté à l'unanimité, soit 481 voix, la « *loi spéciale* » ce lundi. En cas de crise et pour éviter un shutdown, elle autorise l'exécutif à prélever l'impôt et à emprunter pour financer l'État et la Sécurité sociale.

Constatant que « *l'adoption 2025 n'interviendra pas avant plusieurs mois* », le rapporteur général du budget Charles de Courson et Eric Coquerel ont demandé au Premier ministre que puissent entrer en vigueur rapidement des dispositions fiscales faisant « *consensus* » et « *urgent (es)* ». Paris Match 17 décembre 2024

J-C – LFI (Coquerel) cautionne le budget de guerre de l'Etat capitaliste dirigé entièrement contre les travailleurs, préfigurant la politique qu'appliquerait le NFP s'il était au pouvoir, d'une certaine manière après cette sortie de Coquerel, c'est comme s'ils y étaient déjà.

Parole d'internaute.

Savez- vous que :

- 1) Une partie des taxes sur le tabac, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 7,8 milliards.
- 2) Une partie des taxes sur l'alcool, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 3,5 milliards.
- 3) Une partie des primes d'assurances automobiles, destinées à la Sécu, n'est pas reversée 1,6 milliard.
- 4) La taxe sur les industries polluantes, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 1,2 milliard.
- 5) La part de TVA, destinée à la Sécu, n'est pas reversée : 2 milliards.
- 6) Retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés : 2,1 milliards.

7) Retard de paiement par les entreprises : 1,9 milliard.

En faisant une bête addition, on arrive au chiffre de : 20,1 milliards d'Euros.

Conclusion : Si les responsables de la Sécu et nos gouvernants faisaient leur boulot efficacement et honnêtement, si chacune des institutions reversait ce qu'elle doit chaque année, les prétendus 11 milliards de trou seraient aujourd'hui 9 milliards d'excédent !

Ces chiffres ne sont pas inventés ; vous pouvez les consulter sur le site de la Sécu ; ils sont issus du rapport des comptes de la Sécu.

Etat juif génocidaire.

Israël ferme son ambassade en Irlande à cause de la position de Dublin sur la Palestine - RT 16 déc. 2024

«*Aujourd'hui, j'ai ordonné la fermeture de l'ambassade d'Israël en Irlande*», a annoncé le chef de la diplomatie israélienne Gideon Saar le 15 décembre sur la plateforme X.

Selon le ministre israélien des Affaires étrangères, «*les actions, les doubles standards et la rhétorique antisémite du gouvernement irlandais contre Israël trouvent leur origine dans des efforts visant à délégitimer et à diaboliser l'État juif*». Le gouvernement irlandais, a-t-il poursuivi, «*a reconnu un "État palestinien" lors des attaques contre Israël (une démarche saluée par le Hamas), a tenté de redéfinir le "génocide" dans le droit international pour soutenir des accusations sans fondement contre Israël devant la CIJ*».

L'Irlande a réagi à la déclaration de Gideon Saar, déplorant «*une décision profondément regrettable de la part du gouvernement Netanyahu*». «*Je rejette totalement l'affirmation selon laquelle l'Irlande est anti-israélienne*», écrit le Premier ministre irlandais, Simon Harris, sur son compte X. En novembre, le chef du gouvernement avait fait savoir que les autorités de son pays arrêteraient le Premier ministre, Benjamin Netanyahu s'il se rendait en Irlande, après l'émission par la CPI d'un mandat d'arrêt à son encontre.

Syrie.

Le «terrorisme international comme une révolution de libération», c'est quoi ? L'OTAN, la CIA, le Mossad, le MI6, le MIT !

La Syrie «désormais aux mains des terroristes», affirme Assad dans sa première déclaration depuis Moscou - RT 16 déc. 2024

De «*fausses informations*» et des «*récits très éloignés de la vérité*» ont tenté de présenter le «*terrorisme international comme une révolution de libération*» en Syrie, affirme ce 16 décembre le président déchu Bachar el-Assad dans sa première déclaration depuis Moscou après son départ de Syrie le 8 décembre.

Assad, qui s'exprime pour la première fois sur les circonstances ayant conduit à son départ, assure que *«pas une seule fois au cours des événements qui ont eu lieu en Syrie»* il n'avait envisagé la possibilité de démissionner et de fuir. (On n'en a jamais douté. Mille fois il aurait pu fuir depuis 2011 quand sa tête fut mise à prix. – J-C)

« À aucun moment je n'ai envisagé de démissionner ou de chercher refuge, et une telle proposition n'a été faite par aucun parti. La seule voie d'action était de continuer à combattre l'assaut terroriste », assure-t-il. Jusqu'à ce que les événements l'aient contraint à partir, justifie-t-il. *« Lorsque l'État tombe entre les mains du terrorisme et que la capacité à apporter une contribution significative est perdue, tout poste de responsabilité devient dépourvu de sens et [...] inutile ».*

« Mon départ de Syrie n'était pas prémédité et n'a pas non plus eu lieu durant les dernières heures de la bataille, contrairement à certaines allégations », a tenu à préciser Bachar el-Assad dans sa déclaration. Il a annoncé qu'il était resté à Damas jusqu'au petit matin du 8 décembre et qu'il n'avait quitté le pays que dans la soirée de ce jour-là.

Il a expliqué qu'il s'était rendu dimanche 8 décembre à la base aérienne russe de Hmeimim, à Lattaquié, pour *« superviser les opérations de combat »*, jusqu'à ce qu'il soit évacué vers la capitale russe à l'initiative de Moscou.

Le président syrien déchu a également insisté sur le fait que depuis son départ, Damas était désormais gouvernée par les terroristes, tout en promettant qu'une explication *« complète et détaillée »* des événements serait présentée ultérieurement. RT et courrierinternational.com

Syrie: plusieurs chancelleries étrangères prennent contact avec le nouveau pouvoir - BFMTV 16 décembre 2024

Après Washington samedi, le Royaume-Uni a annoncé dimanche avoir établi des *"contacts diplomatiques"* avec HTS.

HTS *"reste une organisation terroriste interdite (au Royaume-Uni), mais nous pouvons avoir des contacts diplomatiques"*, a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy.

De son côté, la France a annoncé l'envoi d'une mission diplomatique mardi à Damas, la première depuis 12 ans, pour *"établir de premiers contacts"* avec les nouvelles autorités. Doha a de son côté annoncé la réouverture mardi de son ambassade en Syrie après l'arrivée dimanche d'une délégation qatarie dans le pays où elle a rencontré les nouvelles autorités.

La Turquie, acteur majeur dans le conflit en Syrie et soutien des nouvelles autorités, avait déjà rouvert samedi son ambassade à Damas après plus de 12 ans de fermeture.

L'Union européenne envoie lundi un haut représentant à Damas pour rencontrer les dirigeants du nouveau pouvoir syrien, dominé par des islamistes

Les États-Unis et Israël ont détruit la Syrie et ont appelé cela la paix - consortiumnews.com 13 décembre 2024

La chute de la Syrie cette semaine est le point culminant de la campagne israélo-américaine contre le pays, qui remonte à 1996, avec l'arrivée au pouvoir de Netanyahu comme Premier ministre. La guerre israélo-américaine contre la Syrie s'est intensifiée en 2011 et 2012, lorsque l'ancien président américain Barack Obama a secrètement chargé la CIA de renverser le gouvernement syrien dans le cadre de l'opération Timber Sycamore .

Cet effort a finalement porté ses fruits cette semaine, après plus de 300 000 morts dans la guerre syrienne depuis 2011.

La chute de la Syrie est survenue rapidement en raison de plus d'une décennie de sanctions économiques écrasantes, du fardeau de la guerre, de la saisie du pétrole syrien par les États-Unis, des priorités de la Russie concernant le conflit en Ukraine et, plus immédiatement, des attaques d'Israël contre le Hezbollah, qui était le principal soutien militaire du gouvernement syrien.

Assad a sans doute souvent mal joué ses cartes et a dû faire face à un profond mécontentement interne, mais son régime a été pendant des décennies ciblé par les États-Unis et Israël pour s'effondrer.

Avant que la campagne américano-israélienne visant à renverser Assad ne commence en 2011, la Syrie était un pays à revenu intermédiaire en pleine croissance. En janvier 2009, le Conseil d'administration du FMI déclarait :

« Les administrateurs ont salué les bons résultats macroéconomiques obtenus par la Syrie ces dernières années, comme en témoignent la croissance rapide du PIB hors pétrole, le niveau confortable des réserves de change et la faiblesse et la baisse de la dette publique. Ces résultats reflètent à la fois la vigueur de la demande régionale et les efforts de réforme des autorités pour évoluer vers une économie davantage axée sur le marché. »

Depuis 2011, la guerre perpétuelle d'Israël et des États-Unis contre la Syrie, qui comprend les bombardements, les djihadistes, les sanctions économiques, la saisie des champs pétroliers syriens par les États-Unis, et bien plus encore, a plongé le peuple syrien dans la misère.

La longue histoire de la campagne israélienne visant à renverser le gouvernement syrien n'est pas largement comprise, mais les documents qui en témoignent sont clairs.

La guerre d'Israël contre la Syrie a commencé avec les néoconservateurs américains et israéliens en 1996, qui ont élaboré une stratégie de « *rupture nette* » pour le Moyen-Orient pour Netanyahu lors de son arrivée au pouvoir.

Le cœur de la stratégie de la « *rupture nette* » appelait Israël (et les États-Unis) à rejeter la « *terre contre la paix* », l'idée selon laquelle Israël se retirerait des terres palestiniennes occupées en échange de la paix.

Au lieu de cela, Israël conserverait les terres palestiniennes occupées, gouvernerait le peuple palestinien dans un État d'apartheid, procéderait à un nettoyage ethnique progressif de l'État et imposerait la soi-disant « *paix pour la paix* » en renversant les gouvernements voisins qui résistaient aux revendications territoriales d'Israël.

La stratégie de la Rupture nette affirme que « notre revendication sur la terre – à laquelle nous nous accrochons depuis 2000 ans – est légitime et noble », et poursuit :

« *La Syrie défie Israël sur le sol libanais. Une approche efficace, à laquelle les Américains peuvent adhérer, serait qu'Israël prenne l'initiative stratégique le long de ses frontières nord en engageant le Hezbollah, la Syrie et l'Iran, principaux agents d'agression au Liban...* »

Dans son livre *Fighting Terrorism* (Lutte contre le terrorisme), publié en 1996, Netanyahou a exposé sa nouvelle stratégie. Israël ne combattrait pas les terroristes, mais les États qui les soutiennent. Plus précisément, il demanderait aux États-Unis de se battre pour Israël. Comme il l'a expliqué en 2001 :

« *La première chose, et la plus importante, à comprendre est la suivante : il n'y a pas de terrorisme international sans le soutien des États souverains. [...] Supprimez tout ce soutien étatique, et tout l'échafaudage du terrorisme international s'effondrera en poussière.* »

La stratégie de Netanyahou a été intégrée à la politique étrangère américaine. La défaite de la Syrie a toujours été un élément clé du plan. Cela a été confirmé par le général Wesley Clark après le 11 septembre.

Lors d'une visite au Pentagone, on lui a dit : « *Nous allons attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans. Nous commencerons par l'Irak, puis nous passerons à la Syrie, au Liban, à la Libye, à la Somalie, au Soudan et à l'Iran.* »

L'Irak serait le premier pays à être touché, suivi de la Syrie et des autres. (La campagne de Netanyahou en faveur de la guerre en Irak est décrite en détail dans le nouveau livre de Dennis Fritz, *Deadly Betrayal*. Le rôle du lobby israélien est expliqué dans le nouveau livre d'Ilan Pappé, *Lobbying for Zionism on Both Sides of the Atlantic*).

L'insurrection qui a frappé les troupes américaines en Irak a retardé le calendrier de cinq ans, mais n'a pas modifié la stratégie de base.

Les États-Unis ont jusqu'à présent mené ou parrainé des guerres contre l'Irak (invasion en 2003), le Liban (financement et armement d'Israël par les États-Unis), la Libye (bombardement de l'OTAN en 2011), la Syrie (opération de la CIA dans les années 2010), le Soudan (soutien aux rebelles pour diviser le Soudan en 2011) et la Somalie (soutien à l'invasion de l'Éthiopie en 2006).

Une éventuelle guerre américaine contre l'Iran, ardemment recherchée par Israël, est toujours en suspens.

Aussi étrange que cela puisse paraître, la CIA a soutenu à plusieurs reprises les djihadistes islamistes dans ces guerres, et ces derniers viennent de renverser le régime syrien. Après tout, la CIA a contribué à la création d'Al-Qaïda en formant, en armant et en finançant les moudjahidines en Afghanistan à partir de la fin des années 1970.

Oui, Oussama ben Laden s'en est ensuite pris aux États-Unis, mais son mouvement était tout de même une création américaine. Ironiquement, comme le confirme Seymour Hersh, ce sont les services de renseignements d'Assad qui « *ont prévenu les États-Unis d'un attentat imminent d'Al-Qaïda contre le quartier général de la cinquième flotte de la marine américaine* ».

L'opération *Timber Sycamore* était un programme secret de la CIA lancé par Obama pour renverser Bachar al-Assad et doté d'un budget d'un milliard de dollars. La CIA finançait, formait et fournissait des renseignements à des groupes islamistes radicaux et extrémistes.

La CIA a également mis en place une « *ligne rouge* » pour acheminer des armes depuis la Libye (attaquée par l'OTAN en 2011) vers les djihadistes en Syrie. En 2014, Seymour Hersh a décrit cette opération dans son article « *The Red Line and the Rat Line* » :

« *Une annexe hautement confidentielle du rapport, non rendue publique, décrit un accord secret conclu début 2012 entre les administrations Obama et Erdogan. Il porte sur la ligne de transport de marchandises. Selon les termes de l'accord, le financement provenait de Turquie, ainsi que de l'Arabie saoudite et du Qatar ; la CIA, avec le soutien du MI6, était responsable de l'acheminement des armes des arsenaux de Kadhafi vers la Syrie.* »

Peu de temps après le lancement de Timber Sycamore, en mars 2013, lors d'une conférence conjointe du président Obama et du Premier ministre Netanyahu à la Maison Blanche, Obama a déclaré :

« *En ce qui concerne la Syrie, les États-Unis continuent de travailler avec leurs alliés et amis ainsi qu'avec l'opposition syrienne pour hâter la fin du règne d'Assad.* »

Dans la mentalité sioniste américano-israélienne, un appel à la négociation de la part d'un adversaire est considéré comme un signe de faiblesse de ce dernier. Ceux qui appellent à des négociations de l'autre côté finissent généralement par mourir – assassinés par Israël ou par des agents américains

Nous avons pu le constater récemment au Liban. Le ministre libanais des Affaires étrangères a confirmé que Hassan Nasrallah, ancien secrétaire général du Hezbollah, avait accepté un cessez-le-feu avec Israël quelques jours avant son assassinat.

Le Hezbollah est prêt depuis longtemps à accepter un accord de paix conforme aux souhaits du monde arabo-islamique, qui préconise une solution à deux États. De même, au lieu de négocier pour mettre fin à la guerre à Gaza, Israël a assassiné le chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à Téhéran.

De même, en Syrie, au lieu de permettre l'émergence d'une solution politique, les États-Unis se sont opposés au processus de paix à plusieurs reprises.

En 2012, l'ONU avait négocié un accord de paix en Syrie, mais les Américains avaient exigé le départ d'Assad dès le premier jour de la signature de l'accord. Les États-Unis voulaient un changement de régime, pas la paix.

En septembre, Netanyahu s'est adressé à l'Assemblée générale avec une carte du Moyen-Orient divisée entre « *bénédiction* » et « *malédiction* », le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran faisant partie de la malédiction de Netanyahu.

La véritable malédiction est la voie du chaos et de la guerre empruntée par Israël, qui a désormais englouti le Liban et la Syrie, avec le fervent espoir de Netanyahu d'entraîner également les États-Unis dans une guerre contre l'Iran.

Les États-Unis et Israël se félicitent d'avoir réussi à détruire un autre adversaire d'Israël et défenseur de la cause palestinienne, Netanyahu s'attribuant le mérite d'avoir « *lancé ce processus historique* ».

Il est fort probable que la Syrie succombe désormais à la poursuite de la guerre entre de nombreux protagonistes armés, comme cela s'est produit lors des précédentes opérations de changement de régime menées par les États-Unis et Israël.

En bref, l'ingérence américaine, à la demande de l'Israël de Netanyahu, a laissé le Moyen-Orient en ruines, avec plus d'un million de morts et des guerres ouvertes faisant rage en Libye, au Soudan, en Somalie, au Liban, en Syrie et en Palestine, et avec l'Iran au bord d'un arsenal nucléaire, poussé contre ses propres inclinations vers cette éventualité.

Bande de Gaza : Un soldat israélien qualifie son armée de «noire plus que le noir» « la vie des Palestiniens est pire que celle d'un chien». 22 martyrs ce samedi - Réseau International 15 décembre 2024

Par Al-Manar

Un soldat revenu après avoir servi dans la bande de Gaza a assuré pour le quotidien israélien Haaretz que l'armée d'occupation y commet «des crimes de guerre méthodiques».

«*Ce qui se passe dans l'enclave ne peut être digéré, la vie des Palestiniens est pire que celle des chiens*», a assuré Haïm Har Zhav qui faisait son service dans le passage de Netzarim occupée par l'armée d'occupation.

Et d'ajouter qu'il n'y a aucune restriction pour les tirs de feu contre les Palestiniens. «*Des bâtiments sont détruits et on tire sur chaque palestinien qui s'approche d'une ligne frontalière qui n'est pas claire au nord de la bande de Gaza*».

«*Les crimes et les destructions s'alternent sans distinction*», a-t-il aussi indiqué estimant que cette politique ne sert pas les objectifs de la guerre.

Selon lui, les objectifs déclarés de la guerre telle que la restitution des captifs ne font plus partie du discours. «*La majeure partie de cette guerre est grise et complexe. Cette guerre était justifiée au début après les événements du 7 octobre 2023, mais en vérité d'après son déroulement, elle n'a jamais été une guerre juste*».

«*L'armée est plus noire que le noir*», a conclu le soldat israélien.

L'armée d'occupation poursuit son génocide dans la bande de Gaza en bombardant les maisons sur la tête de leurs habitants. Les bombardements se concentrent dans le nord et le centre.

Un bombardement d'artillerie sur le nord-ouest du camp de Nusseirat dans le centre a détruit à l'aube de ce samedi des bâtiments résidentiels. Des familles entières y ont été décimées. Les bombardements aériens et d'artillerie ont frappé des maisons à Jabalia, l'école al-Majida qui héberge des déplacés au nord-est de Gaza où 5 martyrs et 20 blessés ont été déplorés, l'hôpital Kamal Adwan, le seul encore en activité au nord de l'enclave où une ambulance a été frappée de plein fouet, les maisons dans le quartier Zeytoun où trois membres de la famille Rachid sont tombés en martyrs et 5 autres blessés, le quartier al-Touffah à l'est de Gaza City où des hélicoptères ouvrent le feu sur tout ce qui bouge dans ses régions nord, le quartier al-Amal à Khan Younes au sud, sur la

localité Absane Jadida a l'est de Khan Younes où 2 martyrs ont été signalés, Rafah où 2 martyrs ont succombé...

Des dizaines de maisons dans le quartier al-Khoulafa à Jabalia ont été incendiées. D'autres maisons ont été dynamitées à Beit Lahia...

Depuis l'aube, 22 martyrs palestiniens ont été recensés. Le photographe de l'Université Palestine Abdel Rahman al-Qasas et le journaliste Mohamad Baaloucha en font partie.

Le bilan des martyrs est monté à 44 875 et celui des blessés à 106 454. Sachant que celui de ceux qui ont péri sous les décombres et n'ont pas été dégagés dépasse les 10 000.

«Il n'y a plus de médecins spécialistes, ni services, ni médicaments, ni équipements médicaux et nos patients meurent en raison du manque des médicaments et la pénurie d'oxygène», a déploré le ministre de la Santé à Gaza, assurant que «l'occupation œuvre pour annihiler la vie dans la bande de Gaza afin qu'elle ne soit plus vivable».

La Syrie «libérée» par ses démolisseurs - Réseau International 15 décembre 2024

Par Manlio Dinucci

Abou Mohammed al-Joulani, qui de fait détient aujourd'hui le pouvoir à Damas, a une histoire éloquent : il commence sa militance djihadiste dans les rangs d'Al-Qaïda comme collaborateur de Abou Bakr al-Baghdadi, le «calife» qui en 2013 fonde l'ISIS, l'«État Islamique de l'Irak et de la Syrie». En 2011, pendant la phase préparatoire, al-Baghdadi l'envoie en Syrie avec des fonds importants pour créer le Front al-Nosra, faction formellement autonome mais en réalité appartenant à l'État islamique.

La faction d'al-Joulani participe dès sa naissance à l'opération USA-OTAN pour démolir l'État syrien. Une des raisons de cette opération est le fait que Syrie, Iran et Irak avaient signé en juillet 2011 un accord pour un gazoduc qui aurait dû relier le gisement iranien de South Pars, le plus grand du monde, à la Syrie et donc à la Méditerranée et à l'Europe, créant un corridor énergétique alternatif à ceux qui traversent la Turquie et d'autres parcours, contrôlés par les compagnies étasuniennes et européennes.

La guerre couverte en Syrie commence par une série d'attentats terroristes, effectués surtout à Damas et Alep. Des centaines de forces d'élite britanniques SAS opèrent en Syrie, avec des unités étasuniennes et françaises. Le commandement des opérations est à bord de navires OTAN dans le port d'Alexandrette en Turquie. La force de choc est constituée par une armée de groupes islamistes provenant d'Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Libye et autres pays. Les armes arrivent à travers un réseau international organisé par la CIA, qui les fournit aux groupes infiltrés en Syrie, d'abord entraînés en territoire turc et jordanien. L'opération est dirigée par le quartier-général avancé du Commandement Central USA dans la base qatarie d'Al Udeid. En ce point Moscou décide en 2015, à la demande de Damas, d'intervenir directement en soutien de l'armée syrienne. L'intervention, effectuée par des forces aériennes, démontre que la «Coalition anti-ISIS» conduite par les USA faisait semblant de combattre l'ISIS. En un peu plus de deux ans la coalition russo-syrienne libère environ les trois quarts du territoire national, tombés dans les mains de l'ISIS et autres mouvements soutenus par les USA.

En 2016 al-Joulani interrompt formellement les liens avec Al-Qaïda, en rebaptisant le groupe Jabhat Fatah al-Sham puis Hayat Tahrir al-Cham (HTS) en 2017. Sous Joulani, l'HTS devient la force dominante à Idlib, la plus grande place-forte des « rebelles » dans le Nord-Ouest de la Syrie. Soutenue notamment par la Turquie, la faction d'al-Joulani se prépare pendant une année à l'opération en Syrie. Elle est dans cet objectif armée à travers des canaux secrets et entraînée par les forces spéciales Khimik du Renseignement ukrainien. Entrée en Syrie le 8 novembre, la faction armée islamiste d'al-Joulani avance rapidement et conquiert Damas le 7 décembre. L'armée syrienne n'oppose aucune résistance significative, symptôme d'une désagrégation interne avérée par le fait que, alors que le président Assad reçoit l'asile en Russie, le personnel de l'ambassade syrienne à Moscou hisse le drapeau des « rebelles » islamistes qui viennent de conquérir Damas.

Tandis que les États-Unis confirment être en contact avec les « rebelles » à travers la Turquie, Israël s'approprie un autre morceau de territoire syrien sur les Hauteurs du Golan et effectue des centaines d'attaques aériennes, définies comme « défensives », contre des ports et aéroports syriens. La conquête de la Syrie par ces forces constitue un coup dur à la fois pour l'Iran, qui voit s'affaiblir le front de résistance à l'offensive israélienne au Moyen-Orient soutenue par USA, OTAN et UE, et pour la Russie qui perd quasi certainement l'accès au port syrien de Tartous, unique port d'ancrage pour ses navires militaires en Méditerranée, et risque le ralentissement ou l'interruption du Corridor de Transport Nord-Sud qui, à travers le Moyen-Orient, lui permet de contourner le blocus à l'Ouest.

J-C – Comme s'il ne la connaissait pas ! RT nous prend pour des cons !

Le Hezbollah attend de connaître la position des nouveaux maîtres de Damas à l'égard d'Israël - RT16 déc. 2024

Le secrétaire général du Hezbollah Naïm Qassem est revenu longuement sur les récents événements en Syrie, évoquant aussi son positionnement à l'égard des nouveaux maîtres de Damas. Dans une allocution prononcée dans la soirée du 14 décembre, le successeur de Hassan Nasrallah a exprimé l'espoir que le nouveau régime de Damas ne « normalisera pas » ses relations avec Israël. « *Nous avons soutenu la Syrie car elle a contribué à renforcer les capacités de la résistance à travers son territoire vers le Liban et la Palestine. Aujourd'hui, le régime est tombé. Nous ne pourrions juger les nouvelles forces que quand elles prendront des positions claires et que la situation se normalisera en Syrie* », a-t-il expliqué, indiquant que la position du parti chiite évoluera en fonction de la politique des djihadistes au pouvoir.

Naïm Qassem a en outre admis que « *le Hezbollah a perdu la voie d'approvisionnement militaire via la Syrie, estimant néanmoins qu'il s'agit d'un petit détail qui peut changer avec le temps* ». « *Cette voie peut être restaurée avec le nouveau régime, tout comme nous pouvons trouver de nouveaux moyens* », a-t-il espéré en indiquant que ce qui se passe en Syrie ne touchera pas le Liban.

Au sujet du pays du Cèdre, le programme du Hezbollah pour la prochaine phase au Liban est « *la mise en œuvre de l'accord au sud du fleuve Litani, la reconstruction, l'élection d'un chef de l'État le 9 janvier et le dialogue positif sur les points qui posent problème* », a affirmé Naïm Qassem. Il a ainsi souligné la nécessité d'« *unifier la position du Liban face à l'occupation israélienne du pays, de discuter des moyens de renforcer l'armée et de la stratégie de défense au Liban* ». « *L'ennemi s'est rendu compte que l'horizon était bouché dans la lutte contre la résistance et s'est donc tourné vers un accord (de cessez-le-feu) pour mettre fin à son agression* », a encore estimé Naïm Qassem. Selon lui, cet accord « *visé à cesser l'agression, pas la résistance, et se limite au sud du Litani* ». Il a aussi affirmé que le Hezbollah est resté « *patient face à des centaines de violations israéliennes afin de ne*

pas être un obstacle à l'accord et de mettre les personnes concernées face à leurs responsabilités». Une référence aux nombreuses violations par l'armée israélienne de la trêve avec le Hezbollah. Les attaques de Tshal ont fait plus de 30 morts au Liban depuis l'officialisation du cessez-le-feu.

Les dirigeants libanais divisés sur les nouveaux maîtres de Damas - RT 16 déc. 2024

Hayat Tahrir el-Cham (HTC) est loin de faire l'unanimité au pays du Cèdre. Si certains partis politiques ont salué le renversement de Bachar el-Assad, d'autres sont plus nuancés sur l'avenir des relations libano-syriennes.

Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle page s'ouvre en Syrie, les relations bilatérales traversent une période très incertaine, notamment aux yeux des rebelles, pour qui le Liban a parfois été du mauvais côté de l'histoire. Depuis la chute de l'ancien Raïs de Damas le 8 décembre dernier, plusieurs responsables libanais ont déjà pris langue avec le nouveau régime. Le chef emblématique de la communauté druze, Walid Jumblatt, a appelé le 14 décembre Abou Mohammad al-Joulani, de son vrai nom Ahmad el-Chareh, le chef de Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Le leader druze s'apprête notamment à se rendre à Damas pour rencontrer les nouveaux dirigeants syriens. Walid Jumblatt a notamment salué *«la grande victoire contre le régime de répression et la liberté recouvrée après 54 ans de tyrannie»*. Les deux responsables ont insisté sur l'unité du territoire syrien face aux projets *«qui pourraient faire du tort aussi bien à la Syrie qu'au Liban»*. Ils ont également mis en garde contre les *«agissements suspects»* des partisans de Bachar el-Assad, qui pourraient *«coopérer avec les ennemis de la Syrie»*. Walid Jumblatt pourrait être un intermédiaire de poids pour la communauté druze syrienne présente dans le sud du pays.

De plus, une délégation de religieux sunnites libanais a rencontré le nouveau chef de Damas, notamment le cheikh Salem al-Rafeï. La communauté sunnite au Liban a fêté la chute de Bachar el-Assad. D'autres partis, à l'instar des Forces libanaises et du parti des Kataëb, étaient favorables à un renversement de Bachar el-Assad en Syrie, mais ils n'ont pas eu de liens directs avec Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Quant aux relais politiques du parti Baas au Liban, ils sont dorénavant orphelins. C'est le cas du Parti social nationaliste syrien (PSNS) et le Parti Baas arabe socialiste au Liban, mais aussi un cortège de personnalités implantées au Liban par Damas dans l'objectif d'asseoir son influence. Cette galaxie politique, qui vouait une fidélité sans réserve à la dynastie des Assad, doit s'adapter à une nouvelle conjoncture.

Allemagne.

Le Bundestag vote une motion de censure contre Olaf Scholz - RT 16 déc. 2024

Lors d'une session extraordinaire le 16 décembre, le Bundestag (le Parlement allemand) a refusé de faire confiance au gouvernement d'Olaf Scholz, chancelier allemand. 394 députés ont voté en faveur de la dissolution du Parlement et de l'organisation de nouvelles élections, 207 ont soutenu le cabinet Scholz et 116 se sont abstenus. Un vote de défiance requiert au moins 367 voix.

Le Bundestag ayant exprimé sa défiance à l'égard du gouvernement, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier dispose désormais de 21 jours, conformément à l'article 68 de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (Constitution), pour dissoudre le Parlement et convoquer de nouvelles élections. Il peut refuser cette mesure et maintenir le gouvernement minoritaire dirigé par Scholz, mais cela est peu probable (dans l'histoire de l'Allemagne, chaque fois que le Bundestag a refusé de faire confiance au gouvernement, celui-ci a été dissous et de nouvelles élections ont été organisées). Selon les délais légaux, les élections doivent avoir lieu au plus tard 60 jours après le vote de défiance du Bundestag.

La chancelière a proposé le 23 février comme date possible pour des élections anticipées (les prochaines élections en Allemagne étaient prévues pour septembre 2025).

La session extraordinaire du Bundestag s'est ouverte sur un discours d'Olaf Scholz, dans lequel il a souligné qu'il posait la question de la confiance dans le gouvernement non seulement aux députés, mais aussi aux électeurs. *«Mon objectif est de promouvoir les élections fédérales. Lors de ces élections, les citoyens pourront déterminer l'orientation politique du pays. C'est pourquoi j'adresse aujourd'hui aux électeurs un vote de confiance»*, a-t-il déclaré. Scholz a également vivement critiqué les démocrates libres, les tenant pour responsables de l'effondrement de la coalition. *«La politique n'est pas un jeu, chers collègues. L'entrée au gouvernement exige une maturité morale correspondante. Quiconque entre au gouvernement est responsable de l'ensemble du pays»*, a souligné le chancelier allemand.

J-C- C'est valable pour tous les gouvernements, si on les prend aux mots.

Question : Ne seraient pas eux qui auraient reproché à Bachar al-Assad de ne plus être "*responsable de l'ensemble (de son) pays*", la Syrie, alors qu'il n'entendait pas céder à ses agresseurs, qui seraient mal placés pour revendiquer la *«maturité morale»* dont il fit preuve en assumant jusqu'au bout ses responsabilités ou tenter de préserver l'intégrité et la souveraineté de la Syrie, qui désormais n'existe plus.

Pologne.

La Pologne appelle à cesser le dialogue avec l'Ukraine à cause des massacres en Volhynie - RT 16 déc. 2024

Varsovie devrait cesser le dialogue avec Kiev jusqu'à ce que les corps des victimes des massacres des Polonais en Volhynie soient exhumés dans le respect des conditions formulées par la Pologne, écrit Katarzyna Sokolowska, directrice de la fondation polonaise Wołyń Pamiętamy (La Volhynie se souvient), sur le portail Myśl Polska. *«Il est impossible de traiter un pays qui construit son identité sur l'idéologie criminelle de Bandera en tant que partenaire, et nous ne pouvons en aucun cas parler d'amitié lorsque des meurtriers et des génocidaires sont élevés sur des piédestaux de gloire»*, a-t-elle indiqué.

Katarzyna Sokolowska a demandé à Kiev de reconnaître les massacres des Polonais en Volhynie comme un génocide de la nation polonaise, de punir les responsables et d'abandonner l'idéologie de Bandera. *«Nous, le peuple polonais, tenons à vous rappeler que l'ambassadeur polonais en Ukraine, Piotr Loukaciewitch, devrait représenter nos intérêts et ne pas chercher l'amitié entre les nations à tout prix sur les ossements des Polonais assassinés»*, a-t-elle ajouté.

Géorgie.

Géorgie : le candidat d'extrême droite et antioccidental Mikhaïl Kavelachvili élu président de la République lors d'un vote controversé - franceinfo/AFP 14 décembre 2024

L'ancien footballeur était le seul nom proposé au collège électoral, qui a voté en l'absence des partis d'opposition.

Un résultat sans surprise. Le candidat antioccidental Mikhaïl Kavelachvili, seul nom en lice, a été élu à 53 ans président de la République de Géorgie par le collège électoral samedi 14 décembre. Il a recueilli 224 voix sur les 225 exprimés, lors d'un scrutin largement boycotté par les oppositions. Une manifestation est en cours depuis samedi matin devant le Parlement, où s'est déroulé le vote. Ancien footballeur, connu pour ses positions nationalistes et anti-LGBT, Mikhaïl Kavelachvili s'est aussi illustré lors de son passage au Parlement avec des discours enflammés contre l'opposition.

Commentaires d'internautes

1- C'est comme ça à chaque fois que le peuple ne vote pas comme il devrait...

Aussitôt, la machine de propagande européiste et de l'Otan se met à tourner à plein régime.

Au début, ça marchait à peu près. Mais le problème, c'est que c'est toujours les mêmes bobards. Ils ne se renouvellent jamais !

Constatez vous-mêmes :

Lorsque les élections amènent au pouvoir l'adversaire du candidat promu par l'Union européenne et l'Otan, l'Europe et ses médias hurlent aussitôt à la subversion, à la fraude massive et à la manipulation par le Kremlin ! L'expression démocratique est totalement refusée, des émeutes de rue sont orchestrées pour empêcher le choix du peuple et le candidat victorieux est immédiatement accusé d'être 1) illégitime, 2) populiste, 3) adorateur de Poutine, 4) trumpiste, 5) "antivax", 6) d'extrême-droite, 7) climatosceptique et 8) masculiniste !!

Aucune imagination ! C'est comme ça à tous les coups !!

2- Dans le système électoral Géorgien, le président n'est plus élu au suffrage universel direct depuis 2017 mais par un collège électoral de 300 membres. 224 membres de ce collège était du partie de ce type. L'opposition était donc certaine de perdre les élections et a décidé de ne pas présenter de candidat, mais elle n'a pas été empêchée de le faire !

Il faut rappeler que cette opposition est actuellement au pouvoir et que c'est elle qui a réformé le système électoral du président pour empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Elle a joué, elle a perdue et aujourd'hui elle vient pleurer que cette élection serait illégitime. Mais illégitime de quoi au juste ? Parce qu'elle a perdu une élection alors qu'elle avait trafiqué la constitution pour gagner ?

3- Tout perdant d'un scrutin est prié d'invoquer l'ingérence russe. Ça marche bien.

4- En quoi cette élection est controversée? Le candidat ne plait pas à Ursula en fait.

Défense du marxisme.

(Beaucoup de tapage autour de Cronstadt - Trotsky 15 janvier 1938)

La lecture de ce court document à valeur à la fois historique et pédagogique m'a inspiré quelques réflexions en rapport avec le développement de la situation politique internationale.

Trotsky - La révolution est « *faite* » directement par une minorité. Cependant le succès d'une révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminés par les modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

J-C - Dans tous les pays capitalistes, c'est aussi une minorité qui est pouvoir, qui détient le pouvoir politique et économique, c'est la classe des capitalistes qui a rédigé une Constitution et qui a conçu des institutions pour exercer ce pouvoir. Cette classe aussi a besoin de trouver "*un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité*", la stabilité de son régime en dépend pour assurer la pérennité du capitalisme.

Quant aux "*modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe*" en dehors de situation révolutionnaire, elles vont être déterminées par "*la succession des divers stades*" auxquels seront soumises les conditions sociales des masses en fonction du développement de la crise du capitalisme ou d'autres facteurs politiques qui alimenteront la lutte des classes. C'est exactement ce à quoi nous venons d'assister en Syrie et précédemment en Irak.

Aucune minorité ne peut parvenir au pouvoir et s'y maintenir durablement, soit en recourant à un régime autoritaire, soit en y associant d'autres minorités ou en prenant en compte les besoins de la majorité d'entre elles, en prenant le risque que l'une d'entre elles revendique à son tour le pouvoir, d'où l'instauration d'un régime juridique destiné occasionnellement à réprimer toute tentative de rébellion qui ferait peser une sérieuse menace sur la stabilité du régime en place. C'est ce type de régime qui avait été instauré en Syrie et en Libye, en Irak ce fut davantage une combinaison des deux.

Que ce soit dans les pays dominants ou dominés ou plus largement tout type de société, féodal, capitaliste ou socialiste, c'est le système économique, plus précisément les classes et leur hétérogénéité qui constitue la source de division et d'affrontement, car leur statut social est inégal, bien qu'en grande partie leurs fonctions et besoins soient complémentaires, et c'est seulement dans une société sans classe que cette source d'injustice et de violence disparaîtrait au profit de l'épanouissement individuel de chacun de ses citoyens, où seules leurs aspirations complémentaires et communes pourraient enfin s'épanouir librement, la première phase correspondant au socialisme, la seconde à ce qu'on a appelé le communisme, l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes ont imaginé puisqu'il impliquerait l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, de toute forme d'esclavage, car entraînant la disparition de tous les rapports sociaux impliquant la domination ou l'oppression d'une catégorie de la population sur une autre, dont celle des hommes sur les femmes. Je le précise pour ceux qui sont particulièrement sensibles à cette question, histoire de leur montrer que notre conception de ce qu'ils appellent improprement le féminisme est la seule perspective politique qui permettra la réalisation de la totalité des aspirations

des femmes, tout comme celles des hommes car elles se rejoignent, puisqu'aucun n'a intérêt à maintenir un système économique basé sur des rapports sociaux reposant sur les inégalités entre les classes, dont découlent toutes les discriminations dont sont victimes différentes catégories ou minorités parmi la population.

Trotsky - La classe ouvrière — pour ne pas parler des masses semi-prolétariennes — est hétérogène, socialement comme politiquement. La lutte des classes engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment où l'avant-garde réussit à entraîner avec elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que disparaissent les contradictions entre les travailleurs eux-mêmes. Au point culminant de la révolution, elles sont certes atténuées, mais seulement pour se manifester, ensuite, à la seconde étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble.

J-C - Alors que dire des pays qui comptent encore des tributs, des éléments en grand nombre ou parfois majoritaires d'un autre âge, dont le mode de pensée est demeuré archaïque ou très élémentaire, sans qu'on est à les juger et encore moins les condamner car cela serait injuste.

Les dirigeants des pays occidentaux voudraient leur imposer leur propre mode de pensée, leur modèle de société et de gouvernance politique, alors qu'ils ne correspondent ni à leur évolution ni au degré de leur développement économique ni aux conditions sociales qui prévalent dans leur population, ni à leurs besoins ou aspirations tels que les masses de ces pays se les représentent ou les expriment. En forçant les autorités des pays dominés ou sous-développés ou pauvres à adopter leurs standards, ils n'ont fait que mécontenter leur population au risque de s'en couper totalement ou de ne plus pouvoir la contrôler, ce qui était déjà le cas en partie.

Les minorités ou les couches hétérogènes de la classe ouvrière sont vulnérables et impuissante tant qu'elles sont divisées, mais dès qu'elles prennent conscience d'être majoritaires, elles deviennent invulnérables et toute puissantes. Quelques brefs exemples locaux et personnels pour l'illustrer.

J'habite dans le même district depuis 14 ans, bien qu'il existe un impôt local ou une taxe d'habitation, je ne l'ai jamais payé. Pourquoi ? Parce que je n'y ai pas pensé, non mais je suis sérieux, c'est vrai. Un jour, je me suis posé la question, j'ai questionné quelques Indiens, aucun ne l'a payait, tous n'en voyaient pas l'utilité, les services de l'Etat ou municipaux sont quasi inexistantes ou on paye déjà l'électricité, très cher, trop cher, alors pourquoi payer une taxe inutile ? Il y a 4 ou 5 ans déjà, les autorités ont voulu imposer le port du casque pour tous les conducteurs et passagers des deux-roues à moteur, personne ou presque n'en porte, trop cher, inconfortable, inutile. La police a dressé des barrages et verbalisé à tour de bras pendant quelque temps, puis voyant que cela ne servait à rien, elle a levé les barrages, la désobéissance civile de masse l'a emportée. Lors de la dictature hygiéniste de 2020, ils n'ont pas pu nous confiner totalement, la résistance de la population était trop grande, comment expliquer le bien-fondé de mesures aussi débiles à une population profondément arriérée encline à traiter les autorités de menteur entre autres ? Résultat, un grand nombre ont emprunté des petites routes pour sortir en contournant les barrages, dans mon village pas une seule personne ne sortit de chez elle avec un masque ou un mouchoir, et seulement quelques personnes se firent "vacciner", victimes du chantage de leurs employeurs. Dès qu'ils apprirent qu'un célèbre acteur tamoul était mort quelques jours après avoir été piqué, plus personne ne voulut se faire injecter ces saloperies. Quelle fut la réaction des autorités ? Aucune, elles avaient toute la population toutes classes confondues contre elles. Et pendant les années suivantes jusqu'à ce lundi 16 décembre 2024, les flics ont cessé de contrôler permis et assurance, en dressant des barrages filtrant sur la route principale menant à la commune la plus proche de chez moi, on n'a jamais revu un flic, disparu, envolé !

En Inde, mais c'est valable pour tous les pays qui ne font pas partie de "*la communauté internationale*", des pays les plus riches, les trois quarts de la planète, les puissances occidentales les ont fortement incité à adopter des lois sur le modèle des leurs, très contraignantes et répressives, sans se rendre compte qu'elles n'étaient pas applicables dans le cas de population pauvre. Comment voudriez-vous qu'un pauvre type qui a déjà du mal à remplir son assiette s'occupe du contenu de sa poubelle, qu'il entretienne son véhicule, alors qu'il a à peine de quoi acheter quelques litres d'essence pour aller travailler et emmener ses gosses à l'école ? Pourquoi devrait-il faire preuve de civisme, alors qu'il se sent méprisé par l'Etat, injustement réduit à la précarité absolue ? S'il reste quelque chose ou quelqu'un, c'est uniquement par peur du gendarme, et encore.

Voilà comment tiennent ces régimes, à défaut de conscience de classe, c'est plutôt le chaos et l'anarchie, l'individualisme effréné ou pour survivre à titre individuel qui permet à ces régimes de se maintenir en place, et non je ne sais quel principe républicain ou démocratique inexistant dont se gargarisent à longueur de temps les occidentaux, qui à côté font figurent de privilégiés.

A ce titre, il faut rectifier, ce n'est pas le monde qui serait pourri, mais plutôt le monde occidental, car chacun à son niveau en profite ou s'en accommode plus ou moins hypocritement ou inconsciemment, les concepteurs de ces principes, parce qu'ils correspondent à leur niveau de développement économique que ne partagent pas les peuples du reste du monde.

Trotsky - « *Tenir compte* » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les parts ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile.

J-C - Un jour dans une causerie j'avais pratiquement écrit la même chose à la virgule près sans l'avoir jamais lu quelque part, en le découvrant bien plus tard j'en avais été agréablement surpris sans m'attarder là-dessus.

On peut ajouter que les déclarations verbales ou écrites n'engagent en rien ceux qui gouvernent, parce qu'ils sont destinés à passer ou à être remplacés, à disparaître, ce qui ne sera pas forcément le cas de leurs conséquences parfois désastreuses et cruelles pour les peuples, autrement dit, de leurs méfaits.

Quant à ceux qui figurent dans l'opposition, plus particulièrement l'opposition parlementaire, ils s'en lavent les mains qu'elles aient eu ou non des conséquences fâcheuses, puisqu'en n'étant pas au pouvoir, ils pourront les attribuer à ceux qui gouvernent ou refuser d'en porter la responsabilité. Dans l'opposition, quand vous savez que votre parti ne gouvernera jamais, ce qui est le cas de l'extrême gauche, vous pourrez tenir des discours très radicaux, sachant qu'ils ne se transformeront jamais en acte. Ils sont tous pleins de bonnes intentions, et on apprend presque toujours un jour qu'ils n'en étaient pas dignes, en attendant ils en ont berné plus d'un.

En général il ne faut jamais croire ce qu'une personne dit d'elle-même, d'où ma réticence, pour ne pas dire ma répugnance à parler de moi-même, j'y suis un peu obligé compte tenu de la situation dans laquelle je suis placé face à mes lecteurs, je m'en excuse, car je pourrais faire l'objet du même traitement, alors que je suis parfaitement sincère et honnête. Je ne supporte pas davantage l'injustice lorsqu'elle me concerne personnellement, je suis profondément blessé et triste quand on me compare à tous ces salopards qui passent volontairement leur temps à nous tromper.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 décembre 2024

L'absence de réaction des lecteurs à ces causeries me donne raison, hélas, j'ai envie d'ajouter : il faut refonder le mouvement ouvrier de fond en comble sur les cendres de celui qui a vu le jour à la fin du XIXe siècle, parce qu'il a complètement basculé (depuis des lustres) dans l'opportunisme ou le camp de la réaction, il en fait la démonstration quotidiennement, il est mort pour notre cause, et construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire sur la base du marxisme et du socialiste.

Tout cela peut se réaliser très rapidement, on dispose d'une longue tradition ou expérience, de tous les matériaux nécessaires pour y arriver, des milliers de militants sont disponibles, il suffit juste de le vouloir, et là ce n'est pas gagner !

La chute de la République arabe syrienne est une nouvelle terrible défaite pour le prolétariat de tout le Moyen-Orient, pour le prolétariat mondial. Quand on observe que pratiquement tous les acteurs du mouvement ouvrier s'en réjouissent, on a envie de les envoyer sur le champ de bataille à Gaza pour qu'ils puissent savourer cette victoire au côté de Netanyahu, Erdogan et Biden ou Trump, car c'est bien dans ce camp-là qu'ils combattent et non dans le nôtre ou celui des Palestiniens.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que c'est vrai sur tous les terrains d'opération où se déroulait la lutte de classes depuis plus de 80 ans, cela paraîtra tellement incroyable à la plupart des militants, qu'ils préféreront s'en tenir au récit qu'ils se sont fabriqués ou à leurs vieilles croyances théoriques plutôt qu'affronter leurs dirigeants et revoir leurs copies. Cette attitude relève de la désertion ou de la trahison.

Soit, surtout ne venez pas vous plaindre de quoi que ce soit, vous leur laissez le champ libre, libre à vous, on croyait s'adresser au meilleur de chacun, aux masses éclairées et on se retrouve en présence de momies ou de fossiles ! Je vais vous dire un truc que j'ai eu l'occasion de vérifier, vos épouvantables dirigeants ou ex-dirigeants lisent cette causerie, d'autres aussi, et bien ils doivent bien se marrer, cela les rassure qu'on ne parvienne pas à développer notre courant politique. Vous allez répondre que j'en porte la responsabilité, Trotsky aussi quand il fut assassiné sans doute, il faudra trouver autre chose.

Plus d'une fois j'ai été tenté de laisser tomber face à cet ostracisme quasi collectif, j'ai envie de dire qu'il y a quelque chose qui n'est pas normal là-dedans, il est trop parfait, jamais une personne ne peut susciter un tel rejet ou ne peut inspirer une exclusion ou un bannissement unanime de la part de gens aussi hétérogènes, il doit exister une autre explication qui m'échappe, qui ne serait peut-être pas de nature politique, mais plutôt psychologique.

Après tout, en janvier 2020, on a pu observer comment tout un peuple pouvait être manipulé comme un seul homme et se retrouver soudain atteint de psychose collective, perdant toute notion de logique, totalement soumis, ses facultés intellectuelles et cognitives paralysées, et le pire, demeurer

incapable de se reprendre au cours des trois années qu'allait durer la dictature hygiéniste, de reprendre ses esprits, découvrant à quel point il était vulnérable, inconscient, ignare, à quelques exceptions près représentant finalement environ 1% de la population, je parle de ceux qui ont défié publiquement cette dictature et Macron, qui sont descendus dans la rue, très majoritairement ou presque exclusivement de droite, qui ont apporté leur soutien aux professeurs et médecins qui eurent le courage d'affronter les institutions et les médias, de sauver des vies par milliers, je ne parle pas de ceux qui avaient leur bonne conscience pour eux, et qui n'ont jamais bougé leur cul, ceux qui n'en pensent pas moins et profitent des deux côtés sans s'en vanter, inutile, on les a reconnus, cela se sent, se voit, il y en a un bon paquet ici.

J'ai eu souvent l'occasion de m'apercevoir au cours de ma longue vie, qu'entre les gens qui me témoignaient de l'estime et prétendaient partager mes idées, et ceux qui me respectaient uniquement sans témoigner le moindre intérêt à mes idées et me le faisaient savoir, les premiers présentaient peu d'intérêt, car finalement ils étaient les moins susceptibles d'accepter une discussion sincère et honnête, ils étaient trop hypocrites contrairement aux seconds qui n'avaient pas besoin de l'être ou de cacher leurs idées ou leurs intentions dont je n'avais que faire !

Voilà comment malgré nous, on se retrouve dans une situation paradoxale, en présence de gens avec lesquels on n'a rien à faire, tandis que ceux avec lesquels on aurait à faire sont inaccessibles, en dehors de leur cercle où ils vivent entre-soi, ce qui ne présente aucun intérêt.

Il ne reste plus qu'à passer outre et continuer comme si de rien n'était.

On n'essayera de refourguer le marxisme et le socialisme à des bourgeois, quant aux autres, les nôtres, s'ils s'en foutent, et bien tant pis, on attendra qu'ils cessent de s'en foutre, cela arrivera bien un jour, peut-être après ma mort, qui sait, peu importe. Remarquez bien que je n'en suis pas contrarié, j'ai cessé depuis longtemps de me déterminer par rapport à ce qu'on pense de moi, sinon je serais devenu fou ou je n'aurais plus de personnalité du tout, entre nous, il n'y a pas mieux pour gober n'importe quoi, tout jugement me laisse de glace.

Vous noterez aussi que je ne fais rien pour retenir ou attirer les lecteurs, pour les flatteries ou flagorneries ils peuvent attendre indéfiniment, je ne suis comptable que de mes actes. J'ai juste une faiblesse à avouer qui va les incommoder, au bout de 20 ans sur ce blog, malgré bien des tentatives, je ne suis pas parvenu à devenir ni mythomane ni mégalomane, ni schizophrène ou paranoïaque.

C'est cela qui rend littéralement fou mes détracteurs, car ils ne peuvent avoir aucune emprise sur moi, il leur reste la diffamation ou le mépris où ils se brûlent eux-mêmes les ailes. J'ai pris le parti de les ignorer.

Malcom X

- Quand vous commencez à penser par vous-même, vous leur faites peur, et ils s'efforcent de vous interdire tout contact avec l'opinion publique, de peur que si l'opinion publique vous écoute, elle ne veuille plus les écouter.

- Les médias sont les entités les plus puissantes sur terre. Ils ont le pouvoir de rendre les innocents coupables et de faire des coupables des innocents. Et c'est ça le pouvoir. Parce qu'ils contrôlent l'esprit des masses.

- Si vous ne vous levez pas pour quelque chose, vous tomberez pour n'importe quoi.
 - Il n'y a pas mieux que l'adversité. Chaque défaite, chaque déchirement, chaque perte, contient sa propre semence, sa propre leçon qui nous permet de faire mieux la fois suivante.
 - Paix et liberté ne peuvent être séparées, car personne ne peut être en paix tant qu'il n'est pas libre.
 - Si vous n'êtes pas prêt à mourir pour elle, sortez le mot '*liberté*' de votre vocabulaire.
-

Lu.

Pour comprendre la réalité de ce qui vient de se passer en Syrie, sur la chute du gouvernement de Bashar al-Assad cédant la direction du pays au néo-groupe pseudo-terroriste islamiste fraîchement rasé de près, rebaptisé HTS (*Hay'at Tahrir al-Sham*, je ne l'écrirai au complet qu'une seule fois !), il faut d'abord comprendre l'enjeu réel caché derrière la Syrie sur l'échiquier géopolitique.

«*Qui contrôle le pétrole, contrôle le monde*»

Le projet du Grand Israël publié en 1982 sous la plume de l'ex-fonctionnaire sioniste Oded Yinon trouve ses origines beaucoup plus loin, au début du XXe siècle. Un pays «*Du Nil à l'Euphrate*» engloberait le Liban, la Jordanie, la Syrie, le Koweït, la moitié de l'Irak, un tiers de l'Arabie saoudite et le Sinaï égyptien. L'agrandissement d'Israël n'a jamais rien eu de messianique, mais a toujours été un plan mondialiste des banques internationales pour accaparer le pétrole de la péninsule arabique, ou par projection métaphorique, pour contrôler le marché mondial du pétrole. Vladimir Poutine l'a très bien compris, et c'est pourquoi il s'est interposé devant les «terroristes» à la solde des Occidentaux en Syrie, en septembre 2015. Il faut savoir que la Syrie est le tout dernier rempart bloquant le plan du Grand Israël. Depuis 2015, le contrôle de Vlad sur le marché mondial du pétrole s'est beaucoup accru puisque l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont joint l'alliance alternative des BRICS. On parle maintenant du Venezuela, de l'Algérie, du Nigeria, de l'Indonésie... Cela devrait sonner une alarme retentissante aux oreilles, mêmes non-averties.

L'ignorance répandue de l'enjeu réel du Grand Israël explique pourquoi personne ne comprend rien à ce qui se passe en Syrie. La plupart des analystes croient vraiment au narratif, pourtant tricoté par les *mainstreams*, d'un «*projet messianique*» des sionistes intégristes guidés par un passage du livre sacré au chevet de Netanyahu. Cette idée est grotesque, puisque les élites qui utilisent les différentes confessions religieuses pour manipuler les peuples depuis des générations ne font des projets messianiques que dans les bulletins de nouvelles. En vérité, Israël n'existe que pour le pétrole, plus précieux que l'or et la planche à billets. On ne peut faire fonctionner un moteur à essence en le bourrant de billets verts. Si tu vends du pétrole, ton pays s'enrichit, si tu en achètes, tu enrichis tes ennemis. Il faut décider de l'approvisionnement et des prix. Si l'Amérique ne contrôle pas le prix, elle continuera de rouler sa coûteuse exploitation locale à perte. Le Grand Israël est un plan centenaire pour le contrôle du pétrole moyen-oriental, et ainsi, avoir le doigt sur l'interrupteur qui fait bouger les armées, l'agriculture, les camions, les cargos et les avions du monde. Bref, la défense, la production industrielle et le transport des marchandises. Encore plus bref : l'économie mondiale.

Comme il fait bon vivre en France !

Les auteurs d’hyperviolences à Paris sont de plus en plus jeunes - lepoint.fr 18 décembre 2024

L’âge moyen des jeunes interpellés est désormais de 16 ans et 10 mois, précise la préfecture de police de Paris après la mort d’un adolescent.

Si les rixes entre bandes ont toujours existé, les policiers constatent que les auteurs sont de plus en plus jeunes et que le recours à l’arme blanche est fréquent. En 2023, la moyenne d’âge des jeunes interpellés dans ce cadre était de 17 ans et 10 mois. En 2024, elle est de 16 ans et 10 mois, comme l’a expliqué le préfet de police. Dans la moitié des cas constatés depuis deux ans, les jeunes utilisent des armes blanches. Et notamment, dernièrement, l’opinel 13 et sa lame de 22 cm.

Totalitarisme. Des caméras partout pour tout. Tous soupçonnés d’être coupables potentiels de comportements délictueux. Soyez heureux, vous vivrez dorénavant en liberté surveillée.

Angleterre : la police teste des caméras dotées de l’intelligence artificielle pour repérer les conducteurs ivres

La technologie est à l’essai. Dans le Devon et les Cornouailles, deux comtés du sud-ouest de l’Angleterre, la police expérimente de nouvelles caméras dotées de l’intelligence artificielle, capable de déceler si le conducteur montre des signes d’ivresse. Selon The Sun, ces caméras vont être testées pendant tout le mois de décembre.

Le patron de l’entreprise australienne qui a développé les caméras a toutefois précisé une chose : l’intelligence artificielle « *n’émet pas de jugements définitifs* » mais reproduit l’intuition d’un policier chevronné. « *Un policier au bord de la route, s’il a travaillé assez longtemps dans la circulation routière, regardera probablement un véhicule passer et se dira "lui, il a un problème"* », indique Geoff Collins.

En Angleterre, des caméras similaires, dont le but est de verbaliser les conducteurs utilisant leur téléphone ou conduisant sans ceinture, ont aussi été essayées dans la région de Manchester. Selon The Sun, en cinq semaines, 3 200 personnes ont été prises en flagrant délit.

En prime ou l’un ne va pas sans l’autre. Régime policier parrain de nazis.

Guerre en Ukraine: le Royaume-Uni va fournir 225 millions de livres d’équipements militaires à Kiev - BFMTV 18 décembre 2024

Ils financent ouvertement l’extrême droite ou ne cachent plus leurs liens avec les fascistes.

J-C – C’est compatible avec la doctrine libertarienne qui est totalitaire, gare à ceux qui l’ignoreront !

"Il veut nous aider": Elon Musk prêt à faire un don historique à l’extrême droite au Royaume-Uni – BFMTV 18 décembre 2024

Le milliardaire d'extrême droite et propriétaire de X pourrait donner plusieurs dizaines de millions de livres à la formation de Nigel Farage, le parti Reform UK. Avec comme objectif plusieurs victoires lors des prochaines élections locales prévues en mai 2025

L'ingérence politique d'Elon Musk va-t-elle s'étendre au Royaume-Uni? Le milliardaire d'extrême droite, qui a dépensé sans compter pour la campagne de Donald Trump aux États-Unis, pourrait désormais investir massivement dans le parti Reform UK. Des "*négociations*" sont en cours, a annoncé ce mardi 17 décembre Nigel Farage à la BBC.

"Il veut nous aider, il n'est pas opposé à l'idée de nous donner de l'argent, à condition que nous puissions le faire légalement par l'intermédiaire de sociétés britanniques", a-t-il ajouté.

Le média Bloomberg évoque des sommes qui pourraient atteindre plusieurs dizaines de millions de livres, tandis que le Telegraph affirme qu'il pourrait s'agir du "*plus gros don de l'histoire politique britannique*".

Depuis juillet, Elon Musk a régulièrement critiqué publiquement le Premier ministre travailliste Keir Starmer. En tant que citoyen américain, il "*ne peut pas légalement faire de don à un parti politique britannique*", rappellent nos confrères du Figaro. Mais pourrait le faire via une de ces entreprises, comme X.

Totalitarisme. Les djihadistes terroristes, les bioterroristes et les terroristes transgenristes partagent la même idéologie.

J-C - Les enfants auront tendance en principe à reproduire les rapports que leurs parents entretiennent entre eux. Ces psychopathes n'en loupent pas eu pour s'en prendre au sexe masculin, maintenant dès l'enfance, et les dresser les uns contre les autres. Il faut qu'ils salissent, souillent tout ce qu'ils touchent.

Tâches ménagères: les enfants participent, mais "*les filles en font plus que les garçons*", selon une étude - BFMTV 18 décembre 2024

"Les filles en font plus que les garçons" à la maison, selon une étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined) sur la répartition des tâches domestiques publiée ce mercredi 18 décembre, qui s'appuie sur des entretiens réalisés auprès de plus de 7.000 enfants en 2022.

Mettre ou débarrasser la table et s'occuper des animaux: la quasi-totalité des enfants de 10 à 11 ans interrogés dans le cadre de l'étude (9 sur 10) déclare effectuer l'une de ces tâches de temps en temps ou tous les jours. Mais les résultats varient selon le genre: "*les filles réalisent plus de tâches domestiques que les garçons, comme aider à la cuisine, s'occuper du linge ou ranger sa chambre*", indique Anne Solaz, chercheuse à l'Ined et co-autrice de l'étude. (Désolé, chez nous, c'est moi aidais ma mère, ma sœur n'a jamais rien foutu. - J-C)

Environ sept filles interrogées sur dix aident à plier ou étendre le linge de temps en temps, contre un peu plus de 5 garçons sur dix. "*C'est un miroir de ce qu'on observe chez les parents, où les tâches intérieures et routinières sont plutôt réalisées par les femmes*", pour Anne Solaz.

Ce que montre l'Ined, c'est que dès l'âge de dix ans, les parents participent à la reproduction des stéréotypes de genre en sollicitant davantage les filles que les garçons pour la réalisation des tâches domestiques. BFMTV 18 décembre 2024

J-C - Je voudrais bien connaître les conditions dans lesquelles a été menée cette "étude" par l'Ined, sachant qu'aucune institution de l'Etat n'est dénuée d'a priori idéologique de plus en plus marquée. De plus, il s'agit de paroles de gosses qui ont pu leur répondre n'importe quoi, à aucun moment ils ne le souligneront dans leurs articles. Et puis, on s'en contrefout !

Sur la situation politique et sociale en France.

L'aurait-il déjà sacrifié ?

François Bayrou à Matignon : le nouveau Premier ministre aurait-il pu faire pire départ ? - Le HuffPost 18 décembre 2024

François Bayrou rejoindra-t-il Marion Rolland et Usain Bolt ? Comme ces deux sportifs, le nouveau Premier ministre est en train de marquer les esprits avec un départ franchement raté à Matignon. Au point de chuter après deux mètres de descente, comme la skieuse aux Jeux olympiques de Vancouver ? Ou d'être disqualifié après un démarrage chaotique, comme le sprinter aux mondiaux en Corée du Sud ? Certains commencent à y songer.

En réalité, plusieurs indices montrent que le Béarnais semble tenté de se mettre dans les pas du Savoyard, lequel a tout misé sur la mansuétude du Rassemblement national à son égard pour durer. À tort. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les réactions aux différentes consultations à Matignon : Marine Le Pen est ressortie plutôt contente, satisfaite par exemple sur la proportionnelle, quand la gauche ouverte au dialogue (PS ou EELV) se montre sonnée par la teneur des discussions.

Il est en train de « *paver peu à peu le chemin de sa propre censure* », a même expliqué Marine Tondelier, la cheffe des Verts en sortant de Matignon, pointant ce mardi l'incapacité du centriste à donner des « *réponses* » à la gauche. Une sorte d'avertissement partagé bien au-delà du Nouveau Front populaire. « *Si c'est pour reprendre la méthode Barnier, sur d'anciens élus au gouvernement et le deal avec LR, ça aura les mêmes conséquences* », fait par exemple valoir le député de la Vienne, ancien macroniste, Sacha Houlié.

Dans ce contexte, on ne peut pas dire d'ailleurs que la seule proposition de fond évoquée par François Bayrou depuis sa nomination participe à trouver le chemin de la stabilité. Depuis Pau, le président du MoDem a effectivement défendu le retour du cumul des mandats (exécutif - maire), un cumul qu'il a pourtant combattu de nombreuses années durant, au nom de la moralisation de la vie politique. Ce qui fait dire à Olivier Faure, le secrétaire national du Parti socialiste, que le chef du gouvernement « *s'est perdu*. » Déjà ?

De fait, ces premiers jours chaotiques - dans une atmosphère politique éruptive - n'incitent pas à l'optimisme. Même au sein des partis du « *bloc central*. » « *Ses débuts ne sont pas à la hauteur. Il est déconnecté, vide de sens politique et il sera incapable de rassembler* », tranche auprès du HuffPost un cadre de l'une des chapelles censées soutenir l'exécutif. Et de prophétiser avec pessimisme : « *Dans un mois, il tombe* ». Un faux départ dans les règles de l'art.

En complément :

- Mayotte pas « *sur le territoire national* » ? La boulette de François Bayrou à l'Assemblée - 20minutes.fr 18 décembre 2024

- Cumul des mandats: comment Bayrou a changé son fusil d'épaule - BFMTV 18 décembre 2024

- Présidentielle anticipée : Marine Le Pen « *se prépare* » car Emmanuel Macron, « *c'est fini ou presque* » - 20 Minutes/AFP 18 décembre 2024

Plus opportuniste et pitoyable que Macron, était-ce possible, la réponse est oui.

"*Euh... peut-être*" : François Bayrou mis en difficulté, cette séquence de Quotidien fait peine à voir - closermag.fr 18 décembre 2024

Lundi 16 décembre 2024, François Bayrou a indiqué vouloir revenir sur des lois de 2009 et 2014 interdisant le cumul des mandats. Un reporter de Quotidien l'a alors mis en difficulté en lui rappelant les propos qu'il avait tenu par le passé sur le sujet.

En 2012, à l'occasion d'un forum organisé par le magazine Elle à Sciences Po, celui-ci avait en effet déclaré : "*Pour les députés, interdiction absolue du cumul. On ne peut pas l'interdire pour les députés et l'accepter pour les membres du gouvernement. Donc je suis pour l'interdiction de l'exercice de tout mandat quand on est ministre*".

Lundi 16 décembre 2024, devant son Conseil municipal, le Premier ministre a complètement changé de discours. "*Il faut ré-enraciner les responsabilités politiques, dans les villages, les quartiers, les villes. On s'est trompés en rendant incompatibles les responsabilités locales et nationales, c'est une erreur (...)* Pour les membres du gouvernement, c'est autorisé, pour les parlementaires, non. Je pense qu'il faut que ce débat soit repris", a-t-il indiqué.

Etat juif colonial génocidaire.

Gaza, jour 436 : 45 000 Palestiniens assassinés par Israël Par Agence Média Palestine - Mondialisation.ca, 17 décembre 2024

Le ministère de la santé de Gaza, ce matin du 16 décembre 2024, a annoncé qu'Israël avait assassiné plus de 45 028 Palestiniens dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. Ce chiffre, qui correspond à près de 2% de la population palestinienne au début du génocide, est pourtant considéré comme sous-évalué.

Selon les estimations, plus de 11 000 corps seraient actuellement coincés sous les décombres, sans possibilités pour les équipes de sauvetage de les retrouver en raison de l'absence de forces et de matériel. Dans le nord de Gaza, de nombreux témoins rapportent que des corps pourrissent à l'air libre dans les rues car l'armée israélienne ne permet pas aux équipes de défense civile d'intervenir et tire sur les ambulances qui tentent de circuler.

A Gaza depuis le 7 octobre 2023 :

- 45 028 morts dont 17 000 enfants
- 11 000 personnes coincées sous les décombres
- 106 962 blessés
- 1,9 million de déplacés

Dans une lettre ouverte à la maison blanche publiée en octobre 2024, 99 professionnels de la santé états-uniens en mission à Gaza estimaient à 62 413 le nombre de décès dus à la malnutrition et à la maladie, dont la plupart étaient des enfants. Les patients sous dialyse, les cancéreux et les femmes enceintes n'ont nulle part où aller, et il est estimé à environ 5 000 le nombre de décès dus à des maladies chroniques qui n'ont pas pu être soignées correctement. Ces soignants estimaient alors le nombre de morts total à 118 908. Le siège brutal du nord de Gaza, qui a rapidement conduit à une situation catastrophique de famine, les pressions accrues sur les organismes humanitaires et les difficultés liées aux inondations et au froid hivernal aggravent encore la situation.

(J-C – J'ai plastiqué l'écriture inclusive qui avait envahi ce petit texte, c'est pitoyable, on est informé par des cons, comme dans 95% des cas, à vous de trouver les 5% manquant !

Syrie.

Lu.

“La Syrie est en train d’être purifiée”, a-t-il déclaré à une foule à Damas dimanche.

“L’homme d’Al-Qaïda/État islamique ne s’est pas ‘réinventé’. Tout l’appareil de propagande et de renseignement de l’Occident, y compris la BBC, l’a fait pour lui”, a fait remarquer le cofondateur de The Electronic Intifada, Ali Abunimah.

Jolani a déjà déclaré qu’il n’avait pas l’intention d’affronter Israël.

“La Syrie n’est pas prête pour la guerre et n’a pas l’intention d’entrer dans une nouvelle guerre. La source d’inquiétude vient des milices iraniennes, et du Hezbollah, et le danger est passé”, a-t-il déclaré – des propos étranges alors qu’Israël mène la plus grande opération de l’armée de l’air de son histoire, en pilonnant des cibles militaires dans toute la Syrie. D’autres porte-parole de HTS ont également refusé catégoriquement de commenter l’attaque d’Israël sur le pays, même lorsque des journalistes occidentaux incrédules les ont pressés de le faire.

Dans les années 2010, alors même que les États-Unis étaient ostensiblement en guerre contre Al-Qaïda en Irak et en Afghanistan, ils travaillaient secrètement avec Al-Qaïda en Syrie sur un plan visant à renverser Assad. La CIA a dépensé environ un milliard de dollars par an pour former et armer un vaste réseau de groupes rebelles à cette fin. Comme le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan l’a dit à la secrétaire d’État Hillary Clinton dans un courriel divulgué en 2012, *“AQ [Al-Qaïda] est de notre côté en Syrie”*.

Ainsi, alors que de nombreux observateurs peu attentifs peuvent être choqués d'entendre les médias et la classe politique adouber le chef d'Al-Qaïda en Syrie comme un champion moderne et progressiste, la réalité montre que la relation des États-Unis avec le groupe reprend simplement sa position d'antan. Par conséquent, il semble que la guerre contre le terrorisme va prendre fin avec les "terroristes" relookés en "rebelles modérés" et en "combattants de la liberté".

Comment l'Occident a rebaptisé Jolani d'Al-Qaïda par MintPress News - consortiumnews.com 17 décembre 2024

Extrait. « Comment les djihadistes syriens favorables à la diversité prévoient de construire un État », titre un article du *Daily Telegraph britannique*, qui suggère que Jolani construira une nouvelle Syrie respectueuse des droits des minorités. Le même journal l'a également qualifié de « *djihadiste modéré* ». Le *Washington Post* l'a décrit comme un dirigeant pragmatique et charismatique, tandis que CNN l'a dépeint comme un « *révolutionnaire en blazer* ».

Dans un portrait détaillé, Rolling Stone le décrit comme un « *homme politique pragmatique et astucieux qui a renoncé au « djihad mondial » et a l'intention d'« unifier la Syrie* ». Son « *sens stratégique est évident* », écrit Rolling Stone, entre deux paragraphes félicitant Jolani pour avoir mené avec succès un mouvement contre un dictateur.

CNN a même accordé une interview exclusive à Jolani, alors même que son mouvement prenait d'assaut Damas.

En 2013, la chaîne l'avait qualifié de l'un des « *10 terroristes les plus dangereux du monde* », connu pour avoir enlevé, torturé et massacré des minorités raciales et religieuses.

Le FBI offre une récompense de 10 millions de dollars pour toute information sur sa localisation. Washington et d'autres gouvernements occidentaux considèrent la nouvelle organisation de Jolani, Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), comme une seule et même organisation qu'Al-Qaïda/Al-Nusra.

Cela pose un sérieux problème de relations publiques pour les pays occidentaux, qui ont soutenu le renversement du président Bachar al-Assad par le groupe terroriste HTS. C'est pourquoi Politico et d'autres médias rapportent qu'une « *énorme ruée* » est en cours à Washington pour retirer HTS et Jolani de la liste des organisations terroristes le plus rapidement possible.

Comment Washington et Ankara ont changé le régime à Damas par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 décembre 2024

Avec un aplomb surprenant, la presse internationale nous assure que nous n'assistons pas à un changement militaire de régime en Syrie, mais à une révolution renversant la République arabe syrienne. La présence de l'armée turque et des forces spéciales états-uniennes nous est cachée. On nous abreuve avec une propagande plusieurs fois démentie sur les crimes imputés à « Bachar ». On transforme des égorgeurs cannibales en respectables révolutionnaires. Encore une fois, la presse internationale, consciemment, nous ment.

<https://www.voltairenet.org/article221618.html>

Syrie : Le dépeçage va pouvoir commencer.

Pour sortir de la crise économique, les nouveaux maîtres de Damas optent pour une politique libérale 17 déc. 2024

Alors que la Syrie est engluée dans une crise multidimensionnelle en raison d'une décennie de guerre et de l'imposition de sanctions occidentales sur son économie, les nouveaux maîtres de Damas opteraient pour une économie de marché libérale pour sortir le pays de la faillite.

Le média Al-Monitor a soulevé les principaux défis des nouveaux maîtres de Damas pour redresser le pays. Ces efforts incluent des plans dirigés par le ministre des Finances par intérim Riad Abdel Raouf, en coopération avec le gouvernement de transition pour sauver ce qui reste de l'économie en rouvrant notamment un poste frontière avec la Jordanie le 15 décembre et remédier aux pénuries alimentaires et à l'instabilité.

Le produit intérieur brut de la Syrie est désormais inférieur à 15% de son niveau d'avant-guerre et le taux de pauvreté a atteint les 90%, selon les données des Nations Unies datant de 2022. Ce pourcentage pourrait s'alourdir compte tenu de la situation actuelle.

Les conditions socio-économiques se sont encore détériorées suite à divers chocs, notamment les tremblements de terre dévastateurs de février 2023, qui, selon la Banque mondiale, ont causé 5,1 milliards de dollars de dégâts matériels.

Un article de Reuters avait rapporté que le gouvernement de transition syrien avait informé les chefs d'entreprises qu'il adopterait un modèle de libre marché et intégrerait la Syrie dans l'économie mondiale après des décennies de contrôle étatique.

À son tour, le ministre des Finances par intérim Abdel Raouf a confirmé au *Financial Times* que «*le nouveau gouvernement a l'intention de reconsidérer toutes les politiques monétaires et économiques actuelles et de réévaluer les accords avec les pays étrangers, notamment la Russie et l'Iran*».

Des Syriens témoignent de leurs difficultés à recevoir leur argent des banques - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Les restrictions sur les retraits bancaires en Syrie préoccupent la population, notamment les retraités qui peinent à toucher leurs pensions, comme l'ont expliqué plusieurs Syriens à Sputnik.

La Banque centrale de Syrie a introduit des restrictions sur le retrait d'argent des banques, il est interdit d'en retirer aux distributeurs automatiques, ce qui complique la vie des citoyens, comme certains l'ont déclaré à Sputnik.

"*Il y a du pain, beaucoup de pain, mais il n'y a pas d'argent pour l'acheter. Je ne peux pas toucher ma pension, le montant est très modeste, 400.000 livres (25 dollars), mais je n'ai pas pu l'obtenir. Je ne sais pas si je l'obtiendrai un jour. Et si je l'obtiens, combien d'argent réel cela représentera, compte tenu de l'inflation*", explique Khaulah, une Syrienne de 65 ans et ancien professeur d'école.

(J'ai lu dans un autre article le témoignage d'un militaire qui affirmait que son salaire mensuel était seulement de 60 euros, une misère qui ne donne pas vraiment envie de se battre... - J-C)

Le retraité Usef Diab, 68 ans, a déclaré que *"l'absence de pension a frappé de nombreuses familles. Les prix montent chaque jour, les gens essaient d'acheter aujourd'hui pour pouvoir manger et se réchauffer demain"*.

"Nous achetons tout ce que nous pouvons. Après tout, avec ces prix, beaucoup de choses ne seront plus abordables demain", déclare Marwah, mère de quatre enfants.

Selon les médias syriens, 13 millions de Syriens sur 18 millions souffrent désormais de la faim. 90% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté et survit avec 2,1 dollars par jour.

Grande-Bretagne

Ils exportent leurs armes, leurs déchets et toute sorte de poisons ou produits interdits destinés à nuire à la santé de la population.

Le Royaume-Uni aurait exporté des pesticides interdits vers plusieurs pays, selon une enquête – RT 18 déc. 2024

La filiale britannique de la multinationale agrochimique Syngenta aurait exporté en 2023 plus de 8 500 tonnes de pesticides interdits au Royaume-Uni vers plusieurs pays, dont le Brésil, la Côte d'Ivoire et le Maroc, révèle une enquête menée récemment par le journal d'investigation Uearthed, affilié à l'ONG internationale Greenpeace, en collaboration avec l'ONG suisse Public Eye.

Au cœur de cette enquête, une substance particulièrement toxique : le thiaméthoxame, connu pour ses effets dévastateurs sur les abeilles et autres pollinisateurs. D'après l'enquête, cet insecticide, interdit en 2018 au Royaume-Uni en raison de sa dangerosité avérée, aurait été exporté à hauteur de 374 tonnes vers des pays comme la Côte d'Ivoire, l'Ukraine, Taiwan et le Maroc.

Selon Greenpeace, *«cela permettrait de produire suffisamment d'insecticide à base de thiaméthoxame pour pulvériser environ 133 000 kilomètres carrés de champs, soit une superficie plus grande que l'Angleterre»*.

Au total, les cargaisons auraient été expédiées vers 18 pays différents, relève l'ONG. Les principaux importateurs seraient les États-Unis, le Brésil, le Canada et le Mexique. Une quantité importante aurait également été envoyée dans l'UE – où ces pesticides sont interdits – pour être réexportée ailleurs.

Plusieurs pesticides interdits

Un deuxième produit également interdit, le diquat, fabriqué par Syngenta à Huddersfield, dans le Yorkshire de l'Ouest, aurait été également exporté par la multinationale vers plusieurs pays. L'année dernière, l'entreprise a exporté 5 123 tonnes de cet herbicide, dont plus de la moitié au Brésil, souligne l'enquête.

Par ailleurs, le Royaume-Uni a exporté des pesticides contenant dix produits chimiques interdits différents. Parmi ces substances figurait la fénamidone, interdite en 2018 en raison de

préoccupations concernant son potentiel à endommager l'ADN et son *«potentiel élevé de contamination des eaux souterraines»*.

Parmi ces produits figuraient également un autre néonicotinoïde tueur d'abeilles, l'imidaclopride, expédié en Tunisie par le fabricant Nufarm, ainsi que le fongicide chlorothalonil, qui contamine les eaux souterraines, exporté en petites quantités par Syngenta et Nufarm.

Russie.

"Terrible carnage": un rapport sur les exécutions de masse à Selidovo présenté à Moscou

Le Tribunal public international sur les crimes commis par les néonazis ukrainiens a présenté son rapport sur les exécutions de civils par les forces armées ukrainiennes à Selidovo, ville dans le Donbass.

"Il s'agit d'un génocide et de crimes de guerre. Cela ne s'est pas produit spontanément, c'était un ordre de tuer des civils", a déclaré Maxim Grigoriev, président du Tribunal public lors de la conférence de presse organisée ce 17 décembre à Moscou dans le siège du groupe Rossiya Segodnya, dont Sputnik fait partie.

La ville de Selidovo, près de Donetsk, a été libérée par les forces armées russe le 29 octobre.

Voici ses autres déclarations:

Quand l'équipe du Tribunal public est arrivée à Selidovo, *"la ville était pleine de cadavres de civils"*, la plupart d'entre eux étaient des femmes et des personnes âgées. Les gens ont généralement été abattus à bout portant, dans la tête et le cou, les exécutions ont eu lieu devant des proches et des voisins. Des familles entières ont été retrouvées abattues dans des maisons privées.

De nombreuses personnes ont raconté comment des gens ont fait irruption dans leurs appartements en tuant tout le monde.

Le Tribunal public a déjà interrogé plus de 40 témoins et blessés. Selon eux, des conversations en géorgien et en français ont pu être entendues dans les pelotons d'exécution.

Des snipers étaient à l'œuvre: ils tiraient sur ceux qui venaient retirer les corps des tués plus tôt.

Le ministre russe des Affaires étrangères remet personnellement les données au Secrétaire général de l'Onu.

L'Occident sait très bien ce que fait Kiev. Pour eux, *"ce n'est pas une tragédie, mais une tentative de contrôle de territoires"*.

L'auteur de l'attentat ayant entraîné la mort du général Kirillov a été arrêté - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Selon le FSB, il s'agit d'un citoyen d'Ouzbékistan qui avait été recruté par les services spéciaux ukrainiens.

L'auteur de l'attentat ayant causé la mort du général Kirillov a placé une bombe sur une trottinette électrique, a indiqué le FSB.

Autres détails :

Pour mener une surveillance, il a loué une voiture de covoiturage et y a installé une caméra Wi-Fi, dont les images ont été diffusées aux organisateurs de l'attaque terroriste à Dnepropetrovsk.

Après avoir reçu un signal vidéo indiquant que les officiers quittaient l'immeuble, l'auteur a activé l'engin explosif artisanal à distance.

Pour avoir commis un meurtre, un citoyen ouzbek s'est vu promettre par les services spéciaux ukrainiens une récompense de 100.000 dollars et l'entrée à l'UE.

Les employés des services spéciaux ukrainiens impliqués dans l'organisation de l'attaque terroriste seront retrouvés et recevront la punition qu'ils méritent, a indiqué le FSB

Igor Kirillov a rendu l'Occident "nerveux" en évoquant la recherche biologique américaine en Afrique - fr.sputniknews.africa 18 décembre 2024

Les laboratoires militaires américains mènent des recherches biologiques dangereuses, y compris sur le continent africain et le lieutenant-général Igor Kirillov l'avait plusieurs fois souligné avant son assassinat, a expliqué à Sputnik Afrique Igor Nikulin, ancien membre de la Commission des Nations Unies sur les armes biologiques.

Le lieutenant-général Igor Kirillov avait dénoncé la dangerosité des laboratoires américains, notamment en Afrique, avant son assassinat, a rappelé à Sputnik Afrique Igor Nikouline, ancien membre de la Commission des Nations Unies sur les armes biologiques.

"Ces 400 laboratoires militaires américains opérant dans le monde entier constituent désormais la principale menace pour l'humanité, y compris en Afrique. Ce sont eux qui propagent diverses maladies dangereuses, comme Ebola, Marburg, la fièvre du Nil occidental etc. Igor Kirillov a souligné ce problème", a-t-il déclaré.

Washington a toujours considéré les Africains comme *"des citoyens de seconde zone et donc du matériel expérimental"*, affirme encore l'expert.

"Bien entendu, la guerre biologique est l'un des moyens de contrôler, disons, la natalité et la population en général, y compris sur le continent africain. Et c'est l'une de ces formes évidentes de néocolonialisme", précise-t-il.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 décembre 2024

Macron homophobe, raciste, sexiste, etc. qui franchement doutait que c'était une ordure. J'ai envie de dire qu'on nous prend encore pour des cons, car on n'en a rien à foutre si la conscience des masses de la nature du régime ne progresse pas, régime auquel collabore ceux qui balancent ces accusations contre Macron, ils ne valent pas mieux.

Comment un pays ou un peuple peut-il se doter d'un tel président ? Question que les Français éviteront de se poser pour la raison qu'on devine ou parce que la réponse n'est guère à leur avantage.

Virer Macron, c'est bien ; liquider les institutions, c'est chouette ; balancer le capitalisme, c'est génial ; mais refonder le mouvement ouvrier et le doter d'une véritable avant-garde révolutionnaire, ce serait mieux, c'est même notre priorité. Qui cela intéresse-t-il, qui cela concerne-t-il ? Personne apparemment, bravo !

Alors, le 1^{er} janvier s'inscrira bien dans la continuité du 31 décembre, voilà ce que j'avais envie de vous dire en guise de bonne année.

Il doit bien exister une explication. Voici le devoir à rendre impérativement avant la fin de l'année sous peine de passer le réveillon avec Macron, quel cauchemar !

- Pourquoi 90% des jeunes sont-ils épris de justice et de liberté, s'organisent-ils parfois, se mobilisent-ils souvent, l'expriment-ils unanimement, et pourquoi dès qu'ils travaillent, ces aspirations s'envolent-elles pour presque toujours ne plus jamais réapparaître ?

- Pourquoi, parmi ces 90% de jeunes révoltés, une proportion d'entre eux se dirigent vers le mouvement ouvrier, le socialisme, la révolution, puis s'en éloignent dès qu'ils rejoignent le monde impitoyable de l'esclavage salarial sans jamais y revenir ?

90% des jeunes seraient-ils victimes d'hallucinations ou d'obsessions collectives ?

On reviendra là-dessus dans les jours qui viennent.

Ce qui est extraordinaire, c'est que tout au long de leur vie, les injustices et les atteintes aux libertés qui seront perpétrés leur seront attribuées sans qu'ils daignent réagir. Mais le savent-ils, en ont-ils pris conscience, qui s'efforce de leur faire prendre conscience ? Personne. On les culpabilise ou à l'opposé on les infantilise, deux erreurs à ne pas commettre.

Vous tenez à en être, alors c'est ici que cela se passe et pas ailleurs.

On se bat pour la justice, la liberté, la vérité, pas pour avoir raison, on n'en a rien à foutre, on se bat pour faire progresser le niveau de conscience général des masses, de manière à ce qu'elles puissent conserver le pouvoir quand elles l'auront conquis.

La révolution socialisme n'est pas un dogme, et elle cessera d'être une utopie, quand nous aurons pris conscience que nous sommes le principal obstacle à sa réalisation. Quand je dis que ce blog ne sert à rien, j'exagère, il sert à prouver que ce que je viens d'affirmer est juste.

Je me comprends et je suis peut-être le seul. Cela vous fait marrer, moi non, profitez-en, car vous pourriez ne pas en avoir l'occasion avant bien longtemps, si la situation politique internationale dégénérerait.

Fascisme ordinaire.

J-C – Ils font la promotion du tabac et de la cigarette pendant plus d'un demi-siècle, ils autorisent leur fabrication, puis leur commercialisation, ils encouragent toute la population à fumer ou à s'intoxiquer, puis ils décrètent que ce se serait un poison pour tous ceux qui en respireraient la fumée, par conséquent il faut protéger la population la plus vulnérable en interdisant cette pratique dans certains lieux ou bâtiments publics, écoles, universités, hôpitaux, etc. moyens de transport collectif jusqu'aux quais de gare et aux arrêts de bus, aux aéroports, etc.

Les tyrans ont de la suite dans les idées, malheur à ceux qui n'en ont pas !

Pour finalement interdire de fumer en plein air dans la ville sous peine d'une amende, de la même manière que furent verbaliser des personnes qui se baladaient seules sur une plage ou dans une forêt sans porter de muselière (masque) censé protéger, qui ou de quoi, on se le demande, ou si on le sait, de toute velléité d'indépendance ou de liberté dont vous serez privés indéfiniment si vous n'y prenez pas garde.

On va encore me dire, mais où va-t-il chercher tout cela, il est fou. Pas vraiment, je caractérise les choses et les acteurs comme il se doit, comme ils le méritent uniquement. Toute restriction à la liberté sous ce régime est insupportable, et elle devrait être condamnée par tous ceux qui prétendent combattre pour notre émancipation de l'esclavage salarial, or, ils sont aux abonnés absents.

Au fait, j'ai totalement arrêté de fumer... depuis trois jours, non je ne déconne pas, mon cas était devenu désespéré, alors j'ai arrêté de jouer au con avec ma santé, j'en ai juste fumé une hier que j'avais achetée le matin en allant faire des courses, car ici on peut les acheter à l'unité, les Indiens sont très pauvres je vous ai déjà raconté.

Italie : Interdiction de fumer dans les lieux publics à Milan à partir du 1er janvier 2025 - aa.com.tr 18 décembre 2024

À compter du début de l'année 2025, la municipalité de Milan, la deuxième plus grande ville d'Italie, interdira de fumer en plein air dans la ville.

Selon des informations parues dans la presse locale, la municipalité de Milan a décidé, dans le cadre de la planification du climat et de l'air, d'étendre l'interdiction de fumer, qui a été introduite pour la première fois en 2021 dans des lieux tels que les stades, les parcs, les cimetières et les arrêts d'autobus.

À partir du 1er janvier 2025, la municipalité de Milan interdira de fumer dans les lieux publics.

Selon la nouvelle réglementation, la consommation de cigarettes et de produits dérivés du tabac ne sera autorisée que dans certaines zones spéciales, à condition qu'il y ait une distance d'au moins 10 mètres avec les autres personnes.

Les contrevenants à cette règle s'exposeront à une amende comprise entre 40 et 240 euros.

Selon le paramètre "*concentration de PM10*" utilisé dans les mesures de la qualité de l'air, la presse a notamment annoncé que la consommation de cigarettes était responsable de 7 % de la pollution de l'air à Milan, le centre industriel et financier du pays.

Cette décision s'inscrit dans le cadre du programme visant à réduire de moitié les émissions de dioxyde de carbone d'ici 2050.

Voilà le genre de déchets que produit leur régime.

Pédocriminalité : 95 interpellations en France dans le démantèlement d'un vaste réseau international - 20 Minutes/AFP 20 décembre 2024

Plus de 16.000 personnes dans 130 pays participaient à des forums où plus de 200 téraoctets d'images et de vidéos étaient mis à disposition des utilisateurs.

Les perquisitions, menées du 9 au 19 décembre, ont permis de découvrir 375.000 photos et 156.000 vidéos tandis que 122 ordinateurs, 330 supports numériques et 152 smartphones ont été saisis, contenant 217 To de données.

J- C – Le plus étonnant, si l'on veut, c'est que les pédophiles des classes supérieures passent à travers les mailles du filet. Après tout, ils ne trouvent que ce qu'ils cherchent là où ils le cherchent et pas ailleurs.

En mettant la pornographie à disposition gratuitement de toute la population, y compris les gosses, ce qui était une monstruosité en soi, la quantité se transformant en qualité, où va se nicher la dialectique, même dans un bordel, quand ils ne les ont pas fabriqués, ils en ont fait des détraqués sexuels, des refoulés profonds, des pervers sadiques, des obsédés qui se sont retrouvés blasés, insatisfaits, à la recherche de nouvelles expériences, sensations ou plaisirs exceptionnels ou rares, au point de renouer avec des pratiques qui renvoient ces monstres au rang de bêtes sauvages. Parmi eux, il y a des vieux dégueulasses, mais aussi des hommes jeunes, le plus jeune à 16 ans.

Un précieux enseignement facile à retenir (qui hélas, tombera encore dans l'oreille des sourds.)

C'est ce que j'ai retenu du dernier entretien de monsieur Meyssan sur la Syrie et le Moyen-Orient.

Il suffit de prendre en compte comment l'Occident relate les faits dans la presse (occidentale), pour comprendre ce que ces Etats allaient faire, dans la mesure où la manière dont elle les présentait servirait à justifier leur engagement politique ou militaire auprès de leur population, qui une fois préparée psychologiquement y adhérerait.

Les autorités informent à l'avance la population en lui fournissant une interprétation idéologiquement orientée et frauduleuse, que les médias et les élites seront priées d'adopter et ensuite de relayer de sorte que la population la croit vraie, et se détourne de toutes les autres versions...

Une prise de conscience plus élevée nécessite d'inscrire notre réflexion dans une vision particulière qui se fonde non pas sur une expérience directe sur le terrain ou au jour le jour, mais sur une expérience beaucoup plus large des relations entre les États-Unis et l'Occident en général, avec les différents Etats qui contestaient la suprématie de l'Occident, ce qui permet de comprendre des choses que d'habitude les gens ne comprennent pas.

Propagande. Alors qu'ils déversent quotidiennement des tonnes de fausses infos scélérates sur la Syrie, qui va les croire ?

Guerre en Ukraine : Mal entraînés et vite hors de combat, les premières images de soldats nord-coréens sur le front - 20minutes.fr 19 décembre 2024

S'il est impossible de confirmer à 100 % que ce sont bien des soldats nord-coréens sur la seule foi des images, l'ensemble des renseignements occidentaux l'affirment désormais. Volodymyr Zelensky expliquait lui-même il y a quelques jours sur X que « *la Russie a commencé à utiliser un nombre important de soldats nord-coréens dans ses assauts* », accompagnés de soldats russes, notamment dans la région de Koursk.

J-C – Cause toujours il en restera quelque chose, mais pas que.

Une fois qu'ils ont instauré le doute dans votre cerveau, ils feront en sorte qu'il se répande à d'autres sujets et finisse par l'envahir. En fait, les gens étant inconscients de tout cela, ce processus se développera à leur insu ou ils en seront les principaux artisans sans même qu'ils aient à intervenir. Chaque fois que je décris des cas d'inconscience (qui concernent aussi les lecteurs), personne ou aucun ne se manifeste, c'est révélateur.

Dans l'Extrême-Orient russe vit une importante population chinoise et même coréenne dont l'implantation remonte au moins à la moitié du XIXe siècle. En 1926, d'après le recensement russe d'alors, ces Coréens étaient au nombre de 87.000. (Le Monde 18 juillet 1950). Environ 500 000 personnes d'origine coréenne vivent sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, principalement en Asie centrale, mais aussi dans le sud de la Russie (autour de Volgograd), dans le Caucase et dans le sud de l'Ukraine. (Wikipédia)

La banalisation du fascisme international depuis 1950.

J-C – Non, ce titre n'est pas délibérément provocateur ou excessif, il correspond à la réalité que nous n'avons pas voulu voir depuis 1950 ou avec laquelle nous nous sommes accommodés.

Depuis 1950, près de cinq cents coups d'Etat tentés ou réussis, surtout en Amérique du Sud et en Afrique - lemonde.fr 11 septembre 2023

Si les coups d'Etat étaient assez fréquents en Amérique latine jusque dans les années 1980, ces trente dernières années ils se sont davantage déroulés sur le continent africain.

Deux politologues américains, Jonathan Powell et Clayton Thyne, ont publié en 2011 une étude statistique de référence recensant les coups d'Etat – réussis ou manqués – dans le monde depuis 1950. Des données qu'ils mettent à jour constamment depuis. Au total, ils comptabilisent 491 coups d'Etat dans 97 pays durant ces soixante-treize dernières années.

Pour M. Powell, plusieurs facteurs contribuent aux coups d'Etat, tels que la pauvreté, une faible croissance économique, l'instabilité intérieure (insurrection, terrorisme) ou des dirigeants considérés comme illégitimes (élections truquées, augmentation des pouvoirs présidentiels, etc.). A cela, il faut ajouter « *des questions constantes d'ingérence étrangère dans la politique nationale et un ensemble plus large de puissances internationales (Etats-Unis, France, Russie, Chine) aux intérêts différents* ». Aucun de ces problèmes n'est propre à l'Afrique, mais ce continent « *présente certainement une plus grande concentration de ces facteurs que d'autres régions du monde* », juge le chercheur, alors que cette région du monde concentre la grande majorité des coups d'Etat depuis les années 1990.

Selon la définition retenue par les deux auteurs de l'étude, un coup d'Etat est « *une tentative illégale et manifeste de l'armée ou d'autres élites au sein de l'appareil d'Etat (membres du gouvernement, par exemple) de renverser le chef de l'exécutif en place* », que ce soit avec ou sans violences. Cette définition évite de confondre les coups d'Etat avec les mouvements populaires et les rébellions, expliquent les chercheurs. Par ailleurs, si les coups d'Etat peuvent être parfois soutenus par des puissances étrangères, ceux-ci n'ont été comptabilisés par les universitaires que si ces étrangers ont eu un second rôle dans le putsch. lemonde.fr 11 septembre 2023

J-C - L'Afrique, ainsi que le Moyen-Orient sont des continents ou régions qui ont été particulièrement morcelés au moment de la décolonisation par les puissances occidentales qui les avaient précédemment colonisés, afin de pouvoir mieux piller leurs richesses et les placer sous leur dépendance politique et militaire.

Sur la situation politique et sociale en France.

Premier ministre par défaut et maître chanteur.

François Bayrou affirme qu'Emmanuel Macron a "hésité" à le nommer Premier ministre - BFMTV 20 décembre 2024

Dans l'émission L'Événement sur France 2 ce jeudi 19 décembre, François Bayrou a déclaré qu'Emmanuel Macron avait "hésité" à le nommer comme Premier ministre le 13 décembre dernier.

"Vous êtes président de la République, vous êtes devant une multiplicité de crises (...) Vous n'avez pas le droit de réfléchir à qui vous allez mettre à Matignon et d'hésiter entre plusieurs hypothèses?", a interrogé François Bayrou, avant d'indiquer qu'Emmanuel Macron a effectivement "hésité."

"Et après tout, pourquoi aurait-il fait autrement? Nous avons eu une discussion dans laquelle j'ai essayé de lui montrer que je pensais qu'il fallait faire différemment, et c'est le choix qu'il a fait au terme de cette discussion", a poursuivi le Premier ministre.

La nomination de François Bayrou à Matignon a été le résultat d'une journée assez folle. Le vendredi matin, François Bayrou arrive à 8h30 à l'Élysée. À ce moment-là, Emmanuel Macron ne l'a pas choisi comme Premier ministre et le lui fait savoir.

Mais durant leur échange, le maire de Pau ne renonce pas à être le successeur de Michel Barnier. Cela explique la longue durée de ce rendez-vous qui dure 1h45.

Selon nos informations, le patron du Modem a fait comprendre au président qu'il pourrait retirer les 36 députés de son parti du bloc central et rétrécir ainsi le socle commun à l'Assemblée nationale. Finalement, après environ deux heures de flottement, François Bayrou a été nommé Premier ministre et a été "chargé de former un gouvernement" par Emmanuel Macron. BFMTV 20 décembre 2024

Il n'y aura pas de gouvernement d'union nationale, sinon, qui contrôlerait les masses ?

François Bayrou souhaite que Bruno Retailleau reste dans le gouvernement et espère un "soutien puissant de la droite républicaine" - BFMTV 20 décembre 2024

Le Premier ministre a notamment proposé aux chefs de partis (hors RN et LFI) de rentrer au gouvernement et de rouvrir la discussion sur la réforme des retraites – sans la suspendre. BFMTV 20 décembre 2024

Quand des médias pourris se plaignent de "méthodes de voyou" d'une ministre...

"Des méthodes de voyou" : Plusieurs patrons de presse dénoncent des "pressions" de Rachida Dati pour empêcher la publication d'enquêtes la concernant - Puremédias 19 décembre 2024

"Mediapart" a compilé plusieurs témoignages et exemples qui révèlent des pressions exercées par Rachida Dati, ministre de la Culture démissionnaire, sur les rédactions qui tentaient d'enquêter sur elle.

"Deux choses la distinguent : une violence et une vulgarité extrêmes". Ces mots sont signés Dov Alfon, directeur de la publication de "Libération", et visent Rachida Dati, ministre de la Culture démissionnaire. Dans une enquête publiée ce jeudi 19 décembre par "Mediapart", il témoigne,

comme d'autres dirigeants de journaux, des pressions subies par sa rédaction lorsqu'elle travaillait sur la ministre. Il évoque même un "*climat d'insécurité qu'elle crée autour de la rédaction. Elle s'en prend à Laurent Léger, contacte la direction, des chefs de service et a même ciblé l'une de [leurs] jeunes journalistes lors d'un déplacement*".

<https://www.ozap.com/actu/des-methodes-de-voyou-plusieurs-patrons-de-presse-denoncent-des-pressions-de-rachida-dati-pour-empêcher-la-publication-denquetes-la-concernant/648042>

Etat juif colonial génocidaire.

Gaza : HRW et MSF accusent Israël d'"actes de génocide" et de génocide contre les Palestiniens - France 24 20 décembre 2024

Les ONG Human Rights Watch et Médecins sans frontières ont affirmé jeudi que les actions d'Israël dans la bande de Gaza constituent des "*actes génocidaires*" à l'encontre du peuple palestinien.

"Les autorités israéliennes ont délibérément créé des conditions de vie visant à causer la destruction d'une partie de la population de Gaza, en privant intentionnellement les civils palestiniens de l'enclave d'un accès adéquat à l'eau, ce qui a probablement causé des milliers de morts", écrit Human Rights Watch (HRW) dans un communiqué accompagnant son enquête de plus de 200 pages.

"Ce faisant, les autorités israéliennes sont responsables du crime contre l'humanité d'extermination et d'actes de génocide", ajoute l'organisation internationale.

Le ministère des Affaires étrangères israélien a rejeté un rapport "*truffé de mensonges éhontés*", et accusé HRW de chercher une fois "*encore [à] promouvoir sa propagande anti-israélienne*".

À Gaza, le Hamas renforce ses rangs avec des milliers de nouveaux combattants par The Cradle 19 décembre 2024

Ces derniers jours, des affrontements violents ont repris entre les troupes israéliennes et les combattants de la résistance palestinienne dans le nord de la bande de Gaza assiégée.

L'aile militaire du Hamas, les Brigades Qassam, a recruté des milliers de nouveaux résistants dans ses rangs dans la bande de Gaza et s'adapte aux conditions difficiles auxquelles elle est confrontée dans les combats avec les troupes israéliennes, qui continuent de souffrir d'épuisement et de troubles mentaux, selon les informations israéliennes du 18 décembre.

«Le Hamas a recruté quelque 4000 nouveaux membres pour son aile militaire au cours des derniers mois», a rapporté mercredi le site d'information israélien Walla, citant des sources du commandement sud de l'armée.

«Par endroits, le Hamas s'est adapté à la lutte contre les militaires dans le sud de Gaza», ont ajouté les sources.

Le rapport ajoute que tout au long de la guerre, les combattants des Brigades Qassam ont su échapper au renseignement et aux opérations de neutralisation.

Mohammad Sinwar, chef militaire des Brigades Qassam et frère du défunt chef du Hamas Yahya Sinwar, et le commandant Izz al-Din Haddad sont les deux leaders chargés de diriger les opérations du groupe de résistance palestinien, selon les informations fournies. *«Ils ont soigneusement veillé à ne pas s'exposer».*

Ces derniers jours, des affrontements intenses ont repris à Gaza, alors que l'aile militaire du Hamas reconstitue ses rangs.

<https://reseauinternational.net/a-gaza-le-hamas-renforce-ses-rangs-avec-des-milliers-de-nouveaux-combattants/>

«On tue des civils qu'on comptabilise comme terroristes». Des réservistes israéliens racontent Gaza par The Cradle 19 décembre 2024

Alors que Tel-Aviv se concentre sur l'extension de son occupation du sud de la Syrie, les soldats israéliens affirment que l'armée opère librement à l'intérieur de Gaza en tant que *«milice armée indépendante sans foi ni loi».*

Des réservistes israéliens qui ont servi dans le couloir de Netzarim, une route récemment construite qui divise la bande de Gaza en deux, ont révélé que les soldats ont l'ordre strict de «tirer sur toute personne» repérée s'approchant de la «zone de mort».

«Il existe une ligne au nord du couloir de Netzarim connue sous le nom de «ligne des corps», et les habitants de Gaza sont parfaitement conscients de ce qu'elle signifie. Dans cette zone, les Palestiniens sont abattus sans sommation et leurs corps sont laissés en pâture aux chiens», a déclaré à Haaretz un commandant de la division 252.

«La zone de mort est le champ de tir des snipers... Nous y tuons des civils, et on les comptabilise comme des terroristes», a-t-il ajouté, révélant qu'il y a même *«compétition»* entre les différentes divisions de l'armée qui occupent le couloir d'est en ouest.

«Si la division 99 a tué 150 personnes, la suivante essaiera d'atteindre les 200».

Ceux qui ont participé à l'interview ont souvent parlé des *«lignes imaginaires»* au nord et au sud du couloir de Netzarim que les commandants implantent en tant que zone de mise à mort.

«Toute personne s'approchant de la ligne est considérée comme une menace – et aucun permis de tuer n'est requis».

Haaretz indique que de nombreux commandants et soldats du service régulier et réserviste ont témoigné du *«pouvoir illimité»* accordé aux commandants de division au cours des derniers mois.

«Un commandant de division n'est guère limité aujourd'hui à [Gaza]», affirme un officier vétéran de la division 252. *«À Gaza aujourd'hui, un commandant de division peut ordonner une attaque de drone [ou] décider s'il occupe ou non telle ou telle ville».*

En outre, les interviewés ont déclaré que l'armée agit souvent comme une *«milice armée indépendante, sans aucune règle, du moins pas du genre de celles qui figurent dans les règlements de Tsahal»*.

«Nous avons tué un jeune garçon, âgé de 16 ans peut-être. Quand [un autre soldat] a commenté, disant qu'il n'était pas armé et semblait n'être qu'un civil, le commandant a dit : «Pour moi, quiconque franchit la ligne est un terroriste, pas de cadeau, zéro civil. Ils sont tous des terroristes»», raconte un autre soldat.

<https://reseauinternational.net/on-tue-des-civils-quon-comptabilise-comme-terroristes-des-reservistes-israeliens-racontent-gaza/>

En complément.

Conflit au Proche-Orient : l'armée israélienne frappe les Houthis au Yémen - RT 19 déc. 2024

Selon le média I24, l'opération «Ville Blanche» de l'armée israélienne a mené plusieurs frappes visant *«à paralyser les trois ports sous contrôle houthi en détruisant systématiquement leurs remorqueurs portuaires»*. *«La centrale électrique de Haziz au sud de Sanaa et celle de Dhaban au nord ont également été touchées, plongeant de vastes zones dans l'obscurité»*, a également rapporté cette même source.

Syrie.

Communiqué du président Bachar el-Assad par Bachar el-Assad - Réseau Voltaire 16 décembre 2024

Alors que le terrorisme se répandait en Syrie et atteignait finalement Damas le soir du samedi 7 décembre 2024, des questions se posaient sur le sort du président et sur sa localisation. Cela s'est produit au milieu d'un flot de désinformation et de récits très éloignés de la vérité, visant à requalifier le terrorisme international en révolution de libération de la Syrie.

À un moment aussi critique de l'histoire de la nation, où la vérité doit primer, il est essentiel de remédier à ces distorsions. Malheureusement, les circonstances qui prévalaient à l'époque, notamment une coupure totale des communications pour des raisons de sécurité, ont retardé la publication de cette déclaration. Ceci ne doit pas remplacer un compte rendu détaillé des événements qui se sont déroulés, qui sera fourni lorsque l'occasion le permettra.

Tout d'abord, mon départ de Syrie n'était pas planifié et n'a pas eu lieu pendant les dernières heures des combats, comme certains l'ont prétendu. Au contraire, je suis resté à Damas, exerçant mes fonctions jusqu'aux premières heures du dimanche 8 décembre 2024. Alors que les forces terroristes s'infiltraient à Damas, je me suis rendu à Lattaquié en coordination avec nos alliés russes pour superviser les opérations de combat. À mon arrivée à la base aérienne de Hmeimim ce matin-là, il est devenu clair que nos forces s'étaient complètement retirées de toutes les lignes de bataille et que les dernières positions de l'armée étaient tombées. Alors que la situation sur le terrain dans la région continuait de se détériorer, la base militaire russe elle-même a été soumise à des attaques de drones intensifiées. N'ayant aucun moyen viable de quitter la base, Moscou a demandé au commandement de la base d'organiser une évacuation immédiate vers la Russie dans la soirée du

dimanche 8 décembre. Cela a eu lieu un jour après la chute de Damas, après l'effondrement des dernières positions militaires et la paralysie de toutes les institutions étatiques restantes.

À aucun moment au cours de ces événements, je n'ai envisagé de démissionner ou de chercher refuge, et aucune personne ou parti n'a fait une telle proposition. La seule ligne de conduite était de continuer à lutter contre l'assaut terroriste.

Je réaffirme que celui qui, dès le premier jour de la guerre, a refusé de troquer le salut de sa nation contre des avantages personnels, ou de compromettre son peuple en échange de nombreuses offres et incitations, est le même qui s'est tenu aux côtés des officiers et des soldats de l'armée sur les lignes de front, à quelques mètres des terroristes dans les champs de bataille les plus dangereux et les plus intenses. C'est le même qui, pendant les années les plus sombres de la guerre, n'est pas parti mais est resté avec sa famille aux côtés de son peuple, affrontant le terrorisme sous les bombardements et les menaces récurrentes d'incursions terroristes dans la capitale pendant quatorze ans de guerre. De plus, celui qui n'a jamais abandonné la résistance en Palestine et au Liban, ni trahi ses alliés qui l'ont soutenu, ne peut pas être le même qui abandonnerait son propre peuple ou trahirait l'armée et la nation à laquelle il appartient.

Je n'ai jamais cherché à obtenir des postes pour des avantages personnels, mais je me suis toujours considéré comme le gardien d'un projet national, soutenu par la foi du peuple syrien, qui a cru en sa vision. J'ai toujours été convaincu de leur volonté et de leur capacité à protéger l'État, à défendre ses institutions et à défendre leurs choix jusqu'au dernier moment.

Lorsque l'État tombe aux mains du terrorisme et que la capacité d'apporter une contribution significative est perdue, toute position devient sans objet, ce qui rend son occupation dénuée de sens. Cela ne diminue en rien mon profond sentiment d'appartenance à la Syrie et à son peuple - un lien qui ne reste ébranlé par aucune position ou circonstance. C'est une appartenance remplie d'espoir que la Syrie sera à nouveau libre et indépendante.

Meysan passe à table sur le régime de Bachar El-Assad

<https://www.youtube.com/watch?v=B-NS48Zw02M>

J-C – Il adore se mettre en scène et il voue un culte inconsidéré aux puissants, au pouvoir. La dimension économique et la lutte de classe manquent toujours à ses analyses, qui ne fournissent qu'une indication bancale sur l'évolution de la situation mondiale.

L'unique facteur ou le grain de sable qui peut contrarier leurs prévisions ou faire dérailler leurs stratégies, c'est l'intervention des masses sur la scène politique, tous les autres ils peuvent les bricoler grâce à la planche à billets et leur monopole des grands médias.

Les masses, c'est le seul facteur sur lequel ils ont une emprise limitée, dont ils peuvent perdre le contrôle, avec des conséquences imprévisibles et incommensurables. C'est donc sur celui-ci qu'il faut miser. Si Meysan et tous les journalistes ou géopoliticiens les ignorent, c'est parce qu'ils représentent le camp d'en face, celui du capital.

Syrie. Hayat Tahrir Al-Cham, radioscopie d'une mutation idéologique

Les origines djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), faction à l'origine de l'offensive qui a conduit à la chute du régime de Bachar Al-Assad, poussent nombre de commentateurs à en faire tout simplement un avatar d'Al-Qaida. Mais l'expérience de gouvernance menée par le groupe depuis 2017 à Idlib a provoqué des mutations, rendant complexe la classification de HTC. Le chercheur Patrick Haenni, qui se rend sur place depuis 2019, en livre une analyse, à travers des propos recueillis par Sylvain Cypel et Sarra Grira.

<https://orientxxi.info/magazine/syrie-hayat-tahrir-al-cham-radioscopie-d-une-mutation-ideologique.7850>

J-C - En fait de "*mutation idéologique*", il s'agirait plutôt d'une adaptation tactique en fonction d'objectifs politiques et militaires différents et bien précis, donc à lire en étant vigilant.

Proche-Orient. « *Ces guerres agissent comme un accélérateur de notre propre fascisme* » - orientxxi.info 12 décembre 2024

Extrait.

Peter Harling. — J'ai malheureusement vécu plusieurs guerres dans la région, et celle-ci m'a semblé différente, tout d'abord en raison du phénoménal déséquilibre des forces. D'un côté, le Hezbollah a monté des tirs de missile et des attaques par drones contre Israël, dont les résultats ont presque toujours été dérisoires. De l'autre, Israël a fait usage d'une puissance sans proportion aucune : à chaque frappe, un immeuble entier était réduit en ruine, parfois en ensevelissant ses habitants pris au piège. Israël a notamment utilisé une profusion de « *bunker busters* », des armes épouvantables, théoriquement réservées à des complexes militaires souterrains et fortifiés. Près de chez moi, trois de ces bombes d'une tonne ont été employées pour abattre un bâtiment résidentiel ordinaire, en pleine nuit et sans préavis, dans l'espoir d'assassiner un seul responsable du Hezbollah.

Mais ce conflit ultra-technologique que l'on vient de traverser évoque surtout un monde dystopique, dans lequel quelqu'un, quelque part, a le pouvoir de faire s'écrouler des immeubles d'habitation, un à un, en appuyant tout simplement sur un écran. Beaucoup de gens au Liban en ont conçu une impuissance, une vulnérabilité allant jusqu'à un sentiment confus de nudité face à une telle force omnipotente. C'est un des aspects difficilement communicables de cette guerre.

Un autre élément essentiel, que je peine aussi à faire comprendre à mon entourage à l'étranger, c'est qu'il ne s'agit pas d'un « *conflit de plus* », dans une région qui en a connu tant. Il est tentant en effet, vu de France par exemple, d'imaginer que cette guerre oppose Israël et le Hezbollah autour d'enjeux qui ne nous concernent pas vraiment. Une guerre obscure et lointaine en somme... Israël combat avec nos armes. Israël bénéficie le plus souvent de notre soutien médiatique, politique et diplomatique, dans une lutte qui fait resurgir tout un vocabulaire de la guerre contre le terrorisme, de la défense d'un camp occidental face à la barbarie, de la mission civilisatrice même. En somme, cette guerre est menée, très ostensiblement, en notre nom.

Or, pour ceux qui en suivent ou en subissent les détails, c'est aussi une guerre d'atrocités, où l'on cible les journalistes et les personnels de santé, où l'on profane des mosquées et des églises, où l'on rase des cimetières, parmi mille autres violences gratuites et injustifiables. Le décalage entre ce

vécu intime, d'une part, et le récit édulcoré qui domine à l'extérieur, de l'autre, s'est traduit pour nombre d'entre nous, au Liban, par un sentiment d'abandon et de solitude.

Plus encore, on ne peut que voir, d'ici, comment nos gouvernements se radicalisent par l'entremise d'Israël, au point de saborder le droit humanitaire international, pourtant l'une des plus grandes et des plus belles contributions de l'Europe à la stabilité du monde. L'on assiste à une sorte de laisser-aller, à un retour du refoulé : on encourage de fait Israël à faire ce que l'on n'ose pas encore faire soi-même. Cette guerre, comme celle de Gaza, agit comme un révélateur, un accélérateur de notre propre fascisme, qui s'ancre presque partout désormais sur le continent européen. Ce n'est pas là où on l'imagine, donc, que ce conflit rebat les cartes.

Syrie: des centaines de manifestants à Damas pour la démocratie et les droits des femmes - AFP 19 décembre 2024

Des centaines de personnes ont manifesté jeudi à Damas pour la démocratie et les droits des femmes dans la nouvelle Syrie, pour la première fois depuis la chute de la capitale aux mains d'une coalition conduite par des islamistes radicaux.

"*Nous voulons la démocratie, pas un Etat religieux*", "*La religion est à Dieu et la nation à tous*", "*La Syrie, Etat libre et séculier*", scandaient les manifestants, rassemblés sur l'emblématique place des Omeyyades, dans le centre de Damas, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Un responsable politique des nouvelles autorités, Obaida Arnaout, a suscité un tollé il y a quelques jours en affirmant qu'il était "*prématuré*" que les "*femmes soient représentées à des postes ministériels ou parlementaires*".

Dans la Syrie d'Assad, violemment opposé aux islamistes, avec le parti Baas animé au départ de l'idée d'avoir un Etat laïc pour unifier les pays arabes, les femmes occupaient 20 à 30% des postes ministériels et parlementaires.

Le responsable a argué que les femmes avaient "*une nature biologique et psychologique particulière*" qu'il fallait prendre en considération. Des propos conspués par des Syriennes participant à la manifestation.

Les barbares font régner la terreur.

Syrie : une église et des tombes chrétiennes vandalisées - RT 19 déc. 2024

Dix jours après la chute de Bachar el-Assad, l'hostilité envers la communauté chrétienne syrienne refait surface. Le 18 décembre, dans la province de Hama dans le nord du pays, à quelques encablures d'Idleb, l'archidiocèse grec-orthodoxe de Hama a été attaqué et plusieurs tombes vandalisées.

Les images ont fait le tour de la toile syrienne et arabe. Des impacts de balle sur la cathédrale grecque orthodoxe de Hama ainsi que la destruction de plusieurs sépultures ont été recensés. Sur l'un des clichés, on peut voir la décapitation d'une statue de la Vierge Marie, la tête gisant sur le sol, des croix ainsi que des sépultures ont été endommagés.

Le cimetière de Mhardeh, petite bourgade chrétienne, a également été pris pour cible. Cette localité avait notamment rejoint la Défense nationale, avec près de 200 combattants, pour défendre la ville contre les incursions djihadistes. Ces actes de vandalisme ont été largement répandus sur les réseaux syriens avec le hashtag «*save christians*».

Par ailleurs, dans l'église Saint-Georges, un autre aurait tenté de briser les croix en fer et d'accrocher une banderole portant l'inscription de la Chahada, la profession de foi musulmane : «*Il n'y a de Dieu que Dieu*», tout en affirmant que les actes anti-chrétiens se multiplient en Syrie depuis la chute de Bachar el-Assad.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 décembre 2024

J'espère que le blog ne sera pas indisponible à partir d'après-demain.

Hier en fin d'après-midi, alerte générale, je me connecte à mon ancienne adresse (milarepa13), je la consulte rarement ou presque jamais, et là qu'est-ce que je découvre, une rafale de messages d'OVH me réclamant encore de l'argent avec à la clé la menace de couper le service le 23 décembre. Je lis leurs courriels, et comme d'habitude je n'y comprends rien.

Je croyais que la facture que j'avais réglée le 16 novembre concernait l'hébergement du blog et le nom de domaine (luttedeclasse.org), mais en les lisant je n'en suis plus si sûr. Je leur ai adressé 2 messages en urgence, j'ai prévenu mon beau-fils qui sera chez moi lundi matin pour régler en ligne une éventuelle facture complémentaire.

Tout pourrait être si simple et réglé en trois clics de souris, mais non ce serait trop beau, il faut qu'on se fasse chier pour tout. A suivre.

Si je suis habituellement de bonne humeur, cela dit, j'ai tout de même les nerfs à vif avec tout ce qu'on se prend dans la gueule quotidiennement en faisant ce boulot, en plus de l'Inde, où il nous reste que la dérision ou la fatalité, pour ne pas devenir dingue ou péter un plomb, même l'humour n'est pas spécialement le bienvenu, c'est pour dire à quel point on est à cran. On est fataliste parce qu'on a conscience de notre impuissance, cela ne signifie pas qu'on serait pessimiste plutôt qu'optimiste, sur le court terme oui, sur le long terme on est davantage optimiste, on garde toujours l'espoir d'un monde meilleur.

Frustrée et humiliée, la violence est rentrée, diffuse, palpable, ça calme paradoxalement ! Perdre son sang-froid ou s'énerver chez un Indien ou un Asiatique en général sera du plus mauvais effet, je l'ai appris à mes dépens et ça calme, car je n'aime pas passé pour un vaurien, ce serait injuste, j'ai encore un peu de dignité malgré tout, maladroite, je le suis parfois évidemment, comme tout le monde.

Les Indiens aiment bien déconner, ils ont vraiment besoin de décompresser, la société est très oppressive. Au départ déconner n'était pas trop mon truc, maintenant je l'ai adopté, je me moque même de mes lecteurs, j'ignore s'ils s'en sont aperçus ou ils l'ont pris au sérieux, c'est aussi mon côté provocateur, c'est cela que j'aime bien dans ce truc-là, cela peut aller très loin. Parfois, on a tellement de trucs à dire à quelqu'un, qu'on ne sait pas par quel bout commencer. On lui balance tout en rafale et il se marre, à moins qu'il ne fasse une grimace parce qu'il suffoque, qui sait, tellement l'attaque a été violente et soudaine, il faut assumer mon pote, tu m'as dit vas-y, et bien encaisse, quand tu auras bien digéré, tu verras, tu te sentiras beaucoup mieux, peut-être avec un poids sur la conscience en moins. Et à qui on dit merci ? Ingrat !

Si on ne se revoit pas d'ici le 24 au soir, passez une bonne soirée en ayant une pensée pour ceux qui en seront privés, détendez-vous bien, on y a tous le droit. Chez nous, on sera tous les deux et on n'a rien prévu de spécial.

Mes amitiés.

On a troqué provisoirement ou tout du moins dans cette causerie, totalitarisme contre Internationale fasciste qui semble mieux adapté à la situation, plus précis.

Cet internationalisme de type totalitaire correspond aux pratiques des entreprises transnationales qui imposent leurs lois à tous les peuples, à tous les Etats, au monde entier. Le seul moyen d'envisager de briser cette Internationale fasciste consisterait à construire notre propre Internationale des exploités et des opprimés du monde entier, mais nous ne sommes même pas foutus de construire un parti ouvrier révolutionnaire au pays de la Commune de Paris !

La mauvaise conscience des traîtres et des imposteurs.

Ceux qui condamnent les propos tenus par Macron à Mayotte, sont de misérables populistes, ils passent sous silence :

- 1- Que leurs partis ou leurs dirigeants ont participé à des gouvernements qui ont maintenu une grande partie des Mahorais dans une très grande précarité ;
- 2- Que lors de chaque référendum (1974, 1976, 2009) la population a refusé l'indépendance de la France ;
- 3- Que Mayotte devrait faire partie de l'Union des Comores, qui devrait être rattaché à Madagascar ou au Mozambique.

Toutes les miettes de l'empire colonial français, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion, Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres australes et antarctiques françaises et les îles de Wallis-et-Futuna, devraient être rétrocédés ou rattachés aux Etats les plus proches géographiquement, Venezuela, Canada, Madagascar, Australie.

Voilà le dernier os à ronger balancé aux géopoliticards, paumés et autres illuminés en tout genre qui se réjouissent de la chute de la République arabe syrienne.

Ceux qui ont au compteur un grand nombre de massacres de civils innocents, de décapitations, amputations de deux mains, crucifixions, éventrements et autres pratiques d'une cruauté sans nom, Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) au pouvoir en Syrie, sont en passe de devenir du jour au lendemain des gens comme il faut, des gens bien, des hommes comme les autres, des progressistes, des humanistes, ce que les occidentaux et leurs médias corrompus appellent désormais des « *rebelles* », des « *révolutionnaires* », des interlocuteurs tout à fait respectables.

C'est de cette manière qu'ils ont rédigé le contenu des manuels scolaires et universitaires depuis plus d'un siècle, ce qui figure même au programme des militants des partis dits ouvriers. Une abomination, ceci explique cela, n'est-ce pas.

Cette question ne présente aucun intérêt, mais elle a au moins le mérite d'occuper et polluer les esprits, c'est déjà pas mal. Non, la question essentielle qui vaut la peine d'être posée, c'est de se demander à quelle fin économique les maîtres du monde mènent-ils toutes ces guerres, pour remodeler cette région, et réaliser le projet de Grand Moyen-Orient qu'ils avaient dans leurs tuyaux depuis des lustres, dont la réalisation s'avéra chaotique ou compromise temporairement du fait d'obstacles politiques ou de régimes récalcitrant, depuis certains d'entre eux ont été balayés (Syrie) ou neutralisés (Liban, Iran), il ne reste plus qu'à soumettre ou détruire ceux qui empêchent de finaliser ce projet, l'Irak et l'Égypte, éventuellement le Yémen.

La Russie approvisionnera l'Asie en pétrole et en gaz, tandis que le Moyen-Orient et les États-Unis approvisionneront l'Union européenne ou toute l'Europe, les autres pays producteurs importants se partageront le reste du marché ou les miettes, sous condition, cela va de soi.

L'Internationale fasciste. Ils n'en font qu'à leur tête.

J-C – Ne jamais oublier qu'al-Qaïda et toutes les organisations qui en sont issues sont avant tout des créatures anglo-saxonnes.

Syrie : les États-Unis abandonnent la prime pour l'arrestation d'al-Joulani - RT 21 déc. 2024

La tête d'Abou Mohammed al-Joulani, leader de Hayat Tahrir al-Sham (HTC), n'est plus mise à prix par les États-Unis a annoncé lors d'un point presse le 20 décembre la secrétaire d'État adjointe américaine aux affaires du Proche-Orient, Barbara Leaf.

«Sur la base de notre discussion, je lui ai dit que nous abandonnions l'offre de récompense» pour son arrestation «en vigueur depuis quelques années», a-t-elle déclaré. Depuis 2017, le Département d'État offrait une récompense pouvant aller jusqu'à 10 millions pour toute information permettant de localiser al-Joulani.

La diplomate américaine a assuré qu'al-Joulani se serait *«engagé»* à *«veiller à ce que les groupes terroristes ne puissent pas constituer une menace à l'intérieur de la Syrie ou à l'extérieur, y compris pour les États-Unis et nos partenaires dans la région»*. Selon Barbara Leaf, le nouvel homme fort de Damas lui est *«apparu comme pragmatique»*.

Interrogé à ce sujet, elle a mis en avant une *«décision politique»* prise *«dans l'intérêt et en accord avec le fait que nous entamons une discussion avec HTC»*. Barbara Leaf a estimé qu'il serait ainsi *«un peu incohérent de mettre une prime sur la tête de cet homme»* avec lequel elle discute *«des intérêts des États-Unis, des intérêts de la Syrie, peut-être des intérêts de la région»*. RT 21 déc. 2024

L'OTAN et l'Internationale fasciste. A la tête du client.

Sanctions américaines contre Gazprombank : Washington accorde une dérogation à la Turquie pour ses importations de gaz - RT 20 déc. 2024

La Turquie a été «*exemptée*» par Washington des sanctions à l'encontre de Gazprombank, a rapporté ce 20 décembre Bloomberg, ce qui lui permet de poursuivre les paiements de ses importations de gaz russe via cette banque. Cette dérogation survient après une «*série de discussions*» avec des responsables américains a confié, deux jours plus tôt, à l'agence américaine le ministre turc de l'Énergie Alparslan Bayraktar.

Sans exemption, «*nous ne serons pas en mesure de payer la Russie*» avait-il déclaré le 26 novembre. Déclaration qui faisait suite à l'annonce par le département du Trésor américain, le 21 novembre, d'une série de sanctions contre une centaine d'entités et de responsables financiers russes, dont Gazprombank qui joue un rôle clé dans le paiement des hydrocarbures russes. Une inscription qui avait provoqué des remous à Ankara, 42% des importations turques de gaz provenant de Russie.

Quand le chef de file de l'Internationale fasciste donne ses instructions à la justice de sa section française.

J-C – C'est l'histoire d'un régime mafieux, criminel, terroriste qui sème la guerre et la terreur, le chaos et la désolation sur tous les continents, qui s'érige en justicier international auprès de tous les Etats sommés d'exécuter ses ordres sous peine de représailles ou sanctions pouvant aller de la déstabilisation financière au coup d'Etat en passant par des assassinats...

La question qui se pose à tous les chefs d'Etat ou de gouvernement est celle de la mise au ban des nations des Etats-Unis comme Etat voyou, terroriste, et la rupture de toutes les relations avec ce pays tant qu'il n'aura pas renoncé à sa politique impérialiste ou coloniale.

Georges Ibrahim Abdallah ne doit pas être libéré, selon les États-Unis qui en appellent à la justice française - Le HuffPost 20 décembre 2024

Washington redoute «*un risque grave de trouble à l'ordre public*». Les États-Unis, partie civile au procès de Georges Ibrahim Abdallah en 1987, ont écrit à la cour d'appel de Paris pour s'«*opposer vigoureusement*» à la demande de libération conditionnelle du militant libanais propalestinien, détenu en France depuis 40 ans.

Georges Abdallah, 73 ans, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1987 pour complicité d'assassinat de deux diplomates israélien et américain à Paris, en pleine guerre civile libanaise. Considéré comme le «*plus vieux prisonnier politique d'Europe*» par ses soutiens, il est libérable depuis 25 ans mais n'a vu aucune de ses demandes aboutir.

Mi-novembre, la justice française a accepté sa libération à condition qu'il retourne au Liban, qui le réclame depuis des années, au vu de son âge et de la durée de détention «*disproportionnée au regard des faits commis et de sa dangerosité actuelle*». Georges Abdallah, que Le HuffPost vous présentait dans la vidéo ci-dessous avant la décision de justice, appartient «*à l'histoire aujourd'hui révolue de l'activisme violent de l'ultra gauche*» libanaise et palestinienne, «*à l'origine d'aucun attentat en France ni ailleurs depuis 1984*», avait estimé le tribunal dans sa décision, aussitôt suspendue par un appel du parquet antiterroriste.

L'audience devant la cour d'appel s'est tenue jeudi – sa décision est attendue le 20 février. Les États-Unis, en tant que partie civile, peuvent faire des observations, écrites dans un courrier du 16 décembre dont l'AFP a eu connaissance.

Un courrier « *scandaleux* », selon l'avocat de Georges Abdallah

« *Les représentants diplomatiques* » américains ont « *été protégés des attaques de M. Abdallah tant qu'il est resté détenu* » mais seraient « *exposés à un danger accru* » s'il était « *libre de reprendre ses anciens desseins violents sans surveillance effective par les juridictions françaises* », écrit le ministère de la justice américain.

Son retour au Liban, alors qu'il « *n'a jamais désavoué* » son positionnement de « *combattant* » et au vu du conflit récent entre le Hezbollah et Israël, « *constituerait une force déstabilisatrice dans une région déjà instable et entraînerait un risque grave de trouble à l'ordre public* », poursuit-il pour justifier son opposition.

La défense et les soutiens de Georges Abdallah voient depuis des années la main du gouvernement américain derrière son maintien en détention.

Son avocat Jean-Louis Chalanset a qualifié auprès de l'AFP de « *scandaleux* » ce courrier aux airs « *d'instruction* » donnée par les États-Unis, dénonçant une « *tentative de manipulation des juges français* ». « *Les États-Unis savent pertinemment que Georges Abdallah et son mouvement, qui n'existe plus depuis 40 ans, ne représentent aucun danger pour les États-Unis* », a-t-il ajouté.

Internationale fasciste. Sous le règne de la menace, de la terreur, du fascisme international.

J-C – Les anglo-saxons en sont à la direction, ce qui n'étonnera plus personne. Le plus grave, c'est qu'ils montrent l'exemple à tous les apprentis dictateurs de la planète, et ils sont nombreux, qui n'attendaient qu'une occasion pour sévir contre leurs peuples, ça va saigner, les exterminer ou les neutraliser est la seule solution.

C'est à croire qu'ils voudraient recréer les conditions économiques qui précipitèrent la crise politique des années 30, qui fut le prélude à une seconde guerre mondiale. Sans aller jusqu'à déclencher une nouvelle guerre mondiale, ils pourraient s'employer à en créer les conditions de manière à ce que les peuples terrifiés à l'idée d'une guerre acceptent tous les sacrifices qu'ils veulent leur imposer.

Ils sont assez tordus et sadiques pour imaginer un tel scénario, qui aurait toute les chances de fonctionner à merveille. C'est cela qui est le plus à craindre, surtout quand on pense à tous ceux de notre classe qui sont déjà en proie à des conditions d'existence misérables ou cauchemardesques, et qui n'ont pas la force de se soulever.

Trump menace les Européens de taxes douanières s'ils n'achètent pas davantage d'hydrocarbures américains - RT 20 déc. 2024

Le président élu Donald Trump a déclaré ce 20 décembre sur Truth Social qu'il ferait imposer des taxes douanières si les Européens n'augmentaient pas leurs achats d'hydrocarbures aux États-Unis. « *J'ai dit à l'Union européenne qu'elle devait combler son énorme déficit avec les États-Unis par des achats à grande échelle de notre pétrole et de notre gaz* », a-t-il écrit sur son réseau social. « *Dans le cas contraire, a-t-il averti, ce sont les TARIFS DOUANIERS jusqu'au bout!!!* ».

Par cette mesure, Donald Trump envisage non seulement de réduire le déficit commercial américain, mais également de pousser les industriels à installer aux États-Unis leur production destinée au marché américain. «*Plus les droits de douane seront élevés, plus il est probable que l'entreprise viendra aux États-Unis et y construira une usine pour ne pas avoir à payer les droits de douane*», avait-il déclaré au rédacteur en chef de Bloomberg News, John Micklethwait.

La Commission européenne s'inquiète également de cette menace de Donald Trump d'imposer une «*taxe universelle*», sur l'ensemble des 3 000 milliards de dollars (environ 2 885 milliard d'euros) d'importations américaines, rapportait mi-novembre Politico. Les voitures européennes, les produits pharmaceutiques et d'autres produits, en provenance des Vingt-sept, d'une valeur de 575 milliards de dollars (environ 553 milliards d'euros) seraient ainsi menacés.

Internationale fasciste. Ils s'octroient le droit de génocide, de polluer, d'intoxiquer, d'empoisonner...

Les États-Unis obtiennent gain de cause dans leur différend avec le Mexique sur le maïs OGM - RFI 21 décembre 2024

Les États-Unis peuvent exporter au Mexique du maïs génétiquement modifié. C'est ce qu'a conclu ce vendredi 20 décembre l'instance de règlement des différends du traité de libre-échange Canada - États-Unis - Mexique. Une victoire pour Washington, alors que Mexico bloquait depuis le début de l'année l'entrée dans le pays de maïs génétiquement modifié pour protéger les variétés locales et les droits des peuples autochtones. RFI 21 décembre 2024

Seul le fascisme peut sauver le capitalisme, dixit (en substance) Elon Musk.

Allemagne: vives réactions après un message de soutien à l'extrême droite posté par Elon Musk sur X - RFI 20 décembre 2024

Le milliardaire américain Elon Musk ne fait pas seulement parler de lui aux États-Unis en raison de sa proximité avec le futur président Donald Trump. Après son soutien affiché à l'opposition vénézuélienne au président Maduro, son soutien au populiste de droite britannique Nigel Farage, le propriétaire de la plateforme X y a publié un message prenant fait et cause pour le parti d'extrême droite allemand AfD. Les réactions sont nombreuses sur place.

«*Seule l'AfD peut sauver l'Allemagne.* » Si le milliardaire américain Elon Musk avait déjà flirté avec le parti d'extrême droite, il n'avait jamais exprimé une opinion aussi claire. À deux mois des élections en Allemagne, sa publication sur la plateforme X, dont il est le propriétaire, sonne comme un appel clair à voter pour l'AfD.

Avec le capitalisme de connivence adapté aux syndicats, elle n'est pas belle la vie sous le régime capitaliste.

J-C - L'essentiel, c'est que les 315.000 esclaves salariés conservant leur emploi soient heureux comme ils sont, pour les préretraités et ceux qui devaient partir à la retraite n'en parlons pas, ils vont pouvoir enfin vivre la vie de bourgeois, c'est-à-dire profiter de la vie sans travailler pendant que les autres continueront de gratter sans se révolter contre leur sort, et pour cause, ils sont si bien lotis qu'ils ont renoncé "à des hausses salariales prévues et à certaines primes", pendant que leurs dirigeants et les actionnaires s'en foutent plein les poches. Allez, en chœur : Vive le capitalisme !

Ils appellent cela la lutte des classes, sans déconner, moi j'appelle cela la collaboration de classes. Les trotskystes lambertistes (POI-PT) toujours très perspicaces, expliquèrent au moment de la réunification de l'Allemagne, que c'était une aubaine parce que la classe ouvrière la plus puissante d'Europe allait être unifiée, et on allait voir ce qu'on allait voir, 34 ans plus tard on s'aperçoit qu'elle a surtout servi à renforcer le pouvoir de l'aristocratie ouvrière au lieu de l'affaiblir, vous pouvez ajouter celui de l'aristocratie financière, tandis que des millions de travailleurs et leurs familles sont voués à la pauvreté et à la précarité comme dans tous les autres pays occidentaux. Il faut bien que quelqu'un puisse consommer, que quelqu'un assure la stabilité politique du régime en place, etc. telle est l'orientation politique des capitalistes et du mouvement ouvrier en Allemagne et ailleurs.

Volkswagen supprimera 35 000 emplois sans fermer d'usines en Allemagne lepoint.fr 21 décembre 2024

Il n'y aura pas de fermeture d'usines, mais Volkswagen va supprimer 35 000 emplois en Allemagne d'ici à 2030, soit environ 10 % de ses effectifs locaux. Bien que douloureux, le compromis arraché juste avant Noël par la direction du constructeur automobile et le syndicat IG Metall au terme de plus de soixante-dix heures de négociations évite la fermeture de sites et les licenciements secs.

C'est ce que souhaitait la puissante présidente du comité d'entreprise, Daniela Cavallo, qui siège au conseil de surveillance du géant automobile. Les suppressions de postes passeront par des non-renouvellements de CDD, des préretraites, des non-remplacements de départs à la retraite et des départs uniquement volontaires.

Cet effort collectif s'inscrit dans le cadre d'un plan d'économies de 4 milliards d'euros par an, avec un objectif de rentabilité de 6,5 % pour la marque Volkswagen à moyen terme. Pour y parvenir, les salariés ont accepté de renoncer à des hausses salariales prévues et à certaines primes. La production automobile en Allemagne sera réduite de 700 000 véhicules par an, renforçant la compétitivité du groupe. Volkswagen s'engage à maintenir la garantie de l'emploi jusqu'en 2030. lepoint.fr 21 décembre 2024

Le capitalisme de connivence –

Le capitalisme de connivence est un terme décrivant une économie capitaliste où le succès en affaires dépend de relations étroites avec les représentants du gouvernement. (Remplacez "*les représentants du gouvernement*" par les représentants des travailleurs. - J-C)

Sous ses formes les plus légères, le capitalisme de connivence mène à la tolérance ou à l'encouragement par le gouvernement de la collusion parmi des acteurs du marché, notamment pour faire une sorte de front commun lors de soumissions sur des contrats publics, des subventions, des législations, etc. (Aux « *acteurs du marché* », vous ajoutez les partis et les syndicats dits ouvriers. – J-C)

Quand ils flattent l'un des pires comportements de l'occidental réduit à l'état primaire de consommateur. Qui a dit que l'UE n'était pas vertueuse ?

J-C – Quelle est la devise du consommateur ? Je consomme avant et je pense après si j'en ai le temps, sinon je m'en passe. Notez que c'est d'ailleurs la seule chose dont il se passe volontiers sans que cela ne le gêne !

« *Les consommateurs européens sont les mieux protégés du monde* », assure l'un de leurs représentants - Publicsenat.fr 21 décembre 2024

On pointe souvent les défauts de l'Union européenne mais ses victoires sont aussi à souligner. La protection des consommateurs en est une.

Ces dernières années, l'UE a renforcé leurs droits en matière d'achats. Désormais, chaque consommateur européen dispose d'un délai de 14 jours durant lequel il peut annuler sa commande ou renvoyer le produit sans justification. Il bénéficie également d'une garantie minimale de 2 ans sur chaque produit. « *Nous avons obtenu de nombreux progrès pour les consommateurs ces dernières années, dans tous les domaines, notamment les achats en ligne. Ce qui nous fait dire que nous avons l'un des niveaux de protection les plus élevés au monde* », assure Agustin Reyna, directeur du Bureau européen des consommateurs, qui regroupe 44 organisations de consommateurs, dans 31 pays européens. Publicsenat.fr 21 décembre 2024

Etat juif colonial génocidaire.

Le monde anglo-saxon se réclame du Grand Israël

En effet, l'idéologie occidentale est née dans les pays anglo-saxons. Le monde anglo-saxon est le regroupement idéologique, politique, militaire et financier de cinq pays : la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La formation du monde anglo-saxon a commencé au départ de la Grande-Bretagne. Pendant plusieurs siècles, elle a étendu son influence à d'autres parties du monde. Elle a colonisé le Nouveau Monde et créé l'Empire britannique, dans lequel « *le soleil ne se couchait jamais* ». Il faut d'abord parler de l'influence idéologique de la Grande-Bretagne, puis de son influence politique, militaire, financière et économique.

Au XXe siècle, le noyau du monde anglo-saxon est devenu les États-Unis d'Amérique. Ils dominent le monde anglo-saxon et l'ensemble du monde occidental par leurs positions géopolitiques, militaires, financières, économiques et idéologiques. J'en viens maintenant à l'idéologie du monde anglo-saxon. Le plus souvent, on dit qu'il s'agit de l'idéologie du libéralisme. Mais le mot « libéralisme » est un terme mal compris. À l'époque soviétique, il existait une définition plus claire de l'idéologie occidentale en général et de l'idéologie anglo-saxonne en particulier : « *idéologie du capitalisme* », « *idéologie de l'impérialisme* », « *idéologie de la domination mondiale* », etc. En outre, on a constaté à l'époque soviétique que dans les pays occidentaux non inclus dans le monde anglo-saxon (comme la France, l'Allemagne, l'Italie, etc.), c'est-à-dire dans les pays d'Europe continentale, l'idéologie est légèrement différente de celle de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. (...)

Il y a environ 400 ans, 30 000 puritains charismatiques se sont installés en Nouvelle-Angleterre pour y créer une société théocratique. Puritains, baptistes, méthodistes et autres colons britanniques à tendances religieuses particulières ont impitoyablement massacré les Indiens. La colonisation active du Nouveau Monde par les Britanniques s'est poursuivie pendant plus de deux siècles. Bien entendu, les colons ne venaient pas seulement des îles de la brumeuse Albion, mais aussi d'Europe continentale : de France, de Hollande, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique et d'autres pays. Mais l'épine dorsale de l'État américain restait les charismatiques natifs de Grande-Bretagne (d'Angleterre, du Pays de Galles, d'Écosse, d'Irlande). C'est leur protestantisme teinté d'israélisme britannique qui est devenu l'idéologie dominante dans le Nouveau Monde. Sans tenir compte de cette base idéologique et religieuse ancrée en Amérique, il est difficile de comprendre la politique étrangère des États-Unis dans le Nouveau Monde et surtout durant l'époque moderne. Et de comprendre l'invisible communauté de vues entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui forme un seul monde anglo-saxon cherchant à soumettre le reste de l'humanité.

<https://reseauinternational.net/le-monde-anglo-saxon-se-reclame-du-grand-israel/>

Syrie.

Le Pentagone pourrait créer un second État kurde - Réseau Voltaire 20 décembre 2024

- Les mercenaires kurdes du PKK/YPG qui administrent le Nord-Est de la Syrie au bénéfice de l'occupation états-unienne ont hissé, le 12 décembre, le drapeau du nouveau régime sur leurs bâtiments afin de manifester l'unité du pays.
- Les troupes turques se massent à la frontière, face à Aïn al-Arab (Kobané).
- Tous les observateurs s'accordent à penser que, sans le soutien militaire des États-Unis, les mercenaires kurdes ne tiendront pas longtemps face à une offensive turque.

Après que l'ANS/Türkiye a chassé les combattants kurdes de leur bastion de Tell Rifaat, dans la région d'Alep, puis de la ville de Manbij, les États-Unis ont négocié un cessez-le-feu provisoire entre le PKK/YPG et la Türkiye. Il est déjà remis en question.

La guerre du Golfe de 1991 (Opération « Tempête du désert ») avait permis aux États-Unis de créer un premier État kurde en Iraq. La guerre contre la Syrie de 2011 leur a permis de créer tout aussi artificiellement une zone kurde en Syrie. Cependant la Commission King-Crane, formée par le président Woodrow Wilson en 1919, indiquait que le Kurdistan ne devait être qu'en Turquie. Elle mettait en garde contre toute extension territoriale au détriment d'autres minorités. Le référendum d'indépendance de 2017 au Kurdistan iraquien devait permettre de créer un État satellite d'Israël, mais la Türkiye, l'Iran et l'Iraq s'y sont opposés.

Parole d'internaute.

1- Dans cette phase du conflit il me semble que certaines forces en Iran viennent de jouer non seulement contre le Hezbollah (en trahissant ses dirigeants) et la Syrie (en donnant l'ordre aux troupes iraniennes d'abandonner la défense d'Alep) mais également contre l'Iran, qui se trouve à

présent privé de la défense aérienne syrienne, qui interdisait le survol en direction de l'Iran, et de son accès à la Méditerranée.

2- L'intervention Russe en Syrie a permis de retarder l'agression occidentale sur la Russie via l'Ukraine interposée. Sans la Syrie, il était difficile de remplacer l'énergie fournie par la Russie à l'UE et cela les a fait tergiverser le temps que la Russie se prépare économiquement aux sanctions et militairement à l'agression.

Les tensions régionales au Moyen-Orient pour le contrôle de l'énergie ont repris le dessus, bien que les événements en Syrie n'impactent plus directement la Russie, laissant Damas aux mains d'intérêts contradictoires ce qui promet une belle pagaille.

3- Poutine était intervenu en Syrie, convaincu par le général iranien Qassem Souleimani que la Russie devrait se sentir concernée ... Il a lui-même déclaré qu'il le faisait pour que les terroristes ne se retrouvent tôt ou tard à Moscou.

Dire, aujourd'hui, que la Russie a atteint ses objectifs en Syrie, c'est dire au peuple d'un pays allié et reconnaissant -bien qu'il ait payé une bonne part de sa dette en empêchant le passage de gazoducs ennemis destinés à la ruiner plus un accès aux mers chaudes qui fut le rêve des Tsars de Russie- que l'objectif anti-terroriste non atteint était secondaire ou, en l'occurrence, une façade occultant d'autres objectifs non avoués, parmi lesquels le retour en force de la Russie sur la scène internationale, deux bases sur la mer Méditerranée, gel de l'exploitation du gaz syrien au profit du gaz russe, occupation légitime d'un territoire limitrophe de la Turquie, autrement dit limitrophe des forces de l'OTAN, etc.

Quant à la « chute » d'Al-Assad, c'est plus exactement la chute de l'État syrien, son Président étant le symbole et non le propriétaire, quoi qu'en disent les médias.

4- Si "*la famille Assad*" a "régné" si longtemps sur la Syrie ce n'est pas parce qu'elle est puissante en tant que famille qui aurait des membres influents disséminés dans le pouvoir, comme dans les monarchies du Golfe, elle est même plutôt contrôlée par l'armée et certaines forces qui ne sont pas forcément sur le devant de la scène.

Seuls les occidentaux qui veulent voir en Bachar un "*boucher*" font semblant d'ignorer que après sa prise de pouvoir (qu'il n'attendait pas et n'avait pas recherchée) il s'est évertué à instaurer en douceur un système plus démocratique, en évitant de heurter de front les privilégiés du système. Si les Assad, Haffad et Bachar, ont tenu le pouvoir politique c'est parce que les militaires avaient besoin d'une figure et d'un nom reconnus et respectés par les tribus, qui ont toujours accepté leur autorité et leur arbitrage. Eux partis il va être bien plus difficile de construire un système politique stable que ne le pensent les européens qui ne semblent pas avoir tiré la leçon de la Libye. Diront-ils dans un ou deux ans, comme Obama à propos de la Libye où le chaos s'est installé après l'élimination de Kadhafi "*nous avons sous-estimé le rôle des tribus*" ? Il sera trop tard mais il est vrai que "*ce ne sont que des arabes qui meurent dans ces aventures*".

5- Mise à Jour infos en Syrie 20/12/2024 :

1- Après plus de 2 semaines de l'entrée des forces israéliennes en territoire syrien et la prise d'une partie du sud de la Syrie, les pro-terroristes syriens ont commencé à réagir, quelques dizaines d'entre eux ont commencé à manifester avec « *des pancartes* » et « *des drapeaux* »... Une *manifestation pacifique pour appeler la « communauté internationale »* à empêcher Israël de s'emparer de leur terre. Les forces israélienne ont tout suite ouvert le feu sur eux, plusieurs manifestants auraient été grièvement blessés vidéos => <https://t.me/SabrenNews22/139223>

vidéo 2 => https://t.me/daraa24_org/15133

*On voit comment ces « manifestants » pro-terroristes syriens préfèrent la pleurniche et les cris face aux soldats israéliens qui viennent occuper leur terre, on peut comparer la grande différence de traitement et de comportement quand ils attaquaient les positions de l'armée syrienne avec des armes lourdes et exécutaient par balles « *les shabihah* » du « *régime* »...

2- Malgré les déclarations d'un calme relatif et de la sécurisation pacifique de la Syrie par les nouveaux dirigeants, des affrontements et des manifestations contre les nouvelles autorités se produisent chaque jour avec aussi des violences à l'encontre des minorités religieuses et ethniques du pays, sans compter sur ce qui se passe avec les kurdes au nord-est, malgré le black-out et la censure politique lancée par les autorités HTS, des vidéos apparaissent chaque jour montrant le chaos qui règne encore dans le pays, démentant les affirmations des nouvelles autorités. Ici des affrontements armés à Lattaquié vidéo => <https://t.me/nayaforiraq/19323>

Des terroristes agressent des civils à Lattaquié vidéo 2 => <https://t.me/SabrenNews22/139238>

Ici une manifestation contre les nouvelles autorités sur la place des ommeyyades à Damas demandant un régime laïque comme le précédent vidéo 1 => <https://t.me/nayaforiraq/19299>

vidéo images 2 => <https://t.me/SabrenNews22/139152>

3- Des attaques armées se seraient produit ces derniers jours contre les forces terroristes HTS en Syrie confirmées cette fois par les médias pro-terroriste, une à Lattaquié qui a fait 21 morts parmi les terroristes, une embuscade par des « *restes des forces du régime* » d'après les médias pro-terroristes. 2 tués à Deir Ezzor confirmés par les médias pro-terroristes et 9 morts aujourd'hui dans la province de Hama dans une embuscade par des « *inconnus* ». On sait que Daesh un des principaux opposants aux « *Djihadistes progressistes* » parrainés par l'occident est toujours présent dans l'est de la Syrie et au centre et il y a aussi des forces de résistance syrienne des anciennes autorités qui peuvent s'organiser avec l'aide de l'Iran et de ses alliés surtout avec la continuation de la persécution des pro-régimes en Syrie et des minorités.

4- D'autres vidéos de chaos en Syrie, manifestations des habitants de la province de Tartous contre les forces terroristes HTS qui ont saccagé et pillé leurs maisons vidéo => <https://t.me/SabrenNews22/139048>

vidéo 2 => <https://t.me/SabrenNews22/139063>

Des monuments sacrés chrétiens saccagés par les terroristes HTS dans la ville de Mahredeh – Hama vidéo images => <https://t.me/SabrenNews22/139033> <https://t.me/SabrenNews22/139038>

Des tombeaux chiites détruits et saccagés par les terroristes HTS en Syrie : vidéo => <https://t.me/iswnews/63054> *Les salafistes sunnites n'autorisent pas « *la décoration des tombeaux* ».

Un syrien tabassé à mort par des membres de HTS devant sa femme et ses enfants : vidéo => <https://t.me/SabrenNews22/139122>

5- L'Iran et l'Irak ont décidé de couper l'approvisionnement en pétrole pour la Syrie, depuis hier des graves pénuries de carburant en Syrie se fait sentir avec des coupures d'électricité permanent, la raffinerie de Baniyas est à l'arrêt, apparemment l'Iran et ses alliés chiites ont commencé à prendre des mesures contre les nouvelles autorités « *salafistes* » en Syrie.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 décembre 2024

L'agence française de l'Internationale fasciste a son gouvernement.

Macron et Bayrou vous adresse leurs bons vœux en vous faisant un bras d'honneur avec au bout une matraque, le symbole d'un régime tyrannique.

Qu'est-ce qui leur permet une telle audace, de se livrer ouvertement à une telle provocation ?

On a fourni la réponse tout au long des causeries de l'année écoulée, en vain, puisque personne n'a souhaité rejoindre le courant politique que j'anime, à croire que vous aurez le gouvernement que vous méritez, hélas, surtout pour ceux qui n'y sont pour rien dont je fais partie !

C'est une question taboue pour les militants du mouvement ouvrier. Vous ne devinez pas pourquoi ? Dommage, le pire est à venir, tant pis pour ceux qui sont déjà les plus mal lotis, leur condition va encore gravement se dégrader, quant aux autres, tant mieux d'une certaine manière, cela les forcera peut-être à réfléchir, à revoir leur copie et à réagir, s'ils en sont encore capables, il faut l'espérer, c'est tout ce qu'on peut leur souhaiter et se souhaiter par la même occasion, car nous sommes tous embarqués dans la même galère !

Bonne nouvelle, ils ont enfin découvert l'origine des aléas météorologiques... ou presque : le soleil !

On savait déjà que, depuis le 15 octobre 2024, le Soleil avait atteint sa phase d'activité maximale et que celle-ci pourrait durer un an.

Une étude internationale publiée dans Science et relayée par Newsweek rappelle quant à elle qu'une super éruption solaire se fait attendre. D'après les données collectées, ces événements surviennent environ tous les cent ans. Ils provoquent des aurores boréales, mais ont aussi des conséquences très néfastes.

« *Ces nouvelles données nous rappellent brutalement que même les événements solaires les plus extrêmes font partie du répertoire naturel du Soleil* », a exprimé Natalie Krivova, physicienne solaire à l'institut Max-Planck de recherche sur le Système solaire (MPS) à Göttingen (Allemagne) et co-autrice de l'étude. (Du « *du répertoire naturel* » du système solaire dans lequel figure la Terre, elle en est donc impactée, par exemple avec des périodes de refroidissement ou de réchauffement, chut ! – J-C)

Pour arriver à ce résultat, elle et son équipe ont analysé les informations de 56.450 étoiles collectées par le télescope spatial Kepler de la NASA entre 2009 et 2013.

Seules celles issues de 2.527 étoiles semblables au Soleil ont été retenues. Sur cette base réduite, 2.889 super éruptions ont pu être constatées, ce qui a finalement permis de calculer cette fréquence d'apparition des super éruptions dans l'espace pour les étoiles similaires au Soleil. « *Nous avons été très surpris de constater que les étoiles semblables au soleil sont sujettes à des super éruptions aussi fréquentes* », a déclaré Valeriy Vasilyev, chercheur au MPS et co-auteur de l'étude.

On parle de super éruptions lorsqu'elles relâchent entre 10^{34} et 10^{36} ergs d'énergie (1 erg équivalent à 100 nanojoules). À titre de comparaison, les éruptions classiques, elles, libèrent environ 10^{27} ergs, tandis que la bombe atomique larguée sur Hiroshima n'en avait produit que 10^{20} ergs. Or, « *entre 1996 et 2012, 12 éruptions solaires avaient une énergie bolométrique supérieure à 10^{32} ergs, mais aucune n'était supérieure à 10^{33} ergs* », ont noté les chercheurs. 20 Minutes/AFP 23 décembre 2024 (Bref, « *supérieure à 10^{32} ergs* » pour ne pas dire 10^{33} ergs, parce qu'à partir de 10^{34} il s'agirait d'une super éruption qui pourrait peut-être expliquer bien des phénomènes climatiques inexplicables qu'ils imputent à l'activité humaine, idéologie oblige. – J-C)

Totalitarisme. Ministère de la Vérité. Guerre idéologique. L'ONU en agent des Young leaders du journalisme.

J-C – Pourquoi tiennent-ils absolument à formater des journalistes amateurs ou autoproclamés ?

Personnellement, depuis août 1996 que je fais ces causeries, je livre aux lecteurs des infos fiables et vérifiables en leur fournissant les sources, sinon ils peuvent facilement les trouver sur le Net.

Il m'arrive assez souvent de me livrer à un travail d'investigation pour compléter les infos dont je dispose, car j'estime qu'elles sont insuffisantes pour se prononcer sur un évènement, en obtenant à la source des informations supplémentaires sur certains protagonistes on parvient à démêler le vrai du faux. C'est juste une question de volonté ou de détermination, de temps à y consacrer, parfois on passe 2 heures sur un seul sujet, on ne peut pas se permettre d'approximations ou d'infos rapportées. Finalement, tout dépend si on sert ou non la vérité, c'est donc aussi une question de principe, de morale.

Nos ennemis sont des canailles de la pire espèce, des voleurs par nature doublés de criminels sans scrupules, donc mentir, tricher, manipuler, tromper les gens ne les gêne pas le moins du monde, seul le profit ou le fric, le pouvoir comptent pour eux, avec un idéal aussi misérable, ils peuvent tout se permettre, et ils se foutent de ce qu'on pensera d'eux, cela ne les empêchera pas de dormir. Mais pour nous il en va tout autrement. Eux, ils bénéficient du capital confiance qu'inspire leur statut social supérieur auprès de la population, cela se traduit par un culte du pouvoir qu'ils cultivent lié à leur idéologie, tandis que nous, nous n'inspirons que méfiance, on doit se démener comme ce n'est pas possible pour obtenir un semblant de confiance de la part d'un travailleur. Bien que nous soyons animés par l'idéal humaniste le plus élevé, par les meilleures intentions du monde et qu'on soit d'une honnêteté et d'une sincérité irréprochables, on nous traite avec mépris ou comme n'importe lequel de ces salopards de journalistes qui leur mentent quotidiennement ou qu'ils croient sur parole.

C'est très désagréable et ingrat comme travail, très frustrant et injuste au demeurant, parce qu'on n'a pas mérité un pareil traitement, mais on comprend pourquoi. Il faut juste ne pas en faire une

affaire personnelle. On fait ce qu'on a affaire le mieux possible, ensuite on n'est pas comptable des réactions ou du résultat, on a la conscience tranquille. On regrette évidemment que les choses se passent de la sorte, mais on n'y est pour rien, on a fait notre devoir, personne ne peut nous reprocher quoi que ce soit sur le fond, on n'a pas trahi notre idéal, donc il vit toujours, c'est l'essentiel, il triomphera un jour ou l'autre ou nous périrons tous.

Mon expérience et mes connaissances, ainsi que mon esprit critique suffisent pour éviter les pièges de la désinformation provenant en priorité des médias mainstream, ceux des médias ou des réseaux sociaux sont en général si grotesques ou caricaturaux qu'on les perçoit au premier coup d'œil. Il peut arriver qu'on se fasse encore avoir, mais c'est extrêmement rare, parce qu'on s'entoure de précautions éprouvées avant de publier quelque chose.

A ne pas confondre avec les mensonges des médias ou des autorités qu'on publie en tant que tels, ce qui signifie que personne n'est censé ignorer que ce sont des infos frauduleuses, sauf à être idiot, cela existe vous me direz, effectivement, mais on ne peut rien pour eux, chacun doit le comprendre, je ne prends pas les lecteurs pour des abrutis, bien au contraire.

Ces gens-là veulent former les journalistes à leur idéologie, de manière à ce qu'ils censurent ou attaquent tout ce qui n'est pas conforme au discours dominant, qui ne doit pas parvenir à la connaissance de la population, car elle pourrait s'en servir pour lutter contre les régimes en place.

"Être une voix de confiance en ligne" : pour lutter contre la désinformation, l'Unesco propose une formation inédite aux influenceurs du monde entier - francetvinfo.fr 23 décembre 2023

L'Unesco a dispensé, pendant un mois, une formation à destination des influenceurs du monde entier pour lutter contre la désinformation et les discours de haine en ligne. Plus de 9 000 inscrits, venus de 160 pays, l'ont suivie.

Deux tiers des influenceurs ne vérifient pas leurs sources, mais veulent apprendre à le faire : c'est ce qui ressort d'une enquête de l'Unesco publiée début novembre.

Pour répondre à cette problématique, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est associée avec le Knight Center for Journalism in the Americas, rattaché à l'université d'Austin au Texas. Ils ont conçu la première formation mondiale à destination des créateurs de contenu. Une formation disponible sur internet dans quatre langues (anglais, espagnol, portugais et français) et intitulée *"How to be a trusted voice online"*, à traduire : *"comment être une voix de confiance en ligne."*

Le contenu de la formation a été conçu par des experts en éducation aux médias et à l'information. Parmi eux, Enrique Anarte Lazo, journaliste indépendant basé à Berlin et très présent sur les réseaux sociaux. C'est l'Unesco qui l'a contacté pour participer aux modules : *"La désinformation en ligne est l'une des problématiques les plus importantes de nos jours. Je suis très heureux que l'Unesco s'en saisisse."*

"Aujourd'hui, une majorité de la population s'informe sur les réseaux sociaux. Et sur les réseaux sociaux, les internautes ne considèrent pas forcément les médias traditionnels comme leur principal relais d'information. Ils font de plus en plus confiance aux créateurs de contenus." Cette confiance aveugle des abonnés se traduit souvent par une absence de fact-checking.

À terme, la volonté de l'Unesco est de poursuivre le travail engagé avec les bénéficiaires de cette formation pour créer une communauté de référents, poursuit Adeline Hulin, cheffe du service

d'éducation aux médias et à l'information de l'Unesco : "*À l'heure de la désinformation et des discours de haine, si les créateurs de contenus travaillent avec nous pour disséminer ces bonnes pratiques, expliquer à leur audience comment ils créent l'information, comment ils la vérifient, on n'aura pas gagné toute la bataille, mais, en tout cas, on évolue vers quelque chose de plus positif.*"
francetvinfo.fr 23 décembre 2023

Qui est Enrique Anarte Lazo ?

Un des agents de la Fondation Thomson Reuters qui relaie l'idéologie de la classe dominante impulsée depuis Davos. Sa personnalité se passe de commentaire.

Fondation Thomson Reuters - Enrique Anarte Lazo est un journaliste espagnol actuellement à la tête de la chaîne TikTok de la Fondation Thomson Reuters, la chaîne d'information primée Openly, la plateforme d'information LGBTQ mondiale de TRF. Il a couvert des histoires queer et sur les droits de l'homme de plus de 15 pays et a déjà rapporté pour Reuters, NBC News et DW, entre autres. Il est également ambassadeur de l'initiative MediaWise de l'Institut Poynter, où il se concentre sur la désinformation/désinformation ciblant les personnes LGBTQ. Sur ses chaînes personnelles TikTok et Instagram, il explique des informations sur la politique européenne, les sujets queer et la désinformation.

<https://www.journalismfestival.com/speaker/enrique-anarte-lazo>

Fondation Thomson Reuters.

Thomson Reuters est une agence de presse canado-britannique et une société d'édition professionnelle, financière et juridique principalement. La famille Thomson était la plus riche ou l'une des plus riches du Canada.

Le Knight Center for Journalism in the Americas.

Depuis sa création en 2002, le Knight Center for Journalism in the Americas a été un leader mondial dans les cours de journalisme en ligne. Avec une portée mondiale couvrant plus de 200 pays et territoires, notre programme d'enseignement à distance a formé plus de 325 000 participants dans le monde entier.

Des journalistes renommés et des formateurs experts, nos cours assurent une expérience éducative de premier plan destinée aux journalistes qui affinent leur art ainsi qu'aux citoyens désireux de s'engager dans le journalisme et la démocratie.

<https://journalismcourses.org/about-us/>

Quand le journalisme d'investigation est supervisé par l'USAID (CIA) et le Pentagone, Soros et Cie.

OCCRP : Le plus gros réseau d'investigation au monde sous perfusion américaine - France-Soir 17 décembre 2024

Cette mainmise des États-Unis n'est pas vraiment surprenante, puisqu'elle est à l'origine même de l'organisation. Bien que Drew Sullivan ne parle que des Nations Unies (ONU), l'OCCRP a en réalité été fondée grâce au soutien de David Hodgkinson, haut gradé de l'armée états-unienne, et à l'argent du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL), le bureau de coopération policière et judiciaire du département d'État. Pour que ce soit plus discret, ce dernier a simplement transféré ses fonds à l'USAID, l'Agence des États-Unis pour le développement international, qui est devenu fournisseur officiel.

Originellement, les liens entre l'OCCRP et l'armée américaine sont donc étroits. Et, dans ses premières années d'exercice, l'organisation a été intégralement financée par Washington, et l'Open Society Foundations du milliardaire progressiste George Soros, l'empêchant donc de mener la moindre enquête sur les États-Unis.

Plus tard, l'OCCRP bénéficiera de financements plus divers : depuis sa création, il a reçu 1,1 million de l'Union européenne et 14 millions versés par six pays européens, dont le Royaume-Uni (7 millions), la Suède (4 millions), le Danemark, la Suisse, la Slovaquie et la France. Malgré tout, les États-Unis restent loin devant, avec 47 millions d'euros, soit 52 % du total entre 2014 et 2023. Alors, quand les dirigeants de l'OCCRP affirment que ces financements ne compromettent pas l'indépendance des enquêtes, on a du mal à y croire...

Aujourd'hui, non seulement Washington dispose d'un droit de veto sur les nominations des hauts responsables de l'OCCRP, mais en plus l'organisation n'a pas le droit d'enquêter sur les États-Unis avec les fonds américains.

Le journalisme d'investigation, aussi prestigieux soit-il, peut être un outil diplomatique au service des intérêts géopolitiques. L'OCCRP, bien qu'indépendante sur le papier, devient ainsi vecteur d'influence, un maillon de la politique étrangère des États-Unis. D'ailleurs, tous ne s'en cachent pas : selon Michael Henning, fonctionnaire de l'USAID, « *nous devons nous assurer que le travail de l'OCCRP est aligné avec les intérêts des États-Unis* ». Résultat, de nombreux financements américains sont destinés à des enquêtes spécifiquement ciblées sur des pays qui n'ont pas les faveurs de Washington, comme la Russie ou le Venezuela.

<https://edition.francesoir.fr/politique-monde/occrp-le-plus-gros-reseau-d-investigation-au-monde-sous-perfusion-americaine>

Comment les régimes occidentaux suppôts de nazis ukrainiens et sionistes encouragent de dangereux psychopathes à passer à l'action.

Lu. Dans une attaque qui a choqué l'Allemagne et au-delà, une voiture a foncé dans la foule lors d'un marché de Noël à Magdebourg, vendredi soir, causant la mort de deux personnes et blessant plus de 60 autres. Le suspect, identifié comme Taleb Al-Abdulmohsen, un réfugié d'origine saoudienne, a été rapidement arrêté par les autorités.

Selon Reiner Haseloff, chef du gouvernement de Saxe-Anhalt, cet attentat ne serait pas une coïncidence mais une « *synchronisation temporelle* » visant des objectifs politiques en pleine période sensible. Taleb Al-Abdulmohsen, un médecin de 50 ans, se présente comme athée, critique virulent de l'islamisation sur les réseaux sociaux, sympathisant avec les idées de l'AfD, le parti d'extrême droite, et également pro-sionisme.

Ancien réfugié devenu citoyen allemand, Al-Abdulmohsen avait une présence active sur les réseaux sociaux où il exprimait des opinions critiques envers l'islam tout en affichant son soutien explicite à Israël et au Premier ministre Benjamin Netanyahu. Il a notamment déclaré : « *La véritable réconciliation n'aura lieu que si nous nous excusons auprès des Juifs pour ce que le prophète Mahomet leur a fait.* »

Ses publications incluaient également des retweets de figures israéliennes influentes, telles que le porte-parole de Tsahal pour les médias arabes et des militants pro-israéliens comme Guy Tel Aviv et se demandant « *pourquoi Israël attend-il une deuxième frappe iranienne pour écraser le régime iranien ?* ». Les messages, souvent empreints d'islamophobie, ont également mis en avant une admiration pour la politique israélienne concernant les territoires occupés en Syrie, au Liban et en Palestine.

L'homme s'est également illustré par son soutien aux droits LGBT. Il a salué le déploiement du drapeau arc-en-ciel à Gaza, déclarant : « *Le premier drapeau gay a été hissé à Gaza après la fin de l'occupation islamique.* » (La photo prise à Gaza figurait dans l'article - J-C)

L'Arabie saoudite, qui avait réclamé l'extradition de Taleb Al-Abdulmohsen, le considère comme un traître. Les autorités allemandes avaient refusé cette demande, invoquant des préoccupations relatives aux droits de l'homme et à la liberté d'expression. Cette décision est aujourd'hui vivement critiquée, notamment sur les réseaux sociaux où des utilisateurs dénoncent une « *destruction de l'Europe de l'intérieur* ».

Internationale nazi. Netanyahu peut continuer à massacrer des peuples et détruire des pays en toute impunité, et inspirer tous les criminels de la planète.

Guerre au Proche-Orient : Après le Hamas et le Hezbollah, Benyamin Netanyahu menace les Houthis du Yémen - 20 Minutes/AFP 22 décembre 2024

Comme le Hamas palestinien, des groupes irakiens ou le Hezbollah libanais, les Houthis du Yémen sont dans le viseur du Premier ministre israélien. « *De la même manière que nous avons agi avec force contre les bras armés de l'axe du mal iranien, nous agirons contre les Houthis [...] avec force, détermination et sophistication* », a déclaré Benyamin Netanyahu au lendemain d'une frappe des rebelles du Yémen ayant fait 16 blessés à Tel-Aviv. « *Même si cela prendra du temps, le résultat sera le même qu'avec les autres groupes terroristes.* » 20 Minutes/AFP 22 décembre 2024

Après avoir produit des monstres en série, ils les liquident.

J-C- Malheur à tous ceux qui se sont laissé prendre au piège ! Seul point positif, à cette occasion on aura pu recenser les acteurs politiques qui s'en étaient faits les complices, et qui dès lors seront demain totalement discrédités. Les chirurgiens qui pratiquent ces opérations et les médecins qui les encadrent font penser aux médecins sadiques du régime nazi des années 40.

Etats-Unis : Donald Trump veut « stopper le délire transgenre » et les « mutilations sexuelles des enfants » - 20 Minutes/AFP 23 décembre 2024

Le 47e président américain élu a annoncé ce dimanche vouloir arrêter le « *délire transgenre* » dès son premier jour à la Maison Blanche le mois prochain. « *Je signerai des décrets pour mettre fin aux mutilations sexuelles des enfants, exclure les transgenres de l'armée et les exclure des écoles primaires, des collèges et des lycées* », a martelé le prochain président américain.

« *La politique officielle des Etats-Unis sera qu'il n'y a que deux genres, homme et femme* », a poursuivi le vainqueur de la présidentielle du 5 novembre devant une foule de jeunes conservateurs réunis à Phoenix, dans le sud-ouest du pays.

Le « *wokisme doit s'arrêter* », a encore dit le républicain sous les applaudissements de la foule.

Internationale fasciste. Manipulation des masses pour créer les conditions d'un coup d'Etat.

En Serbie, une marée humaine défile à Belgrade contre le gouvernement après un drame dans une gare - Le HuffPost 23 décembre 2024

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté ce dimanche 22 décembre à Belgrade pour exiger que les dirigeants serbes assument leurs responsabilités dans l'effondrement le mois dernier du toit d'une gare ferroviaire dans le nord de la Serbie, qui a causé la mort de quinze personnes.

Le rassemblement de dimanche dans la capitale serbe, organisé par des étudiants, a commencé par quinze minutes de silence en hommage aux victimes, a constaté l'AFP.

Les manifestants, dont le nombre a été évalué à 29 000 par le ministère de l'Intérieur, ont occupé la place Slavija, bloquant ainsi pratiquement tout le centre-ville. Ils réclamaient la démission du Premier ministre Milos Vucevic ainsi que du maire de Novi Sad à la suite de la catastrophe et que les responsables dans cette affaire comparaissent devant les tribunaux.

Les étudiants demandent en outre que ceux qui les ont agressés au cours des précédentes manifestations soient jugés et l'annulation des poursuites contre leurs camarades qui ont participé aux rassemblements.

Samedi, le président serbe Aleksandar Vucic a affirmé qu'il ne reculerait pas face aux manifestants. Le HuffPost 23 décembre 2024

Totalitarisme. Big Brother vous surveille ou l'absence de liberté se propage.

Montluçon adopte la vidéoverbalisation - 20 Minutes 22 décembre 2024

Ce mercredi, le conseil municipal de Montluçon (Allier) a définitivement validé la vidéoverbalisation. Le principe avait été voté lors d'une session en septembre 2023, mais ce nouvel acte promet l'application de sanctions dès l'année prochaine, rapportent nos confrères de La Montagne. Cette décision divise les élus.

Il y a actuellement plus d'une centaine de caméras qui scrutent les faits et gestes des automobilistes montluçonnais et bientôt, elles serviront à dresser leur contravention. En phase de test depuis un an,

le projet de vidéoverbalisation passe à la vitesse supérieure. Selon ses partisans, les infractions visées sont celles qui mettent en danger les usagers. 20 Minutes 22 décembre 2024

L'Internationale fasciste sauvera-t-elle le capitalisme ?

Une «arnaque complète» : Trump menace de reprendre le contrôle du canal de Panama - RT 22 déc. 2024

«Si les principes, à la fois moraux et légaux, de ce geste magnanime de don ne sont pas respectés, alors nous exigerons que le canal de Panama nous soit restitué, en totalité et sans poser de questions», a déclaré ce 22 décembre Donald Trump sur Truth Social, après avoir accusé le Panama de facturer des tarifs *«exorbitants»* pour l'utilisation du canal.

«Cette arnaque complète de notre pays va immédiatement cesser», a-t-il encore lancé, affirmant que le canal était considéré comme un *«atout national vital»* pour les États-Unis.

«Notre marine et notre commerce ont été traités de manière particulièrement injuste et peu judicieuse. Les droits facturés par le Panama sont tout simplement ridicules, surtout quand on connaît l'extraordinaire générosité dont les États-Unis ont fait preuve à l'égard du Panama», a déclaré Donald Trump.

Les États-Unis sont le plus grand utilisateur du canal de Panama, puisqu'ils représentent environ *«les trois-quarts du fret»* qui y transite chaque année, a noté Bloomberg. *« En deuxième position se trouve la Chine, pour laquelle Donald Trump a déclaré dans son message que le canal n'était «pas destiné».*

Le canal de Panama a ouvert en 1914, après deux périodes d'une dizaine d'années de travaux, l'une sous impulsion française, l'autre américaine.

En 1999, les États-Unis ont restitué au Panama le contrôle complet du canal, à la suite de traités signés en 1977 entre le président américain Jimmy Carter et le dirigeant panaméen Omar Torrijos. Une décision critiquée par Donald Trump dans son message.

L'Internationale fasciste. La guerre sera économique ou ne sera pas.

Normes européennes : le Qatar menace d'interrompre ses livraisons de gaz à l'UE - RT 22 déc. 2024

Dans une interview au Financial Times (FT) publiée ce 22 décembre, le ministre de l'Énergie du Qatar Saad al-Kaabi a averti que l'émirat pourrait cesser de fournir l'UE en gaz si ses États membres appliquaient strictement une nouvelle directive qui impose aux grandes entreprises *«un devoir de vigilance en matière de durabilité».*

«Si je perds 5% de mes revenus en allant en Europe, je n'irai pas en Europe... Je ne bluffe pas», a mis en garde Saad al-Kaabi auprès du FT. *«Il s'agit de l'argent du peuple, je ne suis donc pas prêt à*

perdre une telle somme. Et personne ne peut accepter de perdre une telle somme», a insisté celui qui est également le directeur général de la société nationale de pétrole et de gaz Qatar Energy.

Santé.

Dévoiler la vérité : démêler les origines et l'impact de la pandémie - debriefing avec Charles Rixey - France-Soir 17 décembre 2024

Dans ce débriefing, Charles Rixey, ancien officier des Marines des États-Unis et spécialiste des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), partage ses réflexions sur les sujets controversés de l'origine du virus, l'impact de la pandémie de COVID-19 et le lien avec le rapport du Congrès. L'entretien aborde les origines artificielles du virus, la réponse mondiale et les effets à long terme des vaccins à ARNm.

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/devoiler-la-verite-demeler-les-origines-et-l-impact-de-la-pandemie>

Etat juif colonial génocidaire.

«À Gaza, ce n'est pas une guerre, mais de la cruauté», s'insurge le pape François - RT 22 déc. 2024

«C'est avec douleur que je pense à Gaza, à tant de cruauté, aux enfants mitraillés, aux bombardements d'écoles et d'hôpitaux. Combien de cruauté», a déclaré ce 22 décembre le pape François à l'issue de la prière dominicale de l'Angélus.

La veille, lors de son discours annuel de Noël, le souverain pontife avait déjà condamné les frappes israéliennes à Gaza, affirmant qu'elles n'étaient pas de la guerre, mais de la «cruauté». *«Hier, des enfants ont été bombardés. C'est de la cruauté. Ce n'est pas la guerre. Je tenais à le dire parce que cela me touche au cœur»,* a déploré le pape.

Au cours des dernières 24 heures, 32 personnes ont perdu la vie et 54 autres ont été blessées lors de quatre frappes israéliennes ayant ciblé la bande de Gaza.

Dans son bulletin quotidien, le ministère de la Santé de Gaza a également fait savoir que le bilan de l'agression israélienne s'établissait à *«45 259 morts et 107 627 blessés depuis le début des frappes, le 7 octobre 2023».* *«La guerre à Gaza a fait des milliers de morts et plus de 11 000 disparus, alors que la famine et la destruction frappent durement les populations, en particulier les enfants et les personnes âgées»,* a indiqué la même source.

Israël tue les Palestiniens et laisse les cadavres dans les rues pour être dévorés par les chiens - Réseau International 22 décembre 2024

La Défense civile a confirmé dans un communiqué que l'armée d'occupation continue de tuer des citoyens dans la bande de Gaza, et laisse leurs corps dans les rues et les routes, et empêche les équipes et les équipes de secours médicaux de les atteindre et de les évacuer, refusant de les enterrer pour préserver la dignité des martyrs et des morts.

Elle a expliqué que l'armée d'occupation, dans toutes les zones où elle pénètre, empêche la défense civile et les équipes médicales d'atteindre les corps des martyrs, affirmant qu'il s'agit de zones de combat dangereuses, et tire directement sur les équipages chaque fois qu'ils s'approchent de ces zones.

<https://reseauinternational.net/israel-tue-les-palestiniens-et-laisse-les-cadavres-dans-les-rues-pour-etre-devores-par-les-chiens/>

La Slovénie exige l'expulsion de l'État hébreu de l'euro à l'horizon 2025 - haaretz.com Déc. 22, 2024

L'organisme de radiodiffusion publique slovène, RTV SLO, a adressé vendredi une lettre à l'Union européenne de radiodiffusion (UER), appelant à la disqualification de l'Eurovision Song Contest 2025.

La lettre faisait suite à une réunion du conseil de l'organisme de radiodiffusion au début de ce mois, au cours de laquelle les membres ont débattu de la question de boycotter la compétition, prévue pour le mois de mai à Bâle, en Suisse, ou de refuser de diffuser la performance d'Israël. En fin de compte, le conseil a décidé d'exiger que l'UER disqualifie l'État hébreu.

L'organisation a souligné que l'Eurovision était un concours entre les organismes de radiodiffusion et non les pays ou les positions politiques. À la suite de cette déclaration, aucun pays ne s'est retiré pour protester contre la participation d'Israël.

La participation israélienne à l'Eurovision 2025 est également confrontée à des menaces potentielles de la part de la législation proposée à la Knesset.

Cette semaine, l'UER a envoyé une lettre à la Commission des affaires économiques de la Knesset, qui délibère sur les projets de loi qui pourraient démanteler la chaîne publique israélienne, Kan.

La lettre avertit que « *la privatisation du Kan conduirait à son retrait de notre union, limiterait le rôle d'Israël dans les événements internationaux comme l'Eurovision, et empêcherait les téléspectateurs israéliens d'accéder à des contenus tels que la Coupe du monde 2026* ».

En réponse à la lettre de l'organisme de radiodiffusion slovène, Kan a fait référence aux commentaires formulés au début de la semaine par l'avocat Alon Gellert, qui représentait le radiodiffuseur public à la commission de la Knesset.

Gellert a averti que les changements proposés à Kan pourraient avoir de graves conséquences, en disant: « *Nous sommes tous conscients des efforts déployés par les organisations antisémites et les militants palestiniens pour exclure l'État hébreu des institutions internationales. L'État israélien lutte inlassablement pour empêcher cette exclusion. Maintenant, par nos propres actions, nous risquons d'atteindre leurs objectifs. L'expulsion d'Israël de l'UER marquerait le premier domino* ».

d'une réaction en chaîne, mettant en danger notre appartenance à de nombreuses organisations internationales, y compris des organismes culturels, universitaires et sportifs ».

Sur la situation politique et sociale en France.

François Bayrou, Premier ministre le plus impopulaire de la Ve République 10 jours après sa nomination - BFMTV 23 décembre 2024

Le centriste est le premier à avoir une cote de popularité aussi basse depuis 1959 pour un Premier ministre fraîchement nommé. Il ne récolte que 34% de satisfaction auprès des personnes interrogées dans un sondage Ifop pour le JDD.

Le gouvernement du capital le plus à l'extrême droite de la Ve République.

Xavier Bertrand : « Je refuse de participer à un gouvernement de la France formé avec l'aval de Marine Le Pen », dans un communiqué sur X du lundi 23 décembre

Gouvernement Bayrou : « La droite au pouvoir sous la surveillance de l'extrême droite »... La Gauche ulcérée - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

L'annonce du nouveau gouvernement dirigé par François Bayrou a déclenché une salve de critiques acerbes de la part des principales figures de la gauche, dénonçant une alliance implicite avec l'extrême droite et un mépris des urnes.

Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, a qualifié sur X ce gouvernement de « *provocation* » et l'a décrit comme étant « *de droite extrême* ». Marine Tondelier, cheffe des écologistes, a, de son côté, fustigé sur BFMTV « l'indignité » d'un Premier ministre « *qui se met entre les mains de l'extrême droite* ».

Du côté de La France insoumise (LFI), les critiques n'ont pas tardé. Mathilde Panot, présidente du groupe à l'Assemblée nationale, a raillé sur X « un gouvernement rempli de gens désavoués dans les urnes et qui ont contribué à couler notre pays... avec le soutien de Marine Le Pen et du RN ».

Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, a lui aussi dénoncé sur X un exécutif marqué par « *un 4^e gouvernement toujours inspiré par Emmanuel Macron, par les LR, par le RN et avec Valls en prime ! Un jour sans fin* ». Pour Raphaël Glucksmann, leader de Place Publique, ce nouvel exécutif est un gouvernement « *sous la tutelle de Marine Le Pen* ».

L'ex-député insoumis François Ruffin a quant à lui regretté une équipe composée de « *mercenaires sarkozystes, du pire des années Hollande, mélangés aux macronistes défaits, un gouvernement formé avec l'aval de Marine Le Pen. Voilà une tambouille qui va régaler les Français !* ». Enfin, Pierre Jovet, secrétaire général du PS, a conclu en ironisant : « *Ce n'est pas un gouvernement, c'est une recyclerie !* ».

J-C - Eux, ils ont assurément le gouvernement ou les ministres qu'ils méritaient puisqu'ils n'ont jamais rompu avec les gouvernements précédents, pire, ils y ont collaboré de l'extérieur. C'est la

réaction sur toute la ligne ou le rouleau compresseur de la tyrannie. Macron peut se permettre cette ultime provocation sachant qu'en face il n'existe aucune opposition de gauche organisée digne de ce nom.

J-C - Macron et Beyrou en guise de revanche et de provocation ont retenu parmi les plus réactionnaires, les pires ordures qui ont sévi au cours des dernières décennies dans différents gouvernements.

Nouveau gouvernement : Élisabeth Borne, Manuel Valls, Gérald Darmanin... Voici la liste des ministres de François Bayrou - 20minutes.fr/AFP 23 décembre 2024

Sophie Primas devient porte-parole du gouvernement

Bruno Retailleau reste ministre de l'Intérieur.

Sébastien Lecornu reste ministre des Armées.

Eric Lombard hérite du ministère de l'Economie.

Élisabeth Borne hérite du portefeuille de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur.

Gérald Darmanin devient garde des Sceaux.

Jean-Noël Barrot reste au Quai d'Orsay.

Annie Genevard reste à l'Agriculture.

Rachida Dati reste à la Culture.

Catherine Vautrin reste ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

Agnès Pannier-Runacher reste à la Transition écologique.

Laurent Saint-Martin devient ministre du Commerce extérieur.

Manuel Valls hérite du portefeuille des Outre-mer.

Marie Barsacq hérite du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

François Rebsamen hérite de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation.

Aurore Bergé devient ministre de l'Égalité et de la Lutte contre les discriminations.

Leur cible ou leur ennemi : La classe ouvrière.

Réduction du déficit: François Bayrou "ne veut pas cibler les entreprises" - BFMTV 23 décembre 2024

"Je n'ai jamais aimé la mise en accusation des grands groupes. Il faut reconnaître que les grands groupes, les PME et les TPE sont une seule économie [...] Je pense qu'il est nécessaire que tout le monde sache où est le trésor national : ce sont les entreprises qui créent de la richesse et de l'emploi et c'est grâce à elles que nous avons une solidarité nationale [...] Le sentiment que les entreprises ont eu d'être souvent ciblées est négatif pour le pays."

Il écarte la possibilité d'un rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) dans les prochains mois. « *Je ne veux pas cibler une catégorie, a-t-il répété. [...] J'étais au début pour maintenir l'ISF et exclure de l'ISF l'investissement productif. Si vous investissez dans une usine, dans une part de PME, c'est utile pour le pays, ce n'est pas une rente* ».

« *Il n'y a pas de fiscalité acceptée sans justice. L'équilibre qu'il faut trouver est une fiscalité qui n'empêche pas l'économie de vivre, de se développer, d'ouvrir de nouveaux chantiers et de trouver de nouvelles technologies et il faut une justice.* »

J-C - Pas besoin de commenter, c'est suffisamment explicite. Entre nous, c'est cela qui distingue un régime autocratique ou tyrannique d'une simple dictature institutionnelle ou parlementaire.

Gouvernement Bayrou: Gérald Darmanin est nommé ministre de la Justice - BFMTV 23 décembre 2024

J-C - Après le général (De Gaulle) et le flic président (Sarkozy), voilà le flic ministre de la Justice à laquelle il est préférable de ne pas avoir affaire...

Et un régime oligarchique.

Scission de Vivendi : Vincent Bolloré échappe à 535 millions d'euros d'impôts sur ses actions Canal+ et Hachette - France-Soir 18 décembre 2024

Le 9 décembre dernier, le groupe Vivendi a entériné sa scission en trois entités distinctes, toutes cotées en Bourse depuis lundi. Le groupe Bolloré, qui contrôle 30% du géant français des médias et de l'édition, a cette fois-ci adopté une approche différente de la scission réalisée en 2021 pour Universal Music, dont l'impact fiscal avait été critiqué par les actionnaires. L'opération menée par le milliardaire lui permet cette fois-ci d'économiser plus de 500 millions d'euros d'impôt.

<https://edition.francesoir.fr/societe-economie/scission-de-vivendi-vincent-bollore-echappe-535-millions-d-euros-d-impots-sur-ses>

Russie.

L'Ukraine utilise les mêmes méthodes terroristes au Mali qu'en Russie, selon l'ambassadeur russe au Mali - RT 23 déc. 2024

«*Incapable de gagner sur le champ de bataille, [Volodymyr] Zelensky a décidé d'ouvrir un second front en Afrique et se plie aux exigences des groupes terroristes dans les pays amis de la Russie sur le continent. La nature terroriste du régime de Kiev devient de plus en plus évidente pour le monde entier*», a déclaré lors d'une conférence de presse de fin d'année l'ambassadeur russe au Mali et au Niger, Igor Gromyko.

Selon lui, l'implication de Kiev dans le soutien aux terroristes au Mali a été confirmée avant même la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le diplomate russe a souligné que les actions de l'Ukraine ont été condamnées par de nombreux États africains, dont le Sénégal et le Burkina Faso. Igor Gromyko a noté que les autorités maliennes avaient averti que le fait de soutenir des terroristes sur leur territoire serait considéré comme un soutien au terrorisme international.

L'ambassadeur russe a également établi un parallèle entre les actions de l'Ukraine au Mali et les méthodes terroristes utilisées par Kiev contre la Russie. Pour illustrer les actions du régime de Kiev, il a cité l'attentat contre le lieutenant-général Igor Kirillov, commandant des troupes de protection NBC des forces armées russes, dans une explosion à Moscou le 17 décembre 2024.

Roumanie.

L'ancien président de la Roumanie refuse de quitter son poste - RT 23 déc. 2024

La Roumanie est devenue un autre pays sur la carte politique moderne du monde où le président, après l'expiration de son mandat, a refusé de quitter ses fonctions. Cette décision n'a pas été soutenue par l'élite politique roumaine qui demande sa destitution.

Klaus Iohannis, qui a exercé les fonctions de président de la Roumanie depuis 2014, a refusé de quitter son poste à l'issue de son mandat. L'ancien président a invoqué le 2e paragraphe de l'article 83 de la Constitution du pays : le président est en fonction jusqu'à ce qu'un nouveau chef d'État prête serment. «*Comment puis-je partir si la Constitution me dit que je dois rester ?*», a-t-il déclaré lors du briefing le 18 décembre.

L'élite politique roumaine n'a pas soutenu cette prise de position. Elena Lasconi, leader du parti pro-européen «*Union sauvez la Roumanie*» (qui a atteint le second tour de l'élection présidentielle, finalement annulée) a déclaré que si Klaus Iohannis «*avait une once d'honneur*», il démissionnerait et transférerait temporairement les pouvoirs au président du Sénat. Cette possibilité est prévue dans la même Constitution au cas où «*le président est suspendu ou dans l'incapacité temporaire d'exercer ses pouvoirs*». De son côté, le leader de l'«*Alliance pour l'unité des Roumains*», parti d'extrême droite, George Simion, a proposé au nouveau Parlement, dont la première session s'est tenue le 20 décembre, d'initier la destitution de Klaus Iohannis.

Les élections présidentielles en Roumanie, qui ont eu lieu le 24 novembre 2024, ont été accompagnées d'un certain nombre d'événements inattendus, et la fin du drame qui se joue dans le pays n'est pas encore en vue. La première surprise a été le fait que ce jour-là, le candidat indépendant Calin Georgescu est arrivé en tête au premier tour des élections présidentielles alors qu'il était décrit par les médias européens comme un outsider.

La deuxième surprise est venue le 6 décembre lorsque la Cour constitutionnelle de la Roumanie a annulé les résultats du premier tour et, par conséquent, a annulé le second tour. Les juges ont pris cette mesure après avoir analysé les rapports des services de renseignement sur les «*irrégularités de la campagne électorale*».

L'ancien président roumain Klaus Iohannis n'est pas le premier homme politique européen à refuser de démissionner après la fin de son mandat officiel ces derniers temps. Une situation identique s'est produite en Géorgie. Le 13 décembre, l'ancienne présidente géorgienne Salomé Zourabichvili a également refusé de quitter son poste. «*Moi, j'incarne une légitimité née d'une élection au suffrage universel et j'incarne la continuité de l'État*», avait déclaré l'ancienne présidente géorgienne, dans une interview accordée à un média public français publiée le 11 décembre. Considérant que le Parlement de son pays était «*doublement illégitime*», elle avait martelé qu'elle serait «*toujours présidente*».

L'autre exemple de ce type de comportement est l'ancien président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, dont le mandat présidentiel a expiré en mai 2024, qui continue toujours à remplir illégalement et illégitimement les fonctions de président de l'Ukraine. L'Ukraine aurait dû organiser des élections présidentielles le 31 mars 2024, mais Zelensky les a annulées. RT 23 déc. 2024

Slovaquie.

Robert Fico : ma rencontre avec Vladimir Poutine, une réponse aux menaces de Zelensky - RT 23 déc. 2024

Le Premier ministre slovaque Robert Fico a rencontré Vladimir Poutine au Kremlin pour aborder des sujets clés concernant la sécurité énergétique et les relations russo-slovaques. Cette visite, qu'il décrit comme une réponse directe aux politiques ukrainiennes, marque un pas dans sa stratégie de défense des intérêts nationaux slovaques.

Le Premier ministre slovaque Robert Fico s'est rendu à Moscou ce 22 décembre pour une visite de travail, lors de laquelle il a rencontré le président russe Vladimir Poutine. Selon les déclarations publiées par Robert Fico sur sa page Facebook, cette rencontre avait pour but principal de défendre la politique souveraine de la Slovaquie face à des décisions ukrainiennes jugées préjudiciables au pays.

Il a déclaré : «*Ma rencontre d'aujourd'hui était une réponse au président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui, lors de nos échanges, a affirmé être opposé à tout transit de gaz à travers l'Ukraine vers notre territoire.*»

Cette position, selon Fico, met en péril la sécurité énergétique de la Slovaquie et menace le fonctionnement des centrales nucléaires du pays, un enjeu qu'il a qualifié d'inacceptable. Selon le chef du gouvernement slovaque, Vladimir Poutine a réitéré la volonté de la Russie de continuer à fournir du gaz à l'Europe, notamment à la Slovaquie. Cependant, cette coopération est rendue «*presque impossible*» par les décisions ukrainiennes, notamment le refus de prolonger l'accord de transit de gaz, qui arrive à expiration le 31 décembre 2024.

Fico a également souligné que son gouvernement maintenait une position claire vis-à-vis de l'Ukraine : la suppression de l'aide militaire à Kiev et la levée des sanctions de l'Union européenne

contre la Russie. «*L'Union européenne doit reprendre un dialogue constructif avec Moscou*», a-t-il déclaré dans ses échanges avec plusieurs médias russes.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 25 décembre 2024

Scorpions - Humanity

<https://www.youtube.com/watch?v=0755SXCTCNO>

Une source d'informations. National Security Archive (Declassified Documents)

Archives de la sécurité nationale numérique (DNSA)

Disponible dans les principales bibliothèques universitaires du monde, la DNSA propose 750 000 pages de dossiers du gouvernement américain déclassifiés critiques pour comprendre l'histoire de l'élaboration des politiques étrangères des États-Unis aux 20e et XXIe siècles.

<https://nsarchive.gwu.edu/>

Internationale nazi. CIA et Pentagone en première ligne.

Des expériences de manipulation mentale menées par la CIA découvertes aux États-Unis - RT 24 déc. 2024

La CIA a mené des expériences utilisant des drogues, l'hypnose, l'isolement, la privation sensorielle et d'autres méthodes extrêmes sur des êtres humains dans les années 1950 et 1960, selon les Archives de la Sécurité nationale des États-Unis.

Les programmes portaient les noms de code suivants : MKULTRA, BLUEBIRD et ARTICHOKE. Les cobayes étaient des citoyens des États-Unis et d'autres pays, qui participaient souvent de façon inconsciente aux expériences de la CIA.

Parmi les documents clés sont à signaler :

1. Un plan visant à créer des équipes d'interrogatoire qui «utiliseraient le polygraphe, les drogues et l'hypnose pour obtenir les meilleurs résultats en matière de techniques d'interrogatoire», approuvé par le directeur de la CIA en 1950.

2. Un rapport de 1952 sur l'utilisation «réussie» des techniques d'interrogatoire ARTICHOKE qui combinaient l'utilisation de l'«anesthésie» et de l'«hypnose» pour induire la régression et plus tard l'amnésie sur des «agents russes soupçonnés de double jeu».

3. Une note de service datée de 1956 dans laquelle le responsable du projet MKULTRA, Sidney Gottlieb, approuve un projet visant à «évaluer les effets de fortes doses de LSD-25 chez des volontaires humains normaux» parmi les détenus d'une prison fédérale d'Atlanta, en Géorgie.

4. Un rapport de 1963 de l'inspecteur général de la CIA John Earman, qui indique que dans la phase finale des expériences, des drogues ont été administrées à des «sujets inconscients dans des conditions de vie normales». Ce rapport précise également que la conduite d'expériences «conformément aux procédures scientifiques reconnues ne permet pas de dresser un tableau complet des réactions et des attributions susceptibles de se produire dans des situations opérationnelles». C'est pourquoi «en 1955, un programme d'essais clandestins de substances sur des citoyens américains à leur insu a été lancé». Certains des sujets testés étaient des «informateurs ou des criminels présumés», tandis que d'autres sujets involontaires provenaient de différents milieux. John Earman a recommandé que les tests de substances sur des citoyens américains inconscients de leur participation soient interrompus en raison du risque de compromission et de préjudice pour la CIA. Toutefois, selon lui, de telles expériences pourraient être menées avec des «agents profondément conspirateurs à l'étranger».

Les expériences ont été menées non seulement dans des hôpitaux, des laboratoires et d'autres institutions, mais aussi dans des maisons secrètes. Par exemple, l'agent fédéral George Hunter White, se faisant passer pour un artiste bohème sous le pseudonyme de Morgan Hall, attirait des victimes dans «son appartement» où lui et d'autres agents de la CIA leur injectaient des drogues et enregistraient leurs réactions.

Ce dernier document mentionne qu'en 1960, il n'existait pas de «somnifère efficace, de sérum de vérité, d'aphrodisiaque ou de pilule pour recruter», mais que des progrès avaient été réalisés dans l'utilisation de drogues pour les procédures d'interrogatoire.

Alors que certains professionnels de la Santé employés par la CIA se sont apparemment heurtés aux questions éthiques soulevées par la réalisation de tests nocifs sur des personnes qui n'étaient pas au courant de toutes ces expériences, d'autres ont cherché à participer à un programme dans lequel, selon une note de service de 1953, «aucun domaine de l'esprit humain ne doit rester inexploré».

Dans la publication des Archives de la Sécurité nationale, les expériences sont décrites comme terrifiantes, honteuses et offensantes, et tous les documents sont compilés dans un «récit troublant sur les efforts à long terme de la CIA pour découvrir et tester des moyens d'effacer et de reprogrammer l'esprit humain», et de le contrôler.

Défense russe : les États-Unis ont créé un réseau de laboratoires de biologie médicale en Afrique - RT 24 déc. 2024

Alexeï Rtichtchev, commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique des forces armées de la Russie, s'est exprimé lors du briefing sur les activités biologiques des États-Unis en Afrique, expliquant comment Washington fait pression sur les pays du continent pour qu'ils servent de tremplin à ses propres expériences.

«*C'est l'Afrique qui se trouve actuellement dans le collimateur. L'administration des États-Unis considère la région comme un réservoir naturel illimité d'agents pathogènes d'infections dangereuses et un terrain d'essai pour des médicaments expérimentaux*», a déclaré le général de brigade Alexei Rtichtchev, commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique (NBC) des forces armées de la Fédération de Russie, lors du briefing du ministère russe de la Défense sur les activités biologiques de l'armée américaine.

Des succursales du centre médical militaire de la Marine américaine, a-t-il précisé, ont déjà été installées au Ghana et à Djibouti, et des laboratoires de biologie médicale de terrain sont apparus au Kenya pour «*surveiller la propagation des maladies infectieuses*». Au Nigeria, un centre de recherche médicale et un laboratoire médical militaire ont été mis en place cette année, avec des spécialistes du ministère américain de la Défense. En outre, un nouveau complexe de laboratoires est en cours d'achèvement au Sénégal. D'après le général de brigade, ce projet fait appel aux mêmes sous-traitants du Pentagone que dans les pays de l'ex-Union soviétique : l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan et l'Ukraine.

Comment ça fonctionne ?

Selon Alexei Rtichtchev, les États-Unis déploient leur système de contrôle biologique en Afrique selon un scénario bien établi. Tout d'abord, ils se disent préoccupés par des épidémies, par exemple d'anthrax dans une région et de peste dans une autre. Cela se fait généralement lors de réunions entre les ambassadeurs américains et les responsables des ministères de la Santé locaux. Ce faisant, les diplomates s'interrogent sur le niveau de qualification des spécialistes et sur leur capacité à éliminer les menaces biologiques.

Ensuite, les représentants américains affirment que le niveau de formation du personnel local n'est pas suffisant et doit être amélioré, et ils proposent d'ouvrir un Centre de diagnostic et de dépistage des maladies dans tel ou tel pays africain d'ici un an ou deux. Cette institution est censée étudier les agents pathogènes dangereux et leurs mutations, développer et tester de nouveaux vaccins.

L'intégration de la structure médicale locale dans la structure américaine se met en place, un financement de 5 à 10 millions de dollars est subséquemment alloué et des entreprises contractantes privées, des géants de la pharmacologie, sont attirées. En conséquence, le système de Santé de l'État africain adopte les normes américaines et perd sa souveraineté. C'est dans ce contexte que des organisations de recherche du Pentagone travaillent au Ghana et à Djibouti, selon le commandant adjoint des troupes de défense radiologique, chimique et biologique (NBC) des forces armées de la Fédération de Russie. Elles opèrent dans des foyers naturels de maladies, isolant et déchiffrant des agents pathogènes et menant leur propre recherche militaro-biologique.

«*Dans le même temps, les États-Unis ne dévoilent pas les objectifs ultimes des expériences menées à leurs partenaires, qui n'ont souvent aucune idée des risques liés à la mise en œuvre des programmes américains*», a précisé Alexei Rtichtchev.

Le général de brigade a souligné que les États-Unis qualifient les objectifs de ces travaux d'assistance aux pays en développement et de surveillance des maladies, mais qu'en réalité, il s'agit d'un renforcement du potentiel militaro-biologique de Washington.

«*La tendance est claire : les agents pathogènes des maladies qui intéressent le Pentagone deviennent par la suite pandémiques, et les entreprises pharmaceutiques américaines en sont les bénéficiaires*», a-t-il souligné.

Parmi les exemples d'infections de ce type, Alexeï Rtichtchev a cité la variole du singe, la fièvre jaune et la fièvre de la vallée du Rift. Cette dernière vient de se déclarer au Caire, notamment sur le site d'un laboratoire biologique militaire de la Marine américaine

Faits relatifs aux activités illégales des États-Unis

Comme exemple de l'activité biologique illégale des États-Unis en Afrique, Alexeï Rtichtchev a évoqué la situation autour de la société Metabiota, l'un des contractants du Pentagone dont les activités ont pris fin en Afrique. Selon le rapport du groupe international d'experts qui a participé à la lutte contre l'épidémie d'Ebola de 2014 en Sierra Leone, le personnel de l'entreprise a dissimulé les faits d'implication des employés du Pentagone dans le travail. Il est souligné que le principal objectif de cette activité était d'isoler et ensuite de faire passer clandestinement des souches virulentes. Des échantillons du virus Ebola ont ainsi été illégalement exportés par des représentants de la société et transférés à l'Institut de recherche de l'armée américaine sur les maladies infectieuses.

Le ministère russe de la Défense a identifié plus de 30 personnes impliquées dans l'activité des laboratoires de biologie médicale américains en Afrique, dont des fonctionnaires, des intermédiaires et des entreprises privées. La photo montre les organisateurs et les participants d'activités militaro-biologiques illégales sur le territoire de pays africains (Alexis Robinson, Helina Merry, Mark Breda, Jane Wachira, John Nkoimo et Lauren Kalodner). Il s'agit de membres de l'Institut de recherche Walter Reed de l'Armée américaine, d'employés de l'Agence de Défense pour la réduction des menaces (DTRA), des Centres de contrôle et de prévention des maladies en Afrique et de représentants du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

« Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme », l'hypocrisie et la lâcheté aussi.

J-C – Il est remarquable et encourageant que des intellectuels partagent en grande partie notre constat ou notre analyse de la situation politique, c'est toujours mieux que de figurer dans le camp de la réaction. Ils comptent de nombreux progressistes. On aurait tort de les négliger ou de les rejeter parce qu'ils n'adhèrent pas au socialisme.

Par bien des côtés, ils sont plus fréquentables que les dirigeants du mouvement ouvrier tous courants confondus. Leur réflexions peuvent nous faire gagner du temps, parce qu'on ne pense pas forcément à tout.

Chris Hedges Report: Comment le fascisme est arrivé - consortiumnews.com 24 décembre 2024

Extrait.

Pendant plus de deux décennies, moi et une poignée d'autres — Sheldon Wolin, Noam Chomsky, Chalmers Johnson, Barbara Ehrenreich et Ralph Nader ont averti que l'inégalité sociale croissante et l'érosion constante de nos institutions démocratiques, y compris les médias, le Congrès, les syndicats, le monde universitaire et les tribunaux, conduiraient inévitablement à un État autoritaire ou fasciste chrétien.

Le président élu Donald Trump n'annonce pas l'avènement du fascisme. Il annonce l'effondrement du vernis qui masquait la corruption de la classe dirigeante et ses prétentions démocratiques. Il est le symptôme, pas la maladie.

La perte des normes démocratiques fondamentales a commencé bien avant Trump, ouvrant la voie au totalitarisme américain.

La désindustrialisation, la déréglementation, l'austérité, les entreprises prédatrices incontrôlées, y compris dans le secteur de la santé, la surveillance généralisée de chaque Américain, les inégalités sociales, un système électoral en proie à la corruption légalisée, des guerres sans fin et futiles, la plus grande population carcérale du monde, mais surtout les sentiments de trahison, de stagnation et de désespoir, sont un mélange toxique qui culmine dans une haine inchoative de la classe dirigeante et des institutions qu'elle a déformées pour servir exclusivement les riches et les puissants.

« *Trump et sa coterie de milliardaires, de généraux, d'imbéciles, de fascistes chrétiens, de criminels, de racistes et de déviants moraux jouent le rôle du clan Snopes dans certains romans de William Faulkner* », ai-je écrit dans *America: The Farewell Tour*.

« *Les Snopes ont comblé le vide de pouvoir d'un Sud décadent et ont pris le contrôle sans pitié des élites aristocratiques dégénérées et anciennement esclavagistes. Flem Snopes et sa famille élargie – qui comprend un tueur, un pédophile, un bigame, un pyromane, un handicapé mental qui copule avec une vache et un parent qui vend des billets pour assister à la bestialité – sont des représentations fictives de la racaille désormais élevée au plus haut niveau du gouvernement fédéral. Ils incarnent la pourriture morale déclenchée par un capitalisme débridé.* »

Le philosophe politique Sheldon Wolin a qualifié notre système de gouvernance de « *totalitarisme inversé* », un système qui a conservé l'ancienne iconographie, les anciens symboles et le vieux langage, mais qui a cédé le pouvoir aux entreprises et aux oligarques.

Nous allons maintenant passer à la forme la plus reconnaissable du totalitarisme, dominée par un démagogue et une idéologie fondée sur la diabolisation de l'autre, l'hypermasculinité et la pensée magique.

Le fascisme est toujours le fils bâtard d'un libéralisme en faillite.

« *Nous vivons dans un système juridique à deux vitesses, un système dans lequel les pauvres sont harcelés, arrêtés et emprisonnés pour des infractions absurdes, comme la vente de cigarettes au détail – ce qui a conduit Eric Garner à être étouffé à mort par la police de New York en 2014 – tandis que les crimes d'une ampleur effroyable commis par les oligarques et les entreprises, des marées noires aux fraudes bancaires de plusieurs centaines de milliards de dollars, qui ont anéanti 40 pour cent de la richesse mondiale, sont traités par des contrôles administratifs tièdes, des amendes symboliques et des mesures d'application civile qui donnent à ces riches auteurs l'immunité contre les poursuites pénales* », ai-je écrit dans *America: The Farewell Tour*.

L'idéologie utopique du néolibéralisme et du capitalisme mondial est une vaste escroquerie. Au lieu d'être réparties équitablement comme le promettaient les partisans du néolibéralisme, les richesses mondiales ont été canalisées vers le haut, entre les mains d'une élite oligarchique et rapace, alimentant les pires inégalités économiques depuis l'époque des barons voleurs.

Les travailleurs pauvres, dont les syndicats et les droits leur ont été retirés et dont les salaires ont stagné ou diminué au cours des 40 dernières années, ont été plongés dans une pauvreté chronique et dans le sous-emploi.

Leur vie, comme le raconte Barbara Ehrenreich dans *Nickel and Dimed*, est une longue période de stress. La classe moyenne s'évapore. Les villes qui autrefois fabriquaient des produits et offraient des emplois industriels sont devenues des terrains vagues condamnés.

Les prisons débordent. Les entreprises ont orchestré la destruction des barrières commerciales, ce qui leur permet de cacher 1,42 trillion de dollars de bénéfices dans des banques étrangères pour éviter de payer des impôts.

Le néolibéralisme, malgré sa promesse de construire et de propager la démocratie, a rapidement vidé de leur substance les réglementations et éviscéré les systèmes démocratiques pour les transformer en mastodontes du monde des affaires.

Les étiquettes « *libéral* » et « *conservateur* » n'ont aucun sens dans l'ordre néolibéral, comme en témoigne le cas d'un candidat démocrate à la présidence qui s'est vanté d'avoir reçu le soutien de Dick Cheney, un criminel de guerre qui a quitté ses fonctions avec un taux d'approbation de 13 %.

L'attrait de Trump réside dans le fait que, bien qu'il soit vil et bouffon, il se moque de la faillite de la mascarade politique.

« *Le mensonge permanent est l'apothéose du totalitarisme* », écrivais-je dans *America: The Farewell Tour* :

« Ce qui compte n'est plus ce qui est vrai. Ce qui compte, c'est ce qui est « *correct* ». Les tribunaux fédéraux sont remplis de juges imbéciles et incompetents qui servent l'idéologie « *correcte* » du corporatisme et les mœurs sociales rigides de la droite chrétienne.

Ils méprisent la réalité, y compris la science et l'État de droit. Ils cherchent à bannir ceux qui vivent dans un monde basé sur la réalité et défini par l'autonomie intellectuelle et morale. Le régime totalitaire élève toujours les brutes et les stupides. Ces idiots au pouvoir n'ont aucune philosophie ni aucun objectif politique véritable.

Ils utilisent des clichés et des slogans, la plupart absurdes et contradictoires, pour justifier leur cupidité et leur soif de pouvoir. Cela est vrai aussi bien pour la droite chrétienne que pour les corporatistes qui prônent le libre marché et la mondialisation. La fusion des corporatistes avec la droite chrétienne est le mariage de Godzilla et de Frankenstein.

Les illusions colportées sur nos écrans – y compris le personnage fictif créé pour Trump dans *The Apprentice* – ont remplacé la réalité.

La politique est une mascarade, comme l'illustre la campagne fade et pleine de célébrités de Kamala Harris. C'est un écran de fumée créé par une armée d'agents, de publicistes, de services marketing, de promoteurs, de scénaristes, de producteurs de télévision et de cinéma, de techniciens vidéo, de photographes, de gardes du corps, de conseillers en garde-robe, d'entraîneurs de fitness, de sondeurs, de présentateurs publics et de nouvelles personnalités de la télévision.

Nous sommes une culture submergée par le mensonge.

« *Le culte du moi domine notre paysage culturel* », écrivais-je dans Empire of Illusion :

« Cette secte possède en elle les traits classiques des psychopathes : charme superficiel, grandeur et suffisance ; besoin de stimulation constante, penchant pour le mensonge, la tromperie et la manipulation, et incapacité à ressentir du remords ou de la culpabilité.

C'est bien sûr l'éthique prônée par les grandes entreprises. C'est l'éthique du capitalisme débridé. C'est la croyance erronée selon laquelle le style personnel et l'avancement personnel, pris pour de l'individualisme, sont synonymes d'égalité démocratique.

En fait, le style personnel, défini par les biens que nous achetons ou consommons, est devenu une compensation à la perte de l'égalité démocratique. Nous avons le droit, dans le culte du moi, d'obtenir tout ce que nous désirons.

Nous pouvons tout faire, même rabaisser et détruire ceux qui nous entourent, y compris nos amis, pour gagner de l'argent, être heureux et devenir célèbres. Une fois la célébrité et la richesse acquises, elles deviennent leur propre justification, leur propre moralité. La façon dont on y parvient n'a plus d'importance. Une fois que l'on y est parvenu, ces questions ne se posent plus.

La situation ne va pas s'améliorer. Les outils pour faire taire la dissidence sont déjà bien en place. Notre démocratie s'est effondrée il y a des années. Nous sommes aux prises avec ce que Søren Kierkegaard a appelé « *la maladie mortelle* » – l'engourdissement de l'âme par le désespoir qui conduit à l'aviissement moral et physique. Tout ce que Trump a à faire pour établir un État policier nu est d'appuyer sur un interrupteur. Et il le fera.

« *Plus la réalité s'aggrave, moins une population assiégée veut en entendre parler* », écrivais-je à la fin de L'Empire des illusions, « *et plus elle se distrait avec des pseudo-événements sordides de crises de célébrités, de ragots et de futilités. Ce sont les réjouissances débauchées d'une civilisation mourante.* »

Quand les médias à la pointe de la réaction font la promotion de l'écriture inclusive.

J-C - Un scélérat qui instrumentalise sa fille de 11 ans à des fins purement idéologiques, il devrait faire l'objet d'une interdiction à vie d'enseigner à des enfants, ainsi que toute activité à laquelle participerait des enfants.

« *Le masculin l'emporte* »... Un père, qui estimait la grammaire préjudiciable à sa fille, perd en justice contre l'Etat - 20minutes.fr 24 décembre 2024

Un père, qui attaquait l'Etat en justice en demandant qu'il soit permis d'enseigner autre chose que la règle du « *masculin l'emporte* », a perdu la bataille auprès du Conseil d'Etat. Dans une décision rendue le 20 décembre, la plus haute des juridictions de l'ordre administratif a rejeté tous les arguments de cet enseignant, que l'on appellera Bernard*, qui agissait au nom de sa fille, Alexia*, 11 ans.

Le recours attaquait la circulaire de l'ex-ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, qui proscrit l'écriture inclusive, laquelle, selon le texte, « *utilise notamment le point médian pour*

faire apparaître simultanément les formes féminines et masculines d'un mot employé au masculin lorsque celui-ci est utilisé dans un sens générique ». 20minutes.fr 24 décembre 2024

J-C - Ils ont rendu schizophrène une partie de la population.

J'ai imaginé le dialogue suivant avec un de ces dégénérés.

Moi - Tiens, il y a un chat dans le jardin.

- Quoi, que dites-vous, qu'en savez-vous ?

Moi - Qu'est-ce que je devrais savoir?

- Si c'est vraiment un chat.

Moi - Ah ce n'est pas un chien ou une chouette, je sais encore faire la différence.

- Je n'en doute, mais ce n'est pas la question que je vous pose.

Moi - Répétez-la, car je ne comprends rien à ce que vous racontez.

- Savez-vous ce que vous avez vraiment sous les yeux ?

Moi - Oui, quand même, je ne suis pas encore aveugle.

- Mais je n'en doute pas.

Moi - Alors de quoi me parlez-vous ?

- Vous ignorez si c'est un chat ou une chatte.

Moi - Ah c'était cela ! Et alors, cela change quoi ?

- Tout, car un chat ce n'est pas une chatte.

Moi - Je ne comprends toujours pas où vous voulez en venir.

- C'est pourtant simple, un mâle et une femelle c'est différent.

Moi - Comment voulez-vous que je sache si c'est un mâle ou une femelle ?

- Vous devriez pourtant, puisque vous prétendez voir un chat, donc un mâle.

Moi - Mais je n'ai jamais dit que je voyais un mâle, j'ai dit que je voyais un chat, c'est tout.

- Et cela vous suffit, vous convient.

Moi - Assurément, c'était histoire de parler sans plus.

- A la légère.

Moi - Comment cela à la légère. Je me fous de savoir de quel sexe il est.

- Vous ne devriez pas.

Moi - Comment voudriez-vous que je fasse autrement pour le nommer, dites-moi.

- Je ne sais pas.

Moi - Alors qu'est-ce que vous venez m'emmerder avec votre connerie de genre,

- Vous devenez méprisant envers le sexe féminin.

Moi - Le chat inclut le mâle et la femelle indistinctement, c'est la formule la plus simple, générique, la plus économique.

- Economique, comment cela ?

Moi - Parce qu'au masculin, généralement les mots sont plus courts, cela évite aussi de faire des fautes d'orthographe.

- Quitte à manquer de respect envers les femmes, c'est archaïque.

Moi - Ce qui est "*archaïque*" ou relève de la plus crasse ignorance, c'est ce comportement pathologique, quasi obsessionnelle, idéologique, qui consiste à privilégier la différenciation sexuelle au détriment de tout autre facteur morphologique ou biologique.

- En somme, je serais dérangé ?

Moi - En quelque sorte, je le crains.

- Est-ce incurable, selon vous ?

Moi - Cela dépend de vous uniquement.

- Comment faire ?

Moi - Vous êtes manifestement sous l'emprise d'une idéologie à caractère obscurantiste et rétrograde, antiscientifique, il ne tient qu'à vous de vous en libérer, personne ne peut le faire à votre place. Voyez comment ont progressé les hommes, leur histoire, leur société au cours des millénaires précédent jusqu'à nos jours. Munissez-vous des lois de la dialectique qui les parcouraient, et je crois que vous ne verrez plus un chat autrement que comme un chat.

France. Parfois, c'est à désespérer devant un tel niveau de soumission ou d'arriération.

J-C - Jacques a dit : Ne croyez plus les médias mainstream, alors qu'est-ce que vous attendez ?

Quand on est devenu vieux, on en a vu partir un certain nombre autour de nous, et combien de fois on a pu constater qu'ils étaient partis comme ils étaient devenus, c'est-à-dire sans jamais avoir

vraiment évolué, pour ne pas dire en raccourci qu'ils étaient restés cons toute leur vie. Cela fait de la peine quand c'était des proches. On ne les juge pas, c'est un constat voilà tout, contre lequel nous sommes demeurés impuissants, hélas, même si on a essayé de ne pas les imiter, mon obsession depuis 49 ans !

Vous croyez que cela questionnerait ceux qui restent ? Pensez-vous, ils le sont tout autant et ils n'en ont pas conscience malheureusement, pas seulement pour eux, pour nous tous, surtout pour les Palestiniens, pour les Libyens, pour les Syriens et tous les peuples sacrifiés. Inutile de nous apitoyer, c'est à nous de progresser, sinon pas de salut, pas de socialisme.

- **"On a jeté toutes nos poêles anti-adhésives" : le débat sur les polluants éternels chamboule nos habitudes et nos placards de cuisine - FranceInfo 21 décembre 2024**

"Je suis devenue parano." Quand Anne sort l'une de ses deux dernières poêles anti-adhésives de son placard, elle se sent *"un peu coupable"*. *"Je l'examine à la loupe parce que j'ai peur du moindre érafflement"*, explique cette Parisienne de 52 ans.

J-C – Quand on voit à quel niveau se situe leur peur, on n'a pas envie de les plaindre, et pourtant on est tous dans la même galère, on s'en sortira ensemble, il n'existe pas d'autre voie.

Comment la folie du airfryer s'est emparée des cuisines françaises, loin du beurre et du gras ? – 20minutes 21 décembre 2024

Vous êtes encore cuisson au beurre et à l'huile d'olive ? Hé ça va les boomers, vous écrivez aussi au silex et vous allez au travail en calèche ? Bienvenue en 2024 (bientôt 2025 d'ailleurs), l'heure du airfryer et du règne de la cuisson vapeur

En 2023, les Français ont en acheté un million, selon le Groupement des marques d'appareils pour la maison (Gifam), soit trois fois plus qu'en 2022. La montée de 2024 devrait encore être sous stéroïdes avec un doublement des ventes, selon les prévisions. Un foyer français sur cinq est désormais équipé de cette friteuse sans huile, envoûté par cette promesse : tout, absolument tout, serait cuisinable à la vapeur.

J-C – J'utilise deux cuiseurs à vapeur en inox depuis 45 ans, une casserole dans laquelle on met un peu d'eau surmontée d'une écumoire et un couvercle. On les utilise uniquement pour faire cuire des pommes de terre qui finiront en purée, et parfois du poisson qui agrémentera des crudités le midi.

Sinon j'utilise des poêles classiques, y compris deux Téfal. Deux autres n'ont plus du tout de téflon, mais je continue de les utiliser, je m'en tape. Je ne crois pas leurs conneries, il faudrait en consommer des tonnes ou cumuler l'absorption d'un tas de saloperies pour que cela influe sur la santé, et puis on les évacue. Je vis au grand air et je ne suis pas stressé. L'air marin aussi arrive jusqu'ici, j'habite à moins de 10 km de la mer à vol d'oiseau ;

J'ai une alimentation saine, variée et équilibrée.

Ce soir : sirop d'hibiscus et cacahuètes, riz blanc (en petite quantité), un plat de lentilles mixées et légumes épicé, un cari de poisson avec mangue et aubergine, des papadams, des galettes indiennes frites à base de farine de lentille (Urad Dal), des œufs durs, et eau de la nappe phréatique.

Défense du marxisme.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916.

Extraits.

- A certain égard, il ne sera du reste pas inutile, pour beaucoup de communistes des pays capitalistes avancés, de se rendre compte à travers l'exemple de ce livre, légal du point de vue de la censure tsariste, de la possibilité - et de la nécessité - d'utiliser même les faibles vestiges de légalité dont ils peuvent encore profiter, disons, dans l'Amérique contemporaine ou en France, après les récentes arrestations de la presque totalité d'entre eux, pour expliquer toute la fausseté des vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une "*démocratie mondiale*".

J-C - En une démocratie tout court.

Or, on nous a fait croire que les régimes occidentaux étaient démocratiques, certes teintés de réserves aussitôt oubliées pour mieux voler à leur secours à la première occasion, une élection par exemple, pratiquement jamais boycottée en 84 ans, ce qui montre au passage que la corruption du mouvement ouvrier et son avant-garde ne datait pas d'hier. Bref, cette caractérisation démocratique des régimes en place en occident correspondait à la lecture que le petit bourgeois pouvait en avoir parce qu'il y trouvait son compte, cela flattait sa sensibilité politique, le fonds de commerce des opportunistes, leurs électeurs ou sympathisants, tout en les détournant du socialisme.

- ...la preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique (Le fonds de commerce des géopoliticiens qui officient sur les réseaux dits sociaux, la trame ou la toile de fond de tous leurs articles destinés à vanter les vertus de la classe dominante à laquelle ils sont subordonnés. - J-C) de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse) (C'est à ce jeu-là que se livrent également les géopoliticiens et autres journalistes "*indépendants*" autoproclamés, qui sur ce plan rivalisent avec les "*experts*" de plateaux TV. - J-C), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier.

J-C - Plus d'une fois j'ai signalé aux lecteurs, que la dimension économique et la lutte des classes étaient absentes des analyses de des commentateurs qui sévissent sur les réseaux ou médias dits sociaux, par conséquent il était recommandé de s'en méfier ou de ne pas les adopter aveuglément sous peine de se faire manipuler.

- Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays "*avancés*".

J-C - En lisant ces lignes qui datent de plus d'un siècle, on est frappé par leur actualité. On est donc tenté d'en déduire que nos dirigeants savaient parfaitement à quoi s'en tenir, mais ils n'ont jamais

tenu compte de cet enseignement ou ils l'ont délibérément ignoré parce que leur objectif n'était pas de s'attaquer au capitaliste.

Sur la situation politique et sociale en France.

Prémonitoire ?

Nouvelle-Calédonie : Dix mois après le début des émeutes, le gouvernement tombe - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

Le gouvernement de l'indépendantiste Louis Mapou est tombé après la démission de membres du mouvement loyaliste « *Calédonie ensemble* » (affilié à Renaissance). L'élection du nouveau gouvernement doit avoir lieu dans les quinze jours à venir

« *Calédonie ensemble* » reproche au gouvernement de Louis Mapou, premier indépendantiste, mais aussi le premier Kanak à diriger l'exécutif de cet archipel, français depuis 1853 et en place depuis trois ans, de s'être mué en une instance indépendante et il n'est pas le seul groupe politique à marquer son désaccord.

En raclant les fonds de poubelles de la Ve République pour former leur gouvernement, ils devaient ramasser que des raclures.

Gouvernement Bayrou : Quand la ministre des PME était condamnée aux prud'hommes pour avoir licencié sa femme de ménage - - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

En 2022, Véronique Louwagie, alors députée Les Républicains et désormais ministre chargée du Commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire, a été condamnée à verser 15.635,43 euros à son ancienne employée par les Prud'hommes pour le licenciement de sa femme de ménage.

Cette dernière était en arrêt de travail pour « *une inflammation des tendons et un syndrome du canal carpien, maladies reconnues par la Sécurité sociale comme accident du travail et maladie professionnelle en mai 2017* », note à l'époque le conseil de Prud'hommes, rapporte alors Ouest-France.

Au lieu de licencier son employée pour inaptitude, l'élue LR opte pour la « faute grave », un choix qui « *pourrait s'apparenter à une tentative de se soustraire aux conséquences d'un possible licenciement pour inaptitude. Lequel implique de doubler l'indemnité de licenciement et de verser une indemnité de préavis* », note le Conseil des Prud'hommes.

Syrie.

Les «faiseurs de roi» tirent une nouvelle fois le tapis de la Syrie... Une «tragédie grecque» commence - strategic-culture.su 23 décembre 2024

Par Alastair Crooke

La Syrie a été désintégrée et pillée au nom de la «libération» des Syriens de la menace de l'ISIS, qu'ils – Washington – avaient installée en premier lieu.

James Jeffrey, ancien ambassadeur des États-Unis en Irak et en Turquie, dans une interview accordée à PBS Frontline en mars 2021, a présenté très clairement le modèle de ce qui vient de se produire en Syrie ce mois-ci :

«La Syrie, compte tenu de sa taille, de sa situation stratégique et de son importance historique, est le pivot d'un système de sécurité géré par les États-Unis dans la région... Il y a donc cette alliance générale qui est verrouillée avec nous. Mais... c'est en Syrie que la tension est la plus forte».

Jeffrey a expliqué (dans l'interview de 2021) pourquoi les États-Unis ont réorienté leur soutien vers Al-Joulani et Hayat Tahrir al-Cham (HTS) :

«Nous avons obtenu de Mike Pompeo qu'il délivre une dérogation pour nous permettre d'aider HTS – j'ai reçu et envoyé des messages à HTS» – Les messages renvoyés par HTS étaient les suivants : «Nous [HTS] voulons être vos amis. Nous ne sommes pas des terroristes. Nous ne faisons que combattre Assad».

L'intervieweur de PBS Frontline pose la question suivante : Les États-Unis «soutiennent indirectement l'opposition armée» ? Ce à quoi Jeffrey répond :

«Il était important pour nous que HTS ne se désintègre pas... notre politique était... était de laisser HTS tranquille... Et le fait que nous n'ayons jamais ciblé [HTS], le fait que nous n'ayons jamais élevé la voix auprès des Turcs au sujet de leur cohabitation avec eux – en fait, j'ai utilisé cet exemple la dernière fois que j'ai parlé à des Turcs de très haut rang – quand ils ont commencé à se plaindre de cette relation que nous [les États-Unis] avons avec les FDS [dans l'est de la Syrie]».

«Je leur ai dit : «Écoutez, la Turquie a toujours soutenu que vous nous vouliez dans le nord-est de la Syrie, ce qui est le cas. Mais vous ne comprenez pas. Nous ne pouvons pas être dans le nord-est de la Syrie sans la plateforme, parce que nous n'avons que quelques centaines de soldats là-bas» ;... J'ai dit : «C'est comme vous à Idlib...»».

«Nous voulons que vous soyez à Idlib, mais vous ne pouvez pas être à Idlib sans avoir une plateforme, et cette plateforme est en grande partie HTS. Or, contrairement aux FDS, HTS est une organisation terroriste officielle désignée par les Nations unies. Est-ce que je me suis déjà plaint, ou est-ce qu'un responsable américain s'est déjà plaint de ce que vous faites avec HTS ? Non...».

Pour lire la suite :

<https://reseauinternational.net/les-faiseurs-de-roi-tirent-une-nouvelle-fois-le-tapis-de-la-syrie-une-tragedie-grecque-commence/>

Ukraine.

Zelensky l'escroc, corrompu, corrupteur, gangster, mafieux, criminel, nazi comme les aiment Washington et Bruxelles.

Zelensky confirme avoir offert de l'argent au Premier ministre slovaque - RT 24 déc. 2024

Volodymyr Zelensky, homme politique ukrainien, dont le mandat présidentiel a expiré en mai 2024, a confirmé sur X avoir proposé au Premier ministre slovaque Robert Fico de l'argent en échange de son soutien pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Il a offert à la Slovaquie une «*compensation*» pour les pertes liées à l'annulation du transit du gaz russe et une alternative à cet itinéraire, à la demande de la Commission européenne. «*Nous étions prêts à le faire. Robert Fico ne voulait pas de compensation pour les Slovaques. Et il ne veut pas coopérer avec la Commission européenne. Pour une raison ou une autre, il lui semble que Moscou est plus favorable*», a écrit Volodymyr Zelensky.

Cette déclaration de Volodymyr Zelensky est intervenue après que le Premier ministre slovaque Robert Fico a déclaré le 21 décembre que Kiev avait tenté de le soudoyer en lui offrant 500 millions d'euros d'avoirs russes gelés en échange du consentement de la Slovaquie à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. RT 24 déc. 2024

Etats-Unis.

Les visées de Trump sur le Groenland et le canal de Panama “ne sont pas une blague” - Courrier international 24 décembre 2024

“*Nous ne sommes pas à vendre et nous ne le serons jamais*” : le 23 décembre, le Premier ministre du Groenland est devenu le dernier en date à répondre à Donald Trump, qui a redit convoiter son territoire. En quelques jours, le prochain président des États-Unis a aussi ciblé le Canada, suggérant d'en faire le 51e État américain ; le Mexique, faisant planer l'idée d'une intervention militaire contre les cartels ; ou encore le Panama, où il a menacé de reprendre le contrôle du canal.

Si The Wall Street Journal a vu dans toutes ces déclarations des “*invectives*” préfigurant une “*politique étrangère conflictuelle*”, The New York Times souligne que ses propos sur le Groenland ne peuvent être assimilés à ses moqueries contre le Canada du “*gouverneur Justin Trudeau*”.

Ils semblent en effet bien plus sérieux : “*alors qu'il nommait un nouvel ambassadeur au Danemark, pays qui contrôle la politique étrangère du Groenland et sa défense, Trump a fait comprendre que son offre d'achat du territoire, lancée dès son premier mandat, pourrait devenir impossible à refuser pour les Danois durant sa seconde présidence*”, écrit le journal.

Intéressé tant par son emplacement stratégique que par ses ressources naturelles, le républicain a ainsi posté dimanche : “*Aux yeux des États-Unis d'Amérique, la possession et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue.*”

De même, au Panama, il a invoqué les intérêts tant commerciaux que stratégiques de Washington pour indiquer qu'il “*abandonnerait le traité datant de l'époque de Jimmy Carter qui a restitué le plein contrôle de la zone du canal au Panama*”, dont les droits avaient été cédés en 1903 aux États-Unis.

Loin d'être purement isolationniste, il s'inscrirait ainsi dans la lignée de l'expansionnisme du président Theodore Roosevelt, qui, au début du XXe siècle, "*a assis la domination américaine sur les Philippines*". Tout en manifestant aussi "ses instincts de promoteur immobilier" pour qui tout s'achète.

"*Cela ne fait plus rire grand monde*", déclare au New York Times Marc Jacobsen, un spécialiste de l'Arctique au Collège royal de défense du Danemark, au sujet des propos de Trump sur le Groenland. Courrier international 24 décembre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 décembre 2024

Réduit à l'impuissance, parfois on en est réduit à la dérision, pour ne pas dire tout ce qu'on pense, qui risquerait d'être pris de travers ou de choquer. En devenant vieux, on aurait tendance à relativiser beaucoup de choses, beaucoup trop à mon goût, je trouve cette pratique assez malsaine ou plutôt hypocrite, elle permet de se donner bonne conscience à bon compte.

On vit dans une société et un monde particulièrement cruel et violent, cela en déconcerte plus d'un qui préfère ne pas y penser, encore moins en parler. La plupart des gens se disent ouverts, libérés, tolérants, mais quand on les observe, on a plutôt l'impression du contraire, ils sont fermés, rigides, et ils ne supportent ou ne recherchent que la présence de gens qui leur ressemblent finalement. Ils sont tellement mal dans leur peau, qu'ils ne tolèrent pas qu'on aborde librement de tels sujets, ils culpabilisent et ils craignent qu'on les juge.

Ils sont pires que les gosses indiens de 10 à 18 ans que j'ai fait parler ces derniers jours après les avoir mis en confiance. Ils ont fini par me dire franchement ce qu'ils pensaient de leurs parents sans craindre que je leur répète, il s'agissait de la fille et du frère de ma compagne. On en a discuté sincèrement sans dénigrer leurs parents ou porter de jugement sur eux, ils les ont critiqués, ce qui est leur droit, je leur ai répondu calmement en leur faisant part de mon expérience. Ils m'ont écouté attentivement, comme quoi c'est possible sans éprouver la moindre appréhension. Je les ai sentis soulagés tout de suite après, car je n'avais pas cessé de les observer attentivement tout au long de nos entretiens pour adapter mon discours à leur réaction.

Avec les Français c'est pratiquement impossible, je crois qu'ils ont subi un tel traumatisme depuis 2020, peut-être depuis bien avant, 2001, je n'en sais rien, 1990, qu'ils ne s'en sont jamais remis. Ils ont adopté une attitude d'une rigidité quasi-cadavérique dont on ne peut rien tirer, c'est désespérant parfois il faut bien l'avouer, on se demande ce qu'il faudrait pour les sortir de cette torpeur, un événement particulièrement violent, extrêmement douloureux et dramatique, qui les frapperait de plein fouet, désolé, cela ne fait partie de ma panoplie !

Puisque du côté de la France il n'y a décidément rien à tirer, je passe le reste de mon temps à observer et à tirer des enseignements des rapports que j'ai avec les Indiens de mon entourage ou que je croise, toujours en me livrant à quelques expériences d'ordre psychologique pour continuer d'étudier cet aspect de la nature humaine. Je trouve cette activité passionnante et terriblement humaniste aussi, donc j'en tire une satisfaction, et quand c'est possible, je la partage avec eux, la cerise sur le gâteau ou la récompense suprême, c'est quand ils apprécient, on atteint un degré de complicité qu'on n'aurait jamais pu soupçonner avant, c'est merveilleux.

Seul ou sans les autres, on n'est rien, on n'existe pas. Servir et être heureux de servir de manière désintéressé, malgré tous les malheurs qui nous accablent collectivement, et nous voilà comblé, c'est tout le bien que je vous souhaite.

Bonne année à l'Émirat islamique d'Afghanistan (ou des Etats-Unis) !

Le Pakistan lance des frappes aériennes contre l'Afghanistan, les Taliban promettent des représailles - 26 décembre 2024

Le ministère afghan de la Défense a condamné les frappes aériennes dans un communiqué, les qualifiant d'«*agression claire et contraire à tous les principes internationaux*», ajoutant que «*l'Émirat islamique [d'Afghanistan] ne laissera pas cet acte lâche sans réponse et considère la défense de son territoire et de sa souveraineté comme un droit inaliénable*».

Le récit frauduleux officiel répété en boucle par tous les médias. Et la vérité.

AFP - Treize ans de guerre civile en Syrie ont fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le vaste pays en zones d'influence contrôlées par différents belligérants soutenus par des puissances régionales et internationales.

Et la réalité.

Pendant 13 ans la Syrie a été victime d'une agression armée orchestrée et soutenue "*par des puissances régionales et internationales*" emmenées par les Etats-Unis, qui "*ont fait plus d'un demi-million de morts*", en réalité moins de la moitié puisque plus de 250.000 étaient des mercenaires provenant d'une centaine de pays, agression qui était destinée à morceler le "*vaste pays en zones d'influence*" alors que jusqu'alors toutes les communautés vivaient en harmonie et étaient intégrées dans la République arabe syrienne, de manière à semer le chaos et à ce qu'elle s'appauvrisse, se désintègre au point de devenir ingouvernable et tombe entre les mains des barbares à la solde des magnats principalement anglo-saxon du pétrole et du gaz.

Leur humanisme est la politesse des tyrans.

- L'armée israélienne a procédé à une frappe dans la Bekaa dans la nuit du 24 au 25 décembre. (RT 25 déc. 2024)

Aucune réaction "*internationale*" quand il s'agit de bombarder le Liban.

En revanche...

- Guerre en Ukraine : Attaque « *inhumaine* » de la Russie le jour de Noël (AFP 25 déc. 2024)

- Le président américain Joe Biden a lui jugé "*scandaleuse*" cette attaque. Le Premier ministre britannique Keir Starmer a dénoncé "*la machine de guerre sanglante et brutale de Poutine*" qui vise l'Ukraine "*sans aucun répit, même à Noël*". (AFP 26 décembre 2024)

Sur la situation politique et sociale en France.

Internationale fasciste. Etat policier, tribunaux d'exception, justice expéditive.

Gérald Darmanin plaide pour la création de places de détention pour les « *petites peines* » - LePoint.fr 26 décembre 2024

En déplacement au tribunal judiciaire d'Amiens, l'ancien locataire de la place Beauvau a ainsi affiché son envie de voir les peines courtes exécutées, de même que la construction d'établissements pénitentiaires à « *taille humaine* ».

Cette cinglée a le « *mal* » dans la peau, c'est une sadique. Un homme ne risque pas d'avoir envie de la toucher !

Aurore Bergé considère que l'éducation à la sexualité est une "*nécessité absolue*" - BFMTV 25 décembre 2024

"En fonction de la maturité des enfants, on n'aborde pas les mêmes choses à la maternelle et au lycée, pour des raisons évidentes" mais "dès la maternelle, on peut expliquer à nos tout petits-enfants que personne n'a le droit de toucher leur corps, que personne n'a le droit de leur faire du mal", explique Aurore Bergé. Avant d'insister:

"Ce que veut dire 'dire oui', ce que veut dire 'dire non', ça c'est une nécessité absolue quand on parle du consentement, ça veut dire apprendre le respect, ça veut dire apprendre l'égalité, l'égalité entre les filles et les garçons, le respect vis-à-vis de toutes les familles qui existent dans notre pays tout simplement, qu'elles soient hétérosexuelles, qu'elles soient homoparentales, et ça c'est une nécessité encore une fois." BFMTV 25 décembre 2024

J-C – Quel délire ! Elle relève de la psychiatrie, elle devrait être enfermée, neutralisée, avec interdiction d'approcher un enfant.

Liban et Palestine occupée.

Des anciens du Mossad racontent l'opération des bipeurs contre le Hezbollah - RT 25 déc. 2024

L'opération des bipeurs du Hezbollah, qui a blessé des centaines de cadres du parti, avait été préparée plusieurs années à l'avance, rapportent des anciens agents du Mossad. Le mouvement chiite a acheté à son insu 16 000 talkies walkies au renseignement israélien.

Deux anciens membres du Mossad ont donné une interview sous couvert d'anonymat dans l'émission 60 Minutes de CBS News, le 22 décembre, faisant plusieurs révélations sur l'opération israélienne d'explosion de milliers d'appareils de communication du Hezbollah, les 17 et 18 septembre derniers, qui a marqué un tournant dans l'escalade israélienne au Liban.

Pendant l'entretien, les deux anciens agents ont livré des détails sur cette opération qui consistait à vendre au Hezbollah, sous de faux prétextes, des appareils chargés d'explosifs. L'opération, a expliqué l'un d'entre eux, avait débuté il y a dix ans avec des talkies walkies chargés d'explosifs cachés: le Hezbollah *«ne se rendait pas compte»* qu'il les achetait à Israël.

Le Hezbollah a acheté à son insu plus de 16 000 talkies walkies à un «bon prix» auprès d'une fausse société créée par le Mossad. *«Nous disposons d'un éventail incroyable de possibilités pour créer des sociétés étrangères qui n'ont aucun moyen de remonter jusqu'à Israël»*, a déclaré l'ancien agent du Mossad.

«Nous créons des sociétés-écrans en rafale afin d'influencer la chaîne d'approvisionnement en notre faveur. Nous créons un monde imaginaire. Nous sommes une société de production mondiale. Nous écrivons le scénario, nous sommes les réalisateurs, nous sommes les producteurs, nous sommes les acteurs principaux et le monde est notre scène», a insisté la source du Mossad.

De surcroît, les agents du Mossad ont découvert que le Hezbollah achetait des bipeurs à une société taïwanaise appelée Gold Apollo. Le service de renseignement israélien a alors créé une fausse société sous le nom de Gold Apollo et a truffé les engins d'explosifs, à l'insu de la société mère. *«Lorsqu'ils nous achètent des produits, ils n'ont aucune idée qu'ils achètent des produits du Mossad»*, explique le second agent interrogé.

Le Mossad avait minutieusement testé les dispositifs pour s'assurer que les explosions ne blessaient que le porteur, et non les passants. *«Nous testions tout trois fois, deux fois, plusieurs fois afin de nous assurer que les dommages sont minimes»*, dit-il, alors que ces explosions ont semé la panique au Liban et tué des civils, dont une petite fille.

Un des anciens agents a affirmé qu'au cours de l'opération, plusieurs membres du Hezbollah ont été blessés alors qu'ils se tenaient près de leur chef Hassan Nasrallah. *«Nasrallah, lorsque nous avons effectué l'opération des bipeurs, se trouvait juste à côté de plusieurs personnes qui ont reçu le message. Et devant ses yeux, il les a vus s'effondrer»*, a-t-il affirmé. *«Il était vaincu. Il avait déjà perdu la guerre»*, s'est-il vanté.

Le Liban dépose une plainte à l'ONU contre Israël pour les 816 infractions depuis le cessez-le-feu - RT 25 déc. 2024

Le Liban a déposé une plainte officielle auprès des Nations unies contre Israël. Beyrouth accuse l'État hébreu d'avoir violé plus de 816 fois le cessez-le-feu entre Tsahal et le Hezbollah. L'armée israélienne a même mené une frappe en territoire libanais dans la nuit du 24 au 25 décembre.

Depuis l'officialisation du cessez-le-feu entre l'armée israélienne et le Hezbollah, les frappes de Tsahal ont fait des dizaines de morts et de blessés.

Des combattants du Hamas libèrent des otages palestiniens dans le nord de Gaza

<https://reseauinternational.net/des-combattants-du-hamas-liberent-des-otages-palestiniens-dans-le-nord-de-gaza/>

Syrie.

Les alaouites manifestent contre les nouveaux maîtres de Damas - RT 26 déc. 2024

Après les manifestations de la communauté chrétienne protestant contre l'incendie d'un sapin de Noël et le saccage de plusieurs tombes, c'est au tour de la communauté alaouite, celle de Bachar el-Assad, de descendre dans la rue pour exiger des garanties sécuritaires des nouveaux maîtres de Damas dirigés par Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Des milliers de Syriens ont manifesté à Tartous, Baniyas, Jableh, et Lattaquié dans l'ouest du pays, où est très implantée la communauté alaouite, une branche de l'islam chiïte, ainsi qu'à Homs (centre). «*Un manifestant a été tué et cinq autres ont été blessés après que les forces de sécurité à Homs ont ouvert le feu pour disperser les protestataires*», a indiqué Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH. Un couvre-feu nocturne a été décrété à Homs et Jableh.

La communauté alaouite a protesté massivement contre l'incendie du sanctuaire d'«*Abou Abdallah Al-Hussein Al-Khasibi*» dans le quartier de Maysloun, à Alep. L'homme était un érudit de la secte au Xe siècle. Les gardiens du lieu de culte ont également été tués.

Il s'agit des premières manifestations d'alaouites depuis le renversement de Bachar el-Assad par une coalition de djihadistes menée par le groupe Hayat Tahrir el-Cham (HTC), entrée à Damas le 8 décembre après s'être emparée en 11 jours d'une grande partie du pays.

Quand les coupeurs de tête présentés comme des "pacificateurs" font la police en Syrie.

Des combats font 17 morts en Syrie lors d'une opération pour arrêter un responsable du régime de Bachar al-Assad - FranceInfo 26 décembre 2024

Selon l'OSDH, des hommes armés ont tenté d'empêcher l'arrestation d'un homme lié à la prison de Saydnaya. Le gouvernement syrien a rapporté la mort de 14 "*membres du ministère de l'Intérieur*".

L'ex-officier avait "*prononcé des condamnations à mort et des jugements arbitraires à l'encontre de milliers de prisonniers*", a ajouté l'OSDH.

Les bras armés de l'Internationale oligarchique.

L'Autorité palestinienne interdit Al-Jazeera dans le nord de la Cisjordanie - RT 25 déc. 2024

L'Autorité palestinienne a décidé d'interdire le média Al-Jazeera dans le nord de la Cisjordanie alors que les forces du Fatah mènent des opérations contre des groupes palestiniens armés. La chaîne qatarie accuse le parti de Mahmoud Abbas de mettre en danger la vie des journalistes.

Outre l'interdiction émanant des autorités israéliennes, la chaîne Al-Jazeera s'est vue refuser l'autorisation de couvrir les événements dans le nord de la Cisjordanie par le Fatah de Mahmoud Abbas.

Cette interdiction est émise dans un contexte de violence sans précédent et d'escalade entre l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah et les combattants palestiniens à Jénine et dans son camp de réfugiés, assiégé par les forces de l'Autorité palestinienne le 6 décembre.

Syrie : la Turquie établit des relations avec le nouveau gouvernement syrien - RT 25 déc. 2024

La Turquie rouvrirait son ambassade dans la capitale syrienne, Damas, et ouvrirait également un consulat général de Turquie à Alep, a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan le 25 décembre lors d'un discours devant le Parti de la justice et du développement au pouvoir de la Grande Assemblée nationale (Parlement turc). Il a également noté que le nouveau dirigeant syrien *«a très bien mené le processus et que sa modération et son esprit constructif ont été appréciés»*.

Le président turc a souligné que la Turquie soutiendrait les nouvelles autorités syriennes *«dans tout ce qu'elles doivent faire»*. *«Nous aiderons les nouvelles autorités pour que la Syrie se rétablisse, renforce ses capacités et permette aux institutions de l'État d'assumer à nouveau leurs responsabilités fondamentales»*, a déclaré Recep Tayyip Erdogan.

Le 25 décembre également, le ministre turc des Transports a déclaré qu'Ankara avait élaboré un plan de reconstruction des infrastructures syriennes, notamment des ponts, des autoroutes, des aéroports, des chemins de fer et des systèmes de communication. La Turquie prévoit ainsi d'étendre considérablement son influence en Syrie.

Syrie : Erdogan menace d'«enterrer» les combattants kurdes s'ils refusent de déposer les armes - RT 25 déc. 2024

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a promis d'«enterrer» les combattants kurdes en Syrie s'ils refusaient de déposer les armes, dans un avertissement sévère adressé aux Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes dans le nord de la Syrie et dont les YPG (acronyme kurde pour Unités de protection du peuple) sont le noyau opérant à la frontière entre les deux États.

S'adressant ce 25 décembre aux députés d'AKP (parti au pouvoir) au parlement turc, Erdogan a promis *«d'éradiquer l'organisation terroriste qui tente de tisser un mur de sang entre nous et nos frères kurdes»*. *«Nous écarterons ceux qui veulent dynamiter notre fraternité éternelle avec les Kurdes»*, a-t-il notamment insisté dans des propos relayés par l'agence de presse Anadolu.

Ankara considère les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et classe ces deux groupes kurdes comme des organisations terroristes. Erdogan a déclaré à plusieurs reprises que les YPG constituaient une menace importante pour la sécurité de la Turquie et s'est engagé à empêcher la création d'un *«couloir terroriste»* près des frontières sud du pays.

Le président turc a critiqué par ailleurs les États-Unis, son allié au sein de l'OTAN, pour avoir fourni des armes et une formation aux YPG et a précédemment appelé Washington à reconsidérer

son soutien à ce groupe, exhortant son partenaire à «*choisir entre soutenir la Turquie ou soutenir les combattants kurdes*».

Le rôle des YPG dans la lutte menée par les États-Unis contre le groupe terroriste État islamique (EI) a été invoqué par Washington pour justifier cette aide. Les Kurdes de Syrie réclament depuis longtemps une plus grande autonomie, les dirigeants des YPG affirmant que leurs objectifs différaient de ceux de l'insurrection armée du PKK en Turquie.

Les FDS, dont les YPG sont le noyau, ont appelé à la protection du territoire syrien contre les attaques turques et à la fin de ce qu'elles considèrent comme l'occupation des régions du nord par Ankara, affirmant que les Syriens, après la chute du gouvernement de l'ancien président Bachar el-Assad, doivent décider de leur avenir sans ingérence étrangère.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 décembre 2024

Cela ne vous fout-il pas les boules ?

La majeure partie des décorations que nous achetons en France pour Noël sont en réalité fabriquées dans le sud de la Chine, dans la ville d'Yiwu, premier centre manufacturier au monde. franceinfo 12 décembre 2024

Direction la ville de Yiwu, en Chine, à 300 kilomètres au sud de Shanghai, qui compte plus de 1 000 usines entièrement dédiées à la production de nos ornements. C'est le plus gros centre manufacturier au monde et 90 % environ de nos décorations de Noël y sont fabriquées.

L'une de ces usines produit chaque année 250 millions de boules de Noël. Les machines tournent à plein régime. *"Les produits que vous voyez sont essentiellement destinés aux clients américains et européens"*, explique Ren Ziyu, le patron de l'usine.

Ren Ziyu poursuit, désignant des décorations scintillantes : *"Ces boules vont être exportées vers la France. Mon client français m'en a commandé 150 conteneurs, soit environ 300 000 boules"*.

Si la ville de de Yiwu parvient à dominer le marché mondial des décorations de Noël, c'est parce que les Chinois sont presque les seuls au monde à produire en très grande quantité ce type de produits. Sans oublier que les prix offerts à Yiwu défient toute concurrence : moins de dix centimes d'euros pour une boule de Noël, revendue jusqu'à dix fois plus cher dans les supermarchés français.

J-C - Autrement dit, en bas il y a les esclaves défavorisés qui produisent, au milieu les esclaves nantis qui consomment, et en haut les exploiters qui en tirent profit et s'enrichissent. On appelle cela la division internationale du travail. Ceux qui figurent en haut s'accommodent parfaitement de cette répartition des inégalités, ceux qui sont au milieu également compte tenu des avantages qu'ils en tirent, d'où leur absence d'intérêt à les remettre en cause.

Ceci explique cela en l'absence de conscience de classe, de valeurs, de principes, de scrupules, de morale, soumis ou résigné, chacun se conforme à l'ordre établi, quitte à n'avoir aucun idéal dans la vie en dehors de préoccupations basement individuelles et matérielles. Quant au développement spirituel ou intellectuel, il est réservé principalement à une élite, qui ne doit son statut social privilégié qu'aux conditions avantageuses offertes par le régime en place avec lequel ses propres intérêts coïncident, alors de là à le remettre en cause, il ne faut pas se faire trop d'illusions.

Le 24 décembre au soir, il y avait 9 personnes chez nous, moi (69 ans) et ma compagne Selvi (52 ans), son frère, Kumar (43 ans) et un de ses fils Aurobind (19 ans), son Manikandan (32 ans), sa sœur Sandhi (50 ans) et ses trois petits enfants (8,11 et 12 ans), j'avais décidé de ne pas célébrer

Noël, j'avais l'esprit ailleurs, et eux ils sont hindous, donc ils s'en foutaient a priori. Sauf que pour me contredire ou pour faire plaisir ou encore, parce que leur conformisme va jusque-là, Mani a apporté un énorme gâteau avec des bougies pour l'occasion. Kumar m'a demandé pourquoi je n'avais pas mis de guirlandes avec des boules et des lumières qui clignotent, je lui ai répondu que je n'en avais pas, en fait j'ai menti, elles étaient rangées dans une armoire.

J'ai soufflé les bougies et coupé le gâteau en souriant, tandis qu'ils filmaient et prenaient des photos. Cela leur faisait tellement plaisir, que je n'ai pas voulu leur gâcher cet instant, comme d'habitude je me suis livré volontiers à leurs caprices enfantins. Puis, nous sommes passés à table, riz et caris de poisson et de lentille, le repas habituel au Tamil Nadu. A peine terminé, Kumar nous quitta parce qu'il allait travailler, il était 22h30, et Mani aussi parce qu'il se levait tôt le lendemain matin pour aller gratter.

J'ai passé un vieux film tamoul dans la pièce principale où cette petite famille était réunie, tandis que je m'enfermai dans mon bureau pour boire un café (et fumer une clope) et regarder un film de Costa-Gavras, *Compartiment tueur*, de 1965 avec une brochette de bons acteurs tous décédés, dont Montand, Signoret, Trintignant, Piccoli, etc.

Fin de réveillon, si on peut appeler cela ainsi. Les boules en moins !

Le Baron et l'Etron.

Simon Le Baron, c'est le journaliste de France Inter qui a été pris de court par la réparti d'un auditeur traitant Valls d'étron, ce qui est mérité ou lui faire encore trop d'honneur :

- *"Ce n'était pas la question qui était prévue puisque vous le savez, il y a un filtrage au standard de France Inter (...). Jean-Noël, vous n'aviez pas prévu de dire ça..."*

Il faut distinguer l'orientation de la question posée qui ne doit pas porter préjudice à l'idéologie dominante ou à la personne qui l'incarne à l'antenne, de son contenu sémantique imprévisible, qui lui peut s'avérer être incompatible avec la rhétorique officielle, et qui par conséquent doit être immédiatement censurée ou coupée à l'antenne, trop tard, car le filtrage ne peut pas prévoir à l'avance ce cas de figure.

Demain, saurez-vous qui vous mangera ? Et gare aux flammes de l'enfer !

Carrefour, Leclerc... Rappel massif de croquettes pour chiens et chats pour suspicion de salmonelles - actu.fr 24 déc. 2024

Leclerc, Intermarché, Auchan... Des moules rappelées partout en France, elles contiendraient des salmonelles - actu.fr 24 déc. 2024

Fnac, Amazon, Carrefour... Des sèche-cheveux rappelés partout en France, ils peuvent prendre feu ou vous brûler - actu.fr 24 déc. 2024

Par tous les bouts ils s'emploient à vous rendre malade et dépendant, à vous déstabiliser ou vous rendre fou.

Bouffe industrielle insipide, empoisonnée, déséquilibrée, repas pris au lance-pierres ; rythme de vie effréné, stress, angoisse, insomnie, cauchemar, psychose alterne avec névrose ; individualisme outrancier, repli sur soi-même, hypocrisie, asociabilité, solitude, agressivité, intolérance, jugement sommaire ou expéditif, abus de pouvoir ; absence de respect, de valeurs, de principes, immoralité, cruauté, haine (de soi aussi) ; corps médical déficient, véreux, corrompu, médicaments toxiques ; pollution, agression lumineuse, sonore ; rapports médiocres à tous les étages ; arts et culture de caniveau, divertissements débiles, matraquage médiatique, guerre psychologique et idéologique ; plaisirs désuets et éphémères, etc.

Bref, voilà de quoi bien se sentir dans cette société ou justifier d'avoir envie de faire table rase, non ? Apparemment ce sera non, dommage, temporairement, il faut l'espérer.

Personnellement, mon parcours a été atypique, et pour cette raison condamnée par mes lecteurs bienveillants. Comme tout le monde ou presque, les décisions que j'ai été amenées à prendre m'ont été imposées. Je n'ai pas vraiment eu le choix entre des conditions qui présentaient toutes des avantages et des inconvénients. N'ayant pas atteint un niveau de conscience suffisant pour faire la part des choses judicieusement lorsqu'il l'aurait fallu, j'ai subi plutôt que choisi l'orientation de mon existence. Ce qui me guida ou fut ma seule crainte, aura été de finir dans la misère noire, pour en avoir eu un aperçu quand j'étais gosse, situation dans laquelle j'allais éviter de tomber en frôlant la catastrophe plus d'une fois, y compris celle d'y passer carrément ou quitter ce monde prématurément!

En fait, je dois mon salut à mon passé ou plutôt pour ne l'avoir jamais renié ou oublié, même en ayant une mauvaise mémoire, de nombreuses photos m'aideront à combler les vides et quelques bribes remonteront à la surface au fil du temps, à force de le cultiver pour en tirer des enseignements, car finalement pour l'avoir vécu, notre passé est ce qu'on est censé connaître le mieux dans la vie. Il vaut mieux l'étudier parce que c'est une source intarissable d'enseignements, plutôt que juger celui des autres qu'on n'a pas vécu et qu'on ne connaît pas.

Tout se tient, tout est logique dans ma démarche actuelle. C'est pour cela que je sens si bien dans ma peau, et que je me contrefous de ce qu'on peut penser de moi, du mal généralement, parce que les hommes sont injustes, sans oublier les femmes qui souvent sont les plus cruelles. C'est dû essentiellement au traitement que la société leur a réservé de sous-espèce des hommes ou à leur complexe d'infériorité, elles se vengent sournoisement pour en faire baver le premier mâle qui leur tombe sous la main, c'est ridicule et cela ne les rend pas plus heureuses pour autant.

Une d'entre elle avec laquelle j'ai vécu et que j'ai bien connu, m'a dit un jour qu'elle détestait le passé, qu'elle ne voulait pas en entendre parler, qu'il n'existait plus pour elle, que ressasser le passé ne servait à rien. Je lui ai répondu que celui ou celle qui n'avait pas de passé n'aurait pas de futur ou son avenir serait compromis, et c'est ce qui lui arriva effectivement.

Quand on devient très vieux, on se repasse le film à l'envers. Si on a l'esprit véritablement ouvert, on va tout se remémorer, le meilleur comme le pire. Il y en a qui préfèrent ne se souvenir que du meilleur, chez moi, c'est l'inverse ou plutôt, je traite indifféremment le meilleur et le pire pour essayer de comprendre quelles conditions ont prédisposé à leur réalisation, ce sont souvent des choses auxquelles on n'a jamais pensé ou qu'on ne savait pas par quel bout prendre. Une fois devenu très vieux, on peut aborder ce sujet plus tranquillement parce qu'il n'y a plus d'enjeu affectif. On ne le traitera pas sur le plan émotionnel, donc en principe aucun obstacle psychologique ne va

perturber notre démarche et nous empêcher de découvrir quelles réelles motivations ou conditions furent à l'origine nos comportements ou de nos choix dans le passé.

On peut progresser en étudiant un tas de choses passionnantes et en acquérant des connaissances dans plein de domaines différents, mais on peut aussi progresser en s'étudiant soi-même, sans forcément passer par une voyante ou un psychanalyste. Ce n'est peut-être pas donné à tout le monde, admettons-le ou c'est effectivement le cas, sinon nous n'en serions pas là.

On sait qu'on ne doit pas attendre que les hommes changent pour changer de société, ou qu'ils ne changeront collectivement que lorsqu'on aura changé de régime politique et économique parce qu'alors les conditions s'y prêteront, ce qui ne peut pas être le cas avant. Cela dit, pour parvenir à réaliser ce changement de régime, il est impératif que les masses atteignent un certain niveau de conscience, sinon cela demeurera éternellement impossible. Pour autant, si nous ne devons pas espérer que les masses adoptent le socialisme, il est possible qu'une minorité assez conséquente parmi elle y parvienne, et que cela suffise pour atteindre nos objectifs politiques. Cette minorité n'existe pas de nos jours, chaque fois qu'elle a essayé de se constituer, elle s'est disloquée pour diverses raisons qu'on a pu cerner, mais qu'on refuse d'admettre, du coup on piétine au lieu d'aller de l'avant, laissant le champ libre à la réaction qui en profite pour tout broyer sur son passage, c'est ce qui m'a incité à évoquer une Internationale fasciste ou nazi.

Ma modeste contribution ne sert manifestement pas à faire avancer notre cause. J'ai tenu à poursuivre les causeries jusqu'à la fin de l'année pour ne pas donner l'impression d'un travail inachevé, cela ferait désordre, mais après le 31 décembre, j'ignore si je continuerai, je me remets sans cesse en question et je n'ai pas de réponse à l'heure qu'il est, on verra, vous verrez bien.

Ils pillent les matières premières en Afrique et leur renvoient sous forme de déchets, idem pour l'Asie.

J-C - Carcasses de navires de la marine marchande ou militaires, plastiques, déchets industriels en tout genre, informatique, ajoutez le textile.

AFP - Sur le territoire national, plus de 47.000 containers et bornes relais permettent de collecter 34% des déchets textiles, indique Refashion, l'éco-organisme chargé par le gouvernement d'accompagner l'industrie de la mode vers une économie plus circulaire.

Chaque année, environ 270.000 tonnes de déchets textiles sont collectées en France et « 60% des produits triés » sont revendus en fripe – dont 90% à l'étranger, selon le rapport 2023 de Refashion.

Ce marché de la friperie exportée permet aux acteurs de l'économie sociale et solidaire de se financer en partie.

Mais désormais, « *les acheteurs africains se détournent pour aller acheter des fripes, voire du neuf en Chine*, « ce qui coûte beaucoup moins cher à ces grossistes que de s'offrir de la seconde main européenne, explicite Sandra Baldini de Refashion.

« *100% des textiles jetés (dans les poubelles simples, NDLR) est incinéré tandis que seuls 0,5% de ce qui est collecté (en bornes, NDLR) est incinéré.* » AFP 26 décembre 2024

L'Internationale fasciste ou nazi, c'est quoi au juste ?

Les quatre articles suivant figurent dans cette rubrique.

L'Etat juif génocidaire continue de bombarder Gaza, le Liban, le Yémen, et d'occuper la Syrie, le sud Liban et la Palestine en toute impunité ou bénéficiant d'un traitement de faveur de la part de tous les Etats occidentaux notamment, alors qu'ils infligent des sanctions à de nombreux Etats qui n'ont jamais bombarder la population civile d'autres pays, ils usent de leur position hégémonique sur le plan économique et militaire et dominante sur le plan politique pour tyranniser les peuples de tous les continents, ainsi que leurs propres peuples qu'ils maltraitent tout autant.

Au-delà de leur verni démocratique destiné à faire bonne impression, en réalité tous ces régimes étaient déjà des dictatures avant de devenir ouvertement autoritaires ou despotiques, en cela, pour tromper leurs peuples et obtenir leur soutien, leur passivité ou neutralité, ils pouvaient compter sur le mouvement ouvrier converti à leur idéologie réactionnaire, leur interdisant de la sorte toute issue politique permettant d'avancer vers le socialisme.

Le ministre de la Justice Gérald Darmanin veut des opérations "place nette" dans les prisons - BFMTV 27 décembre 2024

Concrètement, *"les gens ne doivent pas avoir de téléphone portable dans les prisons, continuer à être très présents, à empêcher cela et à condamner ceux qui le font"*, a-t-il précisé.

Guerre au Proche-Orient : cinq membres du personnel d'un hôpital du nord de la bande de Gaza ont été tués dans un raid israélien, selon son directeur - franceinfo/AFP 26 décembre 2024

Le directeur de l'hôpital Kamal Adwan, à Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza, a annoncé jeudi 26 décembre que cinq membres de son personnel avaient été tués dans un raid de l'armée israélienne. *"Une frappe israélienne a fait cinq martyrs parmi le personnel de l'hôpital"*, a déclaré dans un communiqué le docteur Hossam Abou Safiya, précisant qu'il s'agissait d'un pédiatre, d'une technicienne de laboratoire, de deux ambulanciers et d'un agent de maintenance.

Yémen : Israël bombarde l'aéroport de Sanaa, des ports et des centrales électriques - RT 26 déc. 2024

L'armée israélienne a annoncé ce 26 décembre avoir lancé des frappes aériennes sur plusieurs cibles au Yémen, dont l'aéroport international de Sanaa, trois ports et deux centrales électriques dans le cadre d'une offensive décrite comme *« majeure »* contre le mouvement Houthi. Al-Masirah, une chaîne de télévision affiliée aux Houthis, a rapporté qu'au moins trois personnes avaient été tuées et onze blessées au cours des attaques.

Les entreprises américaines multiplient les dons pour l'investiture de Donald Trump - RFI 26 décembre 2024

Après les Gafam, c'est au tour des constructeurs automobiles ou des grandes banques américaines d'annoncer qu'elles offrent leur contribution au comité d'investiture de Donald Trump, pour la cérémonie du 6 janvier prochain. La somme record collectée en 2017 pour l'inauguration du premier mandat du Républicain devrait être dépassée.

Amazon, Open AI, Meta, Ford, General Motors et pour la première fois de l'histoire Toyota, Goldman Sachs et le lobby pharmaceutique : une douzaine de grandes entreprises auraient, selon le Wall Street Journal, versé plus d'un million de dollars chacune au Comité d'investiture de Donald Trump, chargé des festivités du 6 janvier.

L'organisation à but non lucratif, exonérée d'impôt, aurait déjà récolté plus que les 107 millions de dollars de 2017, année record. Un million de dollars est le seuil garantissant au donateur un dîner aux chandelles avec le couple présidentiel et un entretien avec les membres du cabinet.

Près de quatre ans après l'attaque du Capitole, le géant de l'outillage Stanley Black & Decker a de son côté élagué de son site internet le communiqué dans lequel il s'était engagé à ne plus financer un politicien qui remettrait en cause le résultat d'une élection.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 décembre 2024

J-2

Je me suis demandé comment se débrouillaient les courants politiques les plus réactionnaires du mouvement ouvrier pour engranger des sympathisants, je crois avoir trouvé la réponse.

J'avais fini par me dire que je me démerdais comme un gland, mais finalement non, je suis tout simplement à contre-courant. On vit à une époque de réaction sur toute la ligne, donc tout ce qui ne fraie pas avec la réaction est systématiquement ostracisé, marginalisé, banni !

Compte tenu de mon total isolement en Inde, je crois que cela ne m'incitera pas à continuer au-delà du 31 décembre 2025. On ne va pas continuer à s'acharner pour des prunes, à un moment donné cela fait désordre ou pas très sérieux, or, je ne suis pas un charlot, ni un Charlie, mais cela vous saviez déjà !

Je suis obligé de faire dans l'autosuggestion pour me convaincre d'arrêter ces causeries, et m'imposer de ménager ma santé.

Je suis quelqu'un de principe, d'ordonné, j'aime bien les comptes ronds, l'année commence le 1^{er} janvier et elle se termine le 31 décembre, donc quand on a commencé une année on se doit de la terminer, après, on est tenu à rien, on est LIBRE !

J'ai désigné le groupuscule *Arguments pour la lutte sociale* (<https://aplutsoc.org>), le courant politique d'extrême gauche issu du courant trotskyste lambertiste (POI-PT) le plus à l'extrême droite du mouvement ouvrier, c'est peu dire et je pèse mes mots.

Quand on a soi-même appartenu à ce courant politique 45 ans plus tôt, cela nous interpelle, on se demande comment est-ce possible, on a du mal à le croire, et pourtant. Parfois je me dis : Tu vois à quoi tu as échappé, donc tu n'as rien à regretter, tu aurais pu finir encore plus mal, après une carrière de permanent syndical réformiste, puis bureaucrate retraité fier de ses états de service, quelle horreur !

Malgré moi, en tant que militant, j'ai servi bien des causes qui étaient discutables ou qui n'ont servi à rien finalement, en tout cas pas à notre camp, et je ne parle même pas des théories foireuses qu'on a colporté comme des cons, sauf paradoxalement quand j'ai servi des causes individuelles. Par exemple, quand j'ai organisé une grève chez U-Bix (Konica) en 1982, la secrétaire du marketing me dit qu'elle ne m'aimait pas particulièrement, encore moins mes idées politiques, en revanche elle me respectait, elle appréciait l'homme, pour ma détermination, mon courage, ma sincérité et mon

honnêteté, ces qualités étant si rares ajouta-t-elle, j'en fus gêné et comblé au point de ne jamais l'oublier ; Plus tard quand j'ai essayé de partager mes connaissances avec toutes les personnes que je rencontrais avec plus ou moins de succès. Plus sûrement, quand j'ai rendu des services matériels ou financiers à un tas de gens dont les conditions étaient plus précaires que les miennes, sans rien leur réclamer en retour, évidemment. La joie qu'on peut observer dans leurs yeux nous comble de bonheur, mais généralement, ce ne sont pas des choses dont on parle, non pas par crainte de les salir, mais que les autres les salissent parce qu'ils n'ont pas forcément de bonnes intentions envers vous.

A leur manière, ces militants incarnent au plus haut degré le niveau de confusion ou de pourriture qui a envahie l'extrême gauche en France. Je ne partage rien avec eux.

Venons-en à leurs documents.

Ce qu'ils dénoncent chez "*la plupart des « marxistes »*", n'est rien en comparaison de ce à quoi ils se livrent, car ils ne se contentent pas de "*faire la leçon aux faits*", de "*les tordre*", ils les inventent tout bonnement ou plutôt, ils n'ont même pas besoin de se fatiguer à inventer leur récit, ils recopient pratiquement mot-à-mot le discours idéologique de la réaction qu'ensuite ils agrémentent de formules apprises par cœur autrefois pour se donner de la contenance et masquer leur contenu frauduleux.

- *« La plupart des « marxistes » fonctionnent de la manière suivante face aux événements : ils vérifient que ces événements sont conformes à ce qu'ils pensent savoir, ce qui conduit à les tordre et à en dénier le contenu réel. La vraie méthode ne doit pas consister à faire la leçon aux événements, à dire aux révolutions qu'elles sont mal barrées, à vérifier que les forces ennemies sont en place et les vaches bien gardées afin de pouvoir se prémunir de toute expulsion de sa zone de confort. Elle doit consister à saisir le réel, à appréhender le nouveau. Il survient dans un cadre déjà connu, qui a été analysé, mais il le modifie. Le vrai « marxisme » consiste à apprendre des faits, pas à faire la leçon aux faits. Il conduit donc à l'enrichissement, pas à la répétition. Car la répétition finit inmanquablement par devenir ... contre-révolution. »*

J-C - Un psychanalyste les lirait, qu'il s'apercevrait dès les premiers mots qu'ils se regardent dans un miroir quand ils écrivent, et que ce qu'ils y voient ne peut pas refléter la réalité car elle serait trop cruelle à supporter !

Ces fieffés réactionnaires ont adopté en tous points le récit des Etats-Unis et d'Israël, en autres, tout en l'enrobant d'arguments populistes destinés à le maquiller et s'éviter cette accusation, je vous en ferai grâce. Je ne suis pas là pour reproduire et expliquer l'une après l'autre leurs saloperies et mensonges éhontés, parfois de monstrueuses inventions, ce qui nous entraînerait trop loin. Je vous fournis plus loin les liens où vous pourrez les retrouver si cela vous intéressait, faites très attention, tous les sujets traités dans ce blog sont vraiment très pourris. Si les lecteurs ne sont toujours pas capables de faire la part des choses, un conseil d'ami, abstenez-vous, sinon, tant pis pour vous ou lisez mes anciennes causeries !

- *"En fait, l'effondrement du prétendu « axe de la résistance » est la meilleure nouvelle qui soit pour la résistance palestinienne", Biden, Trump, Bush, Netanyahu, Zelenski et l'international nazi... Youpi !*

- *"la direction islamiste du HTS a ordonné à ses hommes de « respecter les minorités » (chrétiens, alaouites, chiïtes, druzes, ismaéliens, et aussi les habitants kurdes sunnites d'Alep)", ah ces braves "rebelles", des humanistes ! En réalité, toutes les minorités terrorisées les fuirent ou se terrèrent*

chez elles, les médias mainstreams ont dû le relater avant de le censurer, chacun peut le vérifier, j'en ai rendu compte dans les causeries.

La blanchisseuse de la CIA ou du Pentagone est passée par là.

- *"Celle-ci, le HTS ou HTC (Hayat Tahir al-Cham, Front de Libération du Levant) est d'origine djihadiste, issue de la branche syrienne d'al-Qaïda, al-Nosra. Elle n'est plus djihadiste au sens où elle a renoncé, depuis 2016, au « djihad mondial » pour se définir comme syrienne avant tout".*

J-C – On croirait lire une dépêche de l'AFP ou de l'OTAN. On appelle cela réhabiliter des monstres de cruauté.

- *« Al-Julani, le terrible « djihadiste » (en fait islamiste) n'a protesté contre rien de tout cela : il tend la main à toutes les puissances. Bien plus que la sharia qui n'est à l'ordre-du-jour nulle part en Syrie, sa politique de conciliation avec l'ordre établi est ainsi tangible, ainsi que l'affirmation de vouloir construire une Syrie fondée sur « la libre entreprise ». »*

J-C – Et nous qui croyions qu'al-Julani, le gentil « djihadiste » allait construire une Syrie fondée sur le communisme, qu'est-ce qu'on est con !

- *« Les prochains affrontements en Syrie n'auront sans doute pas pour objet la sharia, mais la démocratie. Al-Julani cherche à intégrer des pans entiers de l'ancien appareil d'Etat et veut donc préserver, et même réaliser pleinement, une « économie de marché ». »*

J-C – La démocratie dans un pays ravagé par 13 de guerre impérialiste, en grande partie son économie détruite, avec une population réduite à la misère. Rappelez-vous ce qu'ils ont écrit dans leur article : - *« Le vrai « marxisme » consiste à apprendre des faits, pas à faire la leçon aux faits. »*, que font-ils ici, sinon révéler qu'ils n'ont rien appris du tout ou qu'on est en présence d'imposteurs qui se prétendent marxistes.

Ces vieux militants n'ont manifestement jamais su ce que cela signifiait, sinon tout simplement emprunter la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter l'histoire, à leur âge avancé, il est trop tard, c'est incurable !

Justicier, tyran, barbare, mais c'est justifié par Washington, Londres, Ankara et Tel-Aviv !

- *(Al-Julani, le djihadiste « révolutionnaire », un brin marxiste lui aussi pendant qu'on y est !) "Ainsi, il a dû renoncer à l'amnistie générale sous la pression populaire. Un « comité révolutionnaire » à Hama a organisé la pendaison publique d'un assassin de masse. Les lynchages de tortionnaires ont commencé partout. Al-Julani a alors pris acte de l'action des masses en proclamant la non-amnistie des tortionnaires."*

L'inversion accusatoire en renfort.

- *"les forces du HTS par elles-mêmes avaient déjà pris ce parti, le seul efficace pour briser la division communautaire qui était le fait du régime Assad", alors que c'est exactement l'inverse qui s'est produit à partir de 2011, quand ces barbares armés débarquèrent en Syrie pour terroriser la population de manière à faire éclater l'unité de la nation syrienne qui existait jusque-là, qu'incarnait la République arabe syrienne qu'ils ont détruite, ils contribuèrent à la disloquer pour le compte des Américains et leur proxy israélien...*

La « *division communautaire* » en Syrie existait avant les Assad. *Arguments pour la lutte sociale* sont des falsificateurs, des mystificateurs, des ordures pour tout dire, parce qu'ils savent très bien ce qu'ils font.

Ils n'ont pas entendu parler du ministère de l'Intérieur. Pure fabulation.

- "*Le mouvement de la révolution démocratique voit sans doute déjà, notamment pour organiser la vie quotidienne immédiate toute police ayant disparu, des comités populaires se former partout, et il y a une expérience en la matière depuis 2011.*"

J-C - Pour un peu des soviets !

J'ai aussi relevé les passages suivants, que vous avez sans doute lus ou entendus chez les médias mainstreams :

- Le régime d'Assad, un Etat totalitaire ; (La Voix de l'Amérique. – J-C)

- C'est un système totalitaire absolu qui s'effondre ; (Le superlatif absolu pour que vous sentiez obligé de suivre ces salopards, et bien non, s'il y a quelqu'un ici qui schlingue le totalitarisme, c'est vous ! – J-C)

- Un système total de terreur, de torture et de mensonges. Le régime des Assad (...) héritier du nazisme et du stalinisme ; (C'est un argument que l'on retrouve dans la bouche des plus farouches anticommunistes, Rudy Reichstadt de Conspiracy Watch par exemple.

C'est vrai qu'à côté d'un tel régime, même L'Etat islamique ou le Front Al-Nosra sont présentables, préférables, CQFD. Vous voyez que je n'ai rien exagéré à propos de ce groupuscule trotskyste lambertiste. – J-C)

- La libération de Damas a été un acte démocratique ; (Maidan aussi, ils ont osé l'écrire ces nazillons ! – J-C)

- Une victoire populaire, à potentiel révolutionnaire ;

- C'est le début de la formation d'un peuple en arme qui a renversé Bachar el-Assad en 2024 ; (Il ne manque plus que la révolution socialiste, quel délire ! – J-C)

- La victoire populaire en Syrie contre Bachar el Assad cet effondrement constitue une victoire populaire, donc une victoire démocratique et prolétarienne ; (Là, ces militants passent avec armes et bagages dans le camp de nos ennemis. – J-C)

- Cette formidable victoire populaire est donc une victoire pour tous les peuples ; (La pire défaite depuis la chute de la Libye de Kadhafi. – J-C)

- La révolution syrienne ; (Une agression armée de mercenaires et de militaires turcs. – J-C)

- La libération d'Alep (.. qui n'était pas occupée, c'est une pure invention du Pentagone – J-C)

- Le régime assadiste a été le plus grand massacreur de musulmans sunnites des quinze dernières années. (Sunnites plus nombreux que les Alaouites qui continuèrent de soutenir Assad pendant 13 ans. – J-C

<https://aplutsoc.org/2024/12/14/notes-politiques-sur-les-lecons-de-la-victoire-populaire-contre-le-regime-dassad-vincent-presumey/>

<https://aplutsoc.org/2024/12/23/comment-se-tenir-efficacement-aupres-du-peuple-syrien-par-vp/>

Gare aux croyants !

- Croire que l'industrie pharmaceutique lutte contre les maladies, c'est comme croire que les fabricants d'armes luttent pour la paix.

Aimez-vous les uns les autres !

- Dans un monde en proie à une grande incertitude et à de nombreux conflits, nous ressentons plus que jamais que nous avons besoin les uns des autres et que seul l'amour est la force motrice qui nous maintient ensemble et nous aide à traverser ces temps difficiles, qui nous guide en ces temps sombres.

Abus de confiance fatal !

- SVP, cessons de voir de l'opposition contrôlée partout !

Essayons de leur faire confiance... Il sera toujours temps de leur reprocher s'ils retournent leur veste.

Depuis quand la lucidité est-elle à fuir ?

D'ailleurs, nul besoin d'invoquer l'opposition contrôlée... la veulerie humaine suffirait pour expliquer.

Comment peut-on vivre dans une société aussi pourrie ou réactionnaire ? On se disait bien qu'il y avait une explication quelque part.

Épargnants, voici la somme que vous allez toucher cette année - LePoint.fr 28 décembre 2024

Bonne nouvelle pour les épargnants. Près de 57 millions de Français vont recevoir un virement sur leur compte bancaire avant le 31 décembre. À l'approche de la nouvelle année vient en effet le temps des intérêts bancaires. Ainsi, les détenteurs d'un livret A toucheront en moyenne la somme de 212 euros, a annoncé la Banque de France au site Actu.fr.

82 % des habitants de l'Hexagone disposent de ce produit d'épargne proposé depuis 2009 par toutes les banques françaises.

Outre les intérêts de leur livret A, de nombreux Français recevront prochainement les bénéfices de leurs autres produits d'épargne, comme le livret de développement durable et solidaire (LDDS) ou le livret d'épargne populaire (LEP). LePoint.fr 28 décembre 2024

J-C – Mon titre va faire hurler les ouvriéristes, je n'en ai rien à foutre.

N'en jetez plus la cour est pleine !

Le gouvernement renforce les primes de transport pour 2025 - LePoint.fr/AFP 28 déc. 2024

Afin de donner un coup de pouce au pouvoir d'achat des Français, le ministère des Transports a annoncé relever les plafonds d'exonération fiscale liée aux transports entre le domicile et le travail.

Le gouvernement a annoncé, ce vendredi 27 décembre, un renforcement des aides liées aux transports domicile-travail en 2025, via une hausse du plafond d'exonération de primes de carburant et de transport en commun. « *Au 1er janvier 2025, le plafond d'exonération fiscale de la prime carburant est relevé à 300 euros par an, au lieu de 200 euros* », a précisé le ministère des Transports dans un communiqué.

Pour encourager le passage à la mobilité électrique, le gouvernement a décidé de relever aussi de 100 euros le plafond d'exonération fiscale de la prime de recharge de véhicule électrique, qui passe de « *500 à 600 euros par an* », selon la même source.

Enfin, le plafond d'exonération fiscale du cumul forfait mobilités durables et abonnement transports en commun augmente également de 100 euros pour passer de 800 à 900 euros par an », a conclu le ministère. Le « *forfait mobilités durables* » est versé aux salariés qui privilégient les modes de transport dits à mobilité douce, comme le vélo.

J-C – Comment, il n'y a pas une prime « *godasse* » pour ceux qui vont gratter à pinces, c'est dégueulasse, il faut dénoncer cette injustice.

En Inde et dans la plupart des pays dans le monde, les travailleurs et leurs familles ont le droit à que dal, que dal, que dal, alors les occidentaux avec leur bonne conscience, ils me rendent malades !

Mayotte: Bayrou prend une circulaire pour soutenir les fonctionnaires et "garantir la continuité" des services publics - BFMTV/AFP 27 décembre 2024

Soucieux d'envoyer un message positif aux fonctionnaires sur place, le chef du gouvernement a pris une circulaire ce vendredi 27 décembre "pour assurer la protection des agents publics et garantir la continuité et la mobilisation de l'action de l'État en faveur des habitants à Mayotte", d'après un communiqué de l'Élysée.

Cette circulaire "met en place un circuit simplifié et coordonné pour le recensement des besoins professionnels et personnels des agents publics sur place, en lien avec le ministère chargé de la fonction publique".

Les agents du service public présents sur l'île, et dont la vie a été bouleversée comme tous les Mahorais par le cyclone, pourront être accompagnés "*en matière d'hébergement d'urgence, de relogement, de restauration et de soutien psychologique*".

Les différents ministères concernés, que ce soit l'Éducation ou l'Intérieur, seront chargés de mettre en place ce dispositif.

"Avec le président de la République, nous avons à cœur d'accompagner les agents publics, particulièrement engagés à Mayotte, permettant des renforts indispensables pour assurer la continuité des services à la population", a déclaré François Bayrou dans ce communiqué.

J-C – Accompagnez-les jusque dans les chiottes, et n'oubliez pas de leur fournir le papier !

Etat juif colonial génocidaire.

Guerre au Proche-Orient : le dernier hôpital opérationnel dans le nord de Gaza "*hors service*" après une opération israélienne, selon l'OMS - franceinfo/AFP 27 Décembre 2024

L'opération militaire israélienne est intervenue au lendemain de l'annonce par le directeur de cet hôpital de la mort de cinq membres de son personnel dans une frappe israélienne.

"Le raid de ce matin sur l'hôpital Kamal Adwan a mis hors service ce dernier grand centre de santé dans le nord de Gaza", situé à Beit Lahia, a assuré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur X. "*De premières informations font état de services clefs incendiés et détruits pendant le raid. Soixante membres du personnel soignant et 25 patients sont dans un état critique*", ajoute l'organisation internationale.

J-C – Toi tu n'as pas de bol, tu n'as plus qu'à crever !

Syrie.

Suivez la piste de l'argent...

"*C'est une autre forme de libération*" : en Syrie, le retour du dollar américain fait espérer une stabilité économique et une baisse des prix - francetvinfo.fr 28 déc. 2024

Syrie : les vidéos d'exactions contre des civils alaouites se multiplient sur les réseaux sociaux - FranceInfo/AFP 27 Décembre 2024

Jusqu'ici, les violences des représailles étaient très peu documentées, les nouvelles autorités syriennes expliquant qu'il ne s'agissait que de "*cas isolés*". Mais sur les réseaux sociaux, les vidéos de passages à tabac et d'agressions sont de plus en plus nombreuses.

Dans l'une d'elles, on voit plusieurs hommes brutalisés par des rebelles en armes, arrêtés alors qu'ils rentraient chez eux, de grandes galettes de pain entre les mains. "*Voilà ces chiens d'Alaouites !*", dit la voix derrière la caméra. Un blessé à terre l'implore, explique qu'il n'est qu'un civil. On lui hurle de se taire.

"*C'est vous les porcs qui avez tué nos frères ?*", interroge encore la voix. Les hommes sont sommés de montrer leurs papiers. L'un d'entre eux est originaire de Salquin, une ville du gouvernorat d'Iblid, peuplée d'Arabes sunnites. Il est autorisé à monter dans sa voiture et à repartir. La vidéo s'arrête là.

J-C – Les abrutis d'*Arguments pour la lutte sociale* vont trouver cela normal, ce sont « *des comités révolutionnaires* » qui font la police. Ils vont dire qu'ils n'étaient pas au courant, salopards.

La seconde partie de l'article relayait la propagande américaine.

AFP - Depuis la chute du régime, le 8 décembre, les civils alaouites disaient craindre la vengeance sans distinction des rebelles, dont certains, issus du front al-Nosra, s'étaient déjà attaqués à leur communauté au début de la guerre civile.

J-C - Avant le 8 décembre, tous les Syriens étaient considérés comme des citoyens de la République arabe syrienne bénéficiant des mêmes droits protégés par la Constitution, quelle que soit la communauté à laquelle ils appartenaient. Ce n'est que depuis l'arrivée au pouvoir des barbares d'al-Qaïda-al-Nosra-Daesh que leur appartenance à une communauté est systématiquement mise en avant conformément au plan de dislocation de la Syrie concocté de longue date par les Américains et les sionistes.

Et ce n'est pas un hasard si l'AFP recourt systématiquement à leur rhétorique, substituant le "*régime*" à la République arabe syrienne, les "*civils alaouites*" aux citoyens syriens d'origine alaouite, des "*rebelles*" pour évoquer les terroristes d'al-Nosra.

AFP - S'il est vrai que l'élite alaouite a largement bénéficié du règne des Assad – elle était notamment surreprésentée dans l'armée – la plupart des civils, eux, restaient terrorisés face à un régime qui les maintenait volontairement dans une grande pauvreté. "*Si tu veux que ton chien garde ton troupeau, ne lui donne pas trop à manger*", disait Hafez al-Assad.

J-C - Ce récit est frauduleux du début à la fin.

Que la communauté alaouite ait été représentée majoritairement au sein des institutions syriennes, c'est normal puisque le président syrien élu en était issu lui-même, alors qu'elle n'était pas la communauté majoritaire, toutefois toutes les communautés y participaient, elles étaient même représentées au gouvernement, voilà comment le peuple syrien composé d'une mosaïque de communautés et tribus parvint à maintenir son unité, condition pour préserver sa souveraineté et son indépendance, qui n'ont jamais cessé d'être menacés par les Américains et les sionistes.

Avant l'agression dont la Syrie fera l'objet en 2011 par une horde de centaines de milliers de mercenaires armés provenant de plus de 100 pays à la solde des Etats-Unis et ses alliés sunnites du Golfe, la population ne se sentait pas spécialement "*terrorisée*" par les autorités, et elle n'était pas vouée non plus à la "*grande pauvreté*", deux fléaux qui interviendront par la suite à cause du régime de terreur qu'instaureront ces barbares et auquel le gouvernement dû réagir en prenant des mesures autoritaires ou répressives, pour éviter que la situation ne dégénère en guerre civile, guerre civile qui n'existait pas en Syrie, mais qui fut importée de l'extérieur pour renverser le pouvoir en place.

AFP - Les nouvelles autorités disent, aujourd'hui, vouloir protéger les différentes minorités ethniques et religieuses du pays. Elles vont très vite devoir montrer qu'elles ne se laissent pas déborder.

J-C - L'AFP prend ici ouvertement le parti des "nouvelles autorités", qui ne sont rien d'autres que les djihadistes fanatisés sanguinaires qui ont envahi, agressé, détruit la Syrie et massacré sa population depuis 2011.

Slovaquie.

Passe d'armes entre Bratislava et Kiev : «Je ne suis pas votre humble serviteur», lance Fico à Zelensky - RT 28 déc. 2024

Dans un message vidéo publié sur les réseaux sociaux, le Premier ministre slovaque Robert Fico a répondu aux accusations portées par Volodymyr Zelensky après sa visite à Moscou, brandissant au passage la menace de couper ses approvisionnements en électricité de l'Ukraine si celle-ci mettait un terme au transit du gaz russe à travers son territoire.

Dans sa vidéo, le Premier ministre slovaque a menacé de couper son approvisionnement en électricité de l'Ukraine si celle-ci mettait ainsi un terme au transit du gaz russe à partir du 1er janvier. Selon l'homme politique, l'Europe devra faire face à des coûts énergétiques supplémentaires de 120 milliards d'euros en 2025-2026 en raison de la décision de Kiev.

«Après le 1er janvier, nous évaluerons la situation et les éventuelles mesures de rétorsion contre l'Ukraine. Si c'est inévitable, nous arrêterons les livraisons d'électricité, dont l'Ukraine a cruellement besoin pendant les coupures de courant, ou nous nous mettrons d'accord sur une autre méthode», a déclaré Robert Fico. RT 28 déc. 2024

Moldavie.

Gaz russe : Gazprom annonce fermer le robinet à la Moldavie au 1er janvier 28 déc. 2024

Gazprom a annoncé ce 28 décembre dans un communiqué publié sur sa chaîne Telegram avoir averti Moldovagaz de l'introduction d'une «limitation» à «0 mètre cube par jour» de ses livraisons de gaz à compter du 1er janvier «8h» (heure de Moscou).

Cette décision est motivée, a précisé Gazprom, par le fait que cette société russo-moldave «manque régulièrement à ses obligations de paiement dans le cadre du contrat existant». «Ce qui constitue une violation substantielle de ses termes», a encore précisé Gazprom.

Sénégal.

Le Sénégal fermera toutes les bases militaires étrangères - fr.sputniknews.africa 27.12.2024

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a fait cette annonce lors de sa déclaration de politique générale devant le parlement.

Selon lui, la décision a été prise par le Président du pays et le retrait interviendra "*prochainement*". Cette démarche s'inscrit dans une volonté de renforcer la souveraineté nationale et de réorienter la politique de défense du Sénégal.

Dakar abrite 3 bases militaires françaises, où se trouvent environ 300 soldats.

Niger.

Niger : Le Général Abdourahamane Tiani dévoile les liens et financements du terrorisme au Sahel - sahel-intelligence.com 27 décembre 2024

Le Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie et Chef de l'État, le Général Abdourahamane Tiani, a révélé, lors d'une interview accordée à la Radiotélévision du Niger (RTN) le mercredi 25 décembre 2024, des informations sur les alliances et les financements des groupes terroristes au Sahel.

Le Général Tiani a expliqué que, avant le 26 juillet, « *tout Nigérien savait ce à quoi nous faisons face, le terrorisme et les autorités formaient une seule entité* ». Il a fait référence aux déclarations de l'ancien président déchu, qui avait publiquement annoncé être « *ami des terroristes* » et avait rencontré plusieurs fois des membres de ces groupes au Palais Présidentiel. Selon lui, « *les autorités agissaient sous l'influence de la France, celle-là même qui finance le terrorisme au Sahel* ».

Il a ajouté que la France, en collaborant avec certains groupes locaux, aurait versé plusieurs milliards de FCFA entre les mains de terroristes dans des régions telles que le lac Tchad, Sokoto, Zamfara, Kebbi (au Nigéria), le Bénin et le Niger. Ces fonds, selon le chef de l'État, surpassent tout ce qui pourrait être disponible dans les réserves financières de l'Afrique centrale. Le Général a souligné que « *le CFA est fabriqué par la France, qui bénéficie du soutien de l'Union Européenne pour émettre autant de CFA qu'elle le souhaite* ».

Le Président a également évoqué l'acquisition de matériel terroriste, citant des zones comme le lac Tchad, Sokoto, le nord du Bénin, ainsi que des régions du Niger et du Burkina Faso. Il a révélé qu'il existe des centres d'entraînement des terroristes en Afrique centrale, où des forces spéciales françaises seraient impliquées, notamment à Porga, dans la région du Bénin.

Concernant le Nigéria, il a noté que les autorités sont conscientes de la situation et a critiqué leur manque d'action face à ce phénomène, soulignant que « *reconnaître nos erreurs* » est essentiel. Il a également fait référence à Ahmed Abubakar Rufai, l'ancien responsable de la National Intelligence Agency du Nigéria, qui, selon lui, était lié à la formation, l'acquisition de matériel et le financement des terroristes.

Le général Tiani a également évoqué la commande de plus de cent drones de type DJI Matrice, achetés en Chine et destinés à des groupes terroristes opérant dans des régions du Nigéria, du Bénin, du Niger, du Burkina Faso et du Mali, en collaboration avec les forces françaises. Il a insisté sur le fait qu'il ne cherche pas à se dérober de ses responsabilités, mais à assumer pleinement les siennes face à cette menace.

Enfin, le président nigérien accuse la France de continuer à fournir un soutien matériel, financier et en formation aux groupes terroristes, avec la complicité d'autres puissances occidentales. Il a conclu en affirmant que ce soutien fait partie d'un plan visant à discréditer la souveraineté du Niger et de l'Afrique, tout en exprimant sa confiance que ce projet échouera, avec la volonté divine.

Nigeria.

Le Nigeria ne permettra pas d'installer une base militaire étrangère sur son sol - fr.sputniknews.africa 27.12.2024

"Les forces armées nigérianes ont la capacité et les moyens de défendre l'intégrité territoriale du pays", a déclaré le général Christopher Gwabin Musa, chef d'état-major de la Défense du Nigeria.

L'armée nigérienne est capable de *"faire face à toute agression locale ou étrangère"*, a déclaré le général Christopher Gwabin Musa devant les troupes le 26 décembre à Sokoto.

Le pays *"ne permettra pas qu'un pouce du territoire nigérien soit pris par quiconque pour servir de rampe de lancement vers nos pays voisins"*, a-t-il ajouté.

Le chef d'état-major de la Défense du pays a exhorté les citoyens à s'unir pour combattre les groupes islamistes qui sévissent dans la région, notamment le groupe Lakurawa.

Corée du Sud.

Les parlementaires sud-coréens destituent le président par intérim - aa.com.tr 27 décembre 2024

Désormais, le vice-Premier ministre et ministre de la Stratégie et des Finances, Choi Sang-mok, assurera les fonctions de président par intérim et de Premier ministre.

Les législateurs sud-coréens ont adopté, vendredi, une motion de destitution contre le président par intérim Han Duck-soo.

Le vote a eu lieu après que le président de l'Assemblée, Woo Won-shik, a précisé qu'une simple majorité de 151 voix était nécessaire pour destituer Han, qui occupe également le poste de Premier ministre.

Presque tous les 192 membres du bloc d'opposition, dirigé par le Parti démocratique, ont voté en faveur de la motion de destitution, rapporte l'agence de presse Yonhap basée à Séoul.

C'est la première fois dans l'histoire de la Corée du Sud qu'un président par intérim est destitué.

Han assurait la fonction de président par intérim depuis la destitution du président Yoon Suk-yeol, le 14 décembre, suite à son échec à imposer la loi martiale.

Le Parti du Pouvoir populaire de Yoon avait exigé que le président de l'Assemblée prenne en compte un quorum de 200 voix, sur un total de 300 législateurs, pour destituer Han, étant donné qu'il occupait la fonction de «président par intérim». Cette demande a été rejetée par le président de l'Assemblée.

La motion de destitution contre Han a été déposée après qu'il ait refusé de nommer trois juges à la Cour constitutionnelle.

Après la destitution de Han, Choi Sang-mok, actuellement vice-Premier ministre et ministre de la Stratégie et des Finances, prendra ses fonctions de Premier ministre et de président par intérim.

Par ailleurs, l'ex-ministre de la Défense Kim Yong-hyun, actuellement en détention pour des accusations de sédition et pour son rôle dans l'échec de la tentative de loi martiale, a été formellement inculpé par les procureurs vendredi.

Il est le premier responsable de l'administration Yoon à être inculpé pour abus de pouvoir et pour son rôle «*intégral*» dans la préparation du 3 décembre, lorsque Yoon avait annoncé la loi martiale.
aa.com.tr 27 décembre 2024

MERCOSUR.

International : Le traité avec l'Union européenne fait du Brésil une colonie agricole - Bolivar Infos 27 Décembre 2024

L'avancée du consensus de Washington au Brésil, au début des années 90, s'est concrétisée par la décision de l'oligarchie dominante d'élire Fernando Collor de Mello président. Le réseau Globo a été décisif. Il a manipulé grossièrement l'édition du dernier débat télévisé à la veille des élections de 1989 pour porter préjudice à Lula et que Collor soit élu.

Une fois élu, Collor a promis la « modernité néo libérale » qui consistait en l'ouverture totale du marché national avec dérégulation économique et libre circulation des capitaux. La voiture importée symbolisait la « *nouvelle ère* » de la « *modernisation néo libérale* » et marquait la fin de « *l'époque des carrosse au Brésil* », comme disait Collor ... en évoquant les modèles de véhicules disponibles sur le marché national.

Maintenant, plus de 30 ans plus tard, en cette fin de 2024, les médias libéraux et des secteurs des élites célèbrent le traité de libre commerce entre l'Union européenne (UE) et le MERCOSUR comme si le Brésil avait finalement obtenu la modernité néo-libérale promise par Collor.

CNN Brésil, on est même arrivé à célébrer le fait que la Ferrari 296 GTB, le modèle 2025, sera 1 500 000 réaux moins chère avec cet accord. Avec le traité, les riches devront déboursier « à peine », 3 390 000 réaux (quelques 540 000 \$) et non plus les 4 052 000 réaux (quelques 718 500 \$) d'aujourd'hui pour acquérir une Lamborghini Ouragan Coup P640-2.

Les médias colonisés et fascinés ont aussi célébré le fait qu'en plus des voitures de sport de luxe, l'huile d'olive, les vins, le fromage et les voitures importés d'Europe, en particulier d'Allemagne, seront meilleur marché pour le consommateur brésilien et celui du MERCOSUR.

Mais le traité devra encore suivre un long itinéraire aux parlements nationaux et dans les institutions du bloc européen avant d'être signé et mis en place. Heureusement, il existe une possibilité réelle qu'il puisse être rejeté à cause—au moins—de l'opposition de la France et de l'Italie.

C'est un accord est très mauvais et défavorable au Brésil et ses voisins de la région. Il aggrave le processus de désindustrialisation et transforme encore plus nos économies en économies primaires.

En outre, il renforce la participation du Brésil et des pays du MERCOSUR au commerce avec l'Union européenne en tant qu'économies reléguées au rôle de fournisseur de matières premières agricoles et de minerais, et il accentue la dépendance envers les importations de biens industriels des métropoles.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 décembre 2024

Parmi ceux qui conçoivent plus ou moins la nécessité d'un changement de régime politique et économique, il y a ceux qui disposent des moyens pour s'y atteler, mais qui s'y refusent obstinément par crainte du chaos qui s'en suivraient qui pourrait porter atteinte à leur mode de vie relativement confortable, et il y a ceux pour qui la question ne se pose pas, parce qu'ils n'en ont désespérément pas les moyens, donc ce n'est pas qu'ils ne le voudraient pas, mais ils ne le peuvent pas, ce qui n'est pas du tout pareil.

C'est en gros ce qui distingue les masses les mieux nantis des principaux pays occidentaux dont la France, de celles des pays pauvres ou dominés.

Les masses en France sont suffisamment instruites ou évoluées pour comprendre ce que signifie le socialisme pour peu qu'elles s'en donnent la peine, je parle sur le plan intellectuel. Pour peu qu'elles cessent d'être hypocrites et bornées ou qu'elles fassent abstraction un moment de leurs idées reçues, elles peuvent facilement faire la part des choses ou démêler le vrai du faux, la nécessité historique leur sautera alors aux yeux.

Personnellement, je suis arrivé par moi-même au socialisme au bout d'un processus dialectique relativement court, deux ans environ, après être venu à bout de la métaphysique et de la philosophie idéaliste. Ce fut pour moi comme une révélation, un quasi miracle, cela me sembla tellement logique, clair, évident, que je ne compris pas pourquoi on ne nous l'enseignait pas, il faut dire que j'étais très naïf et absolument nul en politique à cette époque-là. Par la suite, pendant 50 ans, souvent je me suis demandé pourquoi tous ceux qui avaient étudié la philosophie au lycée ou à l'université n'avaient pas adopté le socialisme, sans trouver de réponse.

Sans vouloir faire ici de la propagande, je n'ai rien à vendre aux lecteurs, surtout pas des idées qui ne m'appartiennent pas, le marxisme est un mode de penser tellement merveilleux, génial, qui permet de répondre à tellement de questions ou résoudre tant de contradictions, qu'on ne peut plus s'en passer. Cela dit, ce n'est pas parce qu'on l'a découvert qu'on le maîtriserait, loin de là, il faut toute une vie et encore, mais il nous rend tellement de services, que s'en séparer ne pourrait nous conduire qu'à errer le restant de nos jours dans un sombre labyrinthe sans trouver la sortie ou précipiter notre naufrage, vous en avez un triste aperçu dans la causerie d'hier avec un groupuscule en phase de décomposition finale.

En France ou en occident les masses ont été scolarisées, une proportion non négligeable a suivi des études secondaires, tous les travailleurs ou presque peuvent lire couramment et comprendre ce qu'ils lisent, tout ce qui est exprimé simplement est à leur portée. Partant de là, s'ils n'en tirent pas des enseignements pratiques, ce n'est pas parce qu'ils ne le peuvent pas, mais bien parce qu'ils ne le veulent pas, ils n'en ont pas envie, ils estiment leur condition satisfaisante telle qu'elle est, ils s'en contentent. Quand j'abordai le socialisme en 1976, la mienne ne me satisfaisait pas du tout, et celle

à laquelle j'étais semble-t-il promis, était un réel cauchemar, d'où le passage de la théorie à la pratique, puis à l'organisation ou au militantisme. Ce n'était pas un passage obligé, c'était juste une question de cohérence, car à quoi bon apprendre quelque chose, si c'est pour ne rien en faire par la suite, ce serait stupide, or, je n'avais du tout envie d'adopter un comportement stupide ou de passer pour un idiot, j'en aurais bien trop honte.

Mais cela non plus n'a pas effleuré l'esprit de ceux qui ont fait des études, semble-t-il. Se comporter de manière incohérente dans la vie, avec les conséquences négatives qui en découlent forcément, ne les gênent pas non plus ou ils ont du mal à faire le lien, oui, c'est possible. Pourquoi ? Parce qu'ils ont étudié sans trop savoir pourquoi, alors ils n'ont retenu aucun enseignement ou si peu, qu'ils ne sont pas en mesure de comprendre ce qui leur arrive dans la vie.

Le comble de cette incohérence se manifeste par l'absence de tout idéal dans la vie. Cela se comprend facilement, quand on demeure dans le cadre étreint du capitalisme avec son lot de malheurs ou d'effets secondaires criminels, qu'on doit assumer et qu'on n'ose pas énumérer tellement ils sont terrifiants, rien que de penser qu'on y serait quelque part pour quelque chose est plus qu'inconfortable, c'est terriblement choquant, pour autant on n'en démordra pas, on préférera encore se mentir une fois de plus à soi-même, plutôt que reconnaître les faits qu'on n'ignore plus depuis longtemps, quitte à avoir eu une vie bien triste, sachant qu'on a contribué à faire le malheur de temps de gens, parce qu'on en a conscience.

Il y a surtout dans le comportement de ces couches de nantis, une grande part de malhonnêteté intellectuelle, plus qu'une incurie ou une défaillance cognitive. A leur confort matériel correspond un mode de penser confortable auquel ils tiennent, ils les ont acquis ensemble, donc ils estiment qu'ils seraient inséparables. Leur mode de vie impose que certaines conditions soient en permanence remplies ou qu'elles soient garanties sur une longue durée, or ce n'est pas toujours le cas. Mais surtout, s'il leur impose des contraintes, ils ignoreront que pour en profiter, il a fallu que d'autres s'en passent, sacrifient pour ainsi dire leur existence pour qu'ils puissent jouir de la leur. Bref, ils seront indifférents au malheur des autres en proclamant que c'est regrettable et qu'ils n'y sont pour rien.

Et bien si, ils y sont pour quelque chose, désolé. Cet argument pouvait encore prévaloir il y a un siècle en arrière, parce que les masses occidentales étaient encore très arriérées, mais plus maintenant avec tous les canaux de communication ou d'information qui existent, elles se comportent de telle sorte qu'on croit qu'elles le sont demeurées, parce que cela arrange tout le monde en occident.

Ce qui leur manque, c'est la volonté, parce qu'elles ne voient pas la nécessité de changer la société. Nous ici en Inde, on y pense chaque jour parce que c'est une nécessité absolue, mais on n'en a pas les moyens, ils sont en occident. Voyez les peuples du Proche et du Moyen-Orient, les Nigériens, les Vénézuéliens, une grande partie des peuples africains, avec tout le pétrole et le gaz dont ils disposent ces pays devraient être très riches, or ils sont très pauvres. Et bien c'est pour tous les rapports pareils. Vous, vous avez les bagnoles et vous roulez avec, eux ils ont le pétrole et ils se déplacent à dos d'âne ! Assez fait la mule !

Santé.

L'histoire peu glorieuse des vaccins - Partie 1 - Dr. Suzanne Humphries

Il suffit par exemple de changer les critères de définition d'une maladie ou d'inventer de nouveaux diagnostics pour en changer sensiblement les statistiques et démontrer «un impact positif» de la vaccination ou au contraire masquer ses effets secondaires.

<https://odysee.com/@IndependentNewsEuropeFran%C3%A7ais:d/-fr--The-Ugly-History-of-Vaccines--Part-1--Dr:c?src=embed>

<https://reseauinternational.net/de-la-variole-au-covid-lhistoire-peu-glorieuse-des-vaccins/>

Syrie.

Le Liban renvoie en Syrie des dizaines de militaires du régime déchu de Bachar el-Assad - RFI 29 décembre 2024

Des dizaines de membres de l'armée du régime syrien déchu, dont des officiers, ont été arrêtés au Liban ces derniers jours et remis aux nouvelles autorités de Damas.

La justice libanaise a en outre ordonné l'arrestation de la petite-fille de Rifaat al-Assad et sa mère pour possession de passeports falsifiés. Ces documents auraient été délivrés par les services consulaires syriens au Liban, ce qui a poussé le nouveau ministre syrien des Affaires étrangères, Assaad al-Chibani, à suspendre provisoirement toutes les activités de l'ambassade à Beyrouth.

Syrie: pour Ahmad al-Chareh, la tenue d'élections pourrait prendre jusqu'à quatre ans - RFI 30 décembre 2024

Il a précisé qu'il serait nécessaire de « *réécrire la Constitution* », une tâche qui pourrait prendre « *deux ou trois ans* », dans cet entretien avec la chaîne saoudienne.

J-C – Le barbare a fait cette déclaration à une « *chaîne saoudienne* », dans un pays qui n'a jamais eu de Constitution, tout comme l'Etat sioniste génocidaire, qui à la place dispose d'une Loi fondamentale basée sur le Coran.

Afghanistan.

C'est l'OTAN qui les a portés au pouvoir.

J-C – Ce sont les régimes occidentaux soutenus par les féministes qui ont permis à ces monstres de prendre le pouvoir en Afghanistan riche en matières premières, vous savez ces militants féministes qui se préoccupent tant du sort des femmes...

En Afghanistan, les talibans veulent murer les fenêtres qui donnent sur les cuisines - Le HuffPost 29 décembre 2024

Le chef suprême des talibans a ordonné d'obstruer et de ne plus construire de fenêtres qui donnent sur des espaces résidentiels occupés par des Afghanes, estimant que cela pouvait conduire à de l'« *obscénité* ».

D'après un communiqué publié samedi soir par le porte-parole du gouvernement taliban, il faudra désormais, en cas de construction d'un nouveau bâtiment, que celui-ci soit dépourvu de fenêtres par lesquelles il est possible de voir de près « *la cour, la cuisine, le puits des voisins et les autres endroits habituellement utilisés par des femmes* ».

Dans le cas où de telles fenêtres avec vis-à-vis existent, les propriétaires sont invités à construire un mur ou à obstruer la vue, « *pour éviter les nuisances causées aux voisins* », indique le décret.

Actuellement, les Afghanes ne peuvent plus étudier au-delà du primaire, aller dans les parcs, les salles de sports, les salons de beauté, ni quasiment sortir de chez elles seules. Une récente loi leur interdit de chanter ou de déclamer de la poésie, en vertu, comme les autres directives, d'une application ultra-rigoriste de la loi islamique. Elle les incite aussi à « *voiler* » leur voix et leurs corps hors de chez elles. Certaines radios et télévisions locales ont également cessé de diffuser des voix féminines. Le HuffPost 29 décembre 2024

Allemagne.

En Allemagne, quand la gestapo du patronat traque les "fraudeurs" aux arrêts maladie.

J-C - D'où vient la crise économique que traverse l'Allemagne, vous avez la réponse, ils osent tout.

En Allemagne, les bonnes affaires d'un détective traqueur d'arrêts maladie - AFP 29 décembre 2024

Dans une Allemagne à l'économie chancelante, l'augmentation sensible des arrêts maladie chez les travailleurs est devenue une préoccupation majeure des chefs d'entreprise.

"*Il y a de plus en plus d'entreprises qui ne veulent plus supporter ça*", explique M. Lentz, assurant recevoir jusqu'à 1.200 demandes de ce type par an, soit deux fois plus qu'il y a quelques années.

"*Si quelqu'un a 30, 40 ou parfois jusqu'à 100 jours de maladie par an, à un moment donné il devient économiquement inintéressant pour l'employeur*", ajoute le détective installé depuis 1995.

Certains patrons ne mâchent pas leurs mots, comme Ola Kallenius, directeur général de Mercedes-Benz, qui déplore que "*l'absentéisme en Allemagne soit parfois deux fois plus élevé que dans d'autres pays européens*".

Tesla, le groupe d'Elon Musk dont l'usine européenne de véhicules électriques est installée près de Berlin, a fait les gros titres de la presse en envoyant des cadres sonner au domicile d'employés absents pour contrôler la réalité de leur arrêt maladie.

Selon les données de l'OCDE, les Allemands ont manqué en moyenne 6,8% de leurs heures de travail en 2023 pour cause de maladie.

Si le détective Marcus Lentz traque les fraudeurs, attribuer la hausse des congés maladie aux seuls abus serait un "*raccourci dangereux*", souligne l'institut WSI de la Fondation Hans Böckler, liée aux syndicats allemands.

Cela revient à "*occulter les causes réellement pertinentes*", d'après Bettina Kohlrausch, directrice scientifique du WSI, qui met en avant des facteurs comme l'augmentation des affections respiratoires, des conditions de travail stressantes et un affaiblissement des dispositifs de protection sociale.

Le vieillissement de la population allemande, avec une part de plus en plus importante de personnes de plus de 55 ans dans la population active, est aussi un facteur d'explication.

Quelles que soient les raisons de cette tendance, "*elle affecte sans aucun doute*" les performances de l'Allemagne, déjà en proie à une crise de son modèle économique, déclare à l'AFP Claus Michelsen, économiste à l'association allemande des entreprises de recherche pharmaceutique (VFA).

Cette fédération avait calculé que la hausse des arrêts maladie avait entraîné en 2023 une importante baisse de la production sans laquelle l'économie allemande aurait connu une croissance de 0,5%, alors qu'elle s'est contractée de 0,3%.

Quant aux fraudeurs repérés par Markus Lentz, une part importante utilise le congé maladie pour exercer en parallèle une autre activité, explique-t-il. Comme ce mari aidant la petite entreprise de sa femme, ou celui d'employés profitant d'un congé maladie de longue durée pour rénover un bien immobilier. (Qu'y a-t-il de répréhensible là-dedans ? Rien. Ceux qui par exemple profitent de l'évasion fiscale par millions ou milliards, ne sont pas inquiétés...- J-C)

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 décembre 2024

Au Moyen-Orient, la réaction se livre à une guerre contre-révolutionnaire pour en finir avec les restes du nationalisme arabe issu du mouvement anticolonialisme d'après-guerre, et en Occident, elle renoue avec le national-socialisme, tandis que l'extrême gauche célèbre cette contre-révolutionnaire et finit de se décrédibiliser en faisant le lit de l'extrême droite en France avec RN, en Allemagne avec l'AfD, en Espagne avec Vox, en Italie avec FdI, en Grande-Bretagne avec Reform UK... On pourrait ajouter le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, le Brésil, etc.

A quoi bon continuer à se casser la tête à essayer de partager des idées. Je vous laisse à vos certitudes. 20 ans de bons et loyaux services s'achèvent aujourd'hui.

C'est quoi l'Internationale fasciste ? Deux exemples pris dans l'actualité.

Transatlantisme : l'ancien secrétaire général de l'OTAN rejoint la direction du club Bilderberg - RT 30 déc. 2024

Jens Stoltenberg, ancien secrétaire général de l'Alliance atlantique, est devenu coprésident du comité directeur du groupe Bilderberg. Il rejoint ainsi les 30 autres membres de ce board, dont «*un certain nombre*», comme l'a souligné un quotidien britannique, ont «*bénéficié*» de la hausse des dépenses militaires sur fond de conflit russo-ukrainien.

L'ancien secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a été nommé coprésident du comité directeur du groupe Bilderberg, selon le site officiel de ce «forum» promouvant le dialogue transatlantique. Une nomination qui «*cimente le rôle du groupe au cœur de la stratégie transatlantique*», a souligné le 25 décembre *The Guardian*.

Le quotidien britannique conservateur a notamment mis en avant qu'«un certain nombre» des «*nouveaux collègues*» de Stoltenberg au Bilderberg «*ont bénéficié*» de la hausse des dépenses militaires sur fond de conflit russo-ukrainien. Autre point également évoqué: le fait que le mandat de Stoltenberg au secrétariat général de l'OTAN (1er octobre 2014 - 1er octobre 2024) «*a été dominé*» par ce conflit qui a dégénéré en guerre ouverte début 2022.

Parmi les membres du comité directeur du Bilderberg occupant des postes de direction dans l'industrie de Défense, *The Guardian* a mis en avant l'ancien patron de Google, Eric Schmidt, «*maintenant occupé à lancer une société de drones kamikazes destinée au lucratif marché ukrainien*». Le suédois Marcus Wallenberg, également cité, Président du fabricant de défense Saab «*qui a bénéficié d'une augmentation de 71% des commandes au cours des neuf premiers mois de 2024, en grande partie en raison de la guerre avec la Russie*».

Autre membre du Bilderberg épinglé: Peter Thiel, fondateur de la société Palantir, une licorne de la tech cofinancée à ses débuts par la CIA, qui a offert ses services à Kiev. Cette société serait «responsable de la plupart des cibles en Ukraine», affirmait début 2023 son PDG, Alex Karp, également membre du Bilderberg.

J-C – Et dire que j'ai découvert cette institution bien des années après avoir rompu avec le courant trotskyste lambertiste. Les anciens lecteurs, s'il en existe encore, se souviendront de ce militant qui m'avait fait la leçon, en m'expliquant que le groupe Bilderberg n'avait aucune influence, ne servait à rien, que c'était perdre son temps et se fourvoyer de lui attribuer de l'importance, il avait tout faux évidemment, comme tous les dissidents de ce courant politique.

Quand l'Argentine du nazi Javier Gerardo Milei active le "principe de la compétence universelle" à l'encontre du président nicaraguayen.

J-C – A quoi reconnaît-on les nazillons ? Ils se comportent en tyrans en prétendant imposer leur loi, leur conception du droit, de la justice, de la démocratie à tous les pays du monde quitte à recourir à des menaces, à la force, à des coups d'Etat, à des agressions armées destructrices.

Nicaragua : Un juge ordonne l'arrestation du président Daniel Ortega - 20 Minutes/AFP31 décembre 2024

La décision ayant été prise en Argentine et le président nicaraguayen étant toujours en exercice, il est assez difficile d'imaginer son arrestation. Mais la demande reste incroyable : un juge argentin a ordonné l'arrestation de Daniel Ortega et de son épouse Rosario Murillo, ainsi que d'une dizaine de collaborateurs, pour « violation systématique des droits humains » dans ce pays d'Amérique centrale, a déclaré ce lundi l'avocat qui a déposé la plainte.

« Le juge fédéral Ariel Lijo a ordonné l'assignation à comparaître et le mandat d'arrêt international de Daniel Ortega et Rosario Murillo », a déclaré Dario Richarte. L'affaire est basée sur le principe de la compétence universelle, qui permet aux pays de poursuivre les crimes contre l'humanité quel que soit le lieu où ils ont été commis, a-t-il expliqué. Le gouvernement de Daniel Ortega et de son épouse « est peut-être la dictature la plus sanglante qui ait jamais existé sur le continent », a-t-il ajouté. 20 Minutes/AFP31 décembre 2024

Pourquoi ne pas reporter la retraite à 77 ans pour les femmes et 75,5 ans pour les hommes ?

L'espérance de vie en bonne santé des femmes atteint 77 ans et 75,5 ans pour les hommes en France - francetvinfo.fr 31 déc. 2024

L'espérance de vie "sans incapacité" "progressive régulièrement depuis 2008, pour les femmes comme pour les hommes", souligne la Drees qui est à l'origine de l'étude publiée mardi.

Cette étude quantifie le "nombre d'années qu'une personne peut espérer vivre sans être limitée par un problème de santé dans les activités de la vie quotidienne", ce qui est appelé "l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans". Depuis 2008, "l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans a crû plus

vite que l'espérance de vie", qui atteint 85,7 ans pour les femmes et 80 ans pour les hommes, selon l'Insee, affirme l'étude. francetvinfo.fr 31 déc. 2024

J-C - Dans ma famille ou mon entourage en France, je ne connais personne qui soit vraiment "*en bonne santé*" à ces âges-là, moi non plus.

France Intox a oublié de communiquer aux lecteurs les "*précautions méthodologiques*" qui accompagnaient cette étude et remettaient en cause ses conclusions qualifiées "d'instables", donc inexploitable. Ils se sont emballés, histoire de dire qu'il sera justifié de reporter toujours et encore l'âge du départ à la retraite, certains pays ayant déjà franchi le pas (Japon) pour atteindre 70 ans ou s'en approchant.

Drees - Précautions méthodologiques

Les évolutions des espérances de vie sans incapacité d'une année sur l'autre doivent être analysées avec précaution, car elles s'appuient sur les réponses à une enquête (enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie [SRCV] de l'Insee) et peuvent donc être instables. La taille de l'échantillon de cette enquête et le caractère subjectif des réponses à la question sur les limitations rendent en effet l'indicateur volatile et sensible aux évolutions du contexte social (voir encadré 1 de l'étude). Il est ainsi plus pertinent d'analyser à moyen ou à long terme les évolutions de l'indicateur, qui sont moins sensibles à ces fluctuations.

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/241231_ER_esperance-de-vie-sans-incapacite-65

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 1er décembre 2024

Le blog ne sera peut-être pas actualisé avant plusieurs jours.

Le cyclone est arrivé chez nous en pleine nuit, comme très souvent, causant cette fois plus de dégâts matériels. Pas dormi de la nuit évidemment. J'écris ces lignes sur l'ordinateur portable, grâce aux deux grosses batteries on a du courant pour au moins 48h. Je recharge en ce moment une dizaine de smartphones des gens de mon village, et je leur ai aussi fourni de l'eau pour l'alimentaire. Heureusement on avait rempli le réservoir de 2.000 litres juste avant la coupure de courant hier matin.

En ce moment ils s'activent pour remettre en état les lignes électriques et couper plein d'arbres dans le village, mais bon la situation doit être la même partout, donc il va falloir faire preuve de patience. Le plus emmerdant, c'est pour le contenu des 2 réfrigérateurs.

On évoque souvent les rapports étranges que les gens ont entre eux. Personne ne m'a téléphoné pour me prévenir de l'arrivée d'un cyclone. Lors du tsunami en 2004, ce fut la même chose. J'habitais sur une plage et ma maison fut dévastée, bloqués à l'intérieur et entourés par la mer, on avait failli y rester, une vieille histoire déjà.

Dans la bonne humeur. Bon dimanche.

- Sud de l'Inde : pluies et inondations à l'arrivée du cyclone Fengal - AFP 30 novembre 2024

De fortes pluies se sont abattues sur le sud de l'Inde et l'aéroport de Chennai a été fermé jusqu'à dimanche au moins, quand le cyclone Fengal a touché terre samedi soir.

"Les premières bandes spirales (de nuages, ndlr) associées au cyclone sont entrées dans les terres", avec des vents prévus de 70 à 80 km/h, a indiqué l'agence météorologique indienne.

J-C - On est loin de phénomènes météorologiques catastrophiques inédits ou à répétition, peu importe, l'essentiel c'est d'y croire :

AFP - Selon les scientifiques, les tempêtes deviennent plus puissantes à mesure que le monde se réchauffe en raison du changement climatique. AFP 30 novembre 2024

J-C - C'est une obsession chez ces psychopathes enragés, ils font mieux que balancer des trucs à dormir debout, ils les théorisent pour les ressortir à dates régulières. La preuve :

Le saviez-vous ?

Des climatologues et météorologues ont inventé "*l'hiver météorologique*" qui débute pile poil le 1er décembre chaque année et se terminerait le 28 ou 29 février (selon les années), qu'on se le dise. Savez-vous pourquoi ?

Le plus sérieusement du monde, parce que "*les périodes fixes de trois mois (hiver météorologique) sont plus adaptées à la collecte de données climatiques et à l'analyse des tendances sur le long terme. Ce découpage permet de mieux comparer les saisons entre elles.*".

Allez savoir pourquoi "*les périodes fixes de trois mois*" de l'hiver calendaire allant du 20 décembre au 20 mars seraient moins "*adaptées à la collecte de données climatiques et à l'analyse des tendances sur le long terme.*". Bref, ils ont substitué l'idéologie à la science. Ils instrumentalisent les saisons, décidément tout doit y passer. Quand quelque chose ne colle pas avec leurs objectifs, ils changent le curseur de place, ils font pour tout la même chose, le taux de cholestérol dans le sang, l'hypertension, etc.

Où voulaient-ils en venir ? Devinez :

- "*Le 1er décembre (...) rappelle aussi la nécessité de se préparer aux conditions climatiques changeantes*". La Chaîne Météo 29 novembre 2024

Se préparer à quoi, que dal, c'est au-dessus de nos moyens, on survit en vivant au jour le jour pour ainsi dire. C'est un truc pour nantis, les bobos écologistes décérébrés paranoïaques du NFP.

Le 6 décembre 2024

• [Causerie du 6 décembre 2024](#)

Mon affection respiratoire me pose d'énormes problèmes de santé, par conséquent, à partir d'aujourd'hui, je suis obligé de cesser les causeries et infos en bref telles qu'elles existaient depuis août 1996.

On se contentera dorénavant d'une causerie du jour épisodique, c'est-à-dire, qui ne se sera pas publiée à date régulière.

Je dois absolument me reposer, je n'ai plus le choix, je dois me faire violence pour dormir davantage et faire des siestes, ce que j'ai toujours négligé malgré mon état d'épuisement, prendre le temps de marcher ou de faire un peu de vélo, me changer les idées pour m'aérer le cerveau, non pas pour me libérer l'esprit en me livrant à des activités futiles, mais parce qu'il est parvenu à saturation, je n'exagère pas malheureusement.

Mon impuissance politique m'obsède, je l'avoue, elle m'a amené à m'imposer des contraintes devenues insupportables et nuisibles à la longue, je dois donc prendre des mesures pour faire retomber cette pression qui m'asphyxie littéralement et menace ma santé, je dois modifier impérativement mon mode de vie.

La dégénérescence et capitulation de toutes les organisations situées à l'extrême gauche ont atteint un tel point de non-retour, ce qui sembler peut-être prétentieux, je m'en moque, qu'il m'est impossible d'envisager de participer à l'une d'entre elles. Notez bien que cela aurait été la solution la

plus confortable pour économiser mes forces, à condition toutefois d'accepter de me compromettre gravement, ce à quoi je ne puis me résoudre, car j'ai des principes et un idéal auxquels j'entends rester fidèle.

De plus, il faut avoir à l'esprit, que les décisions qu'on adopte à un moment donné ne se limitent pas au présent, elles nous engagent bien au-delà, et elles auront forcément des conséquences dans le futur. Or, il ne faut pas le compromettre pour son confort personnel sous aucun prétexte, il doit être absolument préservé, parce que notre indépendance et notre crédibilité en dépendent. Comment, sinon, voudriez-vous que quelqu'un partage vos analyses ou vous fasse un minimum confiance?

Et puis, je ne peux pas faire semblant de ne pas savoir ce que je sais, ce que j'ai appris au cours de ces décennies d'observations et d'études, il ne faut pas me demander de me renier, d'abandonner mes convictions rien que pour être agréable à un parti ou un groupe de militants ou à une seule personne d'ailleurs. Si maintenant aucune association ou collaboration n'est possible entre nous, je n'y suis pour rien, je ne vais pas transformer en un agent de la Ve République, du Medef, de Davos ou d'un clan de l'oligarchie rien que pour briser mon isolement.

Nos analyses de la situation et de l'économie mondiale, du capitalisme, des institutions internationales, des rapports entre les classes, de la société en général, son évolution au cours des siècles derniers, notre conception des arts, des sciences, de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, du marxisme, du socialisme, sur tout pratiquement je suis en désaccord avec eux sur au moins une ou plusieurs questions capitales, un grand nombre en fait, sur la santé, le climat, par exemple, tout ce qui se rapporte à des communautés, aux différentes générations, aux sexes, etc. je trouve erroné ou abjecte la manière dont ils les traitent, je dois pas être le seul dans ce cas-là, mais je suis le seul socialiste à les combattre dans le mouvement ouvrier et c'est épuisant à la longue ! Plus loin je vous fournis un exemple pour illustrer cela, vous verrez, à la fin les mots nous manquent pour caractériser une telle déchéance chez des gens qui se prétendent marxistes, communistes, trotskystes.

Rapide revue de presse.

Les Français auraient-ils le gouvernement qu'ils méritent ?

C'est la question qu'on est en droit de poser à tous les partis et les syndicats du mouvement ouvrier, à chaque militant ou ex-militant.

- Crise politique : la Ve République est-elle « fatiguée » ? - Publicsenat.fr 4 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/crise-politique-ve-r%C3%A9publique-fatigu%C3%A9e-174051810.html>

Dans cet article, on vous explique pourquoi IVe, Ve, VIe République ne changeront rien parce qu'avant tout, la situation est le produit de la crise du capitalisme, idem à Séoul, à Gaza, Kiev, Washington, Rome, Londres, Berlin, Bamako, Tunis, etc.

- Macron, le coup de colère et le déni - LePoint.fr 5 décembre 2024

- « *Inconscience de la gravité de la situation* » : l'allocution d'Emmanuel Macron déçoit à droite - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- « *Déni, mépris, seul contre tous* »... la gauche sidérée par l'allocution d'Emmanuel Macron - Publicsenat.fr 5 décembre 2024

- Censure du gouvernement Barnier: Emmanuel Macron seul face à la quadrature du cercle RFI 5 décembre 2024

Non-événement. Une journée d'action bidon largement censurée.

J-C - (Macron) Que votre excellence ait l'extrême bienveillance d'écouter "*ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*". Tout est dit là. Ils sont à vomir. J'aurais tendance à dire que toutes ces journées d'action sont uniquement destinées à servir le régime et à rassurer la Bourse. Hier, elles étaient décriées par l'extrême gauche, aujourd'hui ils y participent tous. Vous en déduiriez quoi si vous étiez un idéologue de la réaction ? Qu'elle est morte. C'est je constat auquel je suis parvenu également en poursuivant des objectifs diamétralement opposés.

- Grève dans la fonction publique : entre 130 000 et 200 000 manifestants ont défilé en France, selon les autorités et la CGT - francetvinfo.fr 5 décembre 2024

Les manifestations des agents publics contre la « *dégradation de leurs conditions de travail et de rémunération* » ont réuni, jeudi 5 décembre, 200 000 personnes dans 160 cortèges et rassemblements à travers la France, dont 30 000 à Paris, selon la CGT. Les autorités, elles, évoquent un chiffre de 130 000 manifestants dans tout le pays, dont 3 000 à Paris.

"*Il faut qu'Emmanuel Macron écoute ce que les organisations syndicales, ce que les salariés ont à lui dire*", a déclaré la cheffe de file de la CGT, Sophie Binet, avant le départ du cortège parisien des agents de la fonction publique en grève. "*Notre pays est dans une situation de crise sociale, avec des salaires et des pensions qui décrochent par rapport aux prix et dans une crise démocratique qui nous inquiète*", a poursuivi la représentante syndicale.

Au micro de franceinfo, le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste, appelle le futur exécutif à "*traiter correctement les agents du service public*". Il explique que la censure du gouvernement de Michel Barnier ne change pas véritablement la donne car l'intersyndicale ne sait pas si certaines mesures du "*mauvais budget*" vont être "*reprises par le nouveau gouvernement*".

Cette mobilisation, qui intervient en pleine crise politique, au lendemain de la chute du gouvernement, doit permettre de lancer une « *alerte sur la dégradation des conditions de travail et de rémunération en direction du futur gouvernement et des parlementaires qui auront à construire les prochaines lois de finances pour 2025* », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques. francetvinfo.fr 5 décembre 2024

En famille au chevet du régime. Un consensus vaut mieux que la censure.

Réaction à la chute du gouvernement Barnier et quelques éléments de réflexion.

Tous les articles proviennent de l'AFP et différents médias officiels.

Il s'agit du gouvernement le plus court de l'histoire de la Ve République, qui a débuté en 1958, et du premier vote de défiance réussi depuis le gouvernement de Georges Pompidou en 1962, lorsque Charles de Gaulle était président.

En famille. Collaboration de classes. Macron s'incruste. Comme ils les aiment Macron et la Ve République.

- Emmanuel Macron n'a même pas cherché à masquer son exaspération. C'est un président furieux sans regret ni remord qui s'est invité jeudi soir à la télévision. LePoint.fr 6 décembre 2024

Maintenant que le gouvernement de Michel Barnier a été censuré, qui sera nommé Premier ministre par Emmanuel Macron ? Si des noms de Premiers ministres commencent à circuler, plusieurs appels à l'alliance sont lancés de part et d'autre du paysage politique. Yannick Jadot envisage un pacte transitoire, assurant « être prêt », à ce que dans le futur gouvernement « d'abord issu de la gauche et des écologistes, il y ait des ministres du bloc central ». Gabriel Attal, lui, préconise, un accord de non censure du Parti socialiste aux Républicains, tandis qu'Olivier Faure considère qu'« il vaut mieux parfois faire un pas plutôt que de rester dans la contestation ». De son côté, Laurent Wauquiez a garanti que son groupe ne censurera pas le futur gouvernement « même s'il n'y participe pas ». Publicsenat.fr 5 décembre 2024

Macron.

- Emmanuel Macron à la recherche d'un nouvel "arc de gouvernement" - AFP 6 décembre 2024

Pour M. Macron, le nouveau gouvernement devra représenter "toutes les forces politiques d'un arc de gouvernement qui puisse y participer ou, à tout le moins, qui s'engage à ne pas le censurer", a-t-il fixé jeudi comme cahier des charges, promettant en outre un "gouvernement resserré".

Une loi spéciale sera déposée "avant la mi-décembre au Parlement", a affirmé le président de la République, en décrivant une "loi temporaire" qui "permettra la continuité des services publics et de la vie du pays" en appliquant "pour 2025 les choix de 2024". AFP 6 décembre 2024

PCF

La gauche est extensible jusqu'à l'extrême droite. Le stalinisme n'est pas mort.

Pour Fabien Roussel, " Le président doit se tourner vers la gauche pour nommer un gouvernement capable de construire des majorités". - AFP 5 décembre 2024

« C'est à la gauche (...) de construire une majorité plus large. Si non, on ne peut pas dire qu'on veut de la stabilité », estime Cécile Cukierman, la présidente du groupe communiste.

Ecologistes.

Avec les Ecologistes, la gauche ou le NFP était déjà macroniste.

- Jadot veut un gouvernement de gauche avec des ministres du "*bloc central*" pour éviter la censure
- BFMTV 4 décembre 2024

Le sénateur écologiste Yannick Jadot a plaidé mercredi 4 décembre pour un gouvernement dirigé par la gauche mais incluant "*des ministres issus du bloc central*", au nom d'un "*pacte républicain transitoire*" face au blocage institutionnel.

Yannick Jadot a estimé auprès du Figaro qu'il fallait trouver "*un accord de non-censure, autour d'un socle restreint de mesures indispensables pour les Français*", entre l'alliance de gauche du Nouveau Front populaire et le bloc central macroniste.

- La députée écologiste Sandrine Rousseau a estimé "*C'est juste l'avancée de la démocratie*". - AFP 5 décembre 2024

- "*Pas à la hauteur*": Tondelier déplore que les Écologistes n'aient pas été invités par Macron à l'Élysée - BFMTV 6 décembre 2024

La secrétaire nationale d'Europe Écologie Les Verts ajoute avoir eu "*deux chefs de partis de la majorité au téléphone cet après-midi*", et avoir écrit à Emmanuel Macron "*pour lui dire qu'il faut qu'il arrête de se précipiter, qu'on prenne le temps et qu'on trouve une solution*."

C'est par le Front Républicain que la crise pourra se résoudre, pour président du groupe écologiste, Guillaume Gontard "*Face à cette situation inédite, il faut réfléchir à comment créer une plateforme de gouvernement autour des idées du NFP et du Front Républicain*".

PS.

"*Nous irons à l'Élysée parce que nous l'avons demandé*", a assuré sur X le premier secrétaire du PS Olivier Faure. "*Ceux qui pensent que le Parti socialiste est à vendre se trompent*", a-t-il d'emblée mis en garde. (Le PS est déjà vendu depuis un siècle et dix ans ! - J-C)

Il y a quelques jours déjà, le chef des députés PS Boris Vallaud proposait à tous les partis, sauf le Rassemblement national, un pacte de non-agression pour dégager une majorité... autour d'une personnalité de gauche à Matignon. « *L'idée est de se mettre autour de la table pour s'accorder sur les conditions d'une non-censure. Cela permettrait à un Premier ministre de gauche de former un gouvernement. Il faut sortir de la crise politique par des compromis* », précise Arthur Delaporte, député du Calvados et porte-parole du groupe socialiste. (Se compromettre, c'est la seule chose qu'ils soient capables de faire. - J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, a notamment envoyé ce jeudi un courrier à Emmanuel Macron lui proposant « *que les partis ayant participé en juillet dernier au Front Républicain, bâtissent une méthode en mesure de faire émerger des majorités texte par texte au Parlement* ». Il demandera « *clairement* » à Emmanuel Macron la nomination d'un Premier ministre de gauche qui s'engagerait à ne pas utiliser le 49-3, seule option pour arriver à conclure un accord de non-censure, d'après lui. (Pourquoi recourrait-il au 49.3 une fois qu'il aurait obtenu le soutien de la droite et de l'extrême droite ? - J-C)

« *Se couper de LFI, je le défends depuis longtemps donc ça ne me dérange pas de le redire* », assume Rémi Féraud, sénateur socialiste de Paris. (Se couper de Macron ou de la Ve République, on comprend que cela le dérange (sans référence à LFI). - J-C)

LFI.

- Chute du gouvernement Barnier : LFI promet de censurer tout Premier ministre qui ne serait pas issu du NFP - 20 Minutes/AFP 5 décembre 2024

- Éric Coquerel (LFI) affirme qu'il y aura "*une censure automatique*" si un Premier ministre issu du NFP n'est pas nommé - BFMTV 5 décembre 2024

Les Insoumis, qui réclament surtout la démission d'Emmanuel Macron, rejettent fermement toute « *forme d'alliance gouvernementale avec les macronistes* » et s'exaspèrent de voir leurs alliés socialistes s'ouvrir au compromis. Mathilde Panot a prévenu que l'accord mentionné par les socialistes serait « *une rupture avec le Nouveau Front populaire* ». (Ils veulent bien gouverner avec Macron mais pas avec les macronistes, il n'y a rien qui vous interpelle là ? Parce qu'ils ne partageraient pas la même idéologie et la même politique ? Un minable illusionniste Coquerel. - J-C)

LR.

Macron doit aller toujours plus à droite.

D'après Guillaume Gontard, LR n'ayant pas participé au Front Républicain, la solution ne se trouve pas de ce côté : « *C'est ce socle qui permettrait à un gouvernement de trouver la stabilité sur un budget. Alors oui, ça veut dire un bouger de la part des macronistes.* »

RN.

Macron sommé d'aller encore plus à l'extrême droite.

Laurent Jacobelli, assure que le Rassemblement national adoptera une stratégie différente : « *Si Emmanuel Macron nomme un Premier ministre qui nomme un seul ministre de gauche, le gouvernement sautera* ». Il martèle que « *les temps ont changé* », et fustige les coalitions qui excluent le Rassemblement national : « *Les Républicains et le Parti socialiste sont deux partis minoritaires* ». Le député de la 8e circonscription de la Moselle, certifie que « *ce sont de vieux partis dont les Français ne veulent pas* ».

Puisque le RN n'aura plus la "capacité de dicter la politique du gouvernement" dictée par Macron, ce sera au tour du PS de s'y coller.

- Pour l'après Barnier, Attal prône un accord de non censure des LR au PS - BFMTV 4 décembre 2024

"*Ce qui peut changer maintenant*", c'est d'arriver "*à une équation politique où ce n'est plus le Rassemblement national qui est en capacité de dicter la politique du gouvernement*", a déclaré ce mardi 3 décembre l'ancien Premier ministre à des journalistes, comme l'ont relaté ce mercredi plusieurs médias.

"*Cela voudrait dire qu'il y a une forme d'accord de non-censure qui est trouvé avec les socialistes, en plus des LR. Je ne sais pas si c'est possible. En tout cas moi, je pense que c'est ce qu'on doit viser*", a-t-il poursuivi.

- "*Cela nous sortirait collectivement d'une situation où on a un gouvernement otage de Marine Le Pen*", a-t-il encore expliqué.

- Chute de Barnier : Le PS va-t-il se détacher des insoumis pour faire un pacte de non-censure avec les macronistes ?- 20minutes.fr 5 décembre 2024

Le chef des députés socialistes, Boris Vallaud, avait dit la semaine dernière vouloir proposer à tous les partis, à l'exception du RN, "*de poser la question des conditions d'une non-censure*" si le gouvernement Barnier venait à être renversé. (Une offre de service pour faire le sale boulot à la place des macronistes, des conservateurs et de l'extrême droite, c'est la seule chose qu'ils savent faire au PS. - J-C)

Arguments pour la lutte sociale. Une caricature grotesque de "révolutionnaires".

Et dire qu'autrefois quand j'étais jeune, on a milité dans la même organisation.

Arguments pour la lutte sociale est une sorte d'association ou club de discussion d'ex-militants du courant trotskyste lambertiste (OCI-POI-PT) qui publient des articles sur l'actualité politique et à la suite desquels figurent des commentaires. (<https://aplutsoc.org/>) Leur blog est propulsé par WordPress.com qui bloque systématiquement mes commentaires, j'ignore pourquoi.

Ils cherchent à justifier, comment pendant si longtemps de si grands intellectuels ont pu à ce point se faire manipuler et se fourvoyer sans jamais parvenir à la moindre réponse satisfaisante, soit parce qu'ils sont idiots ou ils n'y tiennent pas vraiment. Il faut dire que leur principal représentant, Vincent Prémey, a collaboré activement aux institutions de la Ve République en tant que membre du Conseil économique et social et environnemental, entre autres.

Je n'ai plus le temps de figoler, vous allez rapidement comprendre de quoi il s'agit, à condition de ne pas être contaminé par le socialisme révisionniste.

Cela vaut pour d'autres groupes de militants issus de ce courant politique, La Commune, le GMI agent de la dictature sanitaire, y compris tous les groupuscules issus du NPA. Sans l'aborder dans mes causeries, parce que j'avais estimé que cela n'en valait vraiment pas la peine, j'ai continué de lire leurs articles au cours des dernières décennies, plus qu'une épreuve ingrate, une véritable torture!

C'est le naufrage de vieillards dégénérés, une déchéance honteuse.

Aplutsoc : C'est l'opportunisme décomplexé en plus pourri encore que le POI et le PT réunis, ils rivalisent avec le NPA et ses satellites, Place Publique, le PS, les Ecologistes, bravo !

Aplutsoc : C'est la voix de l'AFP, de l'OTAN, de Davos...

Les titres parlent d'eux-mêmes, lisez attentivement, ils sont conformes à la propagande de l'OTAN :

- Déclaration de la confédération syndicale de Géorgie contre la répression. - 4 décembre 2024

- La révolution syrienne est de retour et elle défie l'ordre macabre des Trump, des Poutine et des Netanyahu ! - 30 novembre 2024

- Communiqué du RESU du 30 novembre 2024 : plus que jamais, soyons aux côtés de la résistance du peuple ukrainien ! - 29 novembre 2024

- 20 novembre 2024 – Mobilisation internationale contre les déportations d'enfants ukrainiens. - 17 novembre 2024

- À propos des bombardements russes de cette nuit sur l'Ukraine. Par Vitaliy Dudin. - 17 novembre 2024

- Liberté pour Ahou Daryaei ! - 17 novembre 2024

Je rejette et combats toutes les positions adoptées par ce courant trotskyste lambertiste.

- A bas Macron/Barnier/Le Pen ! Démocratie : grève le 5 décembre ! - aplutsoc

- "*Pour un gouvernement féministe (...) avec Lucie Castet*", stop, j'arrête de lire là... parce que je respecte les femmes !

Quel délire, plus décomposé, tu meurs ! Et ils se prennent pour des révolutionnaires, même cela on ne l'a pas en commun, on n'appartient plus au même camp de toute évidence.

Début novembre 2024 j'ai reçu une contribution politique d'un ex-dirigeant (permanent) de l'OCI qui a été publiée par ses copains d'Aplutsoc. Je lui ai répondu tout en avançant un certain nombre d'arguments que je soumetts aux lecteurs, autant dire qu'il les a ignorés et il a dû s'empresser de ne rien en dire à ses petits camarades.

- [Courriels entre PS et JCT \(11.2024\)](#)
- [Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. \(26 octobre 2024\)](#)
- [PS à JCT. \(05.11.2024\)](#)
- [JCT à PS. \(6.11.2024\)](#)
- [JCT à PS. \(07.11.2024\)](#)

Le 7 décembre 2024

- [Causerie du 7 décembre 2024](#)

Cadeau de fin d'année. Si vous ne connaissiez pas encore, une adresse avec plein de films introuvables ailleurs, en quelques jours j'en ai téléchargés plus de 100, car parfois ils disparaissent

sans laisser d'adresse ! Je profite que ma connexion est ultra rapide, 10Mbps, du jamais vu non plus, 600 Mo téléchargé en moins de 10 minutes.

Dans la case à droite de Search this collection, vous tapez un nom d'acteur, ensuite vous cliquez sur la croix.

<https://archive.org/details/movies?tab=collection&query=Gabin&sort=-week>

- Si vous prêtez attention à tout ce qu'ils racontent, vous allez devenir fou ! C'est comme dans les infos en général, plus de 90% de déchets.

- Pour que de tels partis parviennent au pouvoir, pour qu'ils mènent une telle politique antisociale, cela montre à quel point les peuples sont demeurés ignorants ou arriérés jusqu'à cautionner la barbarie ou y être indifférents.

On peut aussi s'interroger sur ceux qui se croient évolués, car si c'était le cas ils feraient quelque chose pour aider le reste du peuple à évoluer ou sortir de l'obscurantisme, les organiser, or eux-mêmes y renoncent ou ils en sont incapables, ce qui ne fait que confirmer l'hypothèse que j'avais émise. Avec tous les divertissements qui ont été mis gracieusement à leur disposition, le pire est à craindre de leur part.

Bref, quand les hommes ne sont pas héroïques, en temps normal ils sont plutôt misérables, il faut faire avec, ils sont ce que le régime en ont fait.

- On reviendra sur la révolution russe demain ou dans quelques jours, en visionnant un documentaire, je me suis fait une réflexion que je suis en train de creuser. Ce fut plus fort que moi, j'ai pleuré de joie en regardant les images, le peuple russe en liesse, quel immense bonheur et soulagement de se débarrasser du régime despotique de Nicolas II, bon, je ne devrais pas vous raconter cela, je suis con parfois.

L'attitude de Lénine aussi m'a interpellé. En février 1917 il était exilé en Suisse, ils disent qu'il fut étonné du déclenchement de la révolution et la vitesse à laquelle elle a balayé le régime. Il est vrai qu'il ne pensait pas voir la révolution de son vivant. Ils disent aussi qu'il était obsédé par la révolution, heureusement, en fait, sans savoir ni quand ni comment elle se produirait, il s'y préparait, contrairement à nous qui sommes totalement désarmés. On y reviendra.

- On entend dire que la situation est bloquée en France, que les institutions sont en crise et bloquées, que quelle que soit la décision que prendra Macron, cela ne changera rien, patati et patata. D'accord on a compris, alors de deux choses l'une, soit on décide de sauver le régime en place, soit on adopte une stratégie révolutionnaire conduisant à son renversement. Mais laquelle ? Pour le remplacer par quoi, pour quoi faire au juste ?

Certains évoquent un replâtrage de la Ve République, d'autres parlent de revenir à la IVe République, d'autres encore verraient bien une VIe République qui a bien des égards serait un clone de la Ve République, autant dire on ne change rien ! J'allais oublier la tarte à la crème de l'Assemblée constituante souveraine qui serait également une copie déguisée de la Ve République.

On a constaté que les masses étaient de plus en plus nombreuses à s'abstenir lors des élections. On nous dit que la majorité rejette les institutions de la Ve République sans savoir par quoi la remplacer. On nous dit aussi que des millions de travailleurs n'en peuvent plus, en fait, toutes les

classes de la société n'en pourraient plus de ce régime, hormis l'oligarchie et une poignée de capitalistes. On nous dit que plus rien ne fonctionne plus correctement dans ce pays, que les services publics sont dans un état pitoyable et chaque fois qu'on y a recourt, c'est un casse-tête bureaucratique à devenir fou, tout comme le recours à la justice, à la médecine, vaut mieux ne pas être malade ou vieux dans ce pays qui prend l'eau de partout.

Bref, des millions et millions en ont plus que marre du mode de vie et des conditions de travail qu'on leur impose, des difficultés à répétitions qu'ils rencontrent, des problèmes sans fins ou solutions qu'ils doivent affronter au quotidien, tout le monde se plain de tout et cela ne pourra pas durer ainsi éternellement ou très longtemps, c'est ce qu'un grand nombre affirme sans savoir quand interviendra le dénouement de cette situation insupportable. Nombreux sont ceux qui ont applaudi aux différents revers qui ont frappé Macron depuis juillet dernier, désavoué deux fois dans les urnes, son gouvernement renversé.

Et après ? C'est la question que tout le monde se pose sans avoir de réponse, sinon que cela risque de durer encore longtemps comme cela, ce qui ne satisfait personne ou pire inquiète tout le monde. Une chose au moins est certaine, si on reste enfermé dans la logique du régime en place, il n'y a rien à attendre de bon ou la situation ne peut qu'empirer pour les travailleurs. Si on cherche une solution dans le cadre des institutions de la Ve République, on est compromis et foutu.

Si ce sont les institutions qui bloquent, et que ces institutions ne comptent pas se dissoudre d'elles-mêmes, on pourrait peut-être envisager de les aider à disparaître, qu'en pensez-vous ? Pourquoi ne pas partir de ce constat politique pour élaborer une stratégie qui permettrait d'envisager à terme de les renverser ? Nous ne sommes pas des rêveurs ou des gauchistes, nous sommes des militants sérieux qui ne racontent pas de blagues aux travailleurs ou qui ne colportent pas des illusions.

Je pense qu'il faudrait se donner les moyens politiques, de créer les conditions qui permettraient de déboucher sur l'instauration d'un double pouvoir qui contesterait l'existence des institutions de la Ve République. Comment ?

En associant à cette perspective politique révolutionnaire tous les travailleurs et militants du pays qui souhaitent travailler et vivre autrement, qui exigent que leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques soient satisfaits, qui souhaitent un changement radical de régime économique et politique, ainsi que tous les acteurs politiques et les syndicalistes qui souhaitent avancer sincèrement dans cette direction. Comment ?

En les appelant à constituer dans chaque commune du pays une Assemblée populaire dans laquelle ils détiendraient le pouvoir, le pouvoir démocratique d'établir la liste des revendications sociales et politiques, qu'ils souhaiteraient voir adopter par un gouvernement qui représenterait réellement, uniquement, strictement leurs intérêts, un gouvernement qui serait élu démocratiquement par les délégués qu'ils auraient élus parmi eux dans chaque Assemblée populaire, délégués et gouvernement qui seraient révocables et n'ayant de compte à rendre qu'à eux seuls, en dehors de tout représentant des partis du patronat ou des capitalistes ou de leur Etat antidémocratique, qui seraient chargés de rédiger la Constitution d'une République sociale et démocratique sur les cendres de la Ve République.

En fonction du développement que prendrait ce processus révolutionnaire et de la participation de millions de travailleurs à ces Assemblées populaires fédérées au niveau des départements, des régions et sur le plan national, le gouvernement provisoire de la République sociale serait chargé de coordonner la mise en oeuvre des nouvelles tâches politiques que les Assemblées populaires auraient adoptées qui permettraient d'avancer vers la prise du pouvoir. Le gouvernement provisoire

de la République sociale serait également mandaté pour proposer des mesures politiques aux Assemblées populaires, à elles de les approuver ou non après en avoir débattu en réunions plénières. Compte tenu de la configuration du territoire, on doit concevoir que chaque Assemblée populaire adoptera des tâches spécifiques. Les objectifs politiques qui rythmeront ce processus seront définis nationalement au sein de l'Assemblée populaire nationale ou au niveau du gouvernement, de sorte que toutes les forces engagées dans ce combat politique convergent dans la même direction.

Chaque acteur ou parti politique conservera son indépendance, chaque Assemblée populaire sera souveraine. Le gouvernement provisoire de la République sociale sera mandaté pour représenter l'ensemble des Assemblées populaires auprès de l'Etat, et avant d'engager la responsabilité des Assemblées populaires il devra les consulter pour accord.

Vous allez peut-être penser que tout cela est fort compliqué, pas tant que cela. Surtout quand on a à l'esprit que pour mobiliser des millions de travailleurs et les guider dans la même direction, sachant que tous les acteurs politiques ne seront pas forcément sur la même longueur d'onde, certaines précautions s'imposent, de plus, il sera nécessaire que le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui à ce jour n'existe pas, se construise et conquiert de larges masses dans tout le pays pour orienter le processus révolutionnaire dans la bonne direction, sinon il échouerait, tout dépendra de ce facteur en dernière analyse, eh oui comme en octobre 1917 en Russie ! D'où l'intérêt d'avoir présent à l'esprit les enseignements de cette révolution, même si le déroulement de notre révolution diffèrera sur bien des points.

Quand j'ai commencé ce blog il y a 20 ans en décembre 2004, je n'avais pas tout cela en tête, mais quand même...

Si on parvenait à créer une situation de double pouvoir en France, sans qu'on puisse prédire à l'avance si nous vaincrons ou non, cela pourrait donner des idées à des travailleurs dans d'autres pays, soyons optimiste, que diable, et qu'il emporte nos ennemis avec lui, si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons vaincre.

Les conditions sociales ne sont certes pas aussi misérables qu'au début du XXe siècle. J'ai eu l'occasion d'y repenser en me retrouvant sans électricité, sans eau, sans téléphone, sans Internet pendant plusieurs jours lors du dernier cyclone qui a frappé le sud de l'Inde. Je me suis dit que c'était dingue à quel point on se retrouvait dépendant de tout cela, car dès qu'on en est privé quelques jours, on est en proie à de grandes difficultés, j'ai perdu presque la totalité du contenu du congélateur qui était plein. Je ne vais pas en faire un plat, je survivrais, et puis les chiens se sont régalés !

Tout cela pour revenir à ce que j'ai écrit tout au début de cette contribution politique, à savoir qu'en France en décembre 2024 l'immense majorité de la population de ce pays n'en peut plus, même la mieux nourrie ou lotie, à l'exploitation vient s'ajouter l'oppression, les tracasseries, contrariétés, désillusions, peine ou souffrances quasi quotidiennes qui vous pourrissent littéralement la vie au point d'être excédé au possible, sans cesse sous tension, angoissé, dépressif, bref, en un mot plutôt malheureux, ce qui est injuste évidemment, alors si quelque chose pouvait se produire pour mettre un terme à ce cauchemar, qui sait si les travailleurs ne seraient pas nombreux à répondre présents ou à reprendre espoir, confiance en eux, à entrevoir la nécessité de se mobiliser... Il faut y croire, de toutes manières, on n'a pas le choix !

N'hésitez pas à réagir à cette proposition, merci et bon dimanche, en ayant une pensée pour nos amis palestiniens, libanais et syriens.

Totalitarisme. Quand l'«hydre» de la surveillance permanente se déploie.

J-C - Quand il s'agit de réprimer une catégorie de la population, ils débordent d'imagination et de moyens financiers pour mettre au point un tas de gadgets hyper sophistiqués. Plus tard, ils réduiront de 85 à 80 décibels ou moins sous prétexte du passage aux véhicules électriques, et tous ceux qui auront conservé leurs vieilles bonnes bagnoles à essence seront sanctionnés, si elles ont encore le droit de rouler ! Je suis tranquille en Inde, ouf !

Le radar « hydre » à une tête fait la chasse aux véhicules qui font trop de bruit - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Expérimentés à Paris depuis 2022, les radars sonores seront progressivement déployés en France dès 2025 pour sanctionner les véhicules dont le niveau de bruit dépasse les 85 décibels.

En gros, si votre voiture, moto, scooter, camion passe sous le radar en dépassant le seuil maximum de bruit, fixé à 85 décibels par les autorités, vous serez flashé et recevrez une « *une amende forfaitaire de 135 euros, minorée à 90 euros* ». 20minutes.fr 6 décembre 2024

Quand une idéologie et une croyance défie la nature et les sciences.

J-C - Ils ont un sexe à la place du cerveau. Entre nous, ça soit être de sacrés dégueulasses ou des refoulés profonds, les deux à la fois produit des monstres. Hier soir, je me suis fait la réflexion suivante.

Quand j'avais 20 ans, il y a de cela déjà un demi-siècle en arrière, avec mes potes et mes copines on discutait de musique, de cinéma, de littérature, de philosophie, de vacances ou sorties, de fringues, de jeux, de motos ou de bagnoles (moi je n'avais qu'un vélo!), de la nature, dès qu'on en avait l'occasion on allait faire un tour en forêt, à la campagne. La politique n'était pas vraiment notre truc, le travail non plus du reste, on détestait l'ordre établi et l'injustice, la hiérarchie, les patrons, les flics et les militaires, on était un brin anarchiste sans le savoir, on s'était mis au cannabis, on picolait peu, on n'était pas méchants, plutôt pacifistes et humanistes.

Et bien que mes potes passaient une partie de leur temps à draguer les filles (moi j'étais trop coincé ou complexé !), pour autant que je me souviens, jamais ils ne parlaient de cul et ce n'était pas un sujet tabou. Ils étaient misogynes dans leurs propos évidemment, tous les mecs l'étaient, il ne faut pas se raconter d'histoires, mais cela n'allait pas plus loin, ils n'ont jamais agressé ou violé une fille. Une main baladeuse et ils prenaient une baffe dans la gueule, tout le monde se marrait, à commencer par les nanas et c'était aussitôt oublié, surtout les allumeuses, les salopes profitaient de ces avances pour prendre rendez-vous et se faire sauter si les mecs leur plaisaient.

Mais il n'y avait jamais rien de vulgaire dans ces relations, le consentement était toujours de rigueur. La pornographie n'était pas notre truc non plus, même si nous n'étions pas tous épanouis sexuellement parlant, le sexe n'était pas une obsession chez nous, je le répète, on n'en parlait jamais. On avait des potes un brin homosexuels ou bisexuels sans qu'on y prête attention. Bien qu'on était fans de David Bowie ou de Ziggy Stardust, pour autant, à part sur le plan vestimentaire où on se permit quelques transgressions mineures, aucun d'entre nous n'est devenu homosexuel ou pervers, il

faut dire qu'à cette époque les autorités et les médias n'encourageaient pas l'homosexualité, bien au contraire, ils la criminalisaient, ce qui ne fut jamais notre cas. Nous profitons du vent de liberté qui avait suivi 68, et chacun était libre de vivre sa sexualité comme il l'entendait sans que personne ne porte de jugement, même en cas de dérapage, on ne se mêlait jamais des affaires des autres.

On était très individualistes, il faut bien avouer, trop peut-être, cela contrebalançait les vieux adeptes du puritanisme ou un peu trop conformistes à notre goût. A tout bien considérer, à cette époque on avait des rapports ou des comportements beaucoup plus sains qu'aujourd'hui, on ne cherchait pas à imposer aux autres notre mode de vie ou nos idées. Nous aussi on prônait le libéralisme ou on considérait que toute interdiction était une entrave à notre liberté, nous étions épris de liberté par-dessus tout. Malgré cela, on était capable de se fixer des limites à ne pas dépasser ou on savait ce qu'on pouvait ou non se permettre de faire, alors que de nos jours ils ont complètement inversé ces rapports, et de ce fait, plus personne ne sait où se situent les limites ou plutôt, n'importe qui peut imposer les siennes aux autres, de sorte qu'il n'existe plus aucune liberté ou elle est gravement entravée. Il en découle toute sorte de perversions et de réactions violentes qui étaient plus rares autrefois, elles étaient réservées aux classes supérieures, dorénavant elles tendent à se généraliser... La dégénérescence du régime a finalement déteint sur tous les rapports sociaux dans la société, d'où la nécessité de faire table rase !

Qu'est-ce que la « *théorie du genre* », brandie par les détracteurs de l'éducation à la vie affective et sexuelle ? - Le HuffPost 7décembre 2024

C'est l'idée selon laquelle on nierait les différences anatomiques et sexuelles, mais plus que cela, qu'on serait en train de contraindre les femmes à devenir des hommes et les hommes à devenir des femmes. Et que l'on encouragerait l'homosexualité, la bisexualité et la « *transsexualité* ». Il y aurait donc une dimension prosélyte.

J-C- Vous pouvez ajouter la pédophilie, dès lors que tous ces comportements sexuels sont diffusés par des adultes, hommes ou femmes indistinctement, y compris des travelos à barbe dans les écoles, bibliothèques municipales, etc.

HuffPost - D'un point de vue de l'efficacité du discours, cela marche bien, car quand on dit « *la théorie du genre* », on souligne que c'est une « *théorie* » et pas un fait. Et donc on fait croire aux personnes à qui on s'adresse que les sciences qui produisent ces théories ne produisent que des théories. HuffPost 7décembre 2024

J-C- Seule la nature biologique est une science, le reste ce n'est que de l'idéologie politique travestie en science.

HuffPost - Et puis, dans « *La théorie du genre* », il y a l'idée qu'il n'y en aurait qu'une seule et que l'on voudrait nous l'imposer. Et cela vient aussi alimenter la notion de « *lobby LBGT* », un lobby caché. Et la preuve que l'État serait le bras armé de cette théorie, ce serait qu'il a utilisé des institutions comme l'école pour la mettre en place.

J-C- La théorie du genre, telle qu'elle est conçue par ses idéologues, consiste à accorder une prédominance aux comportements, pratiques ou tendances sexuelles, et à reléguer au second plan ou pire, à nier la nature biologique des hommes et des femmes ou la distinction qui a été établie entre les hommes et les femmes à partir du sexe qu'ils ont reçu lors de leur conception ou à leur naissance, dès lors leur complémentarité à tous les niveaux que ce soit sur le plan sexuel, sentimental, social, leurs rapports soient contestés de manière à ce que toute sorte de combinaisons

deviennent possibles et équivalentes, alors même qu'une seule permet d'assurer la reproduction et la pérennité de l'espèce.

Autrement dit, c'est une entreprise machiavélique destinée à instrumentaliser des désordres mentaux ou psychiques provoqués par des rapports sociaux inadaptés entre adulte et enfant, à favoriser et alimenter des tendances psychotiques, qui, si cette entreprise criminelle était menée à son terme, outre qu'elle constitue un grave danger pour les enfants ou jeunes adultes concernés, se traduiraient par des troubles de la personnalité irréversibles, car un homme demeure un homme et une femme, une femme, quoiqu'on fasse ou dise. Ajoutons que c'est aussi une entreprise à caractère eugéniste avec le transhumanisme en embuscade.

En complément.

Tous les jours ces malfaisants radicalisés en rajoutent. Militarisation des écoles. Ils nous harcèlent, faisons table rase !

- Pourquoi aller aux toilettes à l'école est devenu la hantise de beaucoup d'élèves chez les petits - 20 Minutes 6 décembre 2024

Huit enfants sur dix préfèrent se retenir plutôt que d'utiliser les toilettes à l'école. C'est le constat d'une étude Essity-Harpic-Harris Interactive pour le collectif « *À nous les toilettes* » publiée en 2023. Et pour cause, selon ce rapport, la crainte des moqueries, le manque d'hygiène et d'intimité seraient autant de freins pour les enfants à soulager leurs besoins naturels. 20 Minutes 6 décembre 2024

J-C - C'était déjà mon cas 60 ans en arrière, et je n'en suis pas mort !

Ces sadiques instrumentalisent et terrorisent les petites filles.

- Pourquoi ces parents mettent-ils un short sous la jupe de leur petite fille? - BFMTV 6 décembre 2024

<https://fr.news.yahoo.com/pourquoi-parents-mettent-short-jupe-060400512.html>

Quand les médias font la promotion de la « théorie du genre » et du transformisme.

- Education à la sexualité : « *Théorie du genre* », intervenants... On décrypte trois infox sur ces cours - 20 Minutes 6 décembre 2024

<https://www.20minutes.fr/societe/4127243-20241206-education-sexualite-theorie-genre-intervenants-decrypte-trois-infox-cours?xtor=RSS-176>

J-C - Ces deux articles montrent à quel niveau de délire ces nuisibles sont parvenus, il faut le lire pour le croire.

Fouettez-les, paupérisez-les, ils finiront bien par se soulever !

La crise du logement frappe de plein fouet les Français - 20minutes.fr 6 décembre 2024

Le Conseil économique social et environnemental (le Cese) a rendu public son rapport sur l'état de la France 2024 fin octobre. Cette étude fait notamment état des difficultés financières importantes des citoyens, malgré un ralentissement de l'inflation. En effet, d'après un sondage réalisé par l'institut Ipsos pour le Cese, « 45 % des Français estiment que leur pouvoir d'achat permet seulement de répondre à leurs besoins essentiels, voire ne le permet pas », 3 points de plus qu'en 2023. Et parmi les multiples sources d'inégalités observées, c'est l'accès au logement qui arrive en tête de liste, devant la santé, l'emploi ou encore les services publics. Ainsi, 58 % des répondants éprouvent des difficultés d'accès au logement ou avec les conditions de logement, que ce soit pour l'achat, la location ou les logements sociaux. Ce chiffre grimpe même à 84 % dans les départements et régions d'outre-mer.

Le volume de constructions neuves s'est effondré de 20 à 30 % par rapport à 2022, tandis que les transactions dans l'ancien ont accusé un recul de 22 % en un an. Pas étonnant quand on sait que la production de crédit a baissé de plus de moitié en 18 mois. Résultat logique : on assiste à une chute des offres de location longue durée de 36 % en 2 ans et même de 74 % en 3 ans pour Paris, d'après une enquête du site Seloger.com parue en février. Le logement social est lui aussi touché par ce blocage du parcours résidentiel puisqu'on dénombrait 2,6 millions demandeurs (dont 1,7 million de premières demandes) pour 82 000 nouveaux agréments en 2023...

Dernier symptôme et pas des moindres : le fléau du mal-logement. Selon le baromètre 2023 de la Fondation Abbé Pierre, plus de 4 millions de personnes sont mal-logées dont plus d'1 million sont privées de logement personnel. D'après un rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat paru début octobre, le nombre de personnes sans domicile a d'ailleurs doublé en 10 ans pour atteindre 330 000, sachant que 120 000 sont des femmes (contre environ 50 000 en 2012).

Le rapport du Conseil économique social et environnemental passe lui aussi en revue les effets de la crise du logement en citant un rapport d'information du Sénat de 2021 qui relevait que les prix de l'immobilier ont explosé de 88 % en 20 ans. Une dynamique qui « paupérise les ménages et rend également difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires ». La récente envolée des taux d'intérêt a d'ailleurs été également préjudiciable : « La capacité d'achat des candidats à la propriété a ainsi baissé de 30 % », évoque le Cese.

Même avec un toit sur la tête, les difficultés restent importantes ! En effet, alors que la part du budget consacrée à l'habitation s'élevait à 19,7 % en 2017, elle a grimpé à 26,7 % en 2022 selon l'Insee. Premier poste de dépense contrainte, le logement représente jusqu'à 32 % des revenus des 25 % des ménages les plus modestes. Bien entendu, l'énergie pèse lourd dans la balance. Rien qu'en 2021, les dépenses énergétiques liées aux logements ont augmenté de 7,8 % en euros constants.

Or, le Cese rappelle que la réforme des aides personnelles au logement (APL) de 2021, consistant à réviser le montant attribué tous les trimestres et non plus une fois par an, a conduit à une baisse d'allocation de 73 € pour 29,6 % des bénéficiaires. Globalement, l'ensemble des aides au logement représentait 1,5 % du PIB en 2022, contre 2% en 2008. 20minutes.fr 6 décembre 2024

On savait bien que les BRICS étaient compatibles avec l'UE (Washington).

L'Union européenne a signé le traité avec le Mercosur malgré l'opposition de la France - 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Le Mercosur et l'Union européenne sont désormais très proches de s'entendre concernant un accord de libre-échange. Les deux ont conclu « *les négociations* », a annoncé vendredi à Montevideo (Paraguay) Ursula von der Leyen.

« *C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens* », a déclaré la présidente de la Commission européenne, lors d'une conférence de presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer l'accord conclu après 25 ans de discussions.

Bien que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ait salué à Montevideo un accord « *bénéfique aux deux parties* », la présidence française a tenu à rappeler que « *'accord n'est ni signé, ni ratifié* », et qu'il n'entre donc pas encore en vigueur. « *La Commission a achevé son travail, mais les Etats membres doivent l'examiner et autoriser sa signature* », a expliqué un conseiller présidentiel. 20 Minutes/AFP 6 décembre 2024

Qui a dit ?

- **La "vraie irresponsabilité dans le débat budgétaire c'est d'avoir sacrifié l'accès aux soins". francetvinfo.fr 6 décembre 2024**

Réponse : Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. Criminel, ils osent tout ces ordures !

Qui avait "*sacrifié l'accès aux soins*" aux patients ne portant pas de masque ou non vaccinés dans les hôpitaux et les Ehpad entre 2020-2022 ? Le PS, entre autres.

"Un effondrement du régime sous-estimé". La Ve République n'est plus adaptée pour faire face aux contradictions du capitalisme mondial.

J-C - Qu'est-ce que cela signifie ? Soit le régime évoluera vers une dictature ouverte, soit il sera renversé par une révolution socialiste.

« **Emmanuel Macron entraîne la Ve République vers son crépuscule** » - **Le HuffPost 6 décembre 2024**

Si la Constitution de 1958 mit trois ans à devenir la Ve République, 2024 l'a fait entrer dans son crépuscule. En effet, en 1962 comme cette année, l'utilisation successive de trois outils constitutionnels a généré des conséquences imprévues : une dissolution, une nomination d'un Premier ministre et une censure. Un parallélisme frappant.

A la fin 1962, les principaux traits de la Ve République étaient en place : primauté du Président élu au suffrage universel, servitude volontaire du Premier ministre et domestication du Parlement, et notamment de l'Assemblée dominée par « *le fait majoritaire* » favorable au chef de l'État. La « *République gaullienne* » au sein de laquelle le Président occupait une place centrale pouvait véritablement débiter.

Pendant soixante ans, au prix de quelques adaptations plus ou moins inspirées, la Constitution de 1958 a ancré la France dans un système institutionnel solide dans lequel les citoyens avaient la garantie d'être durablement gouvernés. Mais depuis quelques années, les désordres s'accumulent : délitement des majorités, balkanisation du système partisan, brutalisation du débat public, volatilité gouvernementale, abstention endémique. Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée témoignant d'un effondrement du régime lourdement sous-estimé.

Les évènements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime. Ils sont le produit d'une déconstruction constante des mécanismes constitutionnels qui restera la marque d'Emmanuel Macron.

La XVIIe législature de la Ve République a débuté avec un Président affaibli et un Parlement divisé : une Assemblée nationale éclatée en trois blocs dont aucun ne peut réunir une majorité même relative et un Sénat en position de force alors même que, selon la Constitution, il ne peut jamais imposer son choix à un gouvernement.

Insensiblement, la scène politique s'est enténébrée, témoignant d'un effondrement du régime sous-estimé. Les évènements qui viennent de s'enchaîner en sont le signe ultime.

En installant un chef de gouvernement dont le soutien parlementaire était le plus friable depuis 1958, Emmanuel Macron se fourvoyait une fois de plus car même sous la Ve République, il est impossible de gouverner paisiblement contre l'Assemblée.

Au terme de ces secousses telluriques, la Constitution de 1958 n'est plus, selon la saisissante formule de Georges Burdeau, qu'un « *temple allégorique habité par des ombres* ». Il est temps de l'admettre. Bien sûr, les juristes les plus juridisants soutiendront que ce ne sont pas les institutions qui sont en cause mais ce qu'il est advenu d'elles parce que des comportements politiques les ont abaissés. Que les institutions ne font que mettre en évidence les limites des hommes qui occupent les responsabilités. Mais en politique plus qu'ailleurs les intentions comptent moins que les résultats. Au surplus, les constitutions doivent être faites à la mesure des hommes et non à celles des héros. Constatons donc que le régime fort que fut – un temps – la Ve République n'est plus puisque jamais le pouvoir n'a paru aussi impuissant. Il faut donc bien finir par s'attaquer à la racine du mal.

J-C - Ce ne sont pas les "*comportements politiques*" ou "*les limites des hommes qui occupent les responsabilités*" qui sont en cause, mais le rôle ou la place que la France ne plus assumer dans l'économie mondiale, tout comme l'ensemble des économies occidentales du vieux continents ou des vieilles puissances impérialistes reléguées au second plan ou en voie de marginalisation, dont les populations sont en voie de paupérisation.

En complément :

Censure : la France « *n'est pas loin d'une crise de régime* », juge Édouard Philippe - LePoint.fr/AFP 7 décembre 2024

Jeu de rôles pour sauver la Ve République et le régime.

LR

Ni ministres LFI, ni programme du NFP: les LR fixent leurs lignes rouges pour le futur gouvernement - BFMTV 7 décembre 2024

" *Nous ne céderons pas à la facilité de la censure. Sauf dans une seule hypothèse qui serait celle d'un gouvernement mettant en œuvre le programme du Nouveau Front populaire ou comportant des députés de La France insoumise* ", a déclaré le chef de file des députés Les Républicains.

" *Il faut que ce gouvernement soit le plus stable possible* ", a-t-il souhaité.

Selon nos informations, Emmanuel Macron a fixé plusieurs lignes rouges ce vendredi matin, lors de ses échanges avec le bloc central à l'Élysée. Il a ainsi assuré ne pas vouloir nommer un Premier ministre socialiste tant que le parti de gauche sera allié à La France insoumise au sein du Nouveau Front populaire (NFP).

J-C - Macron a demandé au PS d'acter ouvertement sa capitulation, franchement, ce n'était pas nécessaire.

LFI

Nouveau gouvernement: LFI annonce ne pas se rendre à l'invitation de Macron lundi à l'Élysée - BFMTV 7 décembre 2024

Le coordinateur national de la France insoumise Manuel Bompard considère qu'" *aucune discussion autre que la nomination d'un gouvernement du Nouveau Front Populaire ne saurait avoir lieu avec le chef de l'État* ".

Jean-Luc Mélenchon a également assuré sur le réseau social X que la France insoumise " *ne participe à aucune combine avec Macron* ".

J-C - Cela dit, il n'y a pas si longtemps, il se voyait bien devenir son Premier ministre.

PS

« Macron n'a absolument pas » demandé au PS de s'éloigner de LFI, affirme Olivier Faure - 20minutes 6 décembre 2024

Emmanuel Macron « *n'a posé aucun préalable sur aucun sujet* » lors des consultations en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre, et n'a " *absolument pas* " demandé aux socialistes de se détacher de La France insoumise, déclare premier secrétaire du PS Olivier Faure, à l'issue d'une réunion avec le chef de l'Etat à l'Élysée. 20minutes 6 décembre 2024

J-C - Ce n'était pas nécessaire !

Recherche homme de paille pour assumer collaboration de classes.

Nouveau Premier ministre : ce qu'est ce rôle de « préfigurateur » qu'imagine Olivier Faure - Le HuffPost 6 décembre 2024

Le Premier secrétaire du Parti socialiste s'est dit ouvert à « *des compromis sur tous les sujets* », y compris la réforme des retraites, avec les groupes politiques qui ont participé au front républicain lors des dernières élections législatives.

Cette idée de préfigurateur, « *pas si étonnante* » puisqu'elle existe dans plusieurs autres pays, consiste à choisir un profil qui ne soit irritant pour aucune des forces autour de la table. Sa mission : arbitrer les négociations, définir une méthode, s'assurer du bon déroulement de la discussion. Selon le journal libéral L'Opinion, « *c'est de cet accoucheur dont le monde politique a besoin, une personnalité capable de mettre d'accord les partis sur la forme et le fond* » .

D'anciens Premiers ministres comme Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Ayrault ou Dominique de Villepin cochent plusieurs cases. Tout comme Jean-Louis Borloo, qui a passé sa vie au centre et qui n'a aujourd'hui plus les mains dans le cambouis politique.

« *Mettons-nous d'accord sur quelqu'un qui puisse organiser les bons offices, qui permette de faire dialoguer des gens différents* », martèle Olivier Faure, qui indique vouloir tout faire pour éviter « *le blocage institutionnel* ». « *Cela peut prendre 1 mois, 2 mois, 3 mois* », poursuit-il. Autre option, pour donner plus d'importance à l'arbitre : ne pas nommer un préfigurateur, mais deux, trois ou quatre. Une petite équipe qui n'a pas d'ambition immédiate, qui ne court pas après les postes, mais qui est prête à construire des ponts entre forces politiques qui s'opposent et entre lesquelles le dialogue est rompu. Le HuffPost 6 décembre 2024

Le 8 décembre 2024

• [Causerie du 8 décembre 2024](#)

Hier j'ai esquissé une stratégie politique dans la perspective de la prise du pouvoir. On va préciser certains points.

L'Etat et les institutions en place sont le produit d'un rapport de force entre les classes. La classe qui détient le pouvoir économique fournit une précieuse indication sur la nature sociale de l'Etat, en l'occurrence, la classe des capitalistes. Dès lors, les institutions ont pour fonction de servir les intérêts de cette classe ou d'assurer la pérennité du capitalisme.

Pour satisfaire les besoins propres au capitalisme et assurer son bon fonctionnement, cette classe doit consentir quelques concessions sociales, et pour assurer la stabilité du régime, elle doit octroyer des concessions politiques aux classes exploitées ou les associer au fonctionnement des institutions, de telle sorte qu'elles se figurent exercer un pouvoir sur la classe dominante, alors qu'en réalité, dès lors que ses représentants ne se fixent pas pour objectif un changement de régime économique et politique, l'abolition de ces institutions et du capitalisme, en participant aux institutions elles les cautionnent, pire, elles ne font que collaborer à leur propre oppression ou à l'esclavage salarial.

Ainsi les capitalistes disposent à la fois sans partage à la fois du pouvoir économique et du pouvoir politique, et compte tenu que cette classe est ultra minoritaire dans la société, il n'est pas exagéré de caractériser son pouvoir d'antidémocratique ou d'affirmer, qu'elle exerce une dictature sur les classes exploitées et opprimées qui constituent l'immense majorité de la population ou du peuple.

C'est la Constitution qui a pour fonction d'entériner et de codifier les rapports existant entre les classes au sein du mode de production, comment ils s'expriment sur le plan juridique au sein des institutions, autrement dit, elle se porte garant de la préservation du régime économique et politique en place.

Il ressort de ce constat, que la classe ouvrière et les classes moyennes ne disposent finalement d'aucun pouvoir pour faire valoir leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques légitimes.

Elles ne disposent que des droits politiques que leurs maîtres ont bien voulu leur accorder bon gré ou mal gré pour mener leur lutte de classes, à condition toutefois qu'elles n'en usent qu'avec parcimonie sans jamais remettre en cause l'ordre établi ou empiéter sur les intérêts des capitalistes, selon le principe de droit naturel ou divin, décrétant que l'exploitation et l'oppression ou la servitude humaine bénéficie d'un statut supérieur à tout autre sans exception, que nulle n'a le droit de contester la légitimité pour l'éternité.

Ceci étant posé, il va de soi que si on se cantonnait aux conditions que nos ennemis nous imposent pour mener notre combat politique, on ne voit pas comment on pourrait obtenir un jour notre émancipation du capitalisme ou conquérir notre liberté, il nous faut donc trouver un moyen pour briser ce joug ou défier l'Etat ou les institutions.

Parmi les conditions ou contraintes qui pèsent sur nous, parmi les alliés des capitalistes, il faut compter avec un puissant facteur qui n'était pas très développé au début du XXe siècle lorsque se produisirent les révolutions russes de 1905 et 1917, à savoir tous les moyens modernes et sophistiqués de communication ou de propagande, la traditionnelle presse écrite qui n'a jamais été indépendante, le réseau tentaculaire télévisuel et radiophonique, sur lesquels sont venus se greffer les réseaux et les médias dits sociaux, dans lesquels interviennent quotidiennement une multitude d'acteurs plus ou moins manipulés ou instrumentalisés à leur insu, des inconnus le plus souvent, qui présentent tous ou presque la particularité, disons à 99,99%, de servir la cause de la réaction quand il s'agit de politique ou de distraire le peuple de manière à lui donner l'impression de vivre en démocratie, alors qu'en réalité, plus il en est dépendant, et plus il s'en éloigne, car noyé sous un flot d'informations en continu ou d'analyses contradictoires, sans le mode d'emploi pour les décrypter ou avoir acquis un niveau de conscience politique suffisant un esprit critique bien aiguisé, sans boussole ou direction pour s'orienter, il ne peut être conduit qu'à la plus grande confusion qui soit, au point de douter de tout et tout le monde, à commencer par lui-même, ce qui tend à le conduire à la passivité, à le paralyser ou le réduire à l'impuissance, ce qui est démoralisant, déprimant à la longue.

Ces alliés médiatiques des capitalistes, dont les plus importants leur appartiennent ou sont financés par eux, sont devenus si puissants qu'ils sont capables de mobiliser des armées de mercenaires ou miliciens qui galvaniseront les foules jusqu'à renverser des régimes, de mener des campagnes de diffamation sans être inquiétés par la justice contre des acteurs sociaux ou politiques en tout genre, des opposants politiques qui seront littéralement lynchés, bannis de partout, parvenant même jusqu'à faire passer pour des ennemis leurs meilleurs amis ou les soutiens à leur cause.

Par conséquent, nous devons impérativement inclure ce facteur dans notre stratégie, l'ignorer serait aussi fatal que négliger la stratégie de nos ennemis. Cela nous impose de nous doter d'une conception de la lutte de classe plus rigoureuse encore qu'autrefois, ou de prendre au sérieux ou en considération tout ce qui se rapporte au conditionnement des masses, au pouvoir que peut exercer sur elles la machine infernale à formater leur conscience. Nous devons inclure ce facteur dans notre guerre de classe, sur le plan psychologique, philosophique, idéologique, on doit se préparer à toute sorte de menaces, de mauvais coups ou agressions de leur part, de manière à ne jamais être pris au

dépourvu et céder à la panique, puis à la débandade, car il n'y aurait rien de pire aux moments les plus décisifs.

Il faut donc y préparer consciencieusement les militants, cadres, dirigeants et les travailleurs, les armer en leur fournissant tous les éléments en notre possession. Cela nous ramène à la question du parti que nous avons à peine abordée hier.

Je n'ai pas eu le temps depuis hier de relire des ouvrages de Lénine ou sur la révolution russe, cela dit, en repensant au contenu du documentaire dont je vous ai parlé hier, en observant le comportement de Lénine, je me suis dit qu'avec un peu de chance il y figurerait peut-être un enseignement à côté duquel nous serions passés, qui pourrait nous aider à avancer, qui sait ?

Il y a un truc qui m'a intrigué, je me suis demandé comment il avait pu diriger le parti bolchevik et la révolution d'Octobre, alors qu'il n'avait pas vu venir celle de février, il n'avait pas compris immédiatement la signification du soviét, les bolcheviks y étaient même plutôt réfractaires au début... Plus d'un y verrait des lacunes impardonnables, et pourtant, quel extraordinaire dirigeant révolutionnaire il allait être ! On nous a dit qu'il recevait des émissaires de Russie, certes, à l'époque il fallait des semaines pour que les nouvelles parviennent à leurs destinataires, malgré tout, il a été très surpris par un si soudain déferlement des masses, je sais maintenant que c'est la magie des révolutions, mais laissons cela de côté. Donc, il n'était pas aussi bien informé qu'on avait bien voulu nous le dire. J'en ai déduit qu'il n'était pas en prise directe avec la situation ou qu'il en ignorait pas mal de choses, et pourtant ! Alors que faisait-il de ces journées ?

Ils travaillaient comme un forçat, comme Marx avant lui, mais à quoi ? A la révolution, à la future révolution qui viendrait dans quelques décennies, peut-être après sa mort. Toute son énergie y passait, par chance pour les masses russes, il allait subordonner tout son travail à cet objectif et à la construction du parti, à l'armement théorique de ses militants.

Imaginez un instant que nos dirigeants en aient fait autant, au lieu de balancer à la poubelle cet enseignement à la première occasion au profit du socialisme révisionniste, quand, disons dans les années 40-50 du siècle dernier, officiellement en 1981, quand la social-démocratie parvint au pouvoir en France, et la décomposition du régime polonais annonçait la fin prochaine de l'URSS, ils n'avaient plus besoin de faire semblant d'être des marxistes trotskystes, leur imposture éclata au grand jour, au grand dam des milliers de travailleurs qui avaient rejoint l'OCI, la LCR et LO, ils ne s'en sont jamais remis. Dommage, car nous n'étions pas trop mal partis pour construire le parti, même déformées, nous possédions pour l'essentiel les bases pour progresser encore, à condition de le vouloir évidemment, c'est là que la volonté joue un rôle déterminant, dans la vie en général du reste.

La volonté et la confiance, l'espoir, c'est ce qui manquent le plus aux travailleurs et aux militants de nos jours, c'est ce qu'il faudrait leur insuffler.

On doit remettre le socialisme au centre des discussions.

Vous aurez remarqué que j'ai repris une partie des enseignements de la révolution russe, auxquels j'ai joint la question du double pouvoir qui a vu le jour au tout début de la révolution de février 1905 à Pétrograd, au lieu de la plaquer à notre situation, j'en ai proposé une adaptation.

Je rajoute quelques éléments très rapidement.

Le gouvernement provisoire de la République sociale demanderait aux autorités du pays de céder le pouvoir, elles refuseraient évidemment, et une fois qu'il estimerait que la situation est mûre, avec l'ensemble des Assemblées populaires il appellerait à la grève générale jusqu'à ce que le pouvoir abdique, que le Président de la république démissionne et dissout l'Assemblée nationale. Avec les rapports entre les classes qui existent en France, cela fait longtemps que je pense que c'est dès le départ une grève générale politique qui emportera le régime, car si on devait compter sur une grève générale à partir des revendications sociales uniquement, on pourrait attendre très longtemps, c'est malheureux à dire, mais il n'y a pas assez de pauvres en France et les pauvres ne sont pas encore assez pauvres.

Maintenant vous allez me demander : Mais qui va reprendre cette stratégie, personne ? Hélas ! il n'y a que LFI qui pourrait s'en charger, à condition de ne pas leur parler de révolution ou de socialisme ! Idem avec le POI et le PT, s'ils n'étaient pas divisés, et encore, ils sont trop marginaux, ce sont des organisations qui ne comptent pas plus de 1.500 à 2.000 militants encore valides ou qui ne sont pas des vieillards.

Alors pourquoi nous soumettre une stratégie si elle est inapplicable dans l'état ? Parce qu'il fallait bien que quelqu'un y pense, non ? Elle pourra peut-être servir plus tard, je l'ignore et vous aussi. De toutes manières, dorénavant quoi qu'on propose, on se moque de vous ou vous n'écopez que du mépris.

Le 13 décembre 2024

Ils osent tout les suppôts de nazis.

J'ai mis un fichier en ligne sur la prison de Sednaya en Syrie, à lire, télécharger et partager largement, merci de la part du peuple syrien.

Il relate les fausses infos colportées par les médias français, les témoignages et images frauduleuses dont ils se sont servis pour présenter Bachar al-Assad et la République arabe syrienne comme des monstres de cruauté que personne ne regretterait, pour faire oublier qu'ils ont porté au pouvoir des barbares sanguinaires qui ont participé à la destruction de la Syrie et au massacre de son peuple, des takfiristes fanatiques qu'ils soutiennent à la suite des Etats-Unis, Israël, la Turquie, le Qatar, l'Union européenne et l'OTAN. Ces images proviennent d'autres lieux identifiés ou elles ont été réalisées grâce à l'IA, le reste est à l'avenant.

Au fait, à l'annonce que des barbares d'al-Qaïda s'étaient emparés du pouvoir en Syrie, le mouvement ouvrier, un parti a-t-il appelé à une manifestation en soutien au peuple syrien ? Non mais vous n'y pensez pas sérieusement, vous êtes devenu fou ou pourquoi ? Pas du tout, je ne me le permettrais pas. Et après cela vous vous figurez peut-être qu'ils soutiennent leur propre peuple. Vous voulez rire ou quoi, ils n'en ont rien à taper non plus, il faudrait être dérangé pour croire un truc pareil ou être sourd et aveugle, ils viennent juste de démontrer le contraire, à votre place je m'inquiéteraais...

Bon, ok, ce n'est pas nouveau et vous vous en foutez, si c'est le cas, qu'est-ce que vous venez faire sur ce blog, hein, dites-moi ? La logique et vous cela fait deux, vous n'êtes pas à une contradiction près, vous vous en foutez aussi, vous vous foutez de tout en somme. Ah ben vous aurez le Premier ministre que vous méritez, les intéressés se reconnaîtront. Il y en a qui m'ont reproché de ne pas faire dans la dentelle, c'est voulu, eux ils doivent bouffer dans des assiettes en porcelaine et péter

dans la soie, attendez de recevoir des bombes sur la gueule et on en reparlera, non tout compte fait, car il sera trop tard. Cela n'arrivera jamais, faites attention, ce n'est plus si sûr de nos jours ! Il y en a qui veulent changer le monde, et il y a ceux qui s'en accommodent tel qu'il est, voilà ce qui nous distingue, le reste est secondaire.

Le blog sera actualisé en fin de journée (ici), il est déjà 11h, ou demain matin au plus tard.

Le 26 décembre 2024

C'est rare, mais il arrive que je dispose d'un peu de temps pour développer mes propres idées et rédiger un article de fond.

Au passage, on fait le procès de l'anti-impérialisme, un exercice avec lequel les occidentaux semblent rencontrer quelques difficultés. En vivant depuis longtemps en Inde, une ex-colonie du Raj britannique, à une encablure de Pondichéry autrefois occupé par la France, cette question me motive particulièrement, d'autant plus qu'on continue d'en subir les conséquences néfastes.

Je considère que tous les peuples doivent décider librement leur destin, leur organisation politique, leur culture, leurs moeurs ou coutumes, leur langue... Aucun Etat, personne, n'a le droit de leur dicter quel système ou modèle économique ils doivent adopter ou de s'immiscer dans leurs affaires. Leur souveraineté ou leur indépendance ne sont pas négociables, parce que c'est la condition pour qu'ils puissent se développer à leur rythme et puisse vivre en paix avec leurs voisins ou tous les autres peuples. Toutefois, le capitalisme à l'époque de l'impérialisme constitue un obstacle à leur épanouissement harmonieux, par conséquent, il faut impérativement l'éradiquer de la surface de la planète, cette dernière ne s'en portera que mieux également.

Tel est le devoir que les masses et les militants ouvriers des pays les plus développés devraient s'assigner, dont ceux de la France en première ligne compte tenu de leur riche et longue expérience de la lutte de classe contre l'exploitation et l'oppression.

Mayotte doit réintégrer la République indépendante des Comores. C'est valable pour tous les territoires dits d'Outre-mer.

Mayotte. Vive le colonialisme français, vive l'impérialisme !

Grille de lecture.

- Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.

(L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine 1916)

Ici, on mène la lutte sur les deux fronts à la fois, ce qui nous vaut à la fois, la haine du camp des impérialistes et de celui des militants de tous les courants du mouvement ouvrier acquis à l'opportunisme, que les exceptions veuillent bien se faire connaître.

Les "*opposants*" au régime, les bien-pensants et autres grands humanistes la larme à l'oeil ou une main sur le coeur se livrent en réalité à un exercice de social-impérialisme. Comment ?

L'impérialisme fixe le cadre ou les règles, et l'ensemble de ce qui se prétend de gauche ou d'extrême gauche s'aligne dessus et lui jure fidélité.

Ils dénoncent l'occupation par la France de l'île de Mayotte qui constitue une atteinte à la souveraineté de l'État comorien et à son intégrité territoriale, ce qui est exact, pour autant n'allez pas imaginer qu'ils exigeraient que la France se retire de Mayotte, pas du tout. Cela signifie sur le plan politique, qu'ici comme ailleurs ils ne comptent pas non plus affronter Macron-Bayrou-Valls ou le régime de la Ve République.

Mais comment vont-ils s'y prendre pour camoufler leur trahison ?

C'est très simple, en imposteurs professionnels ou en opportunistes consommés, ils vont se rabattre à l'aide d'un discours qui se veut radical pour berner les naïfs, sur des thèmes propulsés ou instrumentalisés par l'oligarchie de Davos, le "*désastre climatique*" et la "*émigration clandestine*", il faut bien qu'ils servent à quelque chose et à quelqu'un, n'est-ce pas ? Bref, les militants les applaudissent, Macron-Bayrou-Valls rigolent, et moi je vais encore passer pour un abruti ou un réac, qui sait, ils osent tout, j'ai l'habitude depuis le temps, c'est pitoyable, mais c'est comme cela, on en est là, hélas, patience !

CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) 18 décembre 2024 - Comment expliquer ce désastre climatique en brandissant la carte de la migration clandestine ? Bruno Retailleau, (ex)-ministre de l'Intérieur français y parvient très bien en attisant le délire fasciste du recours aux boucs émissaires pour tout justifier, de la catastrophe climatique à la pauvreté extrême.

Reconnaître la responsabilité du gouvernement français dans l'extrême pauvreté qui touche le département français de Mayotte n'a pas semblé être une priorité pour Bruno Retailleau, qui appelle à poursuivre la course contre l'immigration irrégulière plutôt que de s'attaquer aux causes du désastre dû à la catastrophe climatique.

Comme le rappellent Malcom Ferdinand et Mélissa Manglou, la vulnérabilité des territoires d'Outre-mer aux dégradations environnementales et aux perturbations climatiques n'est pas naturelle, mais résulte d'une « longue construction sociale et politique ». Elle découle d'un héritage colonial qui a détruit les écosystèmes et fragilisé la souveraineté de territoires entiers.

J-C - Autrement dit, si l'impérialisme français ou "*l'héritage colonial*" avait tenu ses promesses, il n'y aurait pas lieu d'exiger la restitution de Mayotte à la République indépendante des Comores.

C'est une façon comme une autre de cautionner ou de justifier, que des territoires situés à des milliers de kilomètres de la France et dont les populations ne partageaient pas l'histoire, furent intégrés de force à l'empire colonial français et y demeurent pour l'éternité, c'est bien cela, n'est-ce pas ? Qu'il nous soit permis de ne pas en être. (voir une précédente causerie)

https://www.cadtm.org/Mayotte-face-au-cyclone-Chido-quand-l-obsession-migratoire-ecrase-la-justice#le_deni_colonial_de_la_france

https://www.mondialisation.ca/mayotte-face-au-cyclone-chido-quand-l-obsession-migratoire-ecrase-la-justice-climatique/5694948?doing_wp_cron=1735197880.3647720813751220703125

Il n'y a pas que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël qui ne respectent pas les résolutions de l'ONU, l'impérialisme français non plus.

L'Assemblée générale de l'ONU condamne la politique française - lemonde.fr 23 octobre 1976

Par 102 voix contre une et 28 abstentions, l'Assemblée générale a adopté, jeudi 21 octobre, une résolution introduite par le Cameroun concernant Mayotte.

Le texte " considère que les référendums imposés aux habitants de l'île comorienne de Mayotte constituent une atteinte à la souveraineté de l'État comorien et à son intégrité territoriale, que l'occupation par la France de l'île de Mayotte constitue une violation des principes des résolutions pertinentes de l'organisation des Nations unies.

Il condamne les référendums du 8 février et du 11 avril 1976, organisés dans l'île de Mayotte par le gouvernement français et les considère comme nuls et non avenue. Il condamne énergiquement la présence de la France à Mayotte, qui constitue une violation de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République indépendante des Comores. Il demande au gouvernement français de se retirer immédiatement de l'île comorienne et d'entamer immédiatement des négociations avec le gouvernement comorien pour la mise en application des dispositions de la présente résolution ". lemonde.fr 23 octobre 1976

Un constat. 48 ans plus tard, force est de constater qu'aucun gouvernement français n'a cru bon de respecter cette résolution.

Y aurait-il eu une manifestation en France organisée par le mouvement ouvrier depuis le 14 décembre 2024 pour exiger que la France se retire de Mayotte ? Vous connaissez la réponse. Notez que je n'en appelle pas à l'ONU, une agence de l'impérialisme.

A croire que c'était la meilleure manière que les anti-impérialistes avaient trouvé pour souhaiter la bienvenue à Valls, il appréciera n'en doutons pas.